Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1972)

Nouveaux modèles sociaux et développement

Tome II

Expériences et enjeux de notre développement

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
professeure retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi
[Page web](#). Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeure de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi.

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison,

Nouveaux modèles sociaux et développement.

Tome II (pp. 231-491)

Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1972, 491 pp.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 16 avril 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Crise de prophétisme, Ed. de l'A.C.C., Montréal, 1965.

L'Église en dehors de l'église, Ed. de C.C., Montréal, 1966.

La paroisse en concile, Fides, Montréal, 1967.

[*Le monde et le sacré*](#), 2 tomes, Ed. Ouvrières, Paris, 1966-1969.

Vers un nouveau pouvoir, Éditions HMH, Montréal, 1969.

[*Nationalisme et religion*](#), 2 tomes, Éditions Beauchemin, Montréal, 1970.

[*Stratégies sociales et nouvelles idéologies*](#), Éditions HMH, Montréal, 1971.

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

Nouveaux modèles sociaux et développement.

Tome II (pp. 231 à 491)

Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1972, 491 pp.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

Tome II.

[Expériences et enjeux de notre développement](#)

[Introduction](#)

Chapitre 1. [Urbanisation et développement au Québec](#)

I. [La zone métropolitaine et les politiques de Québec](#)

- *Montréal, premier test de vérité*
- *Enfin, une option claire*
- *Des politiques incohérentes*
- *Deux obstacles majeurs*
- *Les vices structurels et idéologiques*
- *Une radicalisation nécessaire des démarches politiques*

II. [L'expérience difficile des communautés urbaines](#)

- *Un lourd héritage pour notre démocratie locale*
- *Le dossier d'une communauté urbaine*
- *Quatre questions principales*
- *Vers de nouveaux modèles urbains*

Chapitre 2. [Un cas type : l'aéroport de Ste-Scholastique](#)

- Sommes-nous capables de stratégie ?
- De la politique à l'expertise
- Les fondements d'un choix
- Québec : Victime ou Responsable ?
- Aménagement de la Région Nord
- Choix d'un axe et stratégie
- Réactions face au rapport de l'INRS
- Un cheminement difficile mais prometteur
- Satra à l'œuvre
- Évolution de l'urbanisation

Chapitre 3. [Les alternatives actuelles de notre développement](#)

- Un premier banc d'essai
- Certaines préoccupations culturelles ont pris le dessus
 1. *Jouer la carte nord-américaine*
 2. *Créer un ou des modèles inédits de développement*
 3. *Viser d'abord un État fort et démocratique*
 4. *Aller au bout de la crise actuelle*
- Un pays neuf à bâtir

Chapitre 4. [De nouveaux lieux de concertation pour le développement](#)

A. [Bilan de l'évolution récente](#)

- *Position du problème*
- *Les progrès récents et leurs limites*

B. [Les stratégies existantes et possibles](#)

- *Concertation hiérarchique*
- *Concertation fonctionnelle*
- *Concertation communautaire*

C. [Obstacles et points d'appui pour une stratégie de concertation](#)

- *Un gaspillage opulent !*
- *Une nouvelle éthique à diffuser*
- *Des luttes douteuses*
- *Des déséquilibres camouflés*
- *Des contradictions évidentes*
- *Une dynamique de projet*
- *Un cadre cohérent de développement*
- *Une mobilisation pour des tâches constructives*
- *Des exemples révélateurs*

Chapitre 5. Les lignes de force du développement

- Du pessimisme social à l'intervention utopique
- Les intuitions du développement
- Une nouvelle conception de la société
- De la crise à une politique historique
- Des solidarités historiques fondamentales
- Dilemmes et dialectiques du développement
- Modèles et stratégies de développement
- Un nouvel horizon

Chapitre 6. Jeux et enjeux politiques

- Les jeux de surface
- Les jeux de coulisse
- Des règles du jeu qui n'en sont pas
- Les jeux interdits (une société délinquante)
- Les jeux tout court
- Les enjeux cruciaux
- Conclusion : des avenues de prospective

Tome I

Quatrième de couverture

Avant-propos

Chapitre 1. Vers de nouveaux modèles sociaux

1. *Modèles construits vs modèles induits*
2. *Modèles culturels vs modèles techniques*
3. *Rôle central de la fonction politique*

Chapitre 2. Nouveaux types de modèles sociaux

1. *Les modèles sauvages*
2. *Les micro-modèles*
3. *Les modèles fédératifs*
4. *Les modèles multi-dimensionnels*
5. *Les modèles communautaires polyvalents*
6. *Les modèles-relais*
7. *Les modèles-moteurs*
8. *Les modèles volants*
9. *Les modèles gestionnaires, bureaucratiques, cybernétiques*
10. *Les modèles politiques*
11. *Les modèles symboliques*
12. *Les modèles festifs*

Chapitre 3. Le modèle social, pratiques et critères

- *Quatre éclatements à retenir*
- *Trois phases stratégiques*
- *Modèles construits*
- *Critères d'évaluation*
- *Composantes du modèle social*
- *L'avenir de nouveaux modèles sociaux*

Annexe

- *Lettre ouverte à nos gouvernements et à nos concitoyens*

**Nouveau modèles sociaux
et développement**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Jacques Grand'Maison, professeur à l'Université de Montréal, participe activement à des projets de développement communautaire et régional depuis une quinzaine d'années. Dans cet ouvrage, comme dans les autres qui l'ont précédé, l'auteur tente de cerner l'évolution rapide et souvent chaotique des praxis sociales. Donner cohérence et dynamisme à ce qui monte de la vie, tel est le premier objectif de sa réflexion et de son action. N'est-ce pas une condition fondamentale pour l'élaboration de politiques créatrices et courageuses ?

On ne remodèle pas facilement une quotidienneté qui a perdu ses axes traditionnels de référence. En dressant le dossier des recherches et des expériences les plus significatives, Jacques Grand'Maison s'attache à discerner les différents modèles sociaux qui commencent à poindre à l'horizon. À la façon du sourcier, il essaie de repérer les sources profondes, les germes de vie qui pourront féconder l'avenir de notre société. Il nous révèle ainsi les intentions déterminantes qui habitent notre sujet historique actuel.

Resitués dans un ensemble cohérent de développement les dynamismes sociaux, et même les conflits politiques, acquièrent une tout autre portée. Ils sont d'abord soumis à l'évaluation d'un cadre critique qui fait mieux ressortir les enjeux décisifs. Du coup apparaissent les conséquences souvent tragiques de décisions politiques et de projets collectifs élaborés sans suite, sans finalités identifiables par l'ensemble

de la population. Secondairement, des démarches unifiées de développement peuvent acheminer le Québec vers un bloc historique de ses forces vives au moment où se dessine un tournant peut-être décisif pour la société francophone d'ici. Tout en ne voulant rien liquider des affrontements nécessaires, Jacques Grand'Maison force constamment les uns et les autres à ne pas perdre de vue les véritables objectifs de libération et de promotion collectives. Le rôle des forces populaires reste le premier et le dernier test de vérité. Mais pour agir efficacement et lucidement, il faut bien connaître les réseaux de significations et de dynamismes qui prennent corps dans l'évolution actuelle de la société.

Cet ouvrage peut apporter ici une aide précieuse aux divers agents institutionnels comme à des groupes de citoyens. L'auteur a voulu en faire un instrument d'évaluation et de prospective, sans prétendre offrir la "bonne synthèse" ou la "réponse globale" à toutes les interrogations. C'est un levier, parmi d'autres, pour soulever une société bloquée qui menace de s'enfoncer dans l'inertie et l'apathie d'un nombre grandissant de citoyens désorientés.

[13]

**Nouveau modèles sociaux
et développement**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

[15]

Nous avons tenté bien des expériences au Québec, surtout depuis le début des années 60. En plus des constats de certains échecs, plusieurs citoyens retiennent une impression globale de fouillis et de dispersion mentale. Serait-on passé d'un projet à l'autre sans continuité et sans évaluation systématique ? L'urgence de tout faire en même temps justifiait trop facilement la précipitation des démarches. De plus, les grosses machines nouvelles devenaient des dinosaures « à petits cerveaux », des organismes énormes peu manoeuvrables et peu contrôlables. Dans une perspective de développement, les plus lucides n'arrivent pas à repérer dans la suite des décisions politiques et des nombreuses mesures législatives un enchaînement de démarches unifiées et finalisées. A défaut de projet d'ensemble, ne pouvait-on pas exiger un cheminement plus articulé, du moins un minimum de fidélité aux échéances et aux ententes qui suivaient de sérieuses concertations. Pensons au BAEQ, à l'aéroport de Sainte-Scholastique, à la Société générale de financement, et surtout à l'évolution chaotique depuis Churchill Falls à la Baie de James. Les réformes en éducation, en urbanisme, en main-d'œuvre connaissent déjà de terribles seuils-critiques. En sera-t-il de même du gigantesque plan de développement social mis en branle par le ministère des affaires sociales ?

Pendant ce temps, la révolution culturelle mondiale et nord-américaine se réfracte chez nous avec une particulière intensité. La révolte de l'individu et la quête de communauté prennent des proportions inédites dans une société et une culture aussi menacées. Certains veulent liquider à la fois leur propre passé et tout ce que la société moderne offre de solution, sans pouvoir compter sur la moindre figure consistante de l'avenir qu'ils anticipent. Peut-on vraiment parler d'une nouvelle culture en gestation ? Plusieurs en doutent. Mais la crise n'est-elle pas globale, une et à la mesure de tout l'homme, de toute la société ? Pourquoi ne pas chercher en elle, les correspondances impli-

cites et radicales qui permettraient de découvrir des solidarités fondamentales et fécondes. Les hommes s'unissent par leur racine et [16] leur sommet, par-delà les durs moments de crise et d'affrontement. Mais une culture politique minimale nous rappelle que ces reprises sont possibles dans des sociétés et chez des peuples qui ont une assise économique et politique assez forte et autonome. La fragilité de notre société ajoute au désespoir ou à l'impuissance de bien des Québécois. D'où ce sentiment d'être enveloppés par un contexte d'aveuglement à mesure que nous cherchons de nouvelles solutions. Nos projets débouchent souvent sur des voies sans issue. Ne s'enfoncé-t-on pas dans des culs-de-sac qui bloquent tout horizon de dépassement ? Des feux s'allument un peu partout, au cœur de la métropole montréalaise comme dans les coins les plus reculés. Les groupes sociaux défavorisés contestent sans doute de façon erratique. Mais leur action est peut-être le reflet d'un contexte d'anarchie politique et administrative, masqué par des appareils bureaucratiques prestigieux et une propagande officielle que les média modernes portent à la démesure. Les provocations et les réponses se ressemblent. Il est trop facile de s'en prendre « à ceux qui veulent se passer du gouvernement », « se faire justice à eux-mêmes ». On ne restaure pas ainsi une crédibilité essentielle à tout système social. Beaucoup de citoyens croient encore à la possibilité de constituer un gouvernement fort et démocratique, même s'ils manifestent un scepticisme évident devant les leaders politiques actuels.

Ce plaidoyer habituel rend-il justice à ce que nous avons vécu au Québec depuis quelques années ? N'y a-t-il qu'un lourd passif ? Dans toute cette efflorescence de tentatives, on ne saurait nier la présence active d'un dynamisme réel et d'une ferme volonté de promotion collective. Qui sait s'il n'y a pas des lignes de cohérence et de force derrière la riche diversité d'initiatives apparemment disparates et sans avenir. C'est d'abord à cette interrogation que nous voulons répondre. A la façon du sourcier nous allons tenter de discerner et saisir ce qui monte de la vie la plus profonde. Des politiques créatrices et audacieuses exigent une telle prospection. C'est notre terreau à nous, et non pas celui du voisin, que nous voulons féconder. Encore faut-il puiser en notre propre expérience collective les germes de vie que nous portons et les intentions les plus déterminantes qui nous habitent. Pourquoi ne pas opter, par-delà un nécessaire regard critique, pour une re-

cherche positive de nos plus riches matériaux de construction. Nous abusons tellement de nos faiblesses ! « Nous jouons *nos enjeux sur les scènes et les bustings, mais les vivons-nous, les assumons-nous vraiment ?* » Si on classe les hommes dans l'action, n'en va-t-il pas de même pour les peuples ?

[17]

Par ailleurs, nous ne voulons rien perdre de toutes nos manifestations authentiques de vitalité, pour en faire autant de pièces importantes dans l'édification d'un nouveau destin collectif. Des forces neuves commencent à s'affirmer et même de vieux rêves apparemment stériles redonnent à plusieurs d'entre nous une seconde jeunesse. Ce faisceau de dynamisme peut déboucher dans une politique audacieuse de développement. Mais cela ne se fera pas automatiquement. Nous avons à constituer un nouveau bloc historique de nos ressources humaines et matérielles. Il est, cependant, impossible d'imaginer une vaste stratégie de libération et de promotion collectives, sans s'appuyer d'abord sur tous les réseaux existants de solidarités et d'expériences valables.

Dans la première partie, nous allons étudier les nouveaux modèles sociaux qui commencent à prendre forme chez nous. Après un rapide tour d'horizon nous nous sommes rendu compte de l'ampleur et de la qualité de toute cette gestation à la fois douloureuse et féconde que vit notre société québécoise. Souvent limité par son champ d'activité, chacun n'a ni le temps ni la possibilité de scruter les expériences tentées ailleurs. Pourtant il existe des parentés et des complémentarités susceptibles de favoriser des fécondations mutuelles entre les diverses entreprises. Il fallait bien se risquer à tenter une sorte de synthèse provisoire de ces riches et très diverses expérimentations dans les différents champs sociaux, culturels, économiques et politiques. Nous en savons les terribles limites, tout en souhaitant que des équipes multidisciplinaires poussent plus loin le processus. La constitution provisoire de la mosaïque de nos modèles sociaux suit une logique qui, aux yeux de certains, n'existe pas dans la réalité, dans notre véritable situation. Cette objection a sa part de vérité. Mais notre réalité sociale est-elle purement chaotique et discontinue ? Sans doute y a-t-il de terribles déchirures dans la texture historique première et de bien faibles tissus sociaux de remplacement. Les graves problèmes de toutes nos institutions en témoignent. Mais ce serait céder au nihilisme que de se

limiter à dénombrer les accrocs ou les trous des expériences québécoises récentes.

Une démarche plus réaliste et plus saine nous invite à imaginer des stratégies à partir de ce qui commence à prendre corps, à susciter des solidarités et des engagements créateurs. Voilà ce qui a commandé notre recherche des nouveaux modèles sociaux. Chacun des secteurs de l'existence connaît ces processus d'éclatement d'anciens modèles, de genèse et de maturation de nouveaux styles de vie et d'organisation. [18] C'est là une dynamique humaine qui rejoint autant la vie privée que la réalité internationale. N'y a-t-il pas tentative de « remodelage » dans la famille comme dans la communauté monétaire mondiale ? Dans la mesure où l'homme est un être historique capable de projet, il n'évitera jamais ces tensions difficiles mais fécondes entre les modèles et les pratiques, entre le « vécu » et le « pensé ». Toute expérience humaine tend à se structurer et en même temps elle échappe au système qu'elle se donne. Pour se reprendre en main elle a besoin d'une distance critique. C'est le modèle ou le patron qui le lui permet. Elle se construit un modèle autant par le rêve que par l'analyse et l'expérimentation. Dans le domaine social et psychologique le processus devient beaucoup plus complexe. Il faut des instruments bien subtils pour saisir les intentions et les dimensions réelles des expériences individuelles et collectives. Une période de transition est toujours marquée par des enchevêtrements et des chevauchements plus ou moins inextricables de vieux et de nouveaux modèles.

On s'en rendra compte à la lecture des diagnostics qui jalonnent cet ouvrage, qu'il s'agisse d'économie ou de politique, d'éducation ou de sécurité sociale. Il n'a pas été facile de saisir les véritables traits des diverses configurations de notre réalité sociale actuelle. Nous avons travaillé sous le signe du provisoire et de l'anticipation, en démarquant le plus honnêtement possible les limites d'une telle opération polyvalente. Nous avons retenu une douzaine de modèles sociaux le plus souvent plus ou moins inchoatifs. À vrai dire, il s'agit de réseaux de polarisation sociale. Autour d'un même réseau, plusieurs modèles peuvent se constituer selon des découpages idéologiques, socio-économiques, culturels ou autres. Nous n'avons qu'à penser, par exemple, à la récente diversification des conceptions et pratiques politiques chez nous.

Dans une seconde étape, par le biais du développement, nous avons essayé d'établir les correspondances les plus significatives et vitales entre les dynamismes à l'œuvre dans notre milieu québécois. Il ne s'agissait pas seulement d'élargir nos perspectives à la mesure d'une politique de développement. Il nous fallait un lieu stratégique de cohérence pour établir des rapports fructueux entre les nouveaux modèles sociaux. Même si plusieurs s'en défendent, il leur arrive souvent d'extrapoler indûment une neuve expérience pour en faire une solution universelle. À partir d'un modèle inédit en éducation, on concevra une autre forme de société ! Des éducateurs gaspésiens diront aux hommes politiques et aux autres agents de développement que tout se ramène à l'éducation. Pour maîtriser les systèmes économiques [19] et politiques modernes, il faut donc instruire les citoyens avec des méthodes nouvelles. Ceux-ci vaincront ainsi « leur cécité sociale et leur incapacité professionnelle » et prendront en main leur destin ! Les nombreuses expériences de développement, surtout par leurs échecs, nous enseignent qu'aucune promotion collective réelle ne s'obtient sans que les principales composantes de la réalité sociale ne soient dynamisées de façon concertée. Par exemple, le chômeur gaspésien qui vit dans un contexte socio-économique apparemment ou réellement sans avenir, sera peu motivé à s'instruire.

Depuis quelques années, nous avons accumulé un certain nombre d'expériences de développement. Quels matériaux allons-nous retenir ? N'y a-t-il pas des options plus claires qui se dessinent ? Quelles sont les composantes d'une politique de développement ? On ne trouvera pas ici une réponse décisive à toutes ces questions, mais plutôt une contribution partielle et modeste à l'immense effort de réflexion et d'expérimentation de ces groupes et milieux qui s'engagent résolument dans une préparation systématique d'un avenir meilleur.

Dans nos diverses démarches, nous sommes bien conscients d'avoir forcé les canons scientifiques. C'est une liberté que nous permet le style d'essai. Nous ne cachons pas toutefois une volonté farouche d'autonomie dans notre réflexion personnelle et aussi un refus de chercher sans cesse caution dans l'autorité de tel ou tel grand maître. Nous ne pouvons pas plaider pour l'auto-développement et ne pas risquer en même temps un cheminement de pensée plus imaginatif et plus créateur. Entre le rapport scientifique forcément sectoriel et le manifeste « globaliste », il y a place pour de modestes essais qui veu-

lent donner à des expériences collectives toutes leur ampleur et leur profondeur, et cela de façon aussi vitale que systématique. Nous ne prétendons pas avoir fait oeuvre originale. Tout au plus, avons-nous poussé peut-être un peu loin un patrimoine commun de la recherche sur le développement. Nous remercions tous ceux qui nous ont aidé à mener à terme ce projet.

(20]

[231]

Nouveaux modèles sociaux et développement

Tome II

**EXPÉRIENCES ET ENJEUX
DE NOTRE DÉVELOPPEMENT**

[Retour à la table des matières](#)

[232]

[233]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME II

Expériences et enjeux de notre développement

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

[234]

[235]

Derrière les diverses figures des nouveaux modèles sociaux qui émergent lentement et péniblement dans notre société, se profilent des projets de développement. Plus nous avançons, plus nous nous rendons compte de la complexité de cette démarche systématique d'une société qui se veut le projet intégral d'hommes libres. Les échecs du développement sont déjà gros de précieuses leçons sur les limites et les possibilités d'une maîtrise pleinement humaine des facteurs structurels et culturels qui constituent la texture sociale d'une collectivité. On connaît, par exemple, des résultats désastreux quand on n'assume pas le fond culturel et historique qui a façonné les traits marquants d'un ensemble humain. Pensons à certaines importations aveugles de techniques d'organisation sociale, économique ou politique. Les vieux modèles culturels ne changent pas facilement. Ils peuvent tout aussi bien devenir des obstacles insurmontables que des points d'appui essentiels. Ici les expériences réussies sont très révélatrices des enjeux précités. Par exemple, le Japon a su mettre à profit la technologie américaine en l'intégrant à sa propre dynamique culturelle. Si bien que les modes de gestion des Japonais sont aussi efficaces, même s'ils défient une rationalité industrielle qu'on avait crue universelle. Par le retour critique nous pourrions établir d'autres correspondances, chez les Américains eux-mêmes, entre leur culture particulière et leur dynamisme économique.

Ainsi dans le premier cas, l'indice-stabilité apparaît prépondérant alors que dans le second cas l'indice-mobilité prend le dessus. Au plus profond de ces deux itinéraires de croissance économique, nous trouvons donc deux cultures particulières, très différentes l'une de l'autre. Dans le camp socialiste, nous constatons des phénomènes semblables, il suffit de mettre en parallèle le modèle soviétique et le modèle chi-

nois. Qui oserait nier encore id l'impact des incidences culturelles par delà les affrontements idéologiques et les rapports de forces ? En Occident, il a fallu les récentes révolutions culturelles pour nous rendre conscients des relations étroites et parfois des ruptures [236] radicales entre culture, économie et politique. Les instruments d'analyse des sciences économiques et politiques ne suffisaient plus. La cité moderne devenait un champ inédit pour l'anthropologie culturelle et psychologique, et cela jusqu'au coeur des comportements socio-économiques.

Derrière les systèmes, les structures et les modes d'organisation, bref tout ce qu'on met sous le signe de la rationalité technique, il y a de riches impondérables humains particularisés par des mentalités, des cultures et les expériences historiques. Ces tissus culturels et sociaux ont été noués au cours d'un long itinéraire. On ne les défait pas facilement. Chez nous, de vieux modèles subsistent en plein coeur du Montréal francophone. L'industrialisation d'inspiration étrangère n'a pas réussi à vaincre certains modes de comportement individuel et collectif. Là où il y a eu brisure, on a pu constater les terribles traumatismes qui échappent, dans une certaine mesure, aux prises idéologiques, aux planifications politiques, aux schèmes freudiens ou marxistes, aux solutions purement économiques. Les insatisfactions que nous ressentons tous devant les diagnostics posés sur la société québécoise d'hier et d'aujourd'hui expriment déjà la complexité de notre situation. En cela, nous partageons la profonde perplexité de tous les peuples qui participent de façon diverse à ce tournant important de l'histoire humaine.

Malgré toutes ses ambiguïtés, l'idée de développement nous semble le meilleur révélateur des enjeux actuels, le carrefour par excellence des grandes coordonnées d'un destin collectif qui se veut projet social, original pour tel ou tel ensemble humain. Elle englobe passé, présent et avenir, traditions, croissance et progrès social, pluralisme et consensus collectif, liberté et nécessité, politique, économie et culture, et tant d'autres composantes essentielles, particulièrement le passage des aménagements partiels ou sectoriels à la maîtrise globale de tout l'environnement. Plus ou moins clairement, le planificateur et l'homme de la rue perçoivent les terribles culs-de-sac des projets urbains ou industriels récents. Nous avons déjà donné des exemples d'échecs cuisants dans les politiques de logement, de santé, d'industrialisation,

etc. Il en est de même des grands plans du type B.A.E.Q. (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec). D'où l'impression de poursuivre un idéal inaccessible et très coûteux.

Le partage de cette même angoisse va-t-il nous unir davantage que la recherche têtue d'un consentement collectif par la pointe de projets communs poursuivis envers et contre tout ? Ou bien, devra-t-on se [237] limiter à de gigantesques luttes de pouvoir en s'en remettant à une sorte de logique interne de l'histoire où se poursuit l'éternelle dialectique maîtres-esclaves, quitte à espérer le saut libérateur décisif vers une société humaine vraiment juste, solidaire et fraternelle ? Les clivages gauche-droite, conservateur-réformiste-révolutionnaire, bourgeoisie-prolétariat, rejoignent difficilement ces niveaux profonds où se nouent des solidarités historiques décisives. Les changements de régimes, démocratiques ou totalitaires, ne doivent pas nous illusionner sur les transformations réelles de l'homme, qui restent à faire, et qui conditionnent le long terme des combats les plus fascinants, des réalisations politiques ou économiques les plus prestigieuses. Jamais peut-être les sociétés n'ont connu un aussi fort sentiment : d'instabilité, d'éclipse culturelle, d'aveuglement face à l'avenir. De la crise monétaire aux révoltes des jeunes, il y a une série d'affaissements des certitudes acquises et des positions les plus assurées. La demeure humaine semble craquer de toute part, du dedans comme du dehors. Surpeuplée, polluée, affamée, divisée contre elle-même, la terre des hommes semble s'acheminer vers une babellisation suicidaire. Certains résistent mal à ce millénarisme apocalyptique qui ressemble étrangement à celui qui a déchiré les consciences aux abords de l'an mille.

Nous devons résister à cette sorte de psychose collective universelle qui traumatise les individus d'une façon ou l'autre, et cela un peu partout sur la planète, particulièrement en Occident où jamais les fins de l'homme n'ont été autant plongées dans la nuit du doute et de l'angoisse. Non pas qu'il faille renoncer à une reprise par le fond de l'aventure humaine, à une révision radicale de notre philosophie et de nos pratiques sociales. Mais nous ne ferons rien de décisif sans une confiance profonde en la victoire de l'homme et de la vie sur tous les déterminismes. La recherche incessante de libération, malgré les trahisons et les désillusions de toutes sortes, porte ses fruits un jour ou l'autre. C'est une conviction que je tire de mon appartenance spirituelle. Et c'est ce qui m'amène avec d'autres à saisir les remontées les plus

humbles de la vie, à féconder les moindres solidarités, à chercher patiemment la source qui se cache quelque part, le roc qui servira de solide appui. je retiens l'utopie du développement malgré les échecs qu'elle véhicule, comme une des voies de dépassement des systèmes actuels avec leurs enfermements tragiques. Une utopie qui, à la fois, conteste radicalement l'état actuel des choses et construit un nouvel avenir. Une utopie qui ne liquide pas, mais fonde les nécessaires luttes de libération, particulièrement celles des peuples humiliés et du petit peuple.

[238]

Les utopies véritables ont toujours des enracinements dans des expériences humaines. Elles perdent leur sens humain et leur impact politique quand on les définit de façon abstraite, en dehors du terreau où elles se vivent. Il faut les saisir de façon inductive en respectant leur dynamique propre.

Certains, par exemple, ont voulu fonder la libération nationale du Québécois sur une lecture négative de leur histoire. Au bout de la ligne, ils ne trouvaient rien de positif pour justifier un engagement réel. Si l'histoire qui a fait ce que nous sommes, ne contient rien de bon, comment serions-nous intéressés à poursuivre une lutte qui soit vraiment l'affirmation de nous-mêmes ? Pourquoi relier notre aventure humaine à l'appartenance québécoise, si les lectures freudiennes, marxistes ou capitalistes ne discernent en celle-ci que des sables mouvants ou un terreau sans force créatrice ? Nous avons trop cédé à ce genre de rationalité castrante depuis quelques années. Nous allons nous retrouver solidairement engagés à un tout autre niveau de profondeur, si nous acceptons de creuser notre sol avec des outils qui soient nôtres, sans exclusive. Imaginer et expérimenter des modèles de développement vraiment autochtones ne relève pas d'un esprit de xénophobie, mais d'une conscience vive de constituer un sujet historique qui mise d'abord sur lui-même. Même les graves difficultés, rencontrées au cours des tentatives passées ou récentes, peuvent éclairer les chemins de l'avenir.

À la suite de beaucoup d'autres, dans nos derniers ouvrages, nous avons analysé quelques expériences de développement. Nous voulons poursuivre cette démarche pour apporter notre modeste contribution à la relance qui s'amorce dans les nouvelles poussées de certaines poli-

tiques économiques, sociales et culturelles des derniers temps. Quelques projets collectifs retiendront notre attention, comme rampe de lancement d'une véritable programmation historique de développement. Ne sommes-nous pas dans un domaine où la réflexion doit sans cesse s'enraciner dans les expériences les plus significatives et les plus fécondes ?

[231]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME II

Chapitre 1

URBANISATION ET DÉVELOPPEMENT AU QUÉBEC

I. La zone métropolitaine et les politiques de Québec

- Montréal, premier test de vérité
- Enfin, une option claire
- Des politiques incohérentes
- Deux obstacles majeurs
- Les vices structurels et idéologiques
- Une radicalisation nécessaire des démarches politiques

II. L'expérience difficile des communautés urbaines

- Un lourd héritage pour notre démocratie locale
- Le dossier d'une communauté urbaine
- Quatre questions principales
- Vers de nouveaux modèles urbains.

[Retour à la table des matières](#)

[241]

I

La zone métropolitaine et les politiques de Québec

Montréal, premier test de vérité

[Retour à la table des matières](#)

Nous croyons que le développement du Québec doit avoir comme banc d'essai décisif, non pas le Bas Saint-Laurent ni la Baie de James, mais l'ensemble métropolitain de Montréal. D'abord, parce qu'il s'agit du seul pôle de croissance suffisamment diversifié que nous ayons actuellement. Ensuite parce que c'est seulement là que se trouvent réunies les conditions nécessaires pour constituer un pôle de développement : économies d'agglomérations, centres nerveux de recherche, d'innovation et de direction, ressources humaines et matérielles abondantes, réseaux industriels assez denses, communication avec les circuits économiques internationaux, etc. Il est difficile d'atteindre toutes les coordonnées de notre système social, et les enjeux économiques les plus vitaux, en dehors de Montréal. Non pas que les initiatives ailleurs n'aient aucune valeur, mais elles risquent de rester marginales par rapport à l'ensemble d'un Québec en concurrence avec de puissants voisins. Surtout en période de démarrage, « la décentralisation et la maximisation de la croissance globale peuvent bien être incompatibles » ¹.

Or, l'espace montréalais est déjà assez faible au plan économique. Sa position concurrentielle se détériore au profit de Toronto qui bénéficie d'un voisinage américain très dynamique. De plus, Montréal n'a

¹ Nous nous inspirons ici du rapport de B. Higgins, F. Martin et A. Raynauld, *Les orientations du développement économique régional dans la Province de Québec*, 1970.

pas de satellites importants pour une diffusion articulée des effets d'entraînement. Or, on sait que les villes satellites jouent un rôle précieux dans le dynamisme d'un pôle de développement en assurant une interaction féconde. Notons, toutefois, que durant la dernière décennie un mouvement de déconcentration s'est amorcé, mais pas au [242] point de constituer des zones autonomes assez populeuses et assez éloignées du centre métropolitain, comme dans le cas de Toronto.

Malgré ces faiblesses, la zone métropolitaine a l'assiette minimale pour un éventuel développement dynamique, si de fermes politiques économiques viennent mettre à profit l'envergure canadienne et internationale de Montréal. Par ailleurs, des obstacles internes sont à surmonter. Le rapport La Haye semble avoir inspiré certains projets que nous analyserons plus loin. Retenons un de ses principaux diagnostics :

Très densément peuplée, économiquement très développée, équipée des infrastructures les plus modernes et les plus complexes de tout le Québec, la région montréalaise est aussi, de toutes les régions québécoises, celle qui est la moins bien outillée, juridiquement parlant, pour résoudre ses problèmes d'aménagement physique.. Ce n'est pas seulement l'état actuel des lois d'urbanisme qui la dessert. C'est aussi l'émiettement de ses administrations locales, la concurrence de ses nombreuses municipalités, la répartition inégale entre elles des richesses et du poids de leur financement, le peu d'habitude et la crainte qu'elles ont de collaborer à leur aménagement commun. De telles structures et de telles habitudes empêchent les diverses collectivités de la région d'aborder de front les problèmes de leur coexistence physique. Il faut les y aider.

(Commission provinciale d'urbanisme,
chap. 8, pp. 52-53, Québec, 1968.)

On nous dira que les choses ont bien changé depuis ce temps, en alléguant les prolongements du plan Horizon 2000, la création de la communauté urbaine et les efforts de planification reliés au nouvel aéroport international de Montréal. Voyons les choses de plus près.

Récemment, Boyce Richardson sonnait l'alarme en soulignant que Montréal fait face au chaos, s'il n'y a pas enfin une planification plus vigoureuse. Même des villes plus favorisées qui ont pris vingt ans d'avance sur Montréal en ce domaine, connaissent de gros problèmes de congestion, de pauvreté chronique, de pollution, de logement, d'environnement et de développement. Or, en moins de trente ans, Montréal aura une population de plus de six millions. La zone métropolitaine s'accroîtra de plus de 500 milles carrés (actuellement 300). Les prévisions de rapport Lithwick se réaliseront avant terme, puisque déjà la région cumule plus de 60% de la population québécoise. Toutes les semaines, près de 1000 personnes des autres régions du Québec viennent s'installer à Montréal. La situation tragique du logement n'en est qu'un indice parmi d'autres.

[243]

H. Lithwick signale que le Canada connaît un rythme accéléré d'urbanisation, parmi les plus rapides des sociétés occidentales. Un tiers des Canadiens seront bientôt concentrés dans trois centres : Montréal, Toronto, Vancouver. Mais ce qu'il y a de grave dans ce phénomène, c'est l'incurie des divers gouvernements durant les dernières décennies, surtout dans le domaine de l'utilisation du sol. À côté du problème majeur : prix extrêmement élevé des terrains et des logements, concurrence effrénée des spéculateurs, il y a la détérioration difficilement surmontable de tout l'environnement. En termes d'espace vital, il faudra sacrifier presque les deux-tiers du centre-ville pour y loger les autos, si celles-ci demeurent le moyen de transport prédominant. Pour ce qui nous concerne, il n'est pas inutile de rappeler que la décennie 1970-1980 sera décisive, puisque les effets de la poussée démographique d'après-guerre atteindront leur sommet. Devant cette urgence, les dispositifs actuels restent très insuffisants. En effet, le décalage entre les responsabilités des villes et leurs ressources, leurs pouvoirs, s'accroît de façon dramatique. Par ailleurs, nous ne pouvons isoler les concentrations urbaines du reste de la population et du territoire.

Ces quelques grands centres canadiens vont-ils drainer la majorité des ressources collectives et menacer ainsi de stagnation la plus grande partie du pays ? N'est-ce pas accentuer le cercle vicieux des super-riches et des super-pauvres qu'engendre la mégalopolis ? On sait que celle-ci atteint vite un degré de congestion qui s'accompagne de coûts

astronomiques en inflation, en politiques sociales, en pollution, en croissance démographique et économique. Ne risque-t-on pas de mobiliser le reste du pays pour engloutir d'énormes revenus dans deux ou trois gouffres urbains qui opèrent déjà de terribles ponctions sur la nature humaine ou extra-humaine ?

D'une part, il y a ceux qui craignent la montée d'un nouveau pouvoir de la ville au détriment de l'État ; d'autre part, il y a ceux qui dénoncent cette nouvelle obsession millénariste du péril urbain. D'autres tentent de ramener la question à des vues plus objectives. Ils font ressortir, par exemple, la dimension internationale du réseau des grandes villes du monde. Une richesse à ne pas sous-estimer. D'un autre côté, ils s'inquiètent du peu de relations organiques de la mégalopolis avec le reste du territoire national, et surtout avec leur propre zone d'influence. De la façon la plus réaliste possible, ils tentent d'apporter ici des correctifs à une situation de base qu'aucun gouvernement ne saurait changer radicalement. En effet, l'urbanisation fait son [244] chemin envers et contre tout. Mais il serait encore temps d'humaniser et de féconder le processus. Par exemple, ils contestent des jugements parfois trop simplistes comme dans le cas du rapport Lithwick. Celui-ci soutient que les villes vont passer de l'état de centres culturels à l'état de centres économiques, et partant vont se déraciner de leur arrière-pays. De telles hypothèses laissent dans l'ombre les révolutions sociales, culturelles et politiques des derniers temps. Elles secrètent un pessimisme stérile vis-à-vis de politiques possibles de développement et d'aménagement qui établissent un équilibre dynamique et évolutif entre les centres urbains, les zones d'influence et l'ensemble du pays. Cette perspective dépasse l'empirisme étroit des solutions à la pièce : construction de logements et de transports en commun, sensibilisation aux besoins des individus-citadins. Un tel libéralisme ne fera qu'accroître les problèmes soulevés plus haut !

On sait que le rapport Lithwick est en relation avec la récente création d'un département d'État des affaires urbaines. Nous allons nous attarder un moment sur le contexte politique d'une pareille initiative. Trop d'éléments révélateurs de nos façons d'agir sont impliqués ici pour ne pas les scruter d'un peu plus près. Tout se passe comme si nous ramenions constamment les problématiques à des questions de juridiction, de pouvoir et d'institution, sans que nous nous laissions interroger par les réalités complexes de la vie contemporaine. Bien

sûr, la redéfinition des rôles des différentes instances gouvernementales, la révision radicale de la Constitution ou la renégociation du pacte de deux peuples s'imposent. Mais souvent les débats subissent une dérive qui éloigne de certains problèmes aussi cruciaux que complexes. Par exemple, des phénomènes comme l'urbanisation dépassent les questions relatives aux structures municipales et aux différentes instances gouvernementales. Tout notre développement antécédent en témoigne. Dans le cadre actuel du système politique canadien, est-il concevable que le gouvernement fédéral ne se préoccupe pas de ce défi inouï de l'urbanisation ? S'en remettre à l'autorité exclusivement provinciale, définie par l'article 92 (8), c'est simplifier faussement les choses. Déjà, les investissements publics des institutions fédérales dans leur propre ligne de juridiction interfèrent dans le développement urbain. Laissera-t-on ce vaste secteur à la marge des planifications provinciales, municipales ou régionales ? Sans doute, surtout au Québec, a-t-on de bonnes raisons de craindre un accroissement des visées centralisatrices d'Ottawa qui, plus d'une fois, a passé par-dessus les gouvernements provinciaux, pour distribuer les fruits d'une taxation douteuse et peu fidèle à la Constitution. Pensons aussi aux subventions conditionnelles [245] qui satisfaisaient les provinces anglaises, mais ne rencontraient pas les besoins particuliers de l'entité politique et culturelle du Québec. Mais nous faisons face à des problèmes trop graves pour donner prise à des conflits qui télescopent des éléments essentiels d'une politique cohérente de développement. Par delà les luttes politiques du Québec quant à son avenir global, il y a des tâches qui exigent des collaborations efficaces entre les différentes instances gouvernementales, et, disons-le, certains compromis provisoires. Pour donner suite à l'hypothèse que nous allons formuler dans l'étape prochaine, on comprendra qu'il faut envisager une concertation qui dépasse les implications immédiates des pouvoirs juridictionnels.

Enfin, une option claire

B. Higgins, F. Martin et A. Raynauld ont tiré cinq conclusions de leur étude récente (1970) sur « Les orientations du développement économique régional dans la Province de Québec » :

1. Favoriser l'expansion de Montréal.
2. Stimuler les activités de développement.
3. Renforcer la position concurrentielle de Montréal sur les marchés internationaux et canadiens.
4. Encourager la déconcentration de Montréal vers la zone périphérique de façon à obtenir un certain nombre de villes de 100,000 habitants et plus.
5. Multiplier les effets d'entraînement de Montréal auprès de la zone périphérique et des autres régions du Québec par une politique de croissance (distincte d'une politique de développement ²), visant à intégrer les régions du Québec aux circuits montréalais, et partant aux circuits canadiens et étrangers.

Les auteurs du rapport notent d'abord le paradoxe de la rigidité accrue des structures urbaines dans l'évolution rapide du progrès technologique. [246] La diversité des innovations et la diffusion accélérée des nouvelles techniques n'entraînent pas la création de nouveaux pôles urbains, mais renforcent la hiérarchie existante. C'est du moins les conclusions de plusieurs recherches de Lasuen, Alonzo, Gras et autres. Il semble donc qu'il ne faille pas rêver qu'une industrialisation dynamique modifie chez nous profondément les modèles de croissance urbaine et régionale. On ne saurait songer à accentuer la croissance de Trois-Rivières, Québec, Sept-Îles sans les intégrer davantage au réseau économique auquel ces villes se rattachent. Et c'est par Montréal qu'elles y ont accès. Les liens n'auront de force que dans la mesure du dynamisme de développement de l'espace économique de Montréal. D'ailleurs, au dire des auteurs, il n'y aurait que Sept-Îles qui soit,

² Les activités de croissance sont induites des structures en place dont on connaît les conditions de marché, de technologie et de coût de production. Elles se déplacent selon un schème de continuité prévisible et régulier. Les activités de développement s'articulent sur des innovations qui transforment structures et fonctionnement en matière de coût, de rendement, etc.

On donne ici au développement un sens économique restrictif par rapport à notre conception. A.O. Hirschman, *The Strategy of Economic Development*, Y.U.P. Press, 1958.

en dehors de Montréal, un pôle de croissance et encore là, bien fragile. En second, la ville de Québec a besoin de transformations drastiques dans sa structure industrielle, dans ses tendances à s'organiser en fonction de sa région immédiate et de son statut artificiel de capitale. Bon gré mal gré, elle devra à tout prix se brancher sur le circuit économique montréalais. Sur cette ligne d'échanges on pourra introduire Trois-Rivières et poursuivre l'axe vers Joliette, Saint-Jérôme, Hull, grâce au développement que provoquera l'aéroport de Sainte-Scholastique. Voilà les Prévisions à moyen terme. Les autres régions se contenteront des effets de surcroît de cette seule croissance possible. Toute autre politique serait coûteuse et pratiquement inutile. Sans un Montréal économiquement fort, ce qui n'est pas le cas actuellement, on ne saurait espérer constituer d'autres pôles de croissance.

Si cette position n'a pas été démentie, elle n'en demeure pas moins sujette à critiques. Par exemple, les auteurs ne voient pas tellement d'inconvénients majeurs au déplacement massif de populations vers l'axe précité. Pourtant nous croyons que cela remet en cause l'équilibre minimal de toute la structure sociale du Québec. Les coûts des services dans des régions vidées du quart ou de la moitié deviendraient exorbitants. D'ailleurs, l'immobilité particulière de la main-d'œuvre chez nous, la forte appartenance régionale et bien d'autres facteurs culturels et historiques, comportent un gros coefficient de résistance passive en ce domaine. De façon plus large, allons-nous tout concentrer le Québec dans la région montréalaise ? Le déséquilibre est déjà très prononcé, sans compter l'exacerbation psychologique de deux appartenances globales qui risquent de s'affronter inutilement, à savoir celles du centre montréalais et du reste de la société québécoise. Plus grandes encore nous apparaissent ici les conséquences dramatiques d'un des principes [247] reconnus par les spécialistes du développement : le rapport étroit entre l'importance des disparités régionales et le degré de développement global de l'économie nationale

Malgré nos propres réticences, il nous faut reconnaître dans cette hypothèse de travail la seule option claire qui a été proposée jusqu'ici pour le développement économique régional du Québec. Nous n'écartons pas d'autres perspectives dont nous parlerons dans des chapitres subséquents. Mais tellement d'indices donnent raison à ces économistes, par exemple les terribles limites, pour ne pas dire les échecs, des politiques du ministère fédéral d'expansion régionale. Les entreprises

subventionnées emploient relativement peu de main-d'œuvre locale. Il faut de très forts investissements pour assurer les infrastructures et les structures d'accueil des futures implantations.

P. Mathias a fait des critiques très pertinentes sur cinq projets où le Gouvernement canadien s'est fortement impliqué. D'abord deux échecs : la poissonnerie de l'Île du Prince-Edouard et l'usine d'eau lourde de la Nouvelle-Écosse ; semi-échec des papeteries au Manitoba ; engagement disproportionné de fonds publics à Churchill Falls de Terre-neuve et dans des entreprises de Saskatchewan. L'auteur s'interroge sur le sérieux de bien des entreprises subventionnées. Nous pourrions en dire tout autant dans le cas du Québec. Il est évident que les gouvernements comme le public lui-même n'ont pas exercé un contrôle politique minimal sur ces investissements étrangers. Solution de facilité qui évite d'investiguer courageusement des voies nouvelles d'auto-développement où les fonds publics cesseront d'être détournés au profit de l'extérieur. (P. Mathias, *Forced Growth*, Five Studies of Government Involvement in the Development of Canada, Lewis and Samuel, 1971). D'autres soutiennent que l'État est tout aussi erratique quand il se fait entrepreneur. À leurs yeux, l'entreprise publique signifie inefficacité et gaspillage, et l'entreprise privée progrès et rentabilité. Ce jugement érigé en absolu devient le mythe par excellence d'un statu quo dont on nie aveuglément les terribles failles. Après des décennies de libéralisme, les gouvernements manquent évidemment d'expérience en matière de politiques économiques de développement. Raison de plus pour donner des coups de barre énergiques, mais bien calculés. On nous dira avec raison, que l'embarquée de six milliards à la Baie de James siphonnera davantage la grande partie de nos ressources financières et retardera d'autres politiques économiques encore plus importantes pour l'avenir du Québec.

De tels problèmes nous amènent à nous interroger sur notre volonté d'intervenir efficacement et systématiquement dans l'ensemble de nos [248] structures, qu'il s'agisse des tenants de pouvoir, ou de la population et de ses divers groupes moteurs. Nous le répéterons plusieurs fois : il faut un leadership gouvernemental qui présente des alternatives branchées sur les solutions aux problèmes les plus cruciaux ; ainsi les débats démocratiques comme les efforts collectifs auront moins de chance de s'aiguiller sur des voies d'évitement, sur des investissements au service d'une résurgence de vieux mythes comme

la néo-colonisation du Grand-Nord, sur des querelles de police, et que sais-je encore.

Des politiques incohérentes

Un simple bilan des interventions gouvernementales en fonction d'une politique de développement reste assez mince par rapport à toutes les épiceries qu'on tripatouille à l'Assemblée Nationale. Disons que l'opinion publique y apporte sa complicité. Les enjeux partisans passent bien avant le développement économique, social et culturel. Nous avons apporté beaucoup d'attention à la restructuration de la zone montréalaise comme pôle essentiel du développement du Québec. Nous en avons tiré certaines conséquences au plan des politiques vigoureuses à instaurer non seulement au Parlement de Québec, mais aussi dans la zone métropolitaine elle-même. Nous cherchons vainement la figure d'ensemble de ces nouvelles entités régionales administratives qu'on a créées les unes à la suite des autres. D'abord le caractère inconsistant et arbitraire du regroupement des villes de l'île Jésus ; ensuite une communauté urbaine pour l'Île de Montréal, avec les culs-de-sac qui s'accumulent ; puis la nouvelle ville champignon de Sainte-Scholastique ; et encore la zone de contrôle autour de l'aéroport ; enfin, l'éventuelle communauté urbaine de la rive sud. Y a-t-il en tout cela la moindre démarche articulée sur des objectifs valables et cohérents à la mesure de ce vaste espace humain névralgique pour l'avenir du Québec ? Chacune des expériences semble être faite sous le signe d'une improvisation décevante pour les populations concernées, et d'un juridisme vide de pensée politique et de praxis de développement intégré et finalisé. De plus, ces projets véhiculent un nouveau modèle de démocratie dont personne ne semble saisir les véritables coordonnées. Par exemple, l'opinion publique entre souvent en jeu lorsque les grandes manœuvres des fonctionnaires, des experts et des hommes politiques ont assuré le fait accompli.

Le processus semble partout le même : on présente des devis élaborés par des équipes de technocrates ; surviennent des luttes politiques de [249] juridiction et de prestige ; puis viennent des compromis et des accords plus ou moins tacites ; et enfin, la population commence à recevoir quelques bribes d'information et quelques promesses de

participation. Évidemment, certains « organismes intermédiaires » sont mis dans le coup de façon inoffensive par des rencontres assez espacées pour qu'ils ne puissent intervenir efficacement dans le processus. Les vrais pouvoirs s'exercent ailleurs, et souvent sous la « couverte ». Nous nous empressons de nuancer ce jugement en soulignant tout de suite le fait que la plupart des agents technocratiques, malgré une certaine ouverture démocratique, sont mal équipés pour impliquer les ressources humaines du milieu, et sont souvent victimes des brouillages de la politique partisane. Beaucoup d'hommes politiques ne savent pas, non plus, assumer ces nouveaux rôles. Ils craignent de perdre leur pouvoir de tout côté : menace des technocrates, des instances extérieures qui interviennent dans leur champ propre, des organismes intermédiaires désormais plus aguerris, d'une opinion publique plus éveillée.

En dernière analyse, au-delà des grands plans plus ou moins divergents et des neuves structures formelles très fragiles, c'est l'ensemble du processus qui échappe aux uns et aux autres. Les querelles de juridictions fédérales, provinciales et municipales compliquent l'écheveau à souhait, en dépit de certaines collaborations parcellaires. Tout le monde parle de l'importance de la région, de la communauté urbaine, mais ces deux entités restent sans structure de soutien valable, tout en payant la note de luttes qui se font sur leur dos. Cela ressemble étrangement au patient qui sert de champ de bataille aux spécialistes diversément intéressés par le « cas exceptionnel » qu'il représente. En cours de route, ceux-ci ont perdu de vue la victime du mai que chacun voulait prestigieusement détecter et corriger. On discute techniques, budgets d'étude, statut professionnel, relations inter-bureaux, planning, tout cela au-dessus de la tête de celui qu'on prétend servir. Des sommes énormes sont englouties dans les processus qui précèdent la première mise en marche effective. Mais comme dans le cas de la santé, l'aménagement physique se mesure à ses fruits visibles. On se rend plus rapidement compte des inepties de certains plans « scientifiques » qui accouchent de souris. Mais ne soyons pas injustes, puisqu'il s'agit de démarches à peine amorcées, et marquées par l'essoufflement d'un rattrapage urgent. Nous parlerons plus loin des progrès accomplis récemment.

Certains veulent élargir le champ d'intervention. Par exemple, situer la question métropolitaine dans un vaste ensemble qui s'étend du

Mont-Tremblant aux frontières américaines. C'est ce qu'entend faire [250] l'Office du Plan et de Développement du Québec en s'appuyant sur les travaux du Centre de Recherches urbaines et régionales de l'Institut National de la Recherche Scientifique, et surtout sur la Commission de Développement de la Région de Montréal (C.D.R.M.).

On a voulu faire de ce dernier organisme une structure légère par rapport à l'O.P.D.Q. et aux divers ministères. Il devait préparer, dans le cadre de cinq objectifs prioritaires, deux plans de développement de la région de Montréal. Le premier qui devrait être prêt en 73, couvrirait la période 73-75 ; le second serait mis à exécution entre 76-80. Or, à l'automne 71, les sous-commissions de travail commencent à peine à fonctionner : coordination du développement industriel et commercial, aménagement du territoire urbain, aménagement des réseaux de transport, aménagement du territoire rural et développement du secteur primaire, développement du secteur tertiaire. Or, la C.D.R.M. compte sur une poignée d'experts qu'on retrouve dans plusieurs sous-commissions. L'O.P.D.Q. ne semble pas en mesure de l'aider efficacement, pas plus que la plupart des ministères qui ont déjà de la difficulté à remplir leurs tâches immédiates et courantes. Il lui faut compter sur des équipes d'experts des ministères fédéraux.

Tout cela révèle la faiblesse navrante de nos dispositifs de promotion économique. Comme disait un analyste, on joue à la chaise musicale. Et les démarches traînent en longueur. Par exemple, les aménageurs provinciaux (Satra) et fédéraux (Banaim) de la région aéroportuaire, de même que le ministère d'expansion économique régionale, attendent ce grand plan de développement qui devrait embrasser la région métropolitaine et le territoire qui va du Mont-Tremblant aux lignes américaines. La première tentative de recherche par un organisme de l'INRS (Institut National de Recherches Scientifiques de l'Université du Québec) a été jugée peu satisfaisante. On ne rattrape pas en six mois un tel retard quand on sait la rareté des études de base d'ordre économique au Québec. Pour le moment, ce groupe de l'INRS se replie sur l'objectif d'un plan de développement sur la Rive Sud. Mais S'il rencontre, une fois de plus, une fin de non-recevoir, on assistera peut-être à un découragement irrémédiable de beaucoup d'agents de développement qu'on a formés à fort prix au cours de la décennie 1960. Sans doute, y a-t-il eu bien des erreurs coûteuses, mais il est

encore plus grave de gaspiller nos meilleures ressources humaines. Nous reviendrons plus loin sur ces questions en relation avec l'aéroport international. Pour le moment, retenons le fait majeur que la priorité de la zone montréalaise comme premier pôle générateur de développement ne s'accompagne pas d'interventions fortes et unifiées.

[251]

Deux obstacles majeurs

Mesurons bien les défis actuels que rencontre tout effort systématique de prospective. Derrière chacun des champs d'intervention : zonage, services publics, infra-structure industrielle, voirie, agriculture, taxes, etc., il y a incohérence aux deux bouts de la ligne. D'abord les structures d'intervention sont encore dispersées et chaotiques par rapport au processus d'ensemble, et cela en dépit des coordinations récentes, beaucoup trop timides et superficielles. La plupart des agents conservent leur vieille mentalité. À l'autre extrême, on sait très peu de choses sur les véritables aspirations des populations concernées qui, d'ailleurs, ne se sont pas donné de formes efficaces et assez larges de participation. Si nous ne résolvons pas ces deux problèmes majeurs, la plus belle planification « formelle » contribuera à accentuer cette sorte de schizophrénie collective qui divise l'univers social en deux secteurs étanches : celui des experts, des fonctionnaires et des politiciens, d'une part et d'autre part, celui des communautés et de leurs citoyens. Les fins et les pratiques sociales des uns et des autres risquent de diverger de plus en plus et de compromettre leur dynamique propre et leur dépassement dans des projets collectifs communs.

Dans les situations de crise, ces phénomènes apparaissent plus crûment. Pensons aux débats entre le comité des expropriés de l'aéroport de Sainte-Scholastique et les agents gouvernementaux, aux affrontements suscités par la construction de l'autoroute Est-Ouest. Deux langages différents, deux objectifs divergents, deux mentalités étrangères et une incompréhension mutuelle évidente. On mesure tout le chemin à parcourir quand on se souvient des leçons cuisantes de l'expérience du Bas Saint-Laurent. Plusieurs millions consacrés aux études de 150 jeunes professionnels sur le terrain ; 197 comités, 7000

rencontres, 600 rapports, 4000 personnes impliquées. Tout le monde est submergé par ces tonnes de consultations, de dossiers et de devis. Les décisions politiques traînent. La population s'exaspère comme dans le cas de Cabano et celui de l'Opération-dignité. L'expérience aura-t-elle été d'abord un champ d'entraînement, une école pour la formation pratique des agents professionnels de la recherche, de la planification, de l'animation ? Si oui, c'est payer très cher, et c'est faire la preuve que la guerre contre la pauvreté profite moins aux petits qu'aux nouvelles élites sociales, économiques ou politiques, en concurrence avec les pouvoirs traditionnels toujours en selle. Critique trop sévère qui risque de décourager ces nouvelles compétences mieux disposées qu'on ne le dit ? Les problèmes les plus graves sont peut-être ailleurs. Nous [252] ne voulons pas ici faire le jeu de certains politiciens traditionnels qui exploitent à fond les échecs ou les difficultés de nos jeunes technocrates. En plus des résistances de vieux modèles culturels persistants, il y a des vices structurels à bien identifier.

Les vices structurels et idéologiques

Vices structurels d'une bureaucratisation lourde qui mobilise dans les officines des ministères et des départements gouvernementaux ceux qui ont fait un bref séjour « sur le terrain ». L'élitisme se bureaucratise tout en maintenant la tendance de la planification par le haut. Les relations avec la population deviennent plus impersonnelles, moins saisissables, et souvent trop compliquées pour la majorité des citoyens. On met le poids du côté de la « fonctionnalité » ; mais encore là, on n'a pas réussi à traduire structurellement un départage net des fonctions de recherche, de planification, d'aménagement, de développement. Personne ne nous a encore expliqué clairement le statut véritable de l'Office du Plan rattaché au bureau du premier ministre et à un supercomité interministériel. Par exemple, l'OPDQ, tel qu'il est constitué présentement, peut-il en même temps coordonner les programmes courants de l'activité gouvernementale, planifier les projets spéciaux de croissance, de développement, d'aménagement au plan des grandes régions et des communautés urbaines ? Qu'en est-il du

fonctionnement des sous-systèmes rattachés à l'activité d'un ministère ou l'autre ?

Le cultivateur de Sainte-Scholastique frayera difficilement sa route à travers une bonne douzaine d'organismes gouvernementaux : le Satra, le Banaim, la CRMD, la CDRM, le Centre de main-d'œuvre du Canada, le Centre de main-d'œuvre du Québec, les centres d'information du fédéral et du provincial, le ministère des affaires municipales, l'Office du Plan, et que sais-je encore. Comment se diriger dans un tel labyrinthe ? Le même problème se pose dans une foule d'autres domaines. On se demande si les gens du gouvernement eux-mêmes réussissent à se dépêtrer de ce capharnaüm. Si les choses sont claires en haut lieu, il n'en est pas ainsi dans la population.

D'aucuns s'interrogent sur les pouvoirs réels des nouvelles structures mises en place, telle la Commission de Développement de la Région de Montréal qui doit planifier pour le vaste territoire qui s'étend du Mont-Tremblant aux lignes américaines (300 municipalités, 3000 milles carrés, 3,200,000 citoyens) ; tel le Service d'Aménagement du Territoire Régional Aéroportuaire (Satra) rattaché au ministère des [253] affaires municipales. Sans doute, des membres des deux organismes se retrouvent dans le super-comité ministériel où siègent déjà les responsables de l'Office du Plan et quatre ministres. Pendant ce temps, Laval et la Communauté urbaine de Montréal planifient de leur côté, de même les municipalités de la Rive-Sud. Satra ne peut donc faire cavalier seul avec ses 34 municipalités sans entrer en conflit d'intérêts avec les autres entités régionales précitées.

Par ailleurs, il faut admettre que Satra est le premier organisme qui soit susceptible de réaliser une politique efficace d'aménagement. Ses objectifs sont mieux définis, son travail systématique avec les municipalités commence à porter du fruit. Il a dégagé un ensemble cohérent de normes et de lignes d'action. Il a remis à d'autres instances autonomes la fonction d'animation et d'implication de la population et de ses groupes moteurs. Il met à la disposition des communautés des instruments nécessaires à une organisation efficace en fonction de leur avenir dans l'ensemble régional. Nous sommes donc en face d'un véritable progrès dans la courte histoire du planning au Québec. Il serait grave que les vices de structures déjà mentionnés compromettent une fois de plus les percées qui nous laissent quelque espoir. A long terme, un tel projet n'aboutira que dans la mesure où il s'appuiera sur un lea-

dership gouvernemental plus consistant et sur une population mieux orientée et plus structurée dans sa participation au développement.

Répétons-le, nous sommes trop faibles à ces deux bouts du processus ; toute démocratie adulte et forte exige une dialectique serrée de l'autorité et des mécanismes de contrôle par les citoyens, de l'innovation et de la participation, de la force et de la justice. Autrement, des pouvoirs parallèles technocratiques, politiques, financiers ou populaires brouillent les enjeux démocratiques. Les mouvements populaires de base ont souvent dû se donner des structures parallèles et des modes d'action non orthodoxes parce que leurs artisans sentaient bien que les décisions majeures se prenaient en dehors des règles du jeu officiel. Combien d'activités économiques échappent à tout contrôle et à toute éthique démocratiques ? Le système libéral laisse pourrir des situations où l'absence de législation efficace permet à certains pouvoirs financiers des spéculations éhontées qui rendent toute velléité de planification dérisoire. Les conseils municipaux, par exemple, n'ont pas les pouvoirs nécessaires pour juguler ces forces souterraines qui se dérobent à tout contrôle de l'opinion publique et parviennent à infléchir les politiques à leur profit. La cité de Laval offre l'exemple le plus ahurissant de ce scandale permanent.

[254]

Aussi longtemps que le système actuel ne posera pas des gestes décisifs pour une authentique démocratie économique, les forces populaires naissantes continueront de le rejeter, et de n'accorder aucune confiance aux réformes sociales économiques ou politiques. Elles ont raison de n'y voir qu'hypocrisie et démagogie, parce qu'en définitive la même philosophie sociale et les mêmes pratiques demeurent. Une exploitation identique se poursuit sous d'autres formes, en se donnant cette fois des airs de justice et de promotion collective. Or, on passe ainsi de Charybde en Scylla puisque de vastes fonds publics sont détournés au profit de requins, ou encore au service des intérêts privés des plus forts. De nouvelles avenues très prometteuses sont ainsi ouvertes aux minorités dominantes, avec la possibilité d'opérer au grand jour, sans ces fraudes « légales » qui donnaient mauvaise conscience et prise à d'éventuels procès de l'opinion publique. Beaucoup de citoyens ne se sont pas encore rendu compte de cette dérive du système libéral. Mais à long terme, celui-ci prépare son propre renversement brutal. Il est en train de répéter l'histoire du cheval de Troie. Ce qu'une

critique superficielle appelle des cataplasmes, deviendra plus clairement la condamnation d'un libéralisme parvenu enfin à sa limite critique en mobilisant la plus grande part des fonds publics au service réel des minorités possédantes. Nous consacrerons un chapitre à cette question. Retenons ici comme un phénomène majeur l'incompatibilité du système libéral actuel avec une authentique politique de développement.

Une radicalisation nécessaire des démarches politiques

Nous ne craignons pas d'apporter notre appui tactique aux expériences actuelles parce que les pouvoirs en place ne sauraient les éviter, parce qu'elles permettent à la population de se préparer à un tout autre style de vie économique, sociale et politique, parce qu'à la limite, elles font sortir sur la scène publique des manœuvres qui jusqu'ici restaient dans l'underground ou dans la sphère privée. Mais aussi longtemps que les politiques de développement ne toucheront pas le cœur métropolitain, les luttes et les enjeux demeureront inoffensifs. L'aventure de la Baie de James, en plus de ressusciter un vieux mythe (très coûteux), constitue une voie d'évitement plus ou moins avouée, qui retarde l'heure de vérité du développement de la zone métropolitaine. C'est en celle-ci que se révéleront les vraies forces en présence et les [255] défis décisifs de l'avenir de notre société. La question de la libération nationale, les inégalités socio-économiques, les affrontements des pouvoirs anciens et nouveaux, la montée d'une jeunesse en rupture avec ses aînés, apparaissent dans une lumière beaucoup plus crue et significative à Montréal. Risque-t-on de s'aliéner le reste de la Province ? À court terme, sans doute. Mais il n'est pas sûr que l'osmose ne soit pas déjà commencée. Les ruraux de Cabano ont réagi comme les prolétaires urbains des zones grises.

L'extension des politiques sociales, de la scolarisation, des expériences de développement diffusera cette prise de conscience de l'incapacité du système actuel d'assurer une démocratisation dynamique de l'économie, du travail, de la santé, du logement. Par exemple, nous doutons que les politiques sociales soient viables si on ne transforme pas radicalement des professions comme la médecine, le droit et tant d'autres, si les pouvoirs publics ne s'emparent pas du sol, si l'État ne se

donne pas une autorité décisive en matière économique, etc. Nous commençons à peine à saisir l'impact politique radical de ces nouvelles mesures sociales de plus en plus massives. Le réformisme actuel ne saurait tenir longtemps, non seulement à cause du contexte politique mondial, mais aussi à cause de l'éclatement interne du libéralisme nord-américain. C'est encore à Montréal qu'on trouve des antennes capables de capter ces phénomènes qui débordent notre société francophone.

Cette première étape n'a fait que soulever certaines questions-clefs de notre recherche de nouveaux modèles de développement. Elle nous amène à considérer de plus près un premier cas-type.

[256]

NOTE

Dans le parc central de la ville de Saint-Jérôme, le curé Labelle bien planté sur son soc, dos à Montréal et le doigt tourné vers le Nord nous rappelle son message : « l'avenir est là-bas. »

Un siècle plus tard, notre premier ministre semble nous dire la même chose en mobilisant la Province vers la Baie de James. Certains mythes coûtent cher et semblent indestructibles. Avons-nous peur de Montréal ? Avons-nous compris sa situation stratégique pour un grand démarrage de développement ? À la suite du fameux rapport Higgins, Raynauld et Martin dont nous venons de faire état, une autre voix s'élevait récemment dans le même sens, à l'occasion d'un symposium sur l'avenir économique de Montréal.

M. Matthews croit que Montréal peut avantageusement jouer un rôle international et en tirer de substantiels bénéfices en autant que l'économie canadienne soit réorganisée sur des bases plus viables.

Il a souligné en effet que la tendance dans l'économie mondiale est à la formation de grands blocs économiques, et que si cela continue, le Canada sera presque la seule puissance industrielle à ne pas compter sur un marché national ou régional d'au moins cent millions d'habitants. M. Matthews entend par là un marché organisé, constitué,

comme le Marché Commun, le Japon, les États-Unis, la Scandinavie, etc.

Pour lui, cette absence d'appartenance à un bloc économique pourra être désastreuse pour le secteur manufacturier canadien qui pourra de plus en plus difficilement concurrencer les firmes étrangères.

« Il faut par tous les moyens, promouvoir et orienter le développement de l'économie canadienne vers les marchés futurs et ce, à l'échelle continentale et internationale », a expliqué M. Matthews. Il a poursuivi en disant que s'il était vrai qu'au cours des vingt-cinq dernières années, Toronto et l'Ontario avaient été les grands bénéficiaires du développement de l'industrie manufacturière du Canada, il n'en serait pas nécessairement ainsi à l'avenir. Les entreprises situées en Ontario l'ont souvent été pour des raisons tarifaires et plusieurs n'ont pas la taille optimale susceptible d'assurer leur survie à long terme.

« Les événements récents (la surtaxe de dix pour cent) ont montré la fragilité de notre situation, car rien ne nous lie formellement à notre plus gros client dans le secteur manufacturier, les États-Unis. »

Il importe donc, estime M. Matthews, que Montréal, le Québec et le Canada s'intègrent le plus possible à une économie continentale, base viable pour pouvoir concurrencer sur les marchés internationaux.

Ce que l'on estime être des désavantages pour Montréal (problèmes de langue, de culture, localisation géographique) pourrait être au contraire utilisé pour le plus grand profit de la ville. Montréal pourrait devenir [257] la place « in », le pont entre l'Amérique du Nord et les marchés d'outremer. « Montréal est la ville la plus européenne de l'Amérique du Nord, elle devrait capitaliser sur ce point », a dit M. Matthews.

Montréal devrait tenter de vendre son image comme lieu de transition entre des marchés, des pays aussi différents que les pays européens et les États-Unis, croit-il.

De plus, « au Québec, notre économie est relativement concentrée dans trois types d'activités : les matières premières, le secteur manufacturier et les services. Je crois que cette concentration dans un nombre limité d'industries devrait nous donner une meilleure base pour la rationalisation des structures de notre économie que ne l'est celle que procure une situation plus diversifiée à Toronto. »

Une chose est cependant à noter, a dit M. Matthews, « c'est qu'il y a bien peu de discussions actuellement à n'importe quel échelon gouvernemental sur la façon d'assurer à Montréal les outils particuliers dont elle a besoin pour jouer un rôle que toutes les caractéristiques de sa situation la prédisposent à jouer ».

En terminant, M. Matthews a déclaré que le fait, pour les grandes firmes qui se disent multinationales, d'avoir Manhattan, Chicago ou Philadelphie sur leur entête de lettres, est un passif.

Si Montréal pouvait attirer quelques firmes géantes à établir ici une base importante pour leurs activités, cela aurait un effet d'entraînement et une valeur immense car cela « donnerait l'impression que Montréal est une des laces « in » ou ceux qui mènent des affaires internationales se doivent d'être présents ».

Pour lui, le succès dépendra plus de la volonté et de la détermination des intéressés que de l'argent dont ils pourront disposer.

cf. Le Devoir, 15/9/71

[258]

II

L'expérience difficile des communautés urbaines

Un lourd héritage pour notre démocratie locale

[Retour à la table des matières](#)

Pendant des années, on avait parlé d'une réforme en profondeur des municipalités. Tantôt il s'agissait de problèmes particuliers comme l'uniformisation de l'évaluation foncière, tantôt, on remettait en cause l'ensemble de leur statut et de leur situation. En effet, depuis la dernière guerre mondiale, leurs responsabilités s'étaient largement accrues, tandis que de fortes restrictions juridictionnelles en termes de pou-

voirs et de revenus les empêchaient de remplir les nouvelles fonctions dans l'intense mouvement d'urbanisation. L'imbroglia fédéral-provincial ajoutait à l'enchevêtrement de charges plus ou moins incompatibles, et surtout au divorce croissant entre leur statut et leurs nouvelles obligations.

Mais le problème était encore plus profond. Toute notre infrastructure urbaine marquait un retard énorme sur la poussée rapide de la prospérité artificielle et aveugle de l'après-guerre. Les structures s'ajoutaient les unes aux autres sans aucun plan d'ensemble. Plusieurs agglomérations se gonflaient, soit par l'exode rural, soit par une forte croissance naturelle. D'autres se vidaient. Des banlieues poussaient comme des champignons « sauvages ». À peu près tout se faisait sous le signe de l'improvisation. D'où d'énormes problèmes d'infrastructure, d'organisation des services, de taxation, etc. Le découpage arbitraire et souvent absurde des frontières municipales compliquait à souhait toute velléité de collaboration. En 1968, le rapport Lemay sur les problèmes régionaux de la Rive Sud révélait des anomalies ahurissantes. Chacune des principales municipalités avait son plan directeur interne qui aboutissait à des transformations incompatibles avec celles des voisins, par exemple, en matière de voies de communication, de zonage, de secteurs industriels et résidentiels. Les expropriations, comme partout ailleurs, étaient très coûteuses parce qu'on avait rien prévu durant les dernières décennies d'urbanisation intensive. Le problème s'étendait à l'échelle du Québec.

[259]

Jusque là, le Québec avait maintenu la texture urbaine du début du siècle. À savoir, une mosaïque de villages autonomes qui remontaient au temps des postes de relais et des centres de services de la colonisation. Le critère de distanciation équivalait à une journée de route dans une voiture à traction animale. Au tournant du XXe siècle, le démarrage industriel et son type de production permettaient des installations plus ou moins arbitraires dans les gros villages, soit à cause du *cheap labor*, soit à cause de la proximité des ressources naturelles et surtout des forces hydrauliques. Même Montréal se découpait en villages paroissiaux selon le cadre municipal traditionnel. Dès qu'une agglomération prenait de l'ampleur à la fois territoriale et démographique, on redécoupait avec un esprit semblable à celui des colonisateurs qui dirigèrent le mouvement d'implantation rurale. Disons que le système

paroissial catholique jouait aussi dans le sens d'une autonomie jalouse des communautés.

Aujourd'hui, nous en arrivons à cet émiettement tragique du territoire habité. Sur 1600 municipalités, 1100 ont une population inférieure à 1500 citoyens. Et 70% du nombre total de nos municipalités recouvre tout juste 18% de la population du Québec. Ces chiffres sont bien connus. Mais les obstacles au regroupement le sont moins. Tels le tissu archaïque de notre démocratie locale, un scénario électoral dépassé, de vieilles rivalités et habitudes difficilement déracinables, des déséquilibres graves entre les municipalités contiguës et les menaces correspondantes ressenties par les uns et par les autres. Il existe une sorte de liaison plus ou moins consciente du local et du traditionnel comme s'il s'agissait du seul terrain où l'on peut garder ce à quoi l'on tient, tout en laissant le progrès suivre son cours à d'autres niveaux et dans les champs spécialisés des grandes institutions. Beaucoup d'autres facteurs entrent en ligne de compte : par exemple, il est évident dans plusieurs cas que la communauté locale sert de bastion du statu quo, de lieu de retranchement pour les luttes des notables déclassés, des élites traditionnelles, et des parvenus de la place. On prend le pouvoir qu'on peut ! Aussi longtemps qu'Ottawa et Québec intervenaient de loin, on s'arrangeait bien avec ses pairs à la base pour constituer un réseau serré de « patronneux », d'entrepreneurs, de professionnels, de politiciens, qui tous, faisaient à peu près ce qu'ils voulaient à l'intérieur de la pseudo-démocratie locale. Le plus souvent, les deux Partis traditionnels avaient leur propre clique et leur petit empire dans chacune des communautés locales. Les nombreux scandales des dernières années ne sont que l'épiphénomène de tout un système municipal largement diffusé et ancré dans une assez longue histoire. Les [260] monographies sur des municipalités, des fabriques, des commissions scolaires nous laissent soupçonner la profondeur de ces conditionnements historiques.

Nos prospectives en planification urbaine risquent de reposer sur de terribles illusions. Leur rationalité contraste tellement avec celle de ce lourd héritage. Il serait dangereux de ramener l'enjeu à une question de taxes, même si celle-ci surgit toujours au premier plan des rationalisations. Les facteurs proprement culturels, politiques et historiques affleurent à peine dans les discussions juridiques, les questions administratives et les projets de développement économique. Mais la logi-

que des seconds, la plus impérative soit-elle, ne vainc pas les intérêts et les réflexes profonds des premiers. En l'occurrence, un gouvernement métropolitain, un organisme supra-municipal, apparaîtront toujours comme une menace grave de déchirure d'une étoffe socio-politique solidement tissée. Les mentalités tout autant que les structures locales font partie de ce soubassement social. On nous dira que des phénomènes nouveaux comme les mouvements populaires, la scolarisation intensive, les classes moyennes et les nouvelles élites, la politisation syndicale, la modernisation irrésistible, l'apparition des technocrates et des bureaucrates apportent un contre-poids décisif. Pas à court terme. La victoire de la démocratie locale est loin d'être acquise. À ce plan, l'héritage apolitique ou antipolitique avec ses habitudes très peu démocratiques garde une influence prépondérante par rapport aux forces neuves. Combien de réformistes d'hier ont cédé aux manœuvres classiques et aux vieilles habitudes qui dominant encore aujourd'hui la scène municipale. Celle-ci demeure peut-être le principal château fort du repli et de l'auto-défense devant les risques de nouveaux projets collectifs vraiment politiques. On ne saurait minimiser ce défi majeur pour l'avenir de notre société francophone. Trop peu parmi nous y ont vu le talon d'Achille de notre aspiration à un développement dynamique à la mesure du Québec. Nous ne voulons pas tout ramener à ce problème. L'ensemble de l'ouvrage nuance ce jugement qui se veut provocateur de réflexion et d'action.

Voilà le fond de scène de la réforme municipale amorcée par les derniers gouvernements. Le livre blanc présenté au Parlement québécois au printemps '71 reçoit un tout autre éclairage dans le contexte que nous venons de décrire. Loin de nous la tentation de minimiser sa qualité indéniable. Les objectifs socio-économiques, socio-culturels et administratifs et la réforme structurelle y sont admirablement bien définis (voir les commentaires de P. Sauriol, de J. Léveillé, de A. Baccigalupo dans le *Devoir*, 20 mars, 22 avril, 29 avril 1971).

[261]

À la suite des consultations, les artisans du projet de la loi-cadre ont bien dégagé des objectifs comme l'aménagement du territoire, la promotion économique et l'établissement de fonds industriels, enfin l'évaluation immobilière et le recensement. Il reste des imprécisions dans plusieurs domaines : le traitement des données, les voies de circulation, les offices d'habitation et le contrôle de l'environnement.

Mais notre analyse précédente nous laisse bien perplexes sur la prétendue efficacité des politiques d'information et de subvention, les normes de réforme, envisagées comme mesures incitatives et non obligatoires. On a déjà noté les contradictions entre le « regroupement volontaire », « les fonctions imposées » et les « compétences transférables » de façon facultative. La représentation indirecte n'aidera pas à transformer de l'intérieur les coutumes politiques des localités et à faire naître une « conception nouvelle et moderne de l'administration municipale et régionale ». De plus, tout un train de *mesures provisoires* remet à plus tard l'implication directe des citoyens, précisément parce qu'on noie la dimension politique dans les objectifs trop exclusivement administratifs et dans la démarche technocratique.

Qu'on nous comprenne bien ici. Nous ne voulons en rien minimiser l'importance d'une vigoureuse administration, ni décourager notre jeune technocratie qui représente une de nos rares forces sociales cohérentes. Nous manifestons notre inquiétude vis-à-vis de la faiblesse des deux bouts du processus, à savoir le leadership proprement politique et l'implication véritable des citoyens eux-mêmes et de leurs communautés. Les technocrates que nous connaissons peuvent faire beaucoup pour soutenir, éclairer et servir les leaderships de la base comme des superstructures. Ils sont même parfois d'admirables agents de liaison entre ces deux composantes premières de la démocratie. Par ailleurs, ils ne sauraient remplacer ni l'une ni l'autre. Certains d'entre eux s'impatientent devant l'incompréhension et la lenteur des décisions politiques et des participations, sans se rendre compte des limites de leur rationalité technocratique dans un champ humain aussi complexe que la chose publique. Il serait dangereux qu'un certain pouvoir administratif déjà favorisé au départ par ses sources privilégiées et même son monopole d'information, par sa suprématie d'ordre technique et gestionnaire, réduise la fonction politique comme telle à une influence résiduelle ou secondaire, et ramène la consultation populaire à une concession insignifiante pour sauver leur crédibilité démocratique. Disons ici que des réalités comme l'État, l'administration scientifique, la technocratie commencent à peine à prendre consistance dans l'esprit et dans les pratiques de la plupart des nôtres. D'où cette sorte d'ambivalence [262] des comportements du député ou du maire comme de l'homme de la rue : on fait confiance aveuglément aux experts ou on les rejette tout aussi aveuglément. Ceux-ci, au-delà de leur champ de

compétence, se laissent parfois annexer naïvement par des pouvoirs financiers ou politiques anti-démocratiques, sans compter certaines collusions douteuses entre les uns et les autres en dehors de tout contrôle de l'opinion publique. Nous avons traité cette question dans la première partie de notre ouvrage. Nous y revenons ici parce que de tels problèmes se retrouvent dans des initiatives récentes comme celles de la création de communautés urbaines. L'analyse des expériences les plus importantes permet de toucher du doigt des difficultés qui échappent à un regard critique trop formel et trop lointain. Voyons, par exemple, l'itinéraire récent d'une communauté urbaine.

Le dossier d'une communauté urbaine

Au tournant de '70 le Parlement québécois adoptait des mesures législatives qui créaient les Communautés urbaines de Montréal et de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais. C'était entrer du coup dans une nouvelle ère de gouvernement métropolitain. La création de la ville de Laval n'avait été qu'un terrain d'exercice plus ou moins heureux. jusque là les villes satellites de Montréal avaient réussi à contenir le mouvement de regroupement, tout en concédant une planification métropolitaine du transport avec ses conséquences de partage des charges financières (celles du métro, de la CTM). L'éventuelle intégration du service de police devait accélérer la mise en place d'un gouvernement régional, particulièrement en vue d'une gestion collective des services intermunicipaux. Mais le projet débordait cette perspective pour rejoindre la planification régionale à l'échelle des vingt-neuf municipalités de l'Île de Montréal.

On sait que le problème de la représentation a pris le pas sur tous les autres dans les longues et pénibles tractations entre Québec et les diverses municipalités impliquées. Plusieurs responsables de celles-ci agissaient comme les seigneurs médiévaux qui se solidarisaient provisoirement avec leurs pairs contre le suzerain. Le gouvernement de Québec et celui de Montréal apparaissaient tour à tour comme l'autorité menaçante. Des villes riches comme Mont-Royal, Westmount, ou Saint-Laurent n'allaient pas renoncer facilement à leurs énormes privilèges et prendre sur elles-mêmes une partie de l'énorme fardeau financier des services métropolitains d'aujourd'hui et de demain. Les grands

rapports d'enquête n'étaient pas sans les effrayer. Ceux-ci révélaient [263] les terribles inégalités et les non moins scandaleux égoïsmes collectifs des banlieues cossues. Leur situation privilégiée leur permettait de doubler et même de tripler les avantages financiers d'une non-participation directe aux solutions des problèmes du centre-ville montréalais. De plus, elles risquaient de perdre une juridiction exclusive en plusieurs domaines où elles pouvaient se débrouiller seules grâce à leurs grandes sources de revenus. Les contribuables de ces cités, proportionnellement beaucoup moins taxés, avaient donc bien des raisons pour les appuyer en bloc.

Mais la question dépassait l'intérêt monétaire. Quand il faut respecter, par exemple, des normes communes de zonage, on entre dans un processus démocratique qui s'oppose aux concurrences sauvages et injustes entre municipalités ; on accepte aussi un élargissement et une rationalisation des solidarités aussi urgentes que nécessaires en matière de développement et d'aménagement.

L'alarme du rapport Lithwick doit être entendue avec un sens aigu des nouvelles responsabilités qui sourdent de la montée irrépessible de l'urbanisation dans les prochaines décennies. Pensons aux problèmes très graves du logement familial, de la pollution, du nouveau prolétariat urbain, de l'encombrement de la circulation, de l'évaluation, de la réfection de tissus communautaires, de l'utilisation du sol, de la maîtrise globale de l'environnement et enfin du développement économique.

Ici comme ailleurs, on a tendance à ramener ces tâches à des démarches techniques et administratives. Dans ce travail à la pièce de la C.U.M., nous ne trouvons aucune détermination vraiment politique des objectifs et des fins poursuivis, encore moins des débats démocratiques sur les incidences idéologiques plus ou moins consciemment camouflées. Quand a-t-on exposé les justifications du choix et des fondements des priorités législatives ? La réduction des alternatives témoigne, de ce vide politique. Qu'il s'agisse du métro ou de l'autoroute, les discussions sur les expertises et sur les subventions fédérales ou provinciales les plus avantageuses prennent une si grande place que toute réflexion d'ordre social, toute provocation à la participation du public, toute incidence d'une philosophie de la vie (comme dans le cas « Spadina » à Toronto) sont laissées aux minorités contestataires à la périphérie du système. Est-ce que Québec a voulu faire des com-

munautés urbaines des véritables entités politiques, ou se réserver cette fonction pour limiter le projet aux tâches régionales d'un organisme administratif [264] central pour l'ensemble du territoire urbain concerné ? Il semble que oui, si on en juge par le souci qu'on a mis au parlement pour s'assurer un fort contrôle. Certains échecs de la C.U.M. dans ses tractations avec celui-ci renforcent cette interprétation.

Voilà des problèmes peut-être aussi importants que les tensions explicites entre le président de l'exécutif de la C.U.M. qui présente la plupart des projets, et les maires de banlieues. Personne ne sait à quoi s'en tenir sur le moyen terme et le long terme. Plusieurs craignent de voir disparaître toute autonomie municipale et surgir le gigantisme « d'une île, une ville ». Il se produit aussi un brouillage constant des règles du jeu, sans doute à cause d'une bataille de pouvoirs, qui exténue toute démarche commune sur de vrais objectifs de développement solidaire et créateur (voir J. Léveillé, *Le Devoir*, 23 avril et 24 août 1971).

Nous écrivons ces lignes au moment où bien des transformations s'annoncent. Mais dans les prochains événements, il faudra se souvenir du cheminement que nous tentons de cerner dans ce travail.

En vertu de l'article 195 de sa loi, la C.U.M. devait préparer et soumettre à Québec, avant le début de 1975, un projet de réaménagement des limites territoriales de ses 29 municipalités-membres. Montréal, en privilégiant la démarche technocratique prend les devants et confie cette responsabilité à son service d'urbanisme. Par ailleurs, Westmount publie en janvier 1971 un rapport qui propose la division de la ville de Montréal en quatre parties pour constituer 13 bourgs à même ces quatre entités nouvelles et les 28 autres municipalités de l'île. Le conflit qui s'ensuivit, révélait le clivage principal : Montréal vs banlieues. Celles-ci voyaient dans ce rapport une façon d'éviter l'hégémonie d'une ville, en l'occurrence Montréal, sur les autres.

Mais une autre autorité, le gouvernement de Québec, devait s'affirmer de plus en plus. Le ministre des affaires municipales laisse entrevoir que si les municipalités ne s'entendent pas, Québec procédera d'autorité au regroupement des 29 municipalités en quatre ou six villes. Quant aux relations Québec-Montréal, elles se sont tendues à l'occasion de la parution des livres blancs du ministère de la justice et du ministère des affaires municipales. Dans le premier cas particulière-

ment, les autorités provinciales semblent déterminées à enlever à Montréal le contrôle exclusif de sa force policière. Elles soutiennent aussi que le projet d'intégration des forces policières par la C.U.M. n'est pas tout à fait légal. Il apparaît assez évident que le ministre de la justice vise une mainmise plus décisive du gouvernement québécois [265] sur l'administration de la police sur l'île. Mais comble de complication, les villes de l'ouest de l'île (toutes libérales !) s'opposent à l'intégration. Au plan des regroupements, le ministre des affaires municipales voit d'un bon oeil, semble-t-il, le projet de fusion volontaire des villes anglaises de l'ouest autour de Roxboro.

Ici, deux conceptions des affaires urbaines semblent s'affronter. A Montréal comme à l'exécutif de la C.U.M., on favorise la ligne d'expertise et d'administration, alors que Québec, par son ministre, valorise une démarche franchement politique qui, après les débats démocratiques nécessaires, remet la décision finale aux pouvoirs des élus. Ainsi les gouvernements locaux auraient première autorité sur les experts, les fonctionnaires et les administrateurs. Mais Québec ne précise pas sa propre autorité ; ce qui suscite des inquiétudes de toute part : C.U.M., BANLIEUES et MONTRÉAL. On pressent ici les énormes impondérables des vieux et des nouveaux modèles politiques urbains.

Le débat autour du projet de Westmount va nous éclairer. La lettre d'introduction explicite déjà les objectifs « avoués » : Nous proposons qu'avant d'effectuer tout changement au sein des services actuellement en vigueur ou tout transfert de responsabilités de chaque municipalité à la C.U.M., il faudrait régler avant tout la question des nouvelles limites municipales et, surtout, le mode d'administration. La réorganisation des services devrait alors se faire à l'intérieur des nouvelles structures de la juridiction municipale ».

J. Léveillé, dans l'étude précitée, résume le cheminement du rapport et retient quatre points majeurs.

- La ville de Montréal s'est construite et développée autour d'une activité principale : l'échange commercial. Ce sont les agents économiques responsables de cette activité qui contrôlaient virtuellement toute la ville. Les efforts faits depuis le début du siècle pour modifier les structures et amener une plus grande collaboration entre l'autorité élue et les électeurs ont été vains. Les représentants élus devaient,

pour gouverner, s'associer à un petit noyau élitare qui dirigeait les destinées de la ville. La direction de cette « power elite » n'a même pas été efficace au plan administratif : la ville de Montréal, pour diverses raisons qui tiennent à la politicaillerie et au gigantisme, n'a pas été innovatrice dans la gestion des services municipaux.

- Par contre, « en gardant son autonomie, la banlieue a pu implanter une organisation administrative effective et, dans la plupart des cas efficace grâce, en partie, à la nature relativement simple du milieu socio-économique. Les villes et cités ont pu réussir des innovations là où le noyau urbain a failli... » La vie démocratique y est aussi beaucoup plus développée.

[266]

- D'un côté, il y a le monstre politico-administratif représenté par Montréal. De l'autre, la banlieue. Or, cette dernière ne continuera de perpétuer l'idéal démocratique et administratif, qu'elle incarne au sein de la communauté montréalaise que si elle retient son autonomie. Si elle n'y parvient pas, ce sera « la perte virtuelle de tout contrôle politique par les résidents de l'île aux mains d'une élite, petite mais puissante, susceptible de devenir autocratique, corrompue, financièrement inepte ou inefficace ».

- Cette perte virtuelle de tout contrôle politique peut être évitée à condition de redécouper les limites municipales en 13 bourgs afin de briser la disproportion qui s'est installée dans la région en faveur de Montréal, de redéfinir les responsabilités de ces nouvelles entités municipales décentralisées, d'importance numérique et foncière comparable ; enfin, de délimiter, en fonction des deux étapes précédentes, les juridictions intermunicipales devant être exercées par une autorité métropolitaine du type de la C.U.M. En résumé, « la seule méthode évidente pour supprimer la cause première du dilemme (dilemme : l'obstacle fondamental à une coopération efficace résulte des disparités du point de vue de la population et de l'évaluation entre Montréal et les municipalités de banlieue) consisterait à faire table rase des disparités

de compétence. Les solutions proposées par la présente permettraient d'atteindre ce but en amalgamant les petites municipalités et en subdivisant la grande ville. Les deux mesures s'imposent ».

[267]

Quatre questions principales

L'auteur nous invite à réfléchir sur les composantes essentielles de la structure politico-administrative métropolitaine dans les conjonctures présentes de la C.U.M.

1. Il devient évident que les modèles démocratiques classiques se marient plus ou moins aux conditions actuelles des grandes concentrations urbaines. De plus, on s'entend très peu sur l'urbanisme comme « *way of life* ». Celui-ci est tantôt perçu comme un idéal de vie, tantôt comme un enfer, tantôt comme un pis-aller nécessaire de l'évolution contemporaine. Certains vont même jusqu'à opposer concentration urbaine et démocratie. D'autres voient dans le milieu métropolitain diversifié un lieu favorable au pluralisme, à la manifestation des libertés d'expression et d'association. Certains faits brutaux pèsent lourdement dans la balance de ce débat. Les machines politiques et administratives des grandes villes rendent pratiquement impossible une participation démocratique large et intensive. Pensons au comportement passif de la majorité des citoyens à Montréal. Pensons aussi aux efforts difficiles des minorités actives pour s'informer et se faire entendre. Quant à nous, c'est surtout le désengagement de la masse des citoyens qui nous inquiète ; il condamne les formes actuelles de l'organisation politique urbaine. Nous renvoyons le lecteur à notre longue étude des modèles politiques dans la première partie.

2. Le rapport de Westmount, ville des « riches », poursuit un plaidoyer étrange qu'une interprétation marxiste ne nierait pas. Après avoir souligné l'impossibilité d'une vie démocratique dans la grande ville montréalaise, il situe le pouvoir politique effectif de celle-ci dans les mains d'une « POWER ELITE » financière qui contrôlerait depuis

longtemps les marionnettes politiques créées par elle-même. Point n'est besoin d'être gauchiste pour reconnaître une part de vérité dans ce plaidoyer. Les analystes aimeraient quand même des preuves par delà les affirmations globales : identification de la classe économique dirigeante, mécanisme de noyautage de la classe politique, démarches factuelles de la réalisation progressive de ce contrôle. Questions pertinentes qui ne doivent pas noyer le poisson. On sent que les pouvoirs financiers sont très diffus et peu saisissables quand il s'agit de la sphère politique. Il existe souvent un réseau d'underground en dessous des structures politiques officielles. C'est dans l'administration courante, moins soumise aux contrôles démocratiques des périodes électorales, que des liens se nouent et des pressions s'exercent. Nous avons [268] trop de preuves, à partir des dossiers scandaleux des dernières années, que ces manipulations se pratiquent à grands renforts. Il suffit de rappeler ici les liens entre les soumissions de contrats et les caisses électorales. Un responsable de l'enquête sur la ville d'Anjou justifiait l'incapacité de la justice officielle en ces termes : « il y a tellement de gens influents (politiciens, professionnels, hommes d'affaires) impliqués dans les scandales dénoncés, que nous avons pratiquement les mains liées au point de départ ».

Westmount aurait-il développé un argument de ce type uniquement par stratégie ? Voulait-on discréditer le leadership prestigieux de la ville de Montréal ? Quoi qu'il en soit des intentions des promoteurs de ce rapport, nous savons bien l'impuissance réelle des groupes démocratiques de citoyens qui interviennent vainement dans les grandes décisions : Cité Concordia, tracé du métro, jeux olympiques, etc.

3. Derrière ce procès, il y a les prétentions de banlieusards qui se croient porteurs de modèles administratifs et démocratiques idéaux. Au gigantisme stérile de la grande ville, ils opposent la proximité administrative et la gestion innovatrice des banlieues. Serait-ce uniquement le cas des quelques municipalités riches qui ont des ressources abondantes pour aménager isolément leur égoïsme collectif ? Comment soutenir pareil argument après tant d'exemples de corruption politique : Jacques-Cartier, Anjou, Saint-Michel, Saint-Léonard, pour ne mentionner que les cas connus publiquement ? Le rapport Westmount ne dit pas comment les banlieues ont réussi à juguler la minorité économique dominante ! Nous avons plutôt l'impression, sans crainte de

nous tromper beaucoup, que la *POWER ELITE* qui dominerait Montréal recrute bien de ses membres à Westmount.

4. Des questions vitales sont laissées pour compte. Qu'arrivera-t-il de la ville-centre dans l'hypothèse d'un découpage en treize bourgs ? Sur quelles bases établir ce découpage ? Il existe des concentrations ethniques, culturelles, socio-économiques, recoupées par des clivages proprement économiques, administratifs et politiques. Peut-on éviter le problème majeur de l'est francophone vis-à-vis de l'ouest anglophone ? Le critère des classes sociales, aussi ambigu soit-il, entre-t-il en ligne de compte ? L'écheveau se complique quand on cherche à établir les unités de base. Le quartier ne joue pas le même rôle que la municipalité dans la différenciation spatio-culturelle du territoire urbain. Par exemple, c'est au nom de la décentralisation et d'une meilleure redistribution que certains revendiquent une revalorisation des quartiers comme entité plus homogène au plan socio-culturel, économique [269] et administratif. Les opposants rétorquent qu'une longue expérience historique a permis que les municipalités expriment cette importante réalité sociale des milieux relativement homogènes. Ainsi le Front d'action populaire n'aurait pas vu ce dilemme. N'était-il pas un allié involontaire des banlieues qui pour des raisons apparemment semblables revendiquaient la même décentralisation ? Sa problématique rejetait dans l'ombre des « liens de causalité entre la perpétuation de zones grises et l'existence de banlieues cossues ». Il serait donc très dangereux de ne pas situer les problèmes de quartiers de l'*inner-city* dans l'ensemble métropolitain. En ce sens, la C.U.M. pourrait servir d'intermédiaire pour redéfinir les rapports entre les unités de base et l'entité métropolitaine globale. Cela présuppose que la C.U.M. ait un statut plus clair, des pouvoirs plus fermes, et des objectifs contrôlables par l'ensemble de la population métropolitaine.

C'est en s'arrêtant sur certains problèmes très concrets qu'on mesure l'inconsistance et le peu d'impact de certaines mesures législatives apparemment audacieuses pour renforcer la C.U.M. Par exemple, la charte de la C.U.M., dans son article 286e, dit clairement que la C.U.M. a le pouvoir d'organiser, posséder et exploiter un service de transport commun de passagers entre tous points à l'intérieur de son territoire et le nouvel aéroport international. Or la mise en application traîne en longueur, alors que les échéances se rapprochent. Les plans

de communication et les juridictions se multiplient, s'enchevêtrent ; chacun des centres de décision a ses devis. Les compagnies privées de chemin de fer, d'autobus et d'aviation ajoutent à l'imbroglio. Plusieurs spécialistes s'entendent pour conférer à la C.U.M. le pouvoir décisif sur des aménagements accordés à l'ensemble de la situation. Québec résiste et la C.U.M. tirailée par les luttes politiques internes des secteurs est et ouest, néglige d'aborder de front le problème. Les anciens plans d'un réseau de voirie (autoroute Cavendish, voies rapides dans Laval et autoroute Leblanc) sont à réviser en fonction de toutes nouvelles coordonnées. Cela semble même exiger des amendements substantiels à la charte de la C.U.M. On sait l'importance du système de communication dans un schéma d'aménagement du territoire. À tous les niveaux, on proteste devant ces critiques en alléguant la volonté de collaboration entre les responsables des diverses instances. Mais les faits, jusqu'ici, nous laissent songeur. Le Centre de Développement du Transport créé par le ministère fédéral du Transport, jongle sur une quinzaine de projets possibles de communications rapides entre le centre-ville et le nouvel aéroport international, tout en attendant la décision qui marquera le choix entre plusieurs concepts d'aéroport.

[270]

Les uns et les autres y vont à coup de « concept global » pour chacun des éléments de l'échiquier. Mais bien malin sera celui qui imaginera l'avenir prochain de l'échiquier lui-même. Voilà un exemple, entre plusieurs, du chemin à parcourir pour en arriver à un développement où notre société pourra enfin diriger sa propre évolution et croissance. Mais aussi longtemps que le libéralisme économique classique restera dominant chez nous, de tels objectifs ne seront pas accessibles. Il suffit d'évaluer nos échecs en matière de programmes planifiés, de changement social et économique, avec leurs processus démocratiques correspondants. Mais ces obstacles ne justifient en rien la démission devant une recherche courageuse d'issues positives. Essayons de pousser plus loin notre investigation.

Vers de nouveaux modèles urbains

Les conditions nouvelles de vie ont changé profondément les bases de notre démocratie, même si les intentions de fond demeurent les mêmes. Par exemple, l'entité « municipalité » dans sa conception traditionnelle, devient arbitraire et anachronique sans une ouverture par le haut et par le bas, par la solidarité régionale plus large, par la réfection d'ensembles communautaires à taille humaine. L'importance accordée à la région et au quartier ne vient pas d'abord des spéculations intellectuelles des bureaux d'études, mais avant tout des requêtes évidentes de nouveaux styles de vie dans l'évolution actuelle de la société. Trop d'administrateurs municipaux font dévier ce problème fondamental au profit de luttes douteuses de prestige, de pouvoir, de privilèges. Les chicanes interminables autour des questions de structures de participation se font toutes au nom de la démocratie ; mais de fait, elles masquent des jeux d'intérêt et de particularisme antidémocratiques. Pourtant, l'émiettement tragique des administrations municipales au Québec est une des causes de son sous-développement. Plusieurs l'admettent en théorie, à la condition de ne pas payer la note des regroupements envisagés. Si nous maintenons un tel état d'esprit, nous n'aboutirons jamais à de grandes politiques de promotion collective. Il faut à tout prix rénover courageusement et lucidement la démocratie de base dans les communautés locales.

Certains reprochent au gouvernement québécois de fonder sa loi-cadre sur le volontariat, alors qu'ils attendent de lui un geste plus ferme de leadership. D'autres se rappellent l'aventure malheureuse de Laval où Québec était intervenu de façon autoritaire avec les résultats que l'on connaît. Faut-il rappeler ici que le gouvernement québécois avait [271] divisé la ville en six grands quartiers pour préparer la création éventuelle de six municipalités sous un gouvernement régional insulaire. C'était sous le règne Lesage. On n'en a pas entendu parler depuis. Ce bref retour en arrière marque bien à la fois le peu de consistance et de continuité des politiques et aussi le mouvement affolé du balancier entre les deux extrêmes : dirigisme autocratique et volontariat. On veut surmonter le dilemme en créant des communautés lorsque 60% des conseils municipaux concernés (représentant 50% de

la population) manifestent leur accord. Or, on peut se demander si les communautés existantes auraient vu le jour sans une décision gouvernementale irrévocable. Dans certains pays, les autorités gouvernementales ont fixé des délais-limites avant d'intervenir de façon impérative. Ce qui permettait une période de négociations libres entre les municipalités. Pourquoi ne pas emprunter chez nous cette voie qui nous paraît plus réaliste ? C'est ce que l'Union des municipalités du Québec a proposé dans un mémoire présenté à la Commission parlementaire rattachée à la loi-cadre sur les réformes des structures municipales. Le ministère des affaires municipales semblent vouloir protéger ses arrières en évitant de devenir le bouc émissaire des uns et des autres. En effet, s'il a autorité décisive et unilatérale, les débats publics ne se feront pas entre les municipalités et les citoyens concernés, mais sur le dos du seul responsable identifiable et déterminant. Études techniques obligatoires, possibilités de referendum, garantie qu'aucune municipalité pourra contrôler l'éventuelle communauté, autant de mesures pour élargir la responsabilité vis-à-vis des regroupements, des fusions ou des communautés urbaines comme telles. De plus, l'intention du législateur exprime la volonté de ne pas imposer le même rythme à toute la province. Par exemple, 75 communautés sur 121 ont été jugées prioritaires. Le gouvernement doit tenir compte de certaines oppositions qui viennent particulièrement de l'Union des conseils de comtés. Le monde rural craint de se faire bouffer. A l'autre extrême, les villes plus populeuses risquent de se faire dominer par des satellites qui forceraient les premières à assumer une part exagérée des dépenses de la communauté.

Pendant ce temps de tergiversation, les projets de développement régional sont mis en échec parce que l'aménagement du territoire s'avère presque impossible dans le contexte juridique, artificiel et rigide, des entités municipales. Sans compter l'urgence d'une révision radicale du partage des pouvoirs et de la fiscalité. Il est évident que les communautés urbaines devront avoir une plus ample délégation de pouvoirs [272] et des sources de revenus plus substantielles pour s'acquitter de leurs tâches essentielles. Dans le domaine de l'impôt foncier, par exemple, c'est encore à faire.

De tout cela, nous dégageons une première impression globale. Les structures de base du Québec restent assumées par un esprit médiéval en décalage profond avec des progrès techniques et sociaux que les

instances supérieures envisagent grâce à l'action dynamique d'une nouvelle classe de technocrates et d'hommes politiques. Nous n'ignorons pas que cet esprit féodal habite encore la majorité de nos politiciens québécois à tous les niveaux gouvernementaux. Nous n'oublions pas, non plus, que le libéralisme encore vivace ajoute à l'incompatibilité des structures nouvelles avec les mentalités dénoncées. Voilà ce que tant de débats autour des communautés urbaines, laissent en veilleuse. Bien peu consentent à toucher le fond culturel et philosophique des problèmes et des solutions. Ces questions sont reléguées à la périphérie. Quand certains persistent à les ramener dans les activités les plus cruciales de la collectivité, on les accuse d'irréalisme, de confusion des « genres ». La vieille tradition anti-intellectuelle remonte en surface. Elle fait des intellectuels les boucs émissaires des maux et des malaises qui affectent notre civilisation entière. Pourtant, la critique sociale comme l'innovation dans les milieux progressifs se sont toujours alimentées aux sources d'une profonde réflexion sur les situations et leurs transformations. La révolution sociale, chez nous et ailleurs, vient précisément unir de façon inédite culture et politique. On ne réussira pas à balkaniser la culture en bâtissant un centre culturel dans chacune des municipalités ou en légiférant sur les manifestations.

Derrière les aventures multiples des comités de citoyens et des expériences sociales inédites, il y a beaucoup plus que des revendications de courte vue. *Ce sont de nouveaux modèles sociaux qui sont visés.* Par un étrange paradoxe, nous commençons à croire que les politiques les plus modernes et les plus avancées de développement urbain rejoignent ces initiatives récentes de la base qu'une critique superficielle considère comme une résurgence d'archaïsme. Souhaitons que les stratèges de la nouvelle politique sauront imaginer des praxis capables de susciter une synergie de ces deux forces neuves chez nous. À nos jeunes technocrates, il manque la qualité d'acculturation des mouvements populaires et, chez ceux-ci, l'équipement intellectuel et technique pour donner force de modèle à leurs intuitions et expériences. Cette alliance n'aura d'impact décisif qu'à l'intérieur de démarches politiques bien articulées sur un dynamisme économique soutenu. Dans les circonstances, [273] nous ne pouvons nous permettre de sacrifier aucune forme de leadership authentique, parce que c'est là le ferment essentiel d'une démocratisation féconde de nos communautés et de nos institutions les plus importantes. Sans minimiser les phé-

nomènes de classes, les rapports de forces, nous continuons de penser que l'avenir de notre société passe par ces lieux obligés de la création de nouveaux modèles sociaux a même notre propre terreau culturel et les champs ouverts par le défi urbain. Dans la mesure même où les tâches les plus humbles et les plus audacieuses veulent atteindre les modes de vie collective, leurs soutiens culturels et leurs finalités humaines, nous saurons vaincre les querelles inutiles, les chapelles doctrinaires et les formes anciennes et nouvelles d'exploitation. L'urbanisation galopante a accentué les paradoxes du gigantisme et du personnalisme communautaire, du pluralisme et de l'unanimité, de la planification et de la guérilla, des sommets et des déchets de civilisation. On n'en finit plus de recomposer cette mosaïque vivante qui nous fascine et nous effraie à la fois. On sent cette ambivalence dans tous les débats qui nous promènent d'un extrême à l'autre. Placer la mégalopolis sous le signe de la « communauté » urbaine, c'est révéler du coup l'intention première d'humanisation, le primat de l'homme et du tissu communautaire sur les structures. Les procès intentés contre les projets d'autoroute urbaine, les égoïsmes collectifs des banlieues, les spéculations des grands maquillons sont sans avenir si les luttes ne débouchent pas sur la remise en cause de nos philosophies de la vie et de nos rapports sociaux, sur l'expérimentation de formes neuves de solidarité. En ce domaine comme en bien d'autres, la grande ville est une tête de pont pour les politiques futures d'un véritable développement. N'est-ce pas, par exemple, la zone montréalaise qui nous force à prendre les devants pour la maîtrise de ces phénomènes de pointe ?

[274]

NOTE

L'expérience des communautés urbaines vient à peine de commencer et certains critiques proclament déjà l'inutilité et même la nocivité de telles initiatives gouvernementales. On se reporte, par exemple, à l'expérience américaine qui, après de nombreux échecs en ce domaine, s'oriente vers d'autres formules encore peu définies. Essayons de resituer le débat dans le champ historique nord-américain.

Un peu partout en Amérique du Nord, jusqu'au tournant du XXe siècle, les villes ont annexé les territoires à la mesure de l'expansion de leurs agglomérations. L'arrêt des annexions s'est produit au moment de la démultiplication rapide des « banlieues ». Aux États-Unis, on a alors tenté diverses expériences pour élaborer de véritables politiques métropolitaines et faire contrepoids aux profonds déséquilibres de la nouvelle jungle urbaine. Il y eut d'abord échec de la coopération volontaire entre les municipalités. Échec, aussi, des districts métropolitains bâtis sur des ententes sectorielles (ex. : services communs). L'une et l'autre des deux expériences avaient renforcé les particularismes et les luttes internes ; les municipalités les plus riches acceptaient des collusions sur le dos des plus pauvres et souvent au détriment de la ville centrale. On essaya une troisième voie, celle du gouvernement métropolitain. Ici encore, le même scénario et le même échec se produisirent sauf dans deux cas assez heureux : Miami et Nashville.

Les sources de ces difficultés semblent être nombreuses : les États avaient peu de pouvoir pour intervenir efficacement ; la tradition de « *home rule* » faisait de la communauté locale un idéal de gouvernement démocratique (ce qui justifiait les replis des banlieues) ; les classes moyennes et supérieures pouvaient éviter une partie des énormes coûts sociaux du centre-ville grâce à la fragmentation municipale et l'autonomie relative de la banlieue. Mais ces raisons restent en deçà de la vérité. Par exemple, la participation démocratique n'était pas moins déficiente dans les communautés périphériques que dans l'*inner-city*. Pour comprendre la situation, il faut la replacer dans le « phénomène social total » des clivages et des ségrégations de tous ordres : racial, ethnique, économique, religieux et politique. Les Wasps républicains, par exemple, s'aménageaient des terrains exclusifs et provoquaient indirectement des « réserves » de l'autre côté de leurs murs. La configuration des municipalités exprimait la hiérarchie sociale, les découpages religieux et socio-culturels, la distribution des pouvoirs, etc.

Avant d'établir des comparaisons avec le Canada et le Québec signalons qu'il existe d'assez solides gouvernements métropolitains en Angleterre, en France et en Suède. Au Canada l'agglomération de Toronto a été la première dans l'Amérique du Nord à se doter d'un gouvernement métropolitain (1953). En 1960, Winnipeg faisait de même. L'État québécois n'emboîtait le pas qu'en 1969.

Au Canada, la Constitution confère aux États provinciaux le pouvoir d'intervenir efficacement. C'est ce qui a permis au gouvernement ontarien de mener une action ferme et cohérente dans le cas de Toronto, tout en confiant le travail à une commission autonome. Ici, au Québec, le Ministère des Affaires municipales s'assurait la maîtrise des principales règles du jeu et des décisions déterminantes dans le cas des trois communautés déjà mentionnées. Mais le Ministère n'en consulta pas moins les divers conseils municipaux impliqués à partir d'un avant projet de loi, élaboré par ses fonctionnaires. Évidemment, Montréal (presqu'un État dans l'État), allait offrir beaucoup plus de résistance que la lointaine communauté régionale de Hull ! Dans le premier cas, il s'agissait d'une négociation entre deux pouvoirs de taille. La célérité du processus, aux yeux de certains observateurs, s'expliquerait par la faiblesse des structures de gouvernement municipal chez nous et l'absence d'une véritable démocratie locale. Ainsi les grandes administrations et les grands pouvoirs auraient eu le champ libre. D'autres évoquent l'indifférence de la majorité des citoyens face à cette question (les preuves ne manquent pas !). Quelques-uns soulignent surtout l'émergence récente d'un État québécois qui, devant l'urgence de changements nécessaires, commence à manifester une volonté politique prête à bouleverser un certain conservatisme encore très diffusé dans l'ensemble de la population. Enfin, on se demande s'il n'y a pas ici une première tentative de créer un nouveau modèle d'exercice du pouvoir, entre la planification autoritaire et la décentralisation extrême. Un modèle où le leadership politique dégage des projets et se soumet aux mécanismes démocratiques de consensus et de contrôle, avant d'en arriver aux décisions ultimes.

Mais les pratiques socio-politiques des divers agents s'avèrent beaucoup plus complexes que ne le laissent entendre les mesures et les documents législatifs. Qu'en est-il effectivement des principes-clefs élaborés par le Ministère des Affaires municipales pour qualifier la communauté urbaine ?

- Un organisme de gestion de certains services intermunicipaux
- Un organisme autonome face au gouvernement provincial et respectueux de l'autonomie des municipalités constituantes

- Un organisme représentatif des forces du milieu, et non une émanation du gouvernement provincial
- Un organisme qui ne s'appesantira pas par un lourd corps administratif au point de départ
- Un organisme très près des citoyens et de leurs besoins, et capable d'assurer une réelle justice distributive.

Notre longue étude a montré le décalage entre ces déclarations de principe et les politiques des uns et des autres. Même si le gouvernement provincial reste « l'acteur central du processus », il se révèle hésitant et erratique au plan des consultations, des décisions et des réalisations, par-delà [276] les actes législatifs. Les autorités locales et régionales s'interrogent sur leur pouvoir réel, à plus forte raison les divers organismes de citoyens.

Les « sans pouvoir » peuvent se faire illusion sur la portée de leur implication dans un mécanisme de consultation. Mais les élus et les autres agents institutionnels ne séparent pas la redistribution du pouvoir des participations, on leur demande en haut lieu. Nous retrouvons le même phénomène dans les autres domaines d'instauration de nouvelles politiques gouvernementales. Dans le cas qui nous occupe, on aboutit très vite à une sorte de structure fédérale bureaucratique très loin des citoyens, et souvent neutralisée par un chassé-croisé de manœuvres officieuses. Évidemment, il y a eu progrès. Le gouvernement prépare des projets mieux définis et provoque des débats démocratiques plus nets. Un objectif comme la restructuration des limites territoriales des municipalités révélera au grand jour, peut-être, les vrais rapports de forces et les intentions réelles des uns et des autres. Mais que d'impondérables demeurent ! Par exemple, les fusions volontaires, en dehors d'une planification équitable, peuvent contribuer à accentuer les disparités socio-économiques, la ségrégation des pauvres, les égoïsmes collectifs et les barrières ethniques ou autres.

Il faudra mieux évaluer les coordonnées réelles du champ humain concret dans lequel se déploient les nouvelles politiques. On ne change pas facilement des tissus historiques et les mentalités qui y sont ancrées. Nous procédons à de vastes redéfinitions et restructurations des médiations structurelles dans tous les domaines, trop souvent avec

un esprit superficiel et peu rigoureux. Y a-t-il un minimum de consensus sur le rôle de l'État et des autres instances ? Saisit-on les véritables enjeux de l'évolution urbaine actuelle ? Par exemple, on ne peut plus définir les villes uniquement en termes de concentration. C'est plutôt un phénomène de dilution qui nous menace davantage. Une dilution que des politiques unilatérales de décentralisation ne sauraient surmonter, s'il n'y a pas une stratégie plus ample et plus impérative de l'ensemble des pouvoirs concernés. De nouvelles fonctions apparaissent dans le centre-ville : immense *switch-board*, lieu de création culturelle et de la fête, etc. Déplacement des réseaux de production et de consommation, durcissement des espaces sociaux, déclassement de l'arrière-pays et combien d'autres phénomènes ! Les schèmes classiques de la dichotomie urbaine-rurale sont dépassés. La rationalité nécessaire des experts ne suffit pas pour discerner certaines données culturelles et politiques qui exigent d'autres *types d'insight*.

On doit se souvenir de cet ensemble de considérations pour interpréter la loi-cadre du gouvernement québécois (voir l'excellente étude de Jacques Godbout : *La formation de la communauté urbaine de Québec et le rôle de l'État dans la restructuration des pouvoirs locaux*, Recherches sociographiques, XII, 2, 1971, pp. 185-225. Voir aussi G. Fortin, *La fin d'un règne*, H.M.H., 1971.

[277]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME II

Chapitre 2

Un cas type : l'aéroport de Ste-Scholastique

- *Sommes-nous capables de stratégie ?*
- *De la politique à l'expertise*
- *Les fondements d'un choix*
- *Québec, Victime ou Responsable ?*
- *Aménagement de la Région Nord*
- *Choix d'un axe et stratégie*
- *Réactions face au rapport de l'INRS (CRUR)*
- *Un cheminement difficile, mais prometteur*
- *Satra à l'œuvre*
- *Évaluation*

[Retour à la table des matières](#)

[279]

Sommes-nous capables de stratégie ?

[Retour à la table des matières](#)

Nous n'allons pas reprendre tout l'itinéraire des débats que le projet d'un nouvel aéroport international à Montréal a suscités. Cela nous entraînerait jusque dans le labyrinthe constitutionnel avec ses culs-de-sac bien connus. Ce qui nous intéresse ici, c'est l'incidence « développement » et l'évolution de la zone métropolitaine comme rampe de lancement d'un Québec progressif à tous les plans. Dans toute cette affaire, nous discernons une dérive constante des objectifs essentiels vers des querelles de village et des questions secondaires. Plusieurs se sont servis de ce défi de développement pour de toutes autres fins, qu'il s'agisse des partisaneries politiques, syndicales, régionales ou autres. Le dossier des débats se présente comme un enchevêtrement de problèmes techniques et juridictionnels, de conflits d'intérêt de toutes sortes, un peu comme si nous étions incapables de donner cohérence au moindre projet collectif d'envergure par delà les mesures législatives et l'établissement de structures et de comités de ceci ou cela. Nous avons peut-être vécu trop longtemps dans l'anarchie et l'irrationalité pour ce qui concerne les fonctions politiques et économiques et les dynamismes culturels en matière de développement ! Voilà le problème majeur qui nous intéresse. Essayons de le considérer sous son angle positif, à savoir, une occasion privilégiée d'élaborer une véritable stratégie à la mesure de l'ensemble de notre société québécoise dans son véritable contexte nord-américain. Évidemment, la prochaine analyse marque un simple jalon de la démarche poursuivie dans notre ouvrage. Toujours dans la perspective d'évaluer les cheminements de nos divers projets, nous croyons nécessaire de respecter un certain continuum historique qui semble trop absent des nombreuses stratégies de développement. Nous passons d'un projet à l'autre sans tirer de l'étape précédente les précieuses leçons qu'elle pourrait nous enseigner.

[280]

De la politique à l'expertise

Il nous faut quand même respecter le cheminement factuel des principaux débats puisque celui-ci est déjà gros des interrogations qui s'accumulent depuis le début de nos efforts systématiques pour élaborer de véritables politiques économiques au Québec.

Avant l'annonce officielle du projet, soit le 2 août 1968, le ministère fédéral c'es transports avait confié l'étude à la firme torontoise Kates, Peat and Marvick. Au Québec, seul le Service d'urbanisme de Montréal avait été l'objet de consultations systématiques, mais secrètes. Celui-ci s'était alors objecté au choix du site Vaudreuil-Rigaud à l'ouest de Montréal, Mais ce qu'il y a de plus révélateur, c'est l'attitude du ministère fédéral vis-à-vis du gouvernement québécois. Malgré les fortes pressions du directeur du Service d'urbanisme et du président de l'exécutif (M. Saulnier), le ministre Hellyer remettait à plus tard les rencontre prévues avec les ministres québécois concernés. Quand il se décida, ce fut en fonction des questions techniques. Or, à Québec on comprit tout de suite que l'aménagement de territoire (responsabilité provinciale) devait entrer en ligne de compte comme une dimension essentielle du projet. Le conflit commençait.

En premier lieu, on a débattu les avantages et les inconvénients de l'établissement de l'aéroport à l'un ou l'autre des quatre points cardinaux de la zone métropolitaine, mais particulièrement au nord et au sud. Le gouvernement fédéral, en annonçant le projet, prédisait un gigantesque développement économique rattaché indirectement à l'installation de l'aéroport international. Ce qui ne fut pas sans aiguïser notre sensibilité nationale qui y voyait une circonstance historique à ne pas manquer. Il fallait que la société francophone en profite le plus possible, étant donné son inquiétante détérioration économique. Québec invoquait sa juridiction sur l'aménagement et le développement de son territoire pour contester un choix qui risquait une fois de plus le tourner à l'avantage de la riche province voisine. Peu importe les prédictions soufflées, on n'investit pas quelques centaines de millions dans un projet de ce type sans évaluer précisément l'impact « différen-

tiel » des divers sites possibles. Aucune question importante d'ordre politique, économique, technique, social et écologique ne pouvait être oubliée ou négligée. Quand on prévoit un investissement direct de quelque \$500. millions, des effets d'entraînement de \$1.5 milliard, de 75,000 nouveaux emplois, d'un revenu additionnel global de \$750 millions par année et d'une transformation radicale d'un vaste [281] espace humain, on tient à voir les choses de près. Évidemment, ces chiffres ont été ramenés à des proportions beaucoup plus modestes.

Il va sans dire qu'à cause de la complexité d'une telle entreprise, les experts des divers camps politiques allaient prendre la première place pour assurer le sérieux des confrontations devant une opinion publique décontenancée. En choisissant le site au nord de Montréal, le gouvernement fédéral a dû justifier cette option en révélant son interprétation des alternatives considérées avant la décision. On passa très vite de l'affrontement proprement politique à la bataille des experts. Est-ce là le signe d'un bouleversement des structures traditionnelles de pouvoirs ou la preuve de la pauvreté de la pensée et de la praxis politiques dans la gestion moderne de la chose publique ? Bon gré mal gré, à chaque pas, il fallait se tourner vers les experts qui tenaient tout d'abord les meilleures sources d'information. Quel développement une telle installation a-t-elle amené ailleurs ? Comment expliquer certains échecs, tels Dulles, Friendship et O'Hare ? Quels types d'industries s'implantent habituellement autour des aéroports ? Y a-t-il des schèmes privilégiés ou plus fréquents de développement ou de croissance ?

De leur côté, les gouvernements manifestaient des préoccupations majeures assez différentes. Le fédéral insistait d'abord sur les exigences techniques, les buts plus spécifiques de l'aéroport et les implications dans l'ensemble de l'économie nationale. Le provincial, après avoir plaidé pour une installation dans le « triangle d'or » du développement québécois (Montréal-Trois-Rivières-Sherbrooke), luttait désormais pour infléchir le mouvement d'expansion vers le nord-est. Montréal escomptait améliorer sa structure industrielle, éviter une aggravation de ses problèmes de congestion, d'accès au centre-ville et de spéculation, et enfin faire entrer le projet dans le cadre de son plan « Horizon 2000 ».

Les fondements d'un choix

B. Higgins, tente ici de répondre à la question retenue au début de ce chapitre en dégagant trois facteurs principaux : le multiplicateur du revenu, le multiplicateur de l'embauche, et le multiplicateur spatial ³.

[282]

- Le multiplicateur du revenu découle du fait que le revenu obtenu initialement des investissements dans l'aéroport et les entreprises privées connexes est dépensé une, deux fois. Entre un emplacement ou l'autre, il n'y a pas ici de différences marquantes, sans compter les impondérables des futurs investissements privés. Cette variable ne nous apprend pratiquement rien sur le développement régional éventuel.

- Le multiplicateur de l'embauche concerne les nouveaux emplois créés par les investissements publics et privés reliés à l'implantation de l'aéroport. Dans la mesure où il y aura surtout des débouchés pour une main-d'œuvre qualifiée, il ne semble pas que les chômeurs du nord, du sud ou de l'est, y trouveront leur compte, à moins de vigoureuses politiques d'entraînement de ceux-ci. Par ailleurs, une implantation à l'ouest ne fera qu'accroître le déséquilibre régional et ethnique. Il faut compter aussi les énormes coûts sociaux qu'amènent des déplacements massifs de population aux deux bouts de la ligne de migration.

Étant donné que l'aéroport lui-même va créer moins d'emplois qu'on ne le pensait au début, il reste à considérer les avantages des différents sites pour la venue des entreprises privées, et cela en relation avec le développement régional. Dans un rayon de 75 milles de Montréal, c'est d'abord Sherbrooke qui offre les meilleurs services et

³ Rapport d'un groupe de travail dirigé par B. Higgins, *Répercussions économiques concernant les divers emplacements du projet d'Aéroport international de Montréal*. Ottawa, 1969. Voir aussi B. Higgins, *The Montreal Airport Site*, in *Growth and Change*, Vol. 2, no 1, janvier 1971.

infrastructures, l'environnement physique et culturel le plus approprié. On se souviendra ici que l'abondance de « cheap labor » et la proximité -de ressources naturelles comptent très peu en l'occurrence. Saint-Jérôme est au sommet du choix pour attirer la population, Joliette pour attirer l'industrie. En combinant les principaux facteurs, F. Martin, dans une des études du rapport, en arrive à établir cet ordre pour les sites considérés : 1. - Saint-Jérôme ; 2. - Saint-Hyacinthe ; 3. - Saint-Jean ; 4. - Valleyfield ; 5. - Drummondville. La qualité du réseau de communication semble à peu près la même pour tous les sites avec un léger avantage pour Saint-Jean et un désavantage plus marqué pour Drummondville. Saint-Jérôme et Valleyfield émergent comme les sites les meilleurs dans le domaine de la main-d'œuvre. Ces études nous apportent de précieux renseignements sur les conditions de développement dans la zone métropolitaine.

- Mais c'est le multiplicateur spatial qui doit nous intéresser davantage à cause de ses relations plus évidentes avec la question régionale. Nous avons déjà indiqué les raisons impérieuses de l'élimination d'un emplacement à l'ouest. La Rive Sud offre de très bonnes conditions, mais son vaste territoire risque de favoriser une dispersion urbaine et industrielle qui va à l'encontre des exigences de concentration d'un [283] pôle ou d'un axe de développement. De plus, il n'est pas possible d'envisager sérieusement une reconversion de la structure industrielle dépassée de la Rive Sud. Le côté nord, contrairement, permet un développement linéaire concentré entre le Saint-Laurent et les Laurentides. Or c'est précisément ce type de développement qui a accompagné l'exploitation de plusieurs aéroports dans l'Amérique du Nord. Ainsi pourrait se développer l'axe : Saint-Jérôme, Joliette, Trois-Rivières, Québec, et secondairement dans l'autre sens : Lachute-Hull, sans compter l'avantage d'une ouverture sur le nord du Québec. L'aéroport pourrait être la chance de développer une première ville satellite, assez éloignée pour une relative autonomie, et dépassant 100,000 habitants. Nous renvoyons le lecteur à nos chapitres précédents.

Québec, Victime ou Responsable ?

Il est évident que l'option du gouvernement fédéral allait à l'encontre des plans de développement du Québec. Elle visait pratiquement à créer un deuxième axe très coûteux pour le gouvernement provincial. En effet, celui-ci avait déjà fortement investi dans l'axe de la vallée spacieuse au sud du Saint-Laurent, qui va de Valleyfield à Sorrel, puis jusqu'à Québec. Meilleur équipement routier, ressources matérielles et humaines plus abondantes, qualité des services, concentrations plus diversifiées et plus massives de population, sans compter une plus grande proximité avec le cœur de Montréal. Ainsi avait-on minimisé, au dire des experts du Québec, la vocation centrale de la Rive Sud, déjà inscrite dans les faits, alors qu'il restait énormément à faire du côté nord. D'autant plus que par celui-ci l'accès à l'est est problématique à cause de l'étroit corridor déjà partiellement bloqué. D'ailleurs la tendance majeure de Montréal et de Laval dans cet espace est de s'orienter vers l'ouest ontarien. Ainsi Québec devait ajouter des dizaines de millions à son budget de collaboration pour l'instauration des infrastructures nécessaires à l'aéroport du nord. De plus, il se grevait doublement, puisque bien des dépenses déjà faites sur la Rive Sud risquaient de devenir inutiles. Les experts de Horizon 2000 à Montréal partageaient le même point de vue. Ils avaient planifié une forte poussée résidentielle du côté nord et une concentration industrielle du côté sud.

Par delà l'affrontement des experts, se pose dans toute sa crudité l'éternel problème politique constitutionnel. Les échecs répétés des conférences fédérales-provinciales ne sont pas les résultats gratuits d'un [284] quelconque jeu politique partisan, mais plutôt l'expression de vices fondamentaux dans notre système politique. Sans doute les incidences partisans ne sont pas à négliger, mais trop de situations semblables à celle que nous venons d'étudier, se répètent sans qu'il y ait de progrès marquants. Si la collaboration a repris entre les deux gouvernements pour assurer le succès de l'aéroport, c'est que Québec a dû céder une fois de plus sur toute la ligne. Et pourtant, on doit se demander si les facteurs : aménagement de territoire, développement correspondant et juridiction provinciale ne devaient pas prendre le pas

dans ces conjonctures. Les politiques fédérales forcent de plus en plus de Québécois modérés à envisager des moyens radicaux pour libérer leur nation si souvent trahie même par certains de ses propres chefs de file. Nous nous sommes longuement expliqué sur ce point crucial dans notre ouvrage sur le nationalisme. (*Nationalisme et révolution culturelle*, Beauchemin, 1970).

Aménagement de la Région Nord

Faisant bon gré contre mauvaise fortune, le gouvernement québécois s'est mis résolument à la tâche. Deux équipes de chercheurs ont présenté des alternatives intéressantes. Voyons d'abord le rapport du Centre de Recherches urbaines et régionales de l'Institut National de Recherche Scientifique de l'Université du Québec. Le rapport fut présenté en décembre 1970 à l'Office du Plan et de Développement du Québec. Le projet avait deux buts principaux :

1. Déterminer la forme de développement spatial qui maximise les aspects positifs de l'impact économique du nouvel aéroport.
2. Faire toutes les études de base nécessaires à l'élaboration de recommandations concernant la formation et la promotion de la main-d'oeuvre francophone afin de lui donner accès aux postes créés par le nouvel aéroport.

Où devait-on localiser l'urbanisation et l'industrialisation induites par le nouvel aéroport ? Il fallait un bon inventaire avant de dégager les perspectives de développement. Avec la collaboration de la Commission de Développement de la Région de Montréal (C.D.R.M.), on divisa la région administrative de Montréal en treize sous-régions comme unités d'inventaire de la situation démographique, de l'équipement des services, des infrastructures et de la main-d'œuvre. Pensons aux conséquences très nombreuses d'une massive expropriation sur une importante partie du territoire. Ce premier découpage régional couvrait [285] le vaste espace qui s'étend du Mont-Tremblant aux

frontières américaines. Un second découpage en vingt zones concernait la région qui entoure plus immédiatement l'aéroport. Les premières conclusions laissent entendre que l'aéroport ne provoquera pas de bouleversement radical dans la répartition actuelle de la population. Ce sont Sainte-Thérèse, Saint-Eustache et Laval qui absorberont le plus gros contingent. Les comtés de Joliette et de Montcalm et le nord des comtés de Terrebonne et de l'Assomption connaîtront même un impact négatif.

En 1974, le nouvel aéroport créera dans tout le Québec, 15,529 emplois et en 1985, 38,615 emplois. Pour ce qui concerne les emplois induits et indirects le rapport ramène les chiffres du Fédéral de 59,000 à 22,418. Mais il resitue cette prospective dans l'évolution de la Région Nord. Celle-ci vivra peut-être une expérience semblable à celle de la période 1961-1966, marquée par des investissements de grande envergure : autoroute des Laurentides, établissement de General Motors à Sainte-Thérèse et expansion rapide de Laval. Le taux de croissance a doublé la moyenne du Québec durant la période 1966-1970. En ajoutant l'impact de l'aéroport, on prévoit un taux de croissance du secondaire de 6,17% et une croissance annuelle de 9000 emplois nouveaux entre 1974 et 1985. Le rapport note ici un phénomène qui aura de grandes répercussions sur ses options, à savoir une concentration d'emplois sur l'axe Laval, Sainte-Thérèse, Saint-Jérôme.

Comme nous l'avons déjà dit, il n'est pas facile d'évaluer les économies externes créées par le nouvel aéroport grâce surtout aux travaux d'infrastructure nécessaires et aux avantages de communication apportés par ce type d'implantation. On estima surtout le genre d'industries susceptibles de s'installer : industries de produits légers et raffinés à portée internationale, industries de recherche et de développement (quaternaire), industries venant aussi du centre-ville selon une tendance répandue dans l'Amérique du Nord. Cette démarche voulait permettre une action plus éclairée du gouvernement dans le domaine de la promotion industrielle et d'un aménagement fonctionnel de la Région Nord. Notons en passant que le gouvernement canadien avec Air Canada veut créer une industrie de construction d'aéroports sur le marché international (projet CAIM). Sans des politiques de ce genre et une forte incitation à la promotion industrielle la nouvelle implantation risque d'être une simple relocalisation sans grand effet sur la création d'emplois et le développement. Les chercheurs contestent ici ce

qui a été dit dans le rapport Higgins sur le haut degré de spécialisation de la main-d'œuvre requise. Les exigences à l'embauche dépassent rarement la onzième année, ce qui devrait éviter aux [286] ministères du travail et de l'éducation la mise sur pied de structures coûteuses. En effet la formation des travailleurs est souvent donnée en entreprise.

Choix d'un axe et stratégie

Quant au développement spatial, les objectifs étaient plus clairs

- Définition des zones d'urbanisation et d'industrialisation prioritaires (axe).
- Élaboration d'un plan d'occupation des sols de la région incluant les voies de communication.
- Définition d'une hiérarchie urbaine et des fonctions des villes (équipements).
- Préparation de programmes d'intervention.

Le rapport recommande que l'axe Laval-Saint-Jérôme soit renforcé et soit considéré comme une zone d'urbanisation et d'industrialisation prioritaire, basée sur les trois noyaux urbains qui la composent (Laval, Sainte-Thérèse, Saint-Jérôme), eux-mêmes fortement accessibles les uns aux autres par l'établissement de transport linéaire. Les responsables fondent ce choix sur les raisons suivantes :

- a) La force de l'axe existant est une réalité qui ne peut être effacée ;
- b) La faiblesse de l'impact du nouvel aéroport nous incite encore plus à opter pour un développement concentré de façon à tirer parti au maximum des économies externes et des effets d'agglomération ;
- c) Nous posons l'hypothèse que ce choix réduit les coûts d'intervention du gouvernement québécois parce que, dans l'axe

Saint-Jérôme-Laval, les forces des tendances naturelles se marient aux impératifs d'un développement urbain et industriel concentré ;

- d) La concentration dans l'axe va permettre de diminuer les coûts des services tout en augmentant leur qualité ;
- e) La forme linéaire de l'axe permettra d'obtenir plus facilement la rentabilité d'un réseau de transport en commun par voie ferrée ;
- f) Le choix de l'axe s'accorde avec le choix des zones à protéger ;
- g) L'axe va permettre une meilleure mobilité de la main-d'œuvre et une plus grande accessibilité des entreprises régionales à un marché important ;
- h) Le choix de l'axe permet une meilleure structuration urbaine.

Dans la prochaine étape, nous allons nous en tenir aux formulations exactes du rapport. La stratégie proposée pour la réalisation de l'option de base repose sur le réseau routier et le transport en commun, les zones à Protéger (zones agricoles et espaces verts), les zones industrielles et les zones urbaines.

[287]

A. L'accessibilité

Réseau routier

Le réseau routier est l'équipement public le plus structurant pour le développement industriel et urbain. Le réseau routier retenu pour 1985 comporte trois nouveaux liens nord-sud : autoroute de Liesse, autoroute Papineau et autoroute de Terrebonne. Les nouveaux liens est-ouest sont aussi au nombre de trois ; autoroute Laval, autoroute 640 prolongée, (Oka --Sainte-Thérèse, Terrebonne et route de Québec 40), puis autoroute 50 (Lachute, Saint-Jérôme, Joliette).

RECOMMANDATION :

Il faut garantir le libre accès à Sainte-Scholastique en limitant le nombre de sorties de l'autoroute de Liesse, et ainsi décourager le développement urbain sur son parcours.

Transport en commun

Même si nous n'avions pas de mandat explicite pour le faire, nous avons cru nécessaire de nous pencher sur la question du transport en commun à cause de sa très grande relation avec une option de développement spatial. Sans en faire une proposition formelle, l'esquisse de développement spatial propose un système intégrant le chemin de fer et l'autobus. La principale caractéristique du système proposé est la possibilité de desservir les trois noyaux urbains de l'axe préférentiel, tout en desservant l'aéroport.

B. Les zones à protéger

Les zones agricoles et vertes ont été définies à cause de leur valeur intrinsèque et aussi parce qu'elles répondent à des besoins. De plus, ces zones protégées serviront à définir et à contrôler le périmètre d'urbanisation.

Zones agricoles

La superposition de divers critères a permis de déterminer trois grandes zones agricoles dans la Région Nord. La première couvre entièrement le comté de Soulanges et une partie [288] du comté de Vaudreuil. La deuxième entoure l'aéroport, au sud, alors que la troisième est située au nord-est et constitue le bassin de Joliette.

Plus particulièrement, la zone du comté de Deux-Montagnes devra faire l'objet d'un zonage très strict si on veut la conserver. Ce zonage pourrait être appliqué par le ministère des Affaires

municipales ou par une autorité régionale éventuelle. Pour une zone aussi menacée, l'achat par la société de Développement agricole de terrains et leur location aux exploitants serait probablement un moyen de contrôle plus sûr.

Mais la délimitation des zones agricoles à protéger ne suffit pas. Il faut aussi trouver les moyens non seulement de les protéger mais de revaloriser l'agriculture. La création imminente d'une société de développement agricole est un pas important dans cette direction.

Zones vertes

Les zones vertes à protéger sont les collines d'Oka et de Rigaud, les boisés et les rives des lacs et rivières. De plus, l'ouverture de nouveaux bassins récréatifs s'impose dans les Laurentides. Pour atteindre ce dernier objectif, le prolongement de l'autoroute de Terrebonne vers Rawdon paraît souhaitable.

RECOMMANDATION :

Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche devrait étudier la possibilité de créer un parc provincial dans les Laurentides ; les limites, la superficie et le coût d'achat des terrains devraient être examinés par le ministère.

Le principal moyen d'action du gouvernement pour la création des parcs est l'achat du terrain. Cette mesure est essentielle dans le cas des parcs d'Oka, de Rigaud, de Saint-Colomban, de la baie de Carillon et pour la récupération d'une partie des rives des cours d'eau. En effet, ces espaces sont les plus menacés de la région parce qu'ils sont les plus intéressants visuellement et donc très attrayants pour la résidence.

RECOMMANDATION :

Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche devrait étudier les coûts d'achat des espaces verts et la superficie des rives qui pourraient devenir propriété gouvernementale.

[289]

C. Les zones industrielles

Les besoins en espaces industriels dans la Région Nord peuvent être déterminés approximativement en se basant sur la croissance industrielle prévue, c'est-à-dire les nouveaux emplois secondaires qui seront créés d'ici 1985.

Une grande partie de cette croissance industrielle pourra être absorbée par les zones et les parcs industriels déjà existants qui, au total, représentent plus de 11,433 acres de superficie disponibles. On peut poser comme hypothèse que les parcs se rempliront avant les zones parce qu'ils sont mieux équipés et qu'ils sont propriété publique. Même dans cette hypothèse, les parcs industriels seront largement suffisants pour répondre aux besoins de 1974 (817 actes), si on considère l'ensemble de la région. En 1985, les parcs actuels et une partie des zones actuelles seront remplis ; mais il restera encore 8,641 acres en zones industrielles.

RECOMMANDATION :

Cet excédent est suffisamment important pour que les autorités provinciales incitent les collectivités locales à abandonner les zones industrielles les moins aptes à recevoir de nouvelles entreprises industrielles au profit de zones présentant le plus d'aptitudes. On devrait d'abord procéder à un inventaire des zones existantes de façon à identifier celles qui ont une infrastructure convenable, ou en tout cas, qui pourraient être facilement

desservies, de même que celles qui sont à proximité des noyaux urbains de l'axe Laval-Sainte-Thérèse-Saint-Jérôme. Leur position devrait être également évaluée en fonction du réseau routier proposé.

RECOMMANDATION :

Étant donné qu'un parc industriel attire davantage les industries qu'une zone industrielle et qu'il est donc un instrument de promotion puissant, nous recommandons qu'un ou des parcs industriels nouveaux soient créés dans l'axe Saint-Jérôme-Laval au cours de la période 1974-1985. Une telle création s'imposera d'autant plus que les parcs existants auront tous été comblés après 1974.

Un de ces parcs devrait être régional, c'est-à-dire administré par une instance administrative régionale ou intermunicipale.

[290]

RECOMMANDATION :

Nous recommandons que le ministère de l'Industrie et du Commerce étudie la possibilité de créer un arc en fonction de l'aéroport, en 1974. Ce parc, toutefois, devrait être situé dans l'axe Saint-Jérôme-Laval.

D. Les zones urbaines

Localisation de la croissance de la population dans les zones urbaines

La croissance prévue de la population a été localisée sur le territoire de chaque zone d'analyse. Pour réaliser cette distribution spatiale, deux hypothèses opérationnelles ont été posées. D'abord, on a supposé que la croissance se fera totalement dans les zones déjà urbanisées. Ensuite, une densité urbaine brute de 15 personnes à l'acre a été retenue dans l'axe et les villes satellites, et 10 personnes à l'acre dans les autres zones d'analyse.

Armature urbaine régionale

L'armature urbaine de la Région Nord deviendra plus fortement tributaire de Montréal. On peut cependant entrevoir un rôle majeur pour l'axe nord-sud, à cause même de sa position en saillie dans la région, le rendant facilement accessible de toutes parts.

En dehors de l'axe, la ville satellite de Joliette continuera de jouer son rôle de « petite capitale » régionale. Lachute, pour sa part, pourra compenser l'absence de rôle régional par un raffermissement et un développement même de sa fonction industrielle grâce à la proximité de l'aéroport, un meilleur accès à Montréal, et la constitution d'un lien amélioré Hull-Saint-Jérôme-Joliette prévu en 1985.

Absence de ville nouvelle

Le choix de concentrer le développement dans l'axe Laval-Saint-Jérôme exclut la possibilité de créer une ville nouvelle. En effet, l'axe se prête à une urbanisation intensive et peut, à lui seul, facilement recevoir une population énorme. Une ville nouvelle, à l'ouest de l'axe, irait d'ailleurs en grande partie à l'encontre des tendances actuelles qui favorisent le développement de l'axe. Par conséquent, elle coûterait probablement [291] très cher, tant au niveau des efforts pour y amener le développement qu'au niveau de la création des équipements. De toute façon, le développement de l'axe se continuerait, provoquant ainsi une dispersion du développement urbain et industriel et son affaiblissement.

Réactions face au rapport de l'INRS

La population des diverses zones autour de l'aéroport avait entretenu de grands espoirs depuis l'annonce officielle du Projet. Inutile de dire que les conclusions du rapport devaient décevoir plusieurs attentes. D'abord, il est évident que l'on a voulu dessouffler un ballon poli-

tique. Mais ce faisant, on a adopté une ligne d'interprétation pessimiste qui n'a rien de stimulant pour les populations concernées et les divers leaderships à tous les paliers. Les auteurs ont peut-être minimisé les facteurs psychologiques si importants dans toute dynamique de développement. Certains leur ont reproché d'avoir orienté les recherches en fonction d'option politique inavouée. En peu de temps, on a tiré des conclusions impératives d'hypothèses de travail comportant à la fois tant d'impondérables et de divergences entre les groupes de recherches. Par exemple, le groupe Satra (Service d'Aménagement du Territoire Régional Aéroportuaire) qui travaille avec le ministère des Affaires municipales, présente des perspectives assez différentes sur certains points vitaux. Nous reviendrons plus loin sur le travail de cette équipe.

Au cours des séances d'information en 1971, il y eut des affrontements entre les délégués des diverses zones en relation surtout avec le rapport de l'I.N.R.S. En effet, les gens de Lachute et de Joliette se voyaient quasi-éliminés de la course. Quelques-uns suggéraient un développement en T qui diffracterait à l'est et à l'ouest le bout de l'axe Laval-Saint-Jérôme. Réaction semblable de la part d'Oka, Saint-Eustache et Terrebonne, même si on prévoyait pour ces zones de fortes concentrations résidentielles. Sainte-Thérèse et sa région immédiate se sentaient moins menacées, puisqu'elles sont à la croisée de plusieurs autoroutes et des deux axes nord-sud, ouest-est. D'ailleurs, elles connaissent déjà une croissance intéressante. Indépendamment de l'aéroport, le développement industriel et urbain devient prometteur le long de la rivière des Mille-Îles, particulièrement entre Sainte-Thérèse, et Saint-Eustache. Lachute, au contraire, après des années de stagnation et même de détérioration, mise beaucoup sur l'aéroport. Quelques implantations industrielles récentes ont ranimé l'espoir et amené les [292] responsables à se préparer pour une reprise économique. La municipalité a aménagé trois zones industrielles et une bonne infrastructure de services. Son principal handicap tenait à la faiblesse de son système de communication. Or, la ligne du CN sera déplacée vers elle. Bientôt l'autoroute 50 la mettra en relation avec les deux axes et la métropole. Dès le début du projet de l'aéroport, une commission intermunicipale a été fondée. Il fallait faire contrepoids au mouvement d'opinion québécoise qui voulait orienter vers l'est le développement. En l'occurrence, Lachute se trouvait isolée encore pour

longtemps. A Saint-Jérôme aussi, on ne cachait pas de graves appréhensions, tout en entretenant l'espoir de devenir le satellite le plus important de Montréal. Malgré la reprise économique des dernières années, la ville continue de subir les contrecoups du sous-développement des vastes Laurentides qui ne cessent de déverser sur elle ses chômeurs. Comment ne pas craindre que les activités de croissance se fassent sur les deux axes, mais au sud de l'aéroport, i.e. à Laval, Sainte-Thérèse, Saint-Eustache ? Ainsi, Saint-Jérôme deviendrait une sorte d'arrière-pays.

Réactions compréhensibles, mais fortement marquées par une longue période de concurrence aveugle entre les cités. Pour la première fois se présentait aux uns et aux autres une exigence concrète de concertation régionale, sans compter parfois certaines désillusions sur leur sort immédiat. Les leaderships locaux semblaient se défendre contre un agresseur redoutable : le gouvernement et ses experts. Mais ils n'étaient pas prêts à faire front commun pour s'entendre sur une action collective de qualité qui permettrait d'ajouter une composante essentielle dans le débat démocratique et la stratégie de développement dans la Région Nord. Une fois de plus, nous déplorons la pauvreté de notre démocratie locale. Rien ne sert de geindre sur les politiques gouvernementales, sur l'influence exagérée des experts et des technocrates, sur la planification artificielle d'en haut, si on est incapable de reconnaître et d'assumer les vraies solidarités de la base. À ce niveau, le poids des intérêts d'une petite classe possédante et des roitelets politiques de fiefs municipaux pesait beaucoup plus que la lutte sociale menée par des mouvements syndicaux et populaires vis-à-vis des objectifs et des démarches du gouvernement et des technocrates. De là notre conviction d'entrer dans un très long processus avant d'en arriver à un développement concerté. Nous ne ferons pas l'économie de luttes sociales et politiques qui se radicaliseront, à mesure que le cheminement avancera vers des investissements plus massifs et des choix plus précis. Alors, les intérêts des uns et des autres seront à nu et à vif sur la scène publique. Cela nous semble inévitable et même fécond, pourvu qu'on [293] consente à s'affronter dans une démarche politique cohérente, en faisant aussi la preuve de sa poursuite d'une véritable promotion collective juste et novatrice. Voyons de plus près le cheminement plus déterminant qui s'est fait dans le prolongement

du travail sérieux de l'équipe du Service d'aménagement du territoire de la région aéroportuaire (Satra).

Un cheminement difficile, mais prometteur

Nous suivons, depuis ses débuts, le travail de l'équipe du Satra. Cette expérience de planification mérite une grande attention, parce qu'elle nous semble marquer un progrès évident dans les efforts récents de développement. Avec beaucoup de compétence et d'esprit démocratique, les responsables du Satra ont appuyé à la fois les leaderships locaux et les instances gouvernementales, tout en servant d'agents de liaison entre la base et les superstructures, entre les gouvernements eux-mêmes. En dépit de l'ampleur et de la complexité des coordinations à opérer, ils ont réussi, dans un premier temps, à susciter de véritables collaborations. Dans le cadre d'un plan d'ensemble qu'on élabore avec toutes les instances concernées, chacune des municipalités ou chacun des groupes de municipalités sont appelés à se donner un plan directeur (vocation propre, zonage, équipements, etc.) Déjà naissent des commissions inter-municipales qui expriment un début de conscience régionale et de praxis développementiste. Évidemment, on est encore bien loin du gouvernement régional dont parlait, en 1968, un porte-parole du gouvernement fédéral. La première année d'existence de la nouvelle ville de Sainte-Scholastique nous révèle que les particularismes locaux et les intérêts particuliers prennent encore bien de la place. De plus, le gouvernement provincial tarde à créer une loi générale qui permettrait un véritable contrôle de l'occupation du sol. On sait aussi comment les municipalités sont très démunies pour juguler la spéculation et procéder à des expropriations nécessaires. On imagine la position inconfortable du Satra qui n'a aucun pouvoir juridique déterminant et très peu d'autonomie dans le cadre actuel. Pourtant, cette équipe a su faire évoluer les choses pour que tous et chacun acceptent de participer à une démarche commune qui achemine vers un projet de l'ensemble. Avec les diverses régions et municipalités et différentes équipes d'experts, le Satra a formulé une douzaine d'hypothèses qui ont été ramenées à cinq par la suite. Chacune des esquisses d'aménagement (reproduites ici) favorise un axe de développement différent.

[294]

Satra à l'œuvre

Satra, après une entente avec le ministère des Affaires municipales, a mis sur pied des secteurs consultatifs d'aménagement. C'est par le truchement de ceux-ci que devait s'articuler une participation progressive et de plus en plus large, à partir des conseils municipaux. On a donc commencé par l'assise démocratique la plus claire. Une quinzaine de réunions permirent d'assurer une première étape d'information. De plus, on mettait dans les mains des conseils municipaux des études spécialisées susceptibles de les aider dans l'établissement de leur plan directeur. L'évaluation des douze esquisses possibles s'est faite en tenant compte des objectifs économiques proposés par la CDRM, des objectifs de développement social et de l'utilisation rationnelle des sols, mis de l'avant par le Satra.

À l'intérieur de ce processus, on a éliminé certaines esquisses.

- Par exemple, la création de villes nouvelles. En plus de leur coût prohibitif, celles-ci auraient mangé des espaces agricoles et touristiques d'une grande valeur, alors que les responsables des noyaux urbains existants se seraient moins senti impliqués dans une action volontariste de développement audacieux et ingénieux.

- Élimination, aussi, d'une urbanisation sous forme de chapelets de centres de taille moyenne, séparés les uns des autres par des zones agricoles ou récréatives, le long de corridors nord-sud. Les contraintes des sols et de l'aéroport d'ailleurs empêchaient d'envisager une telle forme d'aménagement.

- Rejet d'une urbanisation dispersée au gré des dynamismes spontanés des centres urbains existants et des retombées économiques des futurs investissements aéroportuaires. Cet empirisme à courte vue ne favorisait pas une concertation régionale prévisionnelle, ni les économies externes, ni les effets d'agglomération. (Les économies externes expriment les avantages économiques générés par l'activité aéroport-

tuaire ; les effets d'agglomération relèvent de la concentration des activités et des populations).

Après ce premier tri, il fallut dégager les principales alternatives de développement sur le territoire de l'annexe B, qui relevait à la fois du Satra et du ministère fédéral de l'Expansion régionale (MEER), à titre de zone spéciale. Comme l'indique la carte : zones de planification, le projet s'inscrit dans l'ensemble plus large de la région métropolitaine de la CDRM.

[296]

L'esquisse finale qui sera choisie aura pour fonction de définir les grandes orientations en terme d'aménagement régional. L'adaptation au plan local se fera par les plans directeurs. Les choix dont les municipalités doivent tenir compte sont les suivants :

- localisation d'un ou de parcs industriels régionaux et aéroportuaires ;
- grille d'équipement :. choix du ou des centres urbains existants qui devraient bénéficier prioritairement des nouveaux équipements importants à vocation régionale, c'est-à-dire CEGEP, hôpital, centre culturel, etc. ;
- choix et localisation de nouveaux centres urbains ;
- choix des grands corridors de transport routier devant assurer les communications est-ouest et nord-sud à travers le territoire et leur liaison avec Montréal ;
- choix d'un corridor de transport en commun rapide desservant l'aéroport et les agglomérations du territoire ;
- les grandes zones récréatives ;
- etc.

Tous ces choix ont pour but de favoriser les meilleurs services possibles aux individus et à la collectivité en général, et ce, aux moindres coûts.

Qu'il s'agisse des plans directeurs municipaux et intermunicipaux ou du projet d'ensemble, les échéances à rencontrer sont fixées au début de 1974. Le Satra prend bien soin de signaler que les études actuelles restent provisoires et qu'on devra, avec toutes les instances concernées, parachever ce travail. L'établissement d'un schéma d'aménagement devient très complexe dès qu'on commence à l'opérationnaliser effectivement. Il ne suffit pas de préciser les localisations des activités industrielles, commerciales, récréatives et agricoles, des services de soutien. De plus, il n'est pas facile d'assurer une pondération réaliste des objectifs qui touchent les centres urbains, l'industrie et la

main-d'œuvre, les transports, l'habitation, etc. L'écologie particulière du territoire présente parfois des défis redoutables, surtout quand on songe aux exigences d'un projet aéroportuaire. En l'occurrence, une longue absence de planification marque davantage les difficultés de départ d'une urbanisation qui se veut concentrée et concertée en relation avec la métropole montréalaise. Les diverses esquisses montreront les différences importantes dans le phénomène de polarisation rattachée à l'un ou l'autre axe d'urbanisation. « Le degré de centralité d'un axe préférentiel sera analysé en termes de population, de transport routier, d'urbanisation, [297] d'emploi et de main-d'œuvre. » Le Satra s'est donc préoccupé de fournir ces études de base qui sustentent les éventuels choix démocratiques et les options de fond.

Évolution de l'urbanisation

Le Satra a poussé plus loin les premières recherches, déjà signalées d'un organisme de l'INRS. Au cours des deux dernières décennies, la Région Nord et Laval ont connu le plus fort accroissement de Population en pourcentage par rapport à l'ensemble du Québec et aussi de la région métropolitaine. Ce sont donc deux zones en expansion et en transformation rapide. Comme l'indique le rapport :

Près de 80% de la population de l'Annexe « B » sont concentrés dans cinq agglomérations urbaines (Lachute, Sainte-Thérèse, Saint-Jérôme, Saint-Eustache et Terrebonne), le reste de la population vivant en milieu rural. Ce dernier groupe comprend cependant, une part importante de population non-agricole.

Près du tiers de la population de l'Annexe « B » réside dans ce qu'on peut appeler deux agglomérations urbaines de type satellite à savoir Lachute et Saint-Jérôme, tandis que plus de 40% de la population réside dans trois agglomérations de type banlieue le long de la rivière des Mille-Îles à savoir les agglomérations de Saint-Eustache, Sainte-Thérèse et Terrebonne lesquelles ont connu, ces dernières années, une expansion plus rapide que les autres parties du territoire de l'Annexe « B ».

En ce qui concerne la population vivant en milieu rural elle peut se répartir en 5 secteurs dont 4 peuvent facilement s'identifier à une des agglomérations existantes ainsi qu'un cinquième, constituant la nouvelle ville de Sainte-Scholastique.

Type	Agglomération	% de d'annexe « B »	
Satellite (autonome)	Lachute	8.9	32.2
	Saint-Jérôme	23.3	
	Saint-Eustache	14.6	<u>79.5</u>
Banlieue	Sainte-Thérèse	25.5	47.3
	Terrebonne	7.2	

[298]

L'occupation du sol est déjà révélatrice des structures urbaines de la région. Les agglomérations en bordure de la rivière des Mille-Isles se sont développées ces dernières années grâce à des travailleurs oeuvrant à Montréal venus chercher les avantages de la « campagne ». C'est cette population qui par ses aspirations à un nouveau mode de vie a contribué à donner à cette zone ces caractéristiques de dispersion et de faible structuration des banlieues déjà traditionnelles. Les études du SATRA principalement sur l'industrie et l'habitation permettent cependant de percevoir un début de transformation de cette zone due surtout à l'installation de General Motors à Sainte-Thérèse-Ouest ainsi qu'à la construction récente d'habitations à plus haute densité.

La discontinuité de la grille routière à l'intérieur de cette région a d'ailleurs accentué cette séparation physique des municipalités riveraines de la rivière des Mille-Isles de celles de l'intérieur du territoire.

Immédiatement derrière cette bande d'urbanisation nous retrouvons le milieu rural de l'agriculteur. Cette aire agricole dans la partie est du territoire est un peu plus éloignée de la rivière des Mille-Isles à cause des placages de sable retenus par une couverture boisée. Cette zone

agricole abrite cependant plusieurs travailleurs non-agricoles mais anciennement cultivateurs qui maintenant viennent grossir le flot des migrations alternantes. Il faut noter également dans la partie sud-ouest de cette aire agricole l'exploitation intensive d'une partie de la montagne d'Oka en vergers.

Les deux villes satellites, Lachute et Saint-Jérôme, sont situées au nord de cette aire agricole et aux pieds des Laurentides. Une grande partie des familles qui y vivent, est généralement installée depuis plus d'une génération, ce qui confère à celles-ci un caractère beaucoup plus stable et une croissance beaucoup moins brusque que ce que nous retrouvons dans les villes en bordure de la rivière des Mille-Isles. Ces villes se distinguent de ces dernières par leur centre-ville généralement mieux équipé et mieux structuré bien qu'ayant besoin souvent besoin d'être rénové. Ces villes en plus d'être des centres de distribution de biens et de services sont aussi des centres d'emplois procurant du travail non seulement à la main-d'œuvre locale mais aussi à plusieurs travailleurs résidant dans leur zone d'influence.

Enfin, les ressources naturelles de l'Annexe « B » ainsi que sa proximité de Montréal ont fait de ce territoire une région touristique importante.

Une première zone de résidences secondaires existe à l'est de l'agglomération de Sainte-Thérèse entre Bois-des-Filion et Terrebonne ; une deuxième allant de Deux-Montagnes à Saint-André comprend trois sous-zones dont deux qui sont des centres de résidences secondaires orientés autour de Pointe-Calumet et Saint-André et une troisième [299] constitué du parc provincial d'Oka. Enfin une troisième aire de résidences s'est développée le long des deux berges de la rivière du Nord entre Lachute et Saint-Jérôme se prolongeant vers le nord-est autour de certains lacs. Cette dernière zone est véritablement l'entrée de la grande zone touristique des Laurentides.

Occupation du sol

(L'occupation actuelle du sol révèle certains problèmes particuliers bien identifiés par le rapport.)

Les villes plus ou moins autonomes que sont Saint-Jérôme et Lachute ont des centres bien définis, une forme cohérente et assez compacte. L'expansion urbaine y est facile sans bouleversement des fonctions centrales. Les deux villes ont des centres à grand potentiel pour un aménagement agréable et suffisamment d'espace pour supporter les besoins d'une population deux ou trois fois plus grande. Néanmoins, dans chacune des villes, une modification des tracés des routes majeures qui passent au centre-ville (la route 11 à Saint-Jérôme et les routes 8, 31 et 41 à Lachute) s'impose. Pour ces deux villes, aucun problème majeur en regard des cinq esquisses ne se pose, sauf pour Saint-Jérôme qui, dans l'esquisse où le développement de la ville vers l'ouest est important, devra contourner le parc industriel à l'ouest de l'autoroute des Laurentides (la croissance résidentielle actuelle est vers l'est et le nord).

Ainsi, si un centre secondaire était créé, comme l'esquisse le suppose, aux alentours de Saint-Colomban, nous serions en présence de deux villes distinctes séparées par une bande industrielle ; les fonctions régionales du centre-ville de Saint-Jérôme pourraient alors se déplacer, en partie, vers Saint-Colomban.

Les villes rattachées à la structure urbaine de la zone métropolitaine, soit les agglomérations de Saint-Eustache, Sainte-Thérèse et Terrebonne présentent sensiblement les mêmes caractéristiques que les autres villes de la frange urbaine de Montréal. Ce sont des agglomérations en pleine expansion dont le développement se fait dans toutes les directions, le plus souvent au hasard des initiatives des promoteurs. Des vides sont alors créés dans la trame urbaine, obéissant à un processus que l'on peut qualifier de « saute-mouton ». Pointe-Calumet, Sainte-Marthe, la paroisse de Saint-Eustache, Blainville, Saint-Louis-de-Terrebonne, Terrebonne Heights sont typiques de ce mode de sous-utilisation du sol. On y retrouve un mélange de résidences permanentes et secondaires, des commerces, des petits établissements indus-

triels, le tout sans contrôle. Le problème de l'absence de services urbains normaux (aqueduc, égout, parcs, etc.)... pour ces municipalités est insoluble sans une consolidation de la trame urbaine concurremment à une réaffectation de certaines occupations du sol.

[300]

Ces villes posent donc un problème urgent, indépendant de l'esquisse choisie, car il faut décider, dans chaque cas, s'il faut aménager ces subdivisions en mini-villes cohérentes, ou les unir (physiquement) à des agglomérations.

La forme urbaine des trois pôles majeurs le long de la rivière des Mille-Isles doit être contrôlée quelle que soit l'esquisse choisie.

À Terrebonne, le centre-ville a un pôle unique et fort avec de grands potentiels en terme de réaménagement, mais sa localisation n'est pas centrale.

Le centre-ville de Sainte-Thérèse a des caractéristiques intéressantes et identifiables comme l'église, le collège, mais doit être rénové. Des petites entreprises commerciales et industrielles sont dispersées le long de la route 11, dans toutes les anciennes parties de la ville, ainsi que dans les municipalités avoisinantes, le long de la route 29. Parallèle à l'autoroute, on trouve un centre d'achats moderne. A ces endroits, il faut un plan qui évite les usages non-compatibles et minimise les problèmes de circulation. Notons que Sainte-Thérèse est un pôle majeur dans trois des cinq esquisses.

Saint-Eustache et Deux-Montagnes ont des centres anciens autour de leurs églises et possèdent un centre d'achats très moderne ainsi que des « commerces artériels » le long de la route 8. La plupart des développements résidentiels sont récents et il semble que s'il y a une croissance énorme à Saint-Eustache (par exemple : Axe Saint-Eustache-Lachute), la ville d'aujourd'hui deviendra une banlieue de la ville future.

- Les parcs industriels de Saint-Jérôme, Lachute, Sainte-Thérèse et Saint-Eustache sont situés à l'ouest de chaque ville. Par contre, les vents dominants ont comme direction : ouest, sud-ouest ; il est donc nécessaire de réglementer les types d'industries pouvant s'installer

dans ces arcs. La localisation des parcs devra tenir compte de la direction dominante des vents pour mieux contrôler la pollution.

- La prolifération des chalets d'été et surtout leur transformation en habitat permanent pose dans les aires à vocation urbaine des problèmes urgents. Ces problèmes se manifestent surtout en termes de services urbains inadéquats, de normes de construction et de rénovation sub-standard, de pollution des eaux liée à l'inexistence ou la désuétude des systèmes de disposition des eaux usées, et finalement en termes d'utilisation individuelle des berges des lacs et rivières.

- Les villages non compris dans l'urbanisation majeure prévue dans les esquisses comme Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Sophie, Oka, Saint-Benoît et Saint-André seront sujets à des pressions fortes de croissance. Les questions suivantes, dans un avenir immédiat, se poseront de façon urgente et des réponses devront être apportées :

[301]

- le rôle actuel et futur des villages ;
- leur capacité d'accueil sans transformation de la vie du village ;
- le niveau de services qu'ils peuvent supporter sans augmentation importante de coût pour la municipalité ;
- leur taille limitée ;
- leur périmètre d'urbanisation.

À l'intérieur de l'Annexe « B », environ 7,000 acres sont propriété du ministère de la Défense. Une partie importante de cette superficie, soit le Camp Bouchard, environ 5,000 acres), dans un avenir rapproché, devra être réaffectée à une utilisation non-militaire. L'influence de cette offre de terrain, pour le marché foncier du territoire, peut être déterminante sur l'urbanisation future.

Un certain nombre de problèmes liés à l'occupation actuelle du sol se retrouvent donc indépendamment du choix de l'une des cinq esquisses :

- Restructuration et consolidation des occupations du sol le long de la route 11.
- Le lotissement en bordure de la rivière des Mille-Isles empêche la création d'un réseau d'espaces verts intimement lié à l'eau. Une action de récupération d'une partie des berges doit être entreprise de façon à préserver les territoires actuellement vierges d'urbanisation.
- Le phénomène de la transformation de l'habitat secondaire en habitat principal avec tous les problèmes qu'il implique (pollution des eaux et pollution visuelle, le faible niveau de services municipaux, etc.) se manifeste à plusieurs endroits le long de la rivière des Mille-Isles et de l'Outaouais dans le territoire de l'Annexe « B ». Un contrôle de cette mutation des habitats s'avère urgent.
- Le rôle des territoires, environ 7,000 acres, du Camp Bouchard et du champ de mines de Saint-Louis-de-Terrebonne doit être précisé dans les plus brefs délais, car leur impact sur la forme et l'urbanisation sera prépondérant.
- Des amorces d'urbanisation se manifestent dans des endroits non propices à l'habitation tels les zones d'inondation, les zones voisines des carrières, les sols peu stables, etc... Ces zones doivent être identifiées et la construction doit y être interdite.

Tendances à long terme

Déjà, on peut dégager certaines tendances à long terme de l'urbanisation du territoire. Les prévisions de population selon les tendances tiennent compte de l'impact de l'aéroport qu'on peut évaluer à 15% [302] de la population totale prévue en 1986 pour l'Annexe « B ». Ceci implique qu'en réalité 27% de l'accroissement de la population entre 1970 et 1986, dans l'Annexe « B », sera dû à l'implantation de l'aéroport.

À l'échelle de la Région Nord, incluant l'Annexe « B », cet impact est de 6% de la population prévue en 1986 et n'est plus que de 4% si à cet ensemble on ajoute Ville de Laval.

L'analyse de la croissance urbaine selon les tendances à long terme pose comme hypothèse que les éléments qui ont marqué l'orientation et l'intensité de l'urbanisation continueront pour les horizons 1986 et 2001 à être déterminants. Une telle proposition ne tient aucunement compte de l'implantation de l'aéroport comme élément d'orientation de la croissance ; l'aéroport n'est incorporé qu'au niveau du nombre supplémentaire d'habitants que l'Annexe comptera en 1986 et 2001, cette population se localisant selon les tendances passées tout en tenant compte des principales contraintes aéroportuaires.

L'urbanisation selon les tendances à long terme implique donc qu'aucune orientation majeure ne serait suggérée sur le plan du développement régional, l'action de planification se limitant au contrôle de la croissance urbaine et industrielle en accord avec les contraintes aéroportuaires. Ces tendances ne peuvent être considérées comme une option d'aménagement mais plutôt comme une situation permettant l'analyse des esquisses c'est-à-dire le degré de changement proposé par une esquisse par rapport à une situation plus facilement prévisible.

L'étude des tendances à long terme nous révèle que :

- la tendance très nette de l'évolution urbaine est l'étalement le long de la rivière des Mille-Isles et du lac des Deux-Montagnes, tandis que Lachute et Saint-Jérôme se développent le long des axes de communication ;
- la plus forte augmentation de population, se localise le long de la rivière des Mille-Isles entre Sainte-Thérèse et Saint-Eustache.

Cette croissance n'implique cependant pas un changement important dans les relations de dépendance qui existent actuellement entre l'urbanisation riveraine des Mille-Isles et le centre de Montréal.

Hiérarchie urbaine

(En dernière analyse, le rapport s'attarde à la question-clef de la hiérarchie urbaine.)

L'étude de la hiérarchie urbaine de la sous-région nord, étude basée sur les fonctions commerciales et de services, remplies par les villes et sur le nombre d'établissements pour chacune des fonctions ou activités, nous a permis de dégager sommairement le rôle que joue chacune des municipalités dans le cadre spatial de la sous-région nord et face [303] aux populations qu'elles desservent. Rappelons succinctement qu'une fonction représente un champ d'activité, de commerce ou de service, et qu'un établissement signifie tout lieu physique où prend place une activité de service ou de commerce. De même, la structure hiérarchique se réfère au rôle effectif que joue chacune des municipalités alors que la typologie des villes se veut une répartition en fonction du rôle, de la taille, du niveau de service et du degré d'autonomie de chacune des entités urbaines.

Vu le pouvoir d'attraction de certains centres situés en dehors de l'Annexe « B » sur celle-ci, notamment Mont-Laurier et Joliette, l'étude porte sur les 123 municipalités constituées par la sous-région nord de Montréal.

Il existe dans la sous-région nord quatre centres qui, compte tenu de leur population, devraient polariser les activités commerciales et de service. Il s'agit de Saint-Jérôme, Joliette, Sainte-Thérèse et Saint-Eustache-Deux-Montagnes. Repentigny, Lachute et Terrebonne devraient occuper un rôle de deuxième plan alors que 14 autres municipalités devraient pourvoir aux activités véritablement urbaines de la région.

Or, il arrive que les fonctions remplies par ces villes ne sont pas toutes proportionnelles à leur taille et que d'autres villes, tant par leur nature que leur localisation, occupent une place déterminante dans la distribution des services. Ainsi, seules les villes de Joliette et Saint-Jérôme peuvent être considérées comme des capitales régionales (classe 1) et les centres Saint-Eustache-Deux-Montagnes et Sainte-Thérèse, bien que de taille semblable à ceux-là, sont reportées au se-

cond plan. D'autre part, les municipalités de l'Assomption, Berthierville, Sainte-Agathe, Rawdon et Saint-Jovite se retrouvent sur le même palier (nombre de fonctions) que Saint-Eustache-Deux-Montagnes, Sainte-Thérèse, Lachute, Terrebonne et Repentigny.

Compte tenu du contexte de la sous-région nord, nous avons voulu faire une typologie des villes qui tiennent compte de la population, de la nature et de la localisation des villes pour rendre explicites les différences au niveau de la hiérarchie. L'indice de dépendance des municipalités vient confirmer cette typologie.

Le regroupement spatial fait à partir des données brutes de l'étude du ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) « Les pôles d'attraction et leurs zones d'influence » (études régionales 1967) nous ont permis de constater que Joliette et Saint-Jérôme avaient une vocation administrative très forte et étaient de véritables capitales se partageant tout le territoire en deux parties. Ces pôles agissent à un niveau supérieur sur les autres pôles et Lachute, Saint-Eustache, Terrebonne, Sainte-Agathe et Saint-Jovite ne centralisent qu'une partie des activités de leur zone respective. L'Assomption avec une faible population regroupe les fonctions administratives et gouvernementales. Repentigny plus peuplée n'est pas un véritable pôle d'attraction.

[304]

D'autre part, les fonctions dominantes des centres nous permettent de les classer de la façon suivante :

• Capitales régionales :	Joliette
Saint-Jérôme
• Centre administratif :	L'Assomption
• Centres secondaires diversifiés :	Lachute
Saint-Eustache - Deux-Montagnes
• Centres de commerce
(gros et détail) :	Terrebonne - Sainte-Thérèse
• Centres de commerce de détail :	Saint-Jovite - Sainte-Agathe

Saint-Jérôme et Lachute sont donc les seules agglomérations de l'Annexe « B » qui se dégagent comme possédant une autonomie relative. Les agglomérations de Terrebonne, Sainte-Thérèse et de Saint-Eustache dépendent de la zone métropolitaine de Montréal. Ces centres de la frange urbaine doivent donc pour augmenter leur autonomie relative et ne pas demeurer des banlieues, assurer un meilleur niveau de service à leur population. Cet objectif ne peut être réalisé que par l'accroissement de leur population.

Par contre, les centres de Lachute et de Saint-Jérôme doivent, pour consolider leur rôle de centre autonome dans la hiérarchie urbaine de la Région Nord, assurer la croissance de leur population mais surtout accélérer l'augmentation de population de leur zone d'influence.

On devra compléter cette étude de hiérarchie par les études sectorielles des normes de services et de commerce par tranche de population, des paliers (population) assurant la rentabilité des services (notamment les services gouvernementaux) compte tenu des distances-temps et des populations desservies.

Ce sera l'une des composantes primordiales du schéma d'aménagement, qui prendra la forme d'une « grille d'équipement », c'est-à-dire un instrument permettant, en fonction de la population d'un centre et de sa zone d'influence, d'y déterminer la nature et l'importance relative des activités, des fonctions et des établissements.

De même, il importe de s'attarder aux possibilités de contrôle gouvernemental (tout au moins en ce qui a trait à ses investissements publics), à la rationalisation des régions de services (commission scolaire, électricité, police, santé, etc.), au niveau de service des très petites municipalités et des centres de villégiature, à la croissance des services comparée à la croissance de population, aux déficiences actuelles, à l'impact des centres commerciaux planifiés et non-planifiés.

[305]

L'évolution économique

a) STRUCTURES INDUSTRIELLES

Le SATRA a procédé, au printemps 1971, à un inventaire des industries manufacturières de chaque municipalité de l'Annexe « B ». À partir des données colligées, une analyse de la structure industrielle nous a permis d'établir pour 1986 et 2001, par esquisse, la superficie d'espace industriel nécessaire à préserver de l'urbanisation. Le concept de l'intermodal est ensuite analysé en termes des incidences qu'il peut avoir sur chacune des esquisses et sur la croissance de l'Annexe « B ».

- *Analyse de la structure industrielle*

L'analyse des données de l'inventaire nous amène à conclure qu'une concentration des activités industrielles se manifeste tant au niveau spatial que sur le plan des groupes industriels ; cette même concentration se traduit aussi par la polarisation des emplois dans seulement dix entreprises.

- *Concentration spatiale des emplois*

En effet, 7 municipalités sur les 46 de la région aéroportuaire regroupent plus de 90% des emplois. Ce sont Saint-Jérôme (24.5%), Sainte-Thérèse, Sainte-Thérèse-Ouest et Blainville (41.8%), Lachute et Brownsburg (18.3%) et finalement Terrebonne (5.9%).

Cette concentration est d'autant plus forte que 15 des 46 municipalités ne comptent aucun emploi manufacturier et seulement 14 en possèdent plus de 100.

L'examen de la répartition municipale des emplois manufacturiers par groupe industriel nous montre que ce sont ces mêmes 7 municipalités, où il y a concentration des emplois, qui fournissent l'image particulière de la structure manufacturière de la région.

Le regroupement spatial des municipalités contiguës qui offrent plus de 100 emplois manufacturiers démontre qu'il n'y a véritablement qu'une seule agglomération forte, soit celle de Sainte-Thérèse, Sainte-Thérèse-Ouest et Blainville (41.80/0 de l'emploi manufacturier total de la région), deux agglomérations secondaires Saint-Jérôme (25.2%) et Lachute-Brownsburg (18.3%), municipalités à développement non contiguë, et une agglomération de moindre importance, Terrebonne (5.9%). En fait, plus de 85% de l'emploi manufacturier se retrouve dans les « agglomérations » de Sainte-Thérèse, Saint-Jérôme et Lachute. [306] Notons toutefois que la General Motors établie à Sainte-Thérèse-Ouest procure 16.5% de l'emploi manufacturier de la région et 39.2% de celui de l'agglomération de Sainte-Thérèse et lui donne en très grande partie son importance dans le secteur manufacturier.

Évaluons maintenant le taux d'autonomie. On appelle taux d'autonomie net d'un territoire donné, le rapport du nombre de travailleurs résidant et travaillant à la fois dans ce territoire sur le nombre de travailleurs résidant dans ce territoire alors que le taux d'autonomie brut représente le nombre total d'emplois sur le nombre total de travailleurs.

Bien que le taux d'autonomie net de l'Annexe « B » Pour 1970 n'ait jamais été évalué, nous savons qu'il doit se situer au-dessous de 67.7% qui était le taux d'autonomie brut estimé pour 1966.

C'est pourquoi le phénomène des migrations alternantes est bien connu dans cette région. C'est d'ailleurs lui qui dans une grande mesure est à l'origine de la distinction faite auparavant entre les agglomérations de type satellite et ceux de type banlieue. En effet, c'est dans les agglomérations qui bordent la rivière des Mille-Isles que ce phénomène est évidemment le plus répandu comme les chiffres suivants vous permettent d'en juger.

<i>Agglomération</i>	<i>Taux d'autonomie</i>
Lachute	90%
Saint-Jérôme	80%
Saint-Eustache	32%
Sainte-Thérèse	56%
Terrebonne	38%

• *Répartition de l'emploi par agglomération*

41.8%	25.2%	18.3%	5.9%	8.8%
Ste-Thérèse	St-Jérôme	Lachute	Terrebonne	Autres
Ste-Thérèse-Ouest	St-Antoine	Brownsburg		
Blainville				

• *Concentration des emplois dans trois groupes industriels*

La classification par groupe manufacturier fait voir une concentration des emplois dans le matériel de transport (24.8%) dans les produits chimiques (13.6%) et dans le textile (11.1%). Ces trois types d'industries regroupent 49.5% des emplois manufacturiers de la région.

[307]

• *Polarisation des emplois par quelques entreprises*

La concentration des emplois par groupes manufacturiers et en certaines municipalités est soutenue par l'importance de la taille de certaines entreprises, ce qui reflète un certain dynamisme industriel mais en même temps une dépendance des municipalités face aux entreprises d'envergure qui s'y établissent, d'où une faible résilience industrielle aux décisions des sièges sociaux de ces grandes entreprises.

Des 237 industries manufacturières qui existent dans la région, 32 (plus de 100 employés) fournissent es de 70% de l'emploi et, ce qui est encore plus significatif, les deux plus importantes, bien que ne représentant que 4.2% du nombre total cumulent 50% des emplois de la région.

• *Emploi futur*

Avant de pouvoir établir la demande future en espace industriel, il est nécessaire de définir ce nombre d'emplois prévus pour les horizons considérés, de même que l'espace industriel requis pour chaque emploi créé, c'est-à-dire la densité T'emploi.

L'emploi pour la région aéroportuaire a été établi pour 1986, en concordance avec les résultats de l'INRS, à 39,000 ; pour l'horizon 2001, cet emploi serait de l'ordre de 72,000 à 80,000. La répartition par municipalité et par esquisse pour 1986 et 2001 a été précisée lors de la description des esquisses.

En ce qui a trait à la densité d'emploi, une analyse comparative de différentes études entreprises à Montréal, à Philadelphie et Cincinnati démontre que pour fin d'estimation préliminaire des densités de 13 emplois/acre pour 1986 et de 8 emplois/acre pour 2001 sont acceptables. Une analyse détaillée par type d'industrie confirme ces densités généralisées.

• *Les besoins d'espace industriel*

Les besoins globaux d'espace requis pour fin industrielle manufacturière s'exprime connue suit :

	<i>Espace total</i>
• Espace occupé 1970 : environ 3,000 acres	3,000 acres
• Espace requis 1986 : environ 1,800 acres	4,800 acres
• Espace requis 2001 : environ 4,200 acres	9,000 acres

[308]

L'inventaire des superficies actuellement réservées pour fin industrielle montre que 625 actes sont disponibles dans les parcs de la région aéroportuaire. Cet espace sera saturé d'ici 1978 ; il est alors nécessaire de prévoir la localisation de zones bien équipées pour accueillir l'industrie. Les besoins par municipalité et par esquisse sont établis pour 1986 et 2001.

- *Localisation sommaire des espaces industriels*

La localisation sommaire des espaces industriels futurs par esquisse, a été établie à partir d'études du SATRA sur les potentiels industriels de chaque esquisse. Ces localisations devront être précisées dans la prochaine étape du schéma d'aménagement de façon à être mieux intégrées aux zones industrielles existantes ainsi qu'au parc aéroportuaire.

La recherche d'une diversité dans les vocations industrielles de chaque parc municipal doit guider l'orientation future de la croissance industrielle de l'Annexe « B ».

b) LE CONCEPT DE L'INTERMODAL

L'attitude des planificateurs vis-à-vis la relation parc industriel aéroport est en voie de mutation. Les conditions de cette problématique depuis une dizaine d'années changent considérablement. D'une part les transporteurs aériens s'orientent actuellement vers une transformation de leur marché, du commerce de passagers au Cargo. Ce changement d'orientation est avant tout lié à l'introduction de nouveaux types d'avions qui ont complètement bouleversé les notions de rentabilité des vols. D'autre part, les coûts exprimés en terme de temps, de la rupture de charge air-rail ou air-route ont entraîné une révision du rôle des parcs industriels et nécessité la conception d'un type de parc nouveau intimement lié au fonctionnement même de l'aéroport.

Ces considérations entraînent les spécialistes du transport aérien à intégrer dans le concept d'intermodal cinq éléments fondamentaux soit :

- Un aéroport orienté en partie vers le cargo.
- Un système de transbordement rapide entre plusieurs modes de transport et permettant une mécanisation poussée des opérations, ainsi qu'une intégration des systèmes de transport air-rail, air-toute via les « containers ».
- Un centre de distribution des marchandises, groupant les fonctions entreposage et expédition, intégré à un centre de vente localisé hors de la région.

[309]

- Un centre industriel de transformation des marchandises orienté vers l'exportation pouvant être situé en zone franche.
- a
- Un parc industriel aéroportuaire regroupant principalement des industries des secteurs secondaire ou tertiaire.

Le parc industriel aéroportuaire

De ces cinq éléments, le parc aéroportuaire représente l'élément le plus structurant pour l'aménagement du territoire. Une étude plus détaillée s'avère = nécessaire. Le Federal Aviation Administration (États-Unis) définit ce parc comme celui combinant les avantages du parc traditionnel à ceux qui sont offerts en matière de transport par la proximité d'un aéroport. En plus de cette proximité à l'aéroport, le parc doit satisfaire aux exigences suivantes :

- Implantation d'industries directement reliées au transport aérien.
- Limitation des hauteurs des constructions dans l'entourage immédiat des pistes.

- Contrôle serré des pollutions diverses : fumée, chaleur, éblouissement, émission toxique, interférences électroniques, etc...

Cette définition implique pour l'aménagement du site du parc aéroportuaire des contraintes de localisation sujettes à l'intégration de l'aéroport qui s'ajoutent à celles qui sont normalement utilisées pour la localisation des industries. Ces facteurs de localisation supplémentaires sont les suivants :

- une localisation contiguë au site aéroportuaire, donc dans la zone expropriée en fonction des grandes orientations de l'urbanisation et des liens économiques avec les autres avoisinants.
- une relation privilégiée parc-aéroport pour le fret et le trafic passager de sorte à minimiser les pertes de temps et d'argent liées au transbordement. Deux solutions sont alors possibles, soit que les avions aillent aux établissements ou qu'un mode de transport rapide achemine le fret ou les passagers vers la zone industrielle.
- le zonage des types d'entreprises doit être en fonction de l'usage du transport aérien ; un premier zonage pourrait regrouper les établissements utilisant de façon intensive le transport aérien et devant être localisés à proximité du centre aéroportuaire de manière à minimiser les déplacements des avions au sol. Un deuxième zonage pourrait regrouper les utilisateurs occasionnels pour lesquels l'aéroport représente des avantages mais qui d'autre part, doivent être reliés au réseau de transport principalement en direction de Montréal. La nécessité de création de liens interindustriels commande la contiguïté de ces zones.

[310]

- *Dimension du parc*

Des études plus approfondies sur les industries susceptibles de s'implanter dans un parc aéroportuaire intégré à un concept intermodal doivent être entreprises dans les mois qui suivent. Par contre, une étude préliminaire a été entreprise en collaboration avec la CDRM, qui

par analyse de différents parcs aéroportuaires aux États-Unis et en Europe, fixe à environ 1,000 acres la superficie nécessaire en 1981 pour la zone de fret et le parc.

Dû à l'incertitude de ces prévisions, un espace de l'ordre de 2,000-3,000 acres devrait être réservé pour les besoins futurs de l'an 2000. Cette ambition de vouloir créer une vaste réserve foncière industrielle doit néanmoins être tempérée au niveau de l'équipement de cet espace, de manière à éviter un investissement immédiat non rentable. L'investissement en terme de route, eau, égout, etc... devra donc se faire progressivement selon la demande.

• *Localisation du parc aéroportuaire*

Pour ce qui est de la localisation du parc aéroportuaire quatre facteurs principaux doivent être considérés :

- les potentiels industriels : ces potentiels gouvernent l'implantation des parcs industriels Municipaux, par contre les facteurs permettant de les établir doivent aussi être présents à la localisation du parc aéroportuaire. L'étude des potentiels révèle une concentration des meilleures localisations au sud de l'aéroport.
- l'intégration directe au site aéroportuaire : l'aéroport tel qu'aménagé dans son ensemble est clos sur lui-même. L'intégration aux pistes est possible au nord mais surtout au sud de la zone opérationnelle.
- accessibilité aux principaux centres urbains : comme il n'est pas possible d'entrevoir la possibilité de créer plusieurs parcs aéroportuaires, il est nécessaire que chacune des agglomérations de l'Annexe « B » ait un accès direct à ce site, site qui doit donc être au centre de gravité des quatre principales agglomérations du territoire :

Le site répondant le mieux à ce critère se situerait au sud de l'aéroport dans la zone expropriée. D'autre part, la localisation du site doit minimiser la distance du parc à Laval et à Montréal.

- l'intégration aux différentes activités : éventuellement l'aéroport sera relié à la zone métropolitaine par un transport en commun rapide Cette emprise pourrait aussi permettre l'implantation d'un réseau régional de transport en commun. Le parc aéroportuaire, selon cette perspective, pourrait alors être relié à ce mode de transport pour ces liens avec le centre-ville mais aussi pour permettre l'accessibilité à l'emploi pour les résidents de la région aéroportuaire.

[311]

Ces considérations nous amènent aux quatre possibilités de localisation des types d'utilisation du sol. La localisation sud du parc aéroportuaire s'insère dans une ligne de continuité et minimise le temps de déplacement vers le centre-ville, aussi bien pour les motifs domicile-travail que pour les relations « affaires ».

Conclusion

Les sites au sud de l'aéroport sont les seuls à répondre aux quatre critères de localisation du parc aéroportuaire. De plus, ces sites de parc favorisent principalement l'esquisse Sainte-Thérèse - Saint-Eustache qui est alors parfaitement intégrée à ce type de développement linéaire.

c) L'AGRICULTURE

L'agriculture est de plus en plus la seule activité de base de plusieurs municipalités non prédisposées au tourisme, compte tenu du déclin de certaines formes anciennes d'activité rurale. Par une sorte de paradoxe, plus la population agricole diminue, plus son activité devient fondamentale pour la vie des campagnes de la région aéroportuaire.

Sans doute, cet exode a-t-il facilité l'agrandissement des exploitations qu'exige la technique moderne, puisque leur nombre total a di-

minué de 3,069 en 1951 à 2,131 en 1966 (soit 34%). Nonobstant, les deux tiers des exploitations ont encore moins de 130 actes.

À ce rythme, le nombre d'agriculteurs diminue de 2% par année. Leur nombre serait inférieur à 1,000 en l'an 2000.

Parmi les motifs de départ, il apparaît évident que, de plus en plus, les ruraux souhaitent un régime de vie et un accès à des services comparables à ce que l'on retrouve en milieu urbain. La répartition spatiale des activités de services de commerce, à l'intérieur de l'Annexe « B », peut favoriser un regain de l'agriculture.

Nous avons observé que, malgré une diminution du nombre d'exploitants et une augmentation de la taille des exploitations agricoles, augmentation des revenus familiaux n'avait pas été proportionnelle à l'augmentation du coût de la vie.

Un programme de recherche initié par SATRA a été retenu par le ministère de l'Agriculture. Il propose l'identification de modèles d'exploitations dont le revenu sera accru, en même temps qu'équilibré par une valorisation des potentiels du sol, la réorganisation de structures foncières, un réaménagement de la capitalisation des exploitations et des ressources humaines attachées à l'exploitation.

[312]

Un contrat a été accordé au département d'Économie Rurale de la Faculté d'Agriculture de Laval chargé de modéliser des fermes-type de l'Annexe « B ».

Détermination de l'aire agricole

La détermination de l'aire agricole s'appuie sur le classement des sols de l'Annexe « B » selon leurs possibilités d'utilisation agricole. L'expression cartographiée des sols propres à la culture, non sujets à des contraintes, a été superposée au cadastre des fermes fichées pour tenir également compte de l'agriculture factuelle. L'aire agricole ainsi obtenue couvre plus ou moins le potentiel agricole en raison des contraintes imposées par le cadastre. Les boisés inclus dans l'aire agricole ont été hypothétiquement considérés comme complémentaires à

l'agriculture. L'aire agricole a été découpée en trois classes selon la valeur productive agricole moyenne à l'acre par municipalité.

L'aire agricole de l'Annexe « B » doit rester dans la mesure du possible affectée à l'agriculture, compte tenu de son potentiel. Environ 45% des sols de cette région comptent parmi les bons sols de la région métropolitaine. On y trouve surtout des moraines calcaires, des argiles marines et des sables alluvionnaires recouvrant les argiles. Des dépôts organiques se rencontrent également dans les endroits bas. La partie sud du comté de Deux-Montagnes compte parmi les plus prospères de la région métropolitaine. La région jouit de conditions climatiques favorables.

La proximité du marché de Montréal contribue à la valorisation des sols agricoles de la région aéroportuaire. La production laitière est la principale spécialisation agricole. Les cultures fruitières et légumières y sont également importantes.

« La loi concernant les environs du nouvel aéroport international » contribue sérieusement à la protection de l'aire agricole de la région. Le schéma d'aménagement identifiera les mécanismes requis pour faire des aires agricoles prioritaires des zones non-aedificandi.

Perspectives

La protection des meilleurs sols agricoles étant assurée, il deviendra possible d'élaborer une politique coordonnée des structures d'exploitation...

Nous avons noté que près de 50% des chefs d'exploitation ont plus de 45 ans et 10% de plus de 60 ans. Ces chiffres nous laissent croire que la retraite d'un certain pourcentage d'agriculteurs âgés devient possible et peut-être facilitée. Les exploitations qui seraient ainsi libérées autoriseraient une restructuration des fermes et la relève par des jeunes gestionnaires agricoles.

[313]

Dans un milieu où il ne reste pour l'essentiel que des agriculteurs décidés à aller de l'avant, on peut dès lors, entreprendre dans les meilleures conditions une opération de restructuration des exploitations.

Un organisme d'utilisation rationnelle des sols, inspiré de SAFER, pourrait acquérir des terres où des exploitations agricoles librement mises en vente par leur propriétaire pour les rétrocéder après aménagement d'après des modèles d'exploitations appropriés. Ainsi dans une dernière phase, les exploitations monofamiliales pourraient au fur et à mesure que la nécessité en apparaîtrait soit s'associer pour poursuivre en commun une ou deux productions spécialisées, soit aller jusqu'à la fusion complète au sein d'utilité de production d'un format réellement adapté aux exigences de la technique moderne.

Le plan d'aménagement fera ressortir la possibilité d'extension de certaines cultures et la nécessité d'un plan d'animation du milieu professionnel faisant une part importante à la cogestion des projets, et celle d'une organisation unifiée pour la commercialisation de certaines productions.

La recherche d'un optimum économique et social dans le cadre des potentialités de la région, résume l'action du SATRA en secteur agricole.

d) LE TOURISME

Les loisirs, au même titre que le travail... et peut-être éventuellement plus que lui, s'inscrivent parmi les principales activités de l'homme. Or, parmi les activités de loisirs, celles ayant pour cadre principal le « plein air », la nature prennent une importance qui va croissant, assez paradoxalement, au rythme de l'urbanisation de notre société.

Par ailleurs, comme toute autre activité, les loisirs de plein air, ce qu'on appelle souvent, et à tort, la récréation, se traduisent au sol par une occupation qui a ses exigences et ses caractéristiques propres, liées au potentiel physique du milieu, à son accessibilité, de même qu'au volume de la population à desservir.

La situation régionale

Un rapide tour d'horizon nous fait découvrir l'importance spatiale des grandes zones récréatives à l'échelle de la grande région de Montréal dans son acceptation la plus étendue.

On y trouve :

- Les zones organisées de grande nature, autant celles qui sont accessibles au public que celles de nature plus privée, en attirant l'attention sur les espaces ouverts à la chasse et à la pêche par opposition à celles [314] où ces activités sont interdites. Ces grands espaces se rencontrent uniquement dans le nord de la région et couvrent des superficies considérables (total : 3,000 milles carrés environ, à moins de trois heures et demie de Montréal). Sans être d'une utilisation intensive, ces ensembles attirent vers le nord une population malgré tout importante.
- Les aires où l'occupation dominante du territoire est la villégiature. Ces tâches se rencontrent surtout autour des lacs, soit dans les Laurentides, soit dans la région Richelieu-Missisquoi, ou soit, enfin, dans les Appalaches des Cantons de l'Est. Ici encore, on note l'importance beaucoup plus considérable de cette forme d'occupation du sol dans les Laurentides, particulièrement celles du nord de Montréal où les lacs sont plus nombreux ;
- Le domaine skiable. Là encore, l'offre des Laurentides domine celle des autres sous-régions et ceci en particulier pour les Laurentides du nord de Montréal ;
- Le milieu aquatique propice à la navigation de plaisance. Il traverse la région en contournant les îles par le sud, par l'entremise de la Voie maritime et du Port de Montréal, pour offrir des débouchés vers l'ouest (l'Outaouais), le sud-ouest et le nord-est (le Saint-Laurent) et le sud via le Richelieu. L'utilisation de la Voie maritime pour fin de plaisance sera tôt ou tard interdite, déjà une réglementation existe qui tend à limiter le nombre de plaisanciers. Selon cette optique, la canalisation des rivières des Milles-Isles et des Prairies devient imminente.

- Les zones récréatives plus proprement métropolitaines. qui prennent habituellement la forme de parcs extra-urbains ou régionaux.

- Dans l'Annexe « B »

- Parc Paul Sauvé (Oka) (MTCP) 700 acres

- Parc Dollard-des-Ormeaux (MTCP) : Carillon 1,300 acres

- Hors de l'Annexe « B »

- Parc Dollard-des-Ormeaux (MTCP) Plaisance 2,700 acres

- Mont Saint-Hilaire (Université McGill) : 2,500 acres

La problématique sous-régionale

L'analyse des flux de trafic-loisir, vue dans le contexte de l'aire récréative que nous venons de décrire, nous livre plusieurs indications importantes sur le rôle et la position de l'Annexe « B » :

- L'Annexe « B » est traversée par le grand flux de trafic-loisir vers les Laurentides. Au-delà de 50,000 véhicules (1970) traversent le territoire chaque fin de semaine d'été pour se rendre à un chalet ou dans la grande nature. Ce flux est, de loin, le plus important de [315] la région de Montréal. À une même distance de Montréal, le flux vers les Cantons de l'Est (autoroute des Cantons de l'Est, route 1) n'est que de 15,000 véhicules, témoignage du développement moins grand de ces activités dans cette région.

Pour la plus grande partie du trafic-loisir quittant Montréal, l'Annexe « B » est une zone de passage. Ceci paraît bien évident à quiconque fréquente le nord de Montréal.

- Toutefois, ce qui est moins connu, c'est que, malgré tout, la sous-région est la destination d'un nombre important de déplacements pour fin de loisirs. Nous avons évalué à quelque 30,000 le nombre de véhicules qui séjournent dans l'Annexe « B » pour se récréer au cours d'une fin de semaine moyenne du mois d'août (1970).

L'Annexe « B » compte en effet deux des quatre parcs régionaux importants à l'extérieur de l'agglomération montréalaise, dont le parc Paul Sauvé (Oka) qui connaît la plus forte affluence (jusqu'à 25,000 personnes et plus, certains jours d'été - 5,000 à 10,000 véhicules).

- Cette fréquentation est avant tout journalière, et ce, à cause du nombre passablement important des équipements récréatifs à caractère régional (golfs, manèges, plages, marinas, terrains de pique-nique) qu'offre l'Annexe « B ».

Exemples :

- golf = $\pm$: 2,100 jours = 800 à 1,000 déplacements
- camping = $\pm$ 7,000 campeurs = 2,100 déplacements
- résidences saisonnières = 7,500 unités = 7,500 déplacements.

L'attrait de l'Annexe « B » nous paraît d'autant plus fort qu'elle est relativement défavorisée au plan de l'accessibilité, l'état présent du réseau routier plaçant un gros tiers de cette région (à l'Ouest d'Oka) à plus d'une heure de Montréal.

Les besoins futurs

L'identification et la prévision des besoins en espaces récréatifs de la population de l'agglomération montréalaise a fait l'objet d'un certain nombre d'études. L'approche qui est habituellement adoptée est l'approche normative, laquelle veut déterminer la superficie d'espace récréatif de différentes catégories (réserves, parcs extra-urbains, urbains, utilités communautaires, etc...) qui devrait être disponible pour l'usage d'une population donnée. Ces normes sont toutes basées sur celles qui sont établies en d'autres temps et en d'autres lieux, le plus souvent celles qui sont mises au point pour les Etats-Unis par l'Outdoor Recreation Resources Review Commission (ORRRC) en 1962.

Les faiblesses innées à l'application de ces normes sont bien connues : différence dans la composition et le comportement des populations, cadre physico-climatique différent, évolution des variables déterminantes des taux de participation, ignorance de l'offre et de sa distribution, évolution de la demande avec l'accessibilité, différences dans la nature et l'intensité de la mise en valeur, ainsi qu'à l'évolution de nouvelles formes de récréation telle l'auto-neige.

Malgré tout, il est possible de faire un usage judicieux de ces études et de leurs prescriptions en vue de donner un ordre de grandeur de l'ampleur des besoins en espaces récréatifs à l'échelle régionale.

Nous nous en sommes tenus aux besoins en parcs régionaux et en réserves (« Resource Oriented Recreation ») prenant pour acquis que les parcs urbains ainsi que les parcs de district et de voisinage sont inclus dans le tissu urbain. Nous verrons toutefois dans l'évaluation des esquisses d'aménagement de quelle façon doit être tempérée cette dernière affirmation.

L'analyse nous fait voir les besoins en espaces récréatifs identifiés à la suite de l'application des normes aux prévisions de population. Nous avons indiqué les besoins à l'échelle de la région administrative de Montréal, puis à celle de l'Annexe « B » isolée du reste de la région, et enfin la demande qui devrait se faire sentir dans l'Annexe « B » si l'on tient compte des besoins de la population de toute la région pondérée par un indice tenant compte des revenus, du temps disponible et de l'accessibilité.

Nous constatons :

- que la superficie des parcs régionaux (13,500 acres) entourant Montréal en 1966 n'atteint pas 30% de la norme de 15 acres/1,000 habitants. Il existe donc déjà un déficit régional à combler de 34,750 acres environ ;
- que les parcs régionaux de l'Annexe « B » (2,000 acres) ne pourraient satisfaire en termes de normes, que les besoins de la population du territoire ;
- qu'il faut prévoir dans l'Annexe « B » plus de 27,000 acres pour des fins d'aménagements récréatifs de caractère régional afin de satisfaire à la demande qui s'y exercera en 2001 ;

- que la région de Montréal devrait jouir de quelque 400,000 acres de réserves naturelles en l'an 2001 ;
- par ailleurs la population de l'Annexe « B » aura besoin en l'an 2001 de quelque 119,400 acres de réserves localisées à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Annexe « B ».

[317]

Le potentiel de l'Annexe « B »

Nous avons observé précédemment que l'Annexe « B » est, d'une part, une zone de passage vers les Laurentides pour la plus grande part du trafic-loisir, mais que, d'autre part, elle reste le point de destination pour un nombre considérable de trajets.

Le développement croissant des équipements de plein air à vocation régionale semble indiquer que l'Annexe « B » s'oriente de plus en plus vers un rôle de zone récréative régionale, ou de terrain de jeux pour les Montréalais. L'attrait du paysage de cette région, axé à la fois sur l'eau, la montagne et la forêt, semble se tracer un chemin dans le cœur des citoyens de l'agglomération. De plus, le développement urbain prévu dans l'Annexe « B » ne devrait que renforcer cette tendance.

Pour répondre à cette vocation qui se dessine, la région présente quelque 28,500 acres qui devraient être réservées pour des fins récréatives. Il s'agit essentiellement :

- des sommets boisés des collines d'Oka, de même que la forêt de pins derrière la ville d'Oka ;
- des environs de la Grande-Baie à l'est du parc provincial actuel ;
- des berges et des îles du lac des Deux-Montagnes, de la rivière des Mille-Isles et de l'Outaouais ;

- d'une grande partie de la vallée de la Rivière-du-Nord avec la Baie-de-Carillon.

On notera que ces 28,500 acres potentiellement exploitables pour des fins récréatives correspondent à peu près aux 27,000 acres que l'annexe « B » devrait devoir fournir en l'an 2001.

Toutefois, il ne faut pas établir une adéquation trop étroite entre ces deux mesures. La mise en valeur de ce potentiel ne sera pas nécessairement intégrale et, de plus, l'aménagement physique pour les loisirs de plein air peut prendre des formes qui ne sont pas toujours très compatibles avec l'approche normative de la prévision des besoins.

De plus, les révisions, comme nous l'avons souligné, ne tiennent pas compte de l'effet d'une offre supplémentaire sur la demande, ni non plus de celui du développement du réseau routier qui doit inévitablement survenir.

C'est pourquoi nous avons identifié une surface de 35,500 acres environ dont l'utilisation pourrait être multiple, mais dont la vocation première devrait rester récréative, permettant un support à la zone récréative majeure.

[318]

La récréation potentielle de l'Annexe « B » comporte en plus, environ 45,700 acres de réserves dont l'affectation à des fins récréatives n'est pas encore confirmée, mais qui devraient rester disponibles, tout en jouant un rôle écologique ou esthétique. Il s'avère d'ailleurs que des ensembles importants comme celui de la forêt de Terrebonne, pourraient connaître une mise en valeur partielle.

e) Habitation

Le stock total de logements de l'Annexe « B » est d'environ 44,000 unités dont le taux d'occupation varie entre 3.00 et 5.40 personnes/logement, la moyenne étant de 4.00 personnes/logement. La proportion de maisons unifamiliales est de 67% moyenne très forte comparativement à la zone métropolitaine de Montréal (25%). Nous verrons

cependant que cette proportion des logements unifamiliaux varie énormément d'une agglomération à l'autre.

Notons enfin qu'environ 20% du stock de logements de la région qui nous occupe est situé hors des grandes agglomérations. Ces logements sont pour 92% des maisons unifamiliales.

Dans l'ensemble, entre 1965 et 1970, le stock initial de logements s'est accru de 26% ; la moitié de ces nouvelles habitations sont des logements unifamiliaux, un peu plus de 12% sont des duplex, le reste se partageant entre les triplex et les maisons-appartements.

Dans l'ensemble des grandes agglomérations, l'habitat saisonnier ne compte que pour 2% du stock total de logements, alors qu'il atteint environ 45% dans les autres municipalités. Les points forts se situent par ordre décroissant, en valeurs absolues, à Sainte-Sophie, Pointe-Calumet, Saint-Colomban, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Saint-Placide, c'est-à-dire le long de la rivière Outaouais et du lac Deux-Montagnes et dans les contreforts des Laurentides.

L'analyse des permis de construction nous amène à constater que, toute proportion gardée, l'activité en matière de rénovation semble plus importante dans les secteurs à forte proportion d'habitations saisonnières, ce qui impliquerait, dans la majeure partie des cas, la transformation d'habitat saisonnier en habitat permanent. Un contrôle efficace de ce phénomène s'avère nécessaire afin de conserver, dans la mesure du possible, un niveau qualitatif suffisant dans l'habitat individuel.

Établir un besoin en habitations pour 1986 et 2001 nécessite de connaître la taille moyenne des ménages ; étant donné les variations sensibles que nous constatons entre 1961 et 1970, dans ce domaine, nous pouvons estimer qu'une évolution vers une réduction du nombre de personnes par ménage est probable ; nous avons cependant jugé que cette évolution serait moins nette que ces dernières années et qu'une certaine stabilisation se ferait sentir en 1986 et 2001.

[319]

Le nombre de logements requis (en supplément de ceux qui sont existants en 1970) pourrait varier légèrement selon les esquisses :

- en 1986 de 44,000 à 47,000
- en 2001 de 100,000 à 110,000

Les investissements globaux en matière de logements ont été calculés sur la base de 11,000 dollars par unité ; ce chiffre n'est qu'indicatif ; d'ici 2001, ceci représenterait un investissement de l'ordre de 1,200 millions de dollars.

Il s'agit de chiffres qui concernent les engagements publics et privés ; il est intéressant, pensons-nous, de séparer, dans la mesure du possible, les investissements publics des investissements privés ; pour ce faire, nous avons considéré qu'un peu plus de 25% des unités de logements sont financées par le biais de la Loi Nationale de l'Habitation (27.4% en 1970 au Québec, en 1960, seulement 2% des unités de logements étaient financées, au Canada, au titre de la Loi Nationale de l'Habitation).

On peut donc escompter qu'en 1986, 33% des logements seront effectivement financés par l'État et au moins 50% en 2001.

LES CINQ ESQUISSES

Les cinq plans d'aménagement proposés et analysés par SATRA définissent, selon les hypothèses, les espaces requis pour les développements urbains et industriels ainsi que pour les zones agricoles et de loisirs. Deux étapes ont été considérées, la première prend fin en 1986, la deuxième en 2001.

- Avant qu'un choix défini ne se pose sur une esquisse précise, une étude détaillée des avantages et des inconvénients liés à chacune d'elle doit être entreprise. Les cinq esquisses furent donc analysées à partir de douze thèmes ou critères dont l'éventail s'étend des caractéristiques bio-physiques du milieu, aux éléments fonctionnels (agriculture, industrie, habitation, etc.) de la région, incluant l'insertion de l'aéroport parmi ceux-ci.

[320]

STE-THÉRÈSE – ST-JÉRÔME

CARACTÉRISTIQUES

Forme de l'urbanisation - Entre l'Île Laval et la région des Laurentides, l'urbanisation prendrait la forme d'une agglomération continue, interrompue pour des raisons d'opération d'aéroport (bruit), ainsi qu'à cause des caractéristiques physiques du sol. Elle se caractérise par l'implantation de deux pôles, approximativement d'égale importance, à Saint-Thérèse et à Saint-Jérôme.

L'urbanisation proposée est concentrée, entre Sainte-Thérèse-Ouest et Bois-des-Filion jusqu'à Saint-Janvier d'une part, avec, dans la première phase, celle des territoires de Sainte-Thérèse, Blainville, Rosemère, Lorraine; entre Bellefeuille et Lafontaine d'autre part, de chaque côté de l'autoroute des Laurentides.

Industrie. - Les principaux parcs industriels sont situés à l'intérieur de l'agglomération privilégiée où devrait se concentrer environ 65% de toutes les activités.

Problèmes physiques	Forêt de Terrebonne	- Faible capacité portante (sable); - Danger d'érosion (sable); - Perte de forêt (loisirs);
	Grand-Côteau	- Danger d'érosion (sable); Pente forte (10% et plus);
	Rivière-du-Nord	- Danger d'inondation.
Bruit	Compatibilité	- La moins bonne des esquisses.
Agriculture		Valeur actuelle des éléments productifs affectés en l'an 2001 par l'urbanisation: \$3,400,000.
Récréation	Compatibilité	- La moins bonne des esquisses. Perte d'une réserve naturelle qui pourrait un jour être aménagée en forêt pure.
Approvisionnement en eau brute		Aucune difficulté avant 1990.
Évacuation des eaux usées	Peu compatible	- Nécessité de régulariser la Rivière du Nord.
[322]		
Transport	Déplacements	- 1986 = 155,000 1986 = \$76,000,000
	Coûts	2001 = 312,000 2001 = \$157,000,000.

Population - Main-d'œuvre – EMPLOI Sainte-Thérèse - Saint-Jérôme						
AGGLOMÉ- RATIONS	1985			2001		
	Population	Main- d'œuvre	Emploi	Population	Main- d'œuvre	Emploi
Ste-Thérèse	130,000	52,000	49,000	200,000	80,000	82,000
St-Jérôme	70,000	28,000	27,000	140,000	56,000	59,000
Lachute	30,000	12,000	9,000	53,000	21,000	18,000
St-Eustache	30,000	12,000	6,000	50,000	20,000	13,000
Terrebonne	20,000	8,000	4,000	30,000	12,000	8,000

[323]

STE-THÉRÈSE – ST-EUSTACHE

[324]

CARACTÉRISTIQUES

Forme de l'urbanisation. - L'urbanisation serait continue de Sainte-Thérèse à Saint-Eustache avec concentration des activités de l'agglomération de Sainte-Thérèse. Elle se présente sous l'aspect d'une urbanisation parallèle à la rivière des Mille-Iles, de Bois-des-Filion jusqu'à Pointe-Calumet.

Centres. - L'urbanisation proposée favorise également l'agglomération principale le long de la rivière des Mille-Îles et de celle de Saint-Jérôme considérée comme pôle secondaire.

Industries. - Le développement industriel est caractérisé par l'extension de secteurs actuellement réservés à cet usage et ce, jusqu'en 1986. En 2001, le parc industriel aéroportuaire, situé au sud de l'aéroport, rassemblera les nouvelles implantations.

Transport. - Le système autoroutier de cette agglomération est constitué par l'autoroute 640 de l'est à l'ouest et par la voie rapide créée pour desservir le nouvel aéroport du sud au nord.

Problèmes physiques	Rivière des Mille-Iles	- Danger d'inondation
	Montagnes d'Oka	- Danger de perte des vergers et des lieux récréatifs ou difficultés à les conserver.
Bruit	Compatibilité	- La zone sise à l'ouest de l'intersection de l'autoroute du nord et la 640 est problématique.
Agriculture		- Valeur actuelle des éléments productifs affectés en l'an 2001 par l'urbanisation : \$7,300,000.
Récréation	Compatibilité	- Favorable, à la condition d'une mise en valeur des berges de la rivière des Mille-Isles, des collines d'Oka, de la forêt de Terrebonne.
Approvisionnement en eau brute		- Aucune difficulté sérieuse.
Évacuation des eaux usées	Compatibilité	- Très bonne pour le traitement des eaux usées.
[325]		
Transport	Déplacements Coûts	- 1986 = 147,000 1986 = \$75,000,000 2001 = 331,000 2001 = \$146,000,000.

Coût plus faible comparativement aux autres esquisses. Circulation bien équilibrée. Pour l'établissement d'un système de transport en commun, c'est l'esquisse la plus favorable.

Population - Main-d'œuvre – EMPLOI Sainte-Thérèse – Saint-Eustache						
AGGLOMÉ- RATIONS	Population	1986		2001		
		Main- d'œuvre	Emploi	Population	Main- d'œuvre	Emploi
Sainte-Thérèse	45,000	38,000	36,000	180,000	72,000	78,000
St-Eustache	70,000	28,000	18,000	120,000	48,000	39,000
St-Jérôme	60,000	24,000	20,000	90,000	36,000	32,000
Lachute	30,000	12,000	9,000	43,000	17,000	16,000
Terrebonne	25,000	10,000	6,000	40,000	16,000	11,000

N.B. L'emploi total de l'agglomération représente. 59% des activités de la région aéroportuaire, Saint-Jérôme conserverait 33% du total.

[326]

STE-THÉRÈSE – TERREBONNE

[327]

CARACTÉRISTIQUES

Forme de l'urbanisation. - Selon cette esquisse, l'urbanisation se-rait continue de Sainte-Thérèse à Terrebonne avec concentration ma-jeure des activités dans l'agglomération de Sainte-Thérèse.

Centres. - Cette hypothèse ménage, comme la précédente, la pos-sibilité d'évolution d'un pôle secondaire constitué par l'agglomération Saint-Jérôme.

Industries. - Les nouveaux parcs industriels, y compris celui qui est relié directement au nouvel aéroport, font partie intégrante soit de l'agglomération principale de Sainte-Thérèse, soit de l'agglomération secondaire constituée par Saint-Jérôme.

Transport. - Perpendiculaire à l'axe principal à l'est et à l'ouest, deux corridors permettent de desservir le secteur développé et le nouvel aéroport, la dispersion à l'intérieur de l'agglomération se faisant par l'intermédiaire de la nouvelle autoroute 640.

Problèmes physiques	Forêt de Terrebonne	- Faible capacité portante (sable); Danger d'érosion (sable); Perte de forêt (loisir);
	Grand-Côteau	- Danger d'érosion (sable); Pente forte (10% et plus);
	Rivière des Mille-Iles	- Danger d'inondation
Bruit	Compatibilité	- La zone sise à l'ouest de l'intersection de l'autoroute du nord et la 640 est problématique.
Récréation	Compatibilité	- Indifférente (ni favorable, ni défavorable). Facile aménagement des berges de la rivière des Mille-Isles. Ceinture verte et Parc urbain possible.
Approvisionnement en eau brute		- Aucune difficulté sérieuse.
[328]		
Évacuation des eaux usées	Compatibilité	- Bonne.
Transport	Déplacements	- 1986 = 143,000
	Coûts	1986 = \$80,000,000 2001 = 317,000 2001 = \$154,000,000
		Le réseau de circulation est surchargé.

Population - Main-d'œuvre – EMPLOI Sainte-Thérèse – Terrebonne						
AGGLOMÉ- RATIONS	Population	1986		2001		
		Main- d'œuvre	Emploi	Population	Main- d'œuvre	Emploi
Sainte-Thérèse	100,000	40,000	34,000	180,000	72,000	98,000
Terrebonne	60,000	24,000	15,000	110,000	44,000	35,000
St-Jérôme	60,000	24,000	20,000	90,000	36,000	32,000
St-Eustache	30,000	12,000	1,000	50,000	20,000	14,500
Lachute	30,000	12,000	9,000	43,000	17,000	16,000

[329]

ST-EUSTACHE – LACHUTE

[330]

CARACTÉRISTIQUES

Forme de l'urbanisation. - Elle se caractérise par l'importance de l'urbanisation d'un pôle privilégié: Saint-Eustache, et d'un pôle secondaire: Lachute. L'interruption de l'urbanisation sur une distance assez grande entre Saint-Eustache et Lachute est justifiée par la conservation d'une zone agricole de bonne qualité.

Centres. - Sainte-Thérèse et Saint-Jérôme équilibrent à l'est le développement de Saint-Eustache – Lachute ; Sainte-Thérèse profite toutefois d'une expansion plus forte que celle de Saint-Jérôme. Les centres secondaires sont répartis à Sainte-Thérèse (à l'est), à Saint-

Jérôme (au nord), à Saint-Eustache et Lachute. Il y a une concentration d'activités tertiaires dans le pôle majeur de Saint-Eustache.

Industries. - Entre 1970 et 1986, l'industrie se développe particulièrement à Saint-Eustache, Lachute et Saint-Jérôme. Après 1986, le parc industriel de l'aéroport vient apporter le complément d'emplois nécessaires au développement de la grande agglomération de Saint-Eustache.

Transport. - L'urbanisation s'appuie sur un corridor autoroutier qui dessert également le nouvel aéroport et la ville de Lachute. Cette urbanisation est reliée à celle de l'est par l'autoroute 640 qui permet de rejoindre le centre de la métropole par l'autoroute des Laurentides.

Problèmes physiques	Montagnes d'Oka	- Difficulté de conservation; Danger de perte des vergers et des lieux récréatifs.
	Rivière des Mille-Iles	- Danger d'inondation
	Rivière du Nord	- Difficulté de conservation des rivages.
Bruit	Compatibilité	- Aucune difficulté en autant que le développement ne dépasse pas Saint-Benoît vers le nord.
Agriculture		- Valeur actuelle des éléments productifs affectés en l'an 2001 par l'urbanisation : \$7,700,000.
[331]		
Récréation	Compatibilité	- Indifférente (ni favorable, ni défavorable). Qualité des zones récréatives potentielles; risques de débordement de l'urbanisation.

Approvisionnement en eau brute		- Nécessité d'une nouvelle prise d'eau dans la Rivière du Nord et construction d'une nouvelle usine de filtration.
Évacuation des eaux usées	Compatibilité	- Bonne.
Transport	Déplacements	- 1986 = 126,000 2001 = 304,000
	Coûts	1986 = \$92,000,000 2001 = \$154,000,000.
	À long terme	- L'équilibre du réseau de circulation serait précaire.

Population - Main-d'œuvre – EMPLOI
Saint-Eustache - Lachute

AGGLOMÉRATIONS	Population	1986		2001		
		Main-d'œuvre	Emploi	Population	Main-d'œuvre	Emploi
St-Eustache	100,000	40,000	27,000	220,000	88,000	80,000
Lachute	55,000	22,000	20,000	83,000	33,000	32,000
Ste-Thérèse	55,000	22,000	20,000	70,000	28,000	31,500
St-Jérôme	50,000	20,000	17,500	70,000	28,000	27,000
Terrebonne	20,000	8,000	4,000	30,000	12,000	8,000

[332]

[333]

CARACTÉRISTIQUES

Forme de l'urbanisation. - Urbanisation à partir d'un pôle majeur de développement: Saint-Jérôme et de deux centres complémentaires: Lachute, Sainte-Thérèse. L'espace non urbanisé entre Saint-Jérôme et Lachute est principalement utilisé à des activités récréatives et de conservation, en raison des contraintes aéroportuaires (ex... bruit).

Centres. - C'est Saint-Jérôme et ses environs qui accusent une plus grande croissance (200,000 personnes en l'an 2001); Lachute augmente également mais de façon moins importante, tandis que Sainte-Thérèse conserve encore près de 20% des emplois totaux de l'Annexe « B ».

Industries. - Les implantations industrielles nouvelles se situent soit à Saint-Jérôme et à Lachute, soit au nord de l'aéroport (parc industriel aéroportuaire), soit également dans la région de Sainte-Thérèse.

Transport. - Le système routier est continué d'un corridor de transport comprenant au moins deux voies autoroutières desservant non seulement Saint-Jérôme, mais également le nouvel aéroport.

Croquis. - La dispersion et les relations transversales sont assurées par une voie rapide reliant Saint-Jérôme à Lachute.

Problèmes physiques	Flanc ou contrefort des Laurentides	- Perte de forêt utilisable pour les loisirs; Danger d'érosion; Forte pente (10% et plus); Difficulté d'approvisionnement en eau.
	Rivière du Nord	- Danger d'inondation.
Bruit	Compatibilité	- L'extension de Lachute doit être limitée jusqu'à la phase IV (après 2001) du développement de l'aéroport. Saint-Jérôme doit limiter son développement au sud-est et à l'est.
Agriculture		Valeur actuelle des éléments productifs affectés en l'an 2001 par l'urbanisation.
[334]		
Récréation	Compatibilité	- Non favorable. Danger d'une urbanisation dans une zone de villégiature. Proximité du parc industriel au sud de la Rivière du Nord.

Approvisionnement en eau brute		- Sérieux problèmes pour Saint-Jérôme au niveau de la source d'approvisionnement d'eau. Réseau de distribution difficile à cause du sol rocheux à Saint-Colomban.
Évacuation des eaux usées	Compatibilité	- Peu favorable. Nécessité de régulariser la Rivière du Nord.
Transport	Déplacements	- 1986 = 120,000 2001 = 217,000
	Coûts totaux	- 1986 = \$81,000,000 2001 = \$156,000,000. Cette esquisse est la plus compatible en matière de transport avec le fonctionnement de l'aéroport.

[335]

Population - Main-d'œuvre – EMPLOI Saint-Jérôme - Lachute						
AGGLOMÉRATIONS	Population	1986		2001		
		Main-d'œuvre	Emploi	Population	Main-d'œuvre	Emploi
St-Jérôme	100,000	40,000	37,000	200,000	80,000	83,000
Lachute	60,000	24,000	22,000	83,000	33,000	32,000
Ste-Thérèse	60,000	24,000	20,500	100,000	40,000	43,000
St-Eustache	40,000	16,000	8,000	60,000	24,000	14,500
Terrebonne	20,000	8,000	4,000	30,000	12,000	7,500

N.B. : La concentration des emplois à Lachute et Saint-Jérôme est d'environ 50% du total régional.

N.B. : Évolution probable s'il n'y a pas d'intervention des pouvoirs publics.

- Le développement désordonné et linéaire le long des routes nationales occasionne entre autres des coûts prohibitifs pour la collectivité.
- Le lotissement en bordure de la Rivière-des-Mille-Iles empêche l'utilisation des rives des cours d'eau pour fins récréatives accessibles au grand public.
- Difficultés de transformer l'habitat secondaire en habitat principal.
- L'urbanisation risque d'empiéter sur des bonnes zones agricoles.
- L'urbanisation risque de se faire de façon dispersée et non rationnelle.
- La concurrence néfaste des diverses municipalités pour l'implantation des nouvelles industries risque de se poursuivre.

[336]

RECOMMANDATIONS

Déjà les lecteurs de ce rapport d'étape auront eu l'occasion de prendre connaissance de plusieurs recommandations (en particulier sur certains problèmes d'occupation du sol, de zonage, etc.) qui nous apparaissent importantes, quelles que soient les « grandes décisions » que représente le choix d'une hypothèse d'aménagement. Pourtant, ce serait se faire une illusion rave que de croire que l'exécution d'une partie ou même de l'ensemble de ces recommandations partielles ou sectorielles suffirait à assurer à la zone aéroportuaire l'avenir qui peut être le sien. Cet avenir, nous croyons qu'il sera d'autant plus grand que l'aménagement de son territoire deviendra véritablement un « projet collectif » de mise en valeur. L'atout majeur pour attirer le développement économique dans l'Annexe « B » sera son plan d'aménagement, car l'ensemble des circonstances dans lesquelles s'implante le nouvel aéroport existent ou existeront bientôt pour d'autres régions aéroportuaires.

Nous avons tenté, en comparant 5 formes que pourrait prendre l'aménagement du territoire comme « projet collectif », de déterminer la meilleure orientation à lui donner, principalement à partir des impératifs techniques et des contraintes physiques. Nos analyses comparatives indiquent déjà une partie de la voie à suivre, mais il demeure une évaluation que nous ne pouvons faire nous-mêmes : celle de la volonté des municipalités et de leur courage à entreprendre un tel « projet collectif » - c'est ce que nous appelons l'évaluation selon les objectifs. Alors que nous avons proposé des objectifs pour fin de dialogue avec les municipalités, il nous reste encore à en faire, avec leur concours, la pondération, puis à procéder à l'évaluation de nos conclusions techniques en termes d'objectifs, phase cruciale de l'opération d'aménagement du territoire si nous voulons qu'elle soit l'œuvre d'une volonté collective.

Nous soumettons donc un ensemble de propositions préliminaires qui nous semblent découler normalement de la démarche que nous avons poursuivie jusqu'ici. Cette démarche, nous l'avons voulue aussi

logique que possible, en termes d'évaluation des contextes régionaux, des potentiels du sol et des contraintes de la zone aéroportuaire. D'autres, et en particulier les municipalités, à partir d'une pondération explicite des objectifs à poursuivre, pourront réévaluer ces propositions. C'est donc à une phase de consultation que nous les convions en leur soumettant ces conclusions préliminaires.

Ces recommandations ne supposent pas, pour l'instant, le choix définitif de l'une des cinq esquisses présentées dans ce rapport, car ce choix ne sera possible que lorsque les municipalités et les organismes gouvernementaux auront précisé et pondéré leurs objectifs et les auront utilisés pour fins d'évaluation.

[337]

- L'avenir de l'Annexe « B », en termes de croissance économique et démographique et d'urbanisation, doit être intimement lié à l'avenir de la métropole montréalaise, dont l'aéroport est déjà une tête de pont dans la région. C'est une des priorités que d'assurer une accessibilité plus grande entre les diverses parties de la région aéroportuaire et la métropole. Cette recommandation concorde avec la proposition d'un axe nord-sud de la Commission de développement de la région de Montréal et les autres recommandations qui suivent sont une interprétation en termes d'aménagement du territoire de cette recommandation principale.
- Les deux pôles urbains autonomes de l'Annexe « B » (Lachute et Saint-Jérôme) ont des zones d'influence qui s'étendent largement à l'extérieur de l'annexe, et leur avenir se définit principalement en termes de consolidation de leur rôle de villes autonomes et de centres de service, plutôt qu'en tentatives de croissance démographique brusque ou d'urbanisation trop accélérée autour de l'agglomération existante. Plutôt que de tenter, par des efforts très coûteux, de brusquer inconsidérément leur taux de croissance, déjà bonifié par l'implantation de l'aéroport, leur effort principal devrait aller à renforcer et moderniser leur centre-ville et leur structure urbaine afin de leur assurer le rôle de cen-

tres importants vis-à-vis une zone d'influence consolidée par le développement des zones de loisirs de l'Annexe « B » et des Laurentides.

- Les potentiels d'utilisation du sol de la région, et les impératifs de fonctionnement de l'aéroport et de son intégration harmonieuse dans le milieu, indiquent clairement que l'impact majeur de la croissance urbaine se ferait le plus logiquement le long de la rivière des Mille-Isles. Cet impact considérable exigerait de tous, et plus particulièrement des collectivités locales gravitant autour de Saint-Eustache et Sainte-Thérèse, une audace et un courage peu communs, semblables à ce qu'exige la création d'une « ville nouvelle », audace et courage rarement assumés par des collectivités locales au Québec. La création d'infrastructures adéquates, la localisation de centres secondaires qui autorisent une heureuse agglutination de l'urbanisation plutôt que son éparpillement dans une série de petites colonies de la métropole, la mise en place d'un système de transport en commun et l'audace d'y préserver, dès maintenant, des parcs et des espaces verts dont auront besoin les générations futures, sont des tâches considérables. Le défaut des collectivités locales impliquées de vouloir les assumer dès maintenant, serait la meilleure indication que ce projet collectif n'a pas été proprement évalué. L'acceptation du défi pourrait faire naître une agglomération importante.

[338]

- Il faut rappeler que le rôle futur des villages et leur capacité d'accueil, tout en assurant un niveau de services compatibles au coût que la population résidente peut absorber, n'a pas encore été établi et doit faire état d'une préoccupation de premier ordre.
- Enfin, les autres municipalités auront le rôle difficile de préserver le patrimoine agricole, forestier et récréatif de l'Annexe « B ». Ne disposant pas des ressources des collectivités urbani-

sées, leurs efforts devront être appuyés par le Québec, afin que l'effort de préservation de ce patrimoine ne se traduise pas uniquement en contrôles négatifs, mais aussi par des opérations de mise en valeur.

[339]

ÉVALUATION

Ce long chapitre sur le développement autour de l'aéroport de Sainte-Scholastique peut nous aider à cerner les progrès accomplis dans notre jeune histoire du développement au Québec. Les modèles d'intervention globale s'affinent, se précisent. Par exemple, dans le cas du BAEQ, on sait que les ministères ont fait bon marché, tout en les dépeçant, des plans élaborés sur le terrain avec la vaste participation et l'expertise que l'on connaît. Le gouvernement québécois n'était pas prêt à entrer « politiquement » et « administrativement » dans un tel projet. Sans doute, reste-t-il beaucoup de chemin à parcourir avant d'en arriver à une action concertée et efficace de toutes les instances, et à des décisions politiques judicieuses et démocratiques.

L'embarquée de la construction de l'autoroute est-ouest à Montréal témoigne du caractère erratique de l'intervention gouvernementale. Au dire d'un haut fonctionnaire, cet investissement de quelques centaines de millions atteint les limites de l'absurde en matière de développement urbain. Le rapport provisoire du Satra, vu à la lumière des expériences récentes, nous laisse bien songeur sur la continuité et l'articulation de ces grandes recherches que les gouvernements commandent successivement. Par exemple, le rapport RAYNAULD, MARTIN, HIGGINS, déjà analysé dans cet ouvrage, recommandait la création de villes satellites assez fortes et relativement autonomes par rapport à Montréal. Dans l'hypothèse d'un axe Nord-sud, i.e. Montréal-Laval-Sainte-Thérèse-Saint-Jérôme, cette dernière peut devenir un premier satellite, une métropole régionale. On ne mentionne pas cette étude dans le rapport du Satra. Nous craignons que la déconcentration de Montréal risque de se faire sous une forme lourde et inefficace de banlieusardisation, si on s'en tient à l'option privilégiée par le Satra. D'ail-

leurs, à moins de jouer sur les mots, n'est-ce pas discordant par rapport à l'orientation prévue par la C.D.R.M. dans son rapport de janvier 1971 ?

Ce rapport signalait que, pour la sous-région nord de Montréal :

« Les courants d'échange les plus importants qui s'effectuent avec l'agglomération montréalaise, se trouvent canalisés par un corridor de pénétration majeure... Un axe de développement est en voie de s'y matérialiser, que l'implantation du NAIM viendra renforcer dans les trente prochaines années. On peut penser en effet qu'une fois doté d'une infrastructure et d'équipements collectifs de calibre et de qualité supérieurs (réseaux autoroutier, ferroviaire, de transport en commun, etc...), cet axe réunira toutes [340] les conditions nécessaires à une expansion industrielle et commerciale déconcentrée par rapport à Montréal, en deux points d'ouvrages principaux : Laval et Saint-Jérôme. Cet axe constitue un atout majeur pour toute la région nord ».

Les responsables du Satra tentent de concilier leur option avec celle de la CDRM en ces termes :

« À partir du choix de cet axe de développement économique privilégié, le Satra a poursuivi des études d'aménagement détaillées, afin de déterminer la forme d'urbanisation la plus appropriée qui puisse en même temps réaliser l'axe économique... chacune des cinq esquisses proposées inscrit l'impact principal de l'urbanisation future à l'intérieur de l'axe nord-sud. Les axes secondaires d'infrastructure, tout en se reliant à cet axe majeur et en le renforçant, peuvent s'inscrire dans diverses parties du territoire ».

Sans céder à l'esprit de géométrie, l'observateur a peine à concilier le développement Sainte-Thérèse-Saint-Eustache (est-ouest) que Satra valorise, avec l'option nord-sud de la CDRM.

Mais les choses vont se brouiller davantage au moment des deux vastes consultations entreprises presque concurremment par les deux organismes. Au nom du développement, la CDRM consulte la population de la zone 6 (voir 1^{re} carte) sur quatre hypothèses :

1. Laval-Sainte-Thérèse-Saint-jérôme,
2. Repentigny-Joliette,
3. Saint-Eustache-Lachute,
4. Montréal-Vaudreuil-Soulanges.

Dans une perspective d'aménagement, Satra soumet cinq esquisses qui retranchent certaines des dernières hypothèses et en ajoutent d'autres. On se souviendra que les deux territoires visés se recoupent sans coïncider. C'était compliquer à souhait la consultation dès son point de départ. L'expertise de Satra restait compromise par la limite territoriale de son mandat, non seulement en rapport avec la région métropolitaine, mais aussi avec l'immense territoire du Nord laurentien qui maintient des liens de toutes sortes avec le territoire couvert par Satra et la zone métropolitaine. Ces quelques remarques indiquent déjà la présence de taches d'ombre sur le tableau de cette expertise. Nous indiquerons en note d'autres coins noirs à éclairer.

[341]

Tout récemment, de mauvaises nouvelles venaient inquiéter les Québécois sur le sort du nouvel aéroport. On annonçait qu'Ottawa subissait de fortes pressions en faveur de Toronto comme porte d'entrée aérienne du pays (D. Masse, la Presse, 10 juillet, 1971). Il semble que la majorité des 20 lignes aériennes internationales qui desservent Dorval opteraient pour Malton si c'était possible. Toronto, plus riche et mieux située, avec une clientèle plus abondante, offrirait des avantages accrus. Parfois la proportion est de trois à un dans les vols par affrètement. On dit même que les compagnies aériennes boudent Sainte-Scholastique et rejettent au moins partiellement les devis d'installation qui les concernent. L'éloignement de Sainte-Scholastique par rapport au centre-ville compte parmi les réticences. S'agit-il d'une rumeur ? Les énormes retards dans la conception de l'aéroport lui donnent un

certain fondement. D'autres faits s'ajoutent au dossier. Le gouvernement de Bonn soutient Lufthansa dans sa lutte pour obtenir Toronto, puisqu'il a interdit à Air Canada l'accès à Francfort. Ottawa et Air Canada ont résisté, mais pour combien de temps ? En cherchant une autre base européenne, Air Canada rencontrera sans doute une autre pression dans le même sens.

Par ailleurs, de nouvelles possibilités s'ouvrent. Certaines études canado-américaines auraient favorisé un début d'entente pour faire de Montréal, le port d'entrée du cargo aérien dans l'est des États-Unis et du Canada. Boston ou New-York ne semblent pas pouvoir jouer ce rôle. Une telle éventualité signifierait dans le cas de la région aéroportuaire un développement industriel prometteur, grâce à l'apparition d'activités économiques ultra-modernes avec de grands effets d'entraînement. S'agit-il d'un nouveau ballon politique ? Espérons que non !

Ces remarques dépassent de beaucoup les questions techniques. Elles montrent une fois de plus que les politiques de développement ont des dimensions internationales. Cette considération apporte une confirmation de plus à l'hypothèse de Raynald sur la priorité de Montréal dans le développement du Québec. On nous dira que cela va de soi dans le cas d'un aéroport. Mais nous arrivons à des explications semblables à peu près dans tous les secteurs industriels.

[342]

NOTE

La vaste consultation entreprise dans le bassin aéroportuaire nous a révélé les culs-de-sac non seulement des mécanismes actuels de consultation mais aussi des démarches politiques des derniers temps. Plusieurs citoyens consultés au temps de « l'Opération 55 » et de « l'Opération Départ » se sont abstenus de participer aux nouvelles campagnes d'information téléguidée qu'on appelle maintenant des instances de consultation et de participation. Au même moment, un petit nombre de citoyens intéressés et actifs sont tiraillés par de multiples appels. Il suffit d'aligner les divers conseils régionaux qui ont vu le jour depuis peu : conseil régional de développement (branches économique et sociale), les conseils régionaux de loisirs, les structures régionales d'éducation, et bientôt les conseils métropolitains et les offices régionaux d'affaires sociales. Ainsi durant la même période (octobre 71) cette minorité de participants-citoyens devait se transporter d'une séance de consultation à l'autre, recevoir une tonne de documents, apprendre un nouveau langage et « représenter » le jugement de la population. Ces pourparlers s'ajoutaient à des dizaines d'autres aux plans professionnel et local. Comment ne pas conclure que de telles entreprises démocratiques reposent sur des prétentions auxquelles personne ne croit pratiquement. La plupart des citoyens n'y comprennent rien malgré tout l'attirail des audio-visuels vulgarisateurs. Un spécialiste de l'Arda avait jadis qu'il avait fallu trois ans pour que technocrates et commettants se rencontrent sur la même longueur d'onde, et cela dans des questions relativement simples. Voici qu'au nord de Montréal, en deux ou trois mois on prétend consulter l'ensemble de la population sur le choix d'un axe de développement déjà déterminé par les experts et le gouvernement, d'un axe d'aménagement aussi prédéterminé que le précédent. Devant les difficultés rencontrées, on se rabat sur les élites et les élus qui, au-delà de certaines luttes d'intérêt, se sentent aussi ignorants qu'impuissants devant les expertises soumises et les décisions qui leur échapperont vraisemblablement.

blement. Nous ne tenons pas ces propos par dépit. Nous voulons simplement signaler notre inquiétude devant des « fausses représentations » qui risquent de compromettre l'avenir d'une démocratie adulte où un nombre croissant de citoyens pourraient participer ou même contester de façon juste, sérieuse et efficace. Signalons toutefois que l'équipe Satra dont il a été question dans ce chapitre, a su éviter certaines de ces impasses en se limitant à quelques canaux de participation, les seuls qui étaient possibles dans les circonstances. Nous tenterons, dans un autre chapitre, de clarifier les conditions essentielles de véritables concertations.

[343]

Les opérations de consultation de la C.D.R.M. et du Satra n'ont pas été inutiles. Le conseil régional de développement Laurentides-Lanaudière a remis à la C.D.R.M. et au gouvernement les résultats de la consultation menée auprès de la population de cette région au cours de l'automne 1971.

La population de la sous-région nord de Montréal qui va de Vaudreuil à Joliette, en passant par Lachute et Saint-Jérôme, estime que le gouvernement ne doit pas concentrer tous ses efforts de développement en fonction du nouvel aéroport international, mais plutôt procéder à un développement intégral de cette région en considérant le nouvel aéroport comme un élément de développement parmi plusieurs autres.

En fait, le Conseil régional de développement a consulté la population sur le schéma de développement de la région nord de Montréal préparé par la Commission de développement de la région de Montréal.

Ce schéma de développement sur lequel le gouvernement aura à se prononcer, propose que le développement du nord de Montréal se fasse dans l'axe Laval-Sainte-Thérèse-Saint-Jérôme, et vise à maximiser les effets économiques de l'implantation du nouvel aéroport à Sainte-Scholastique.

Selon la population consultée, cette façon d'aborder le développement de la région nord de Montréal risque d'entraîner une hyperconcentration dans l'axe proposé tout en « créant le désert ailleurs ».

Le schéma de développement aurait donc pour effet paradoxal de freiner le développement de la majorité des centres de cette région.

Le Conseil régional de développement a « synthétisé » en quatre grands postulats l'opinion qu'il a recueillie auprès de la population :

- Il faut développer l'ensemble de la région et non seulement quelques pôles de l'aéroport.
- Il faut permettre un degré suffisant d'autonomie de la sous-région nord par rapport à Montréal et à l'Ontario.
- Il faut définir les objectifs sociaux et culturels du développement de la région ;
- Il faut planifier le développement de la sous-région nord à long terme.

À l'occasion de la remise du rapport, M. Jean-Paul L'Allier, ministre dans le cabinet Bourassa et député de Deux-Montagnes, a exprimé la difficulté de maintenir un équilibre entre l'organisation de la consultation de la population, d'une part et les exigences de la planification et du développement, d'autre part.

« Ce n'est pas pour rien que l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) rencontre une vive opposition autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement », a ajouté le ministre.

Selon lui, dans le système actuel, un plan de développement peut difficilement être autre chose qu'une série d'indicatifs.

[344]

Par ailleurs, un autre député a déclaré qu'il ne fallait pas se leurrer sur le degré d'autonomie dont peut jouir la sous-région nord par rapport à Montréal. Le développement de la sous-région, a-t-il poursuivi, dépend du dynamisme du centre qu'est Montréal.

Le Conseil régional de développement recommande que, dans l'immédiat, on investisse le minimum pour relier le nouvel aéroport à Montréal et qu'on répartisse plutôt les investissements afin de développer l'ensemble de la région nord de Montréal.

Le conseil régional recommande, de plus, que ce soit le Québec qui assure le leadership dans le développement de la région nord.

« Dans la mesure où la population demande que son développement ne soit pas fait principalement en fonction seulement de l'aéroport, le gouvernement doit reprendre l'initiative d'assurer l'intégration de l'action fédérale dans des perspectives élargies », déclare le Conseil régional.

Les responsables du Conseil régional n'ont pas caché que la population rejointe s'est montrée méfiante par rapport à l'opération consultation, craignant servir de caution au gouvernement alors que la plupart des cartes du développement sont déjà jouées.

Mais, ajoute le Conseil régional :

« Dans la mesure où elle pouvait s'assurer qu'en participant à la consultation, elle ne servirait pas d'alibi au gouvernement, la population a accepté de jouer le jeu et de le faire sérieusement malgré toutes les contraintes. »

Soulignons ici une première ambiguïté - on ne saurait parler de l'avis de la population quand on sait que seulement quelques dizaines de citoyens ont participé aux séances de consultation dans chacune des régions. Mais ne soyons pas injustes envers les responsables qui devaient susciter des structures de participation inexistantes avant leur arrivée. On n'invente pas du jour au lendemain un nouveau modèle politique. Cette expérience révèle déjà le long chemin qui reste à parcourir.

Le leadership politique reste hésitant. Pensons au recul du ministère des Affaires Municipales devant les projets de communautés urbaines. Voici qu'on s'oriente davantage vers la fusion des municipalités. Les phénomènes de régionalisation commencent à peine à prendre corps et le leadership politique hésite à créer des Structures de soutien correspondantes. Évidemment, l'acceptation d'un quatrième palier de gouvernement comporte d'énormes conséquences politiques. L'union des municipalités, au cours de cette période, rappelait la nécessité d'assurer d'abord la consistance du troisième palier : à savoir celui des municipalités qui connaissent d'énormes difficultés. Or, par-delà une fonction administrative très limitée, ne tarde-t-on pas trop à faire des cités des « lieux politiques » fondamentaux pour la démocratie locale

et régionale ? N'est-ce pas d'abord à ce niveau que les forces vives d'une population pourront devenir des ressources créatrices ? Autrement, les citoyens resteront des revendicateurs [345] à courte vue ou des « informés passifs ». Et les consultations serviront de caution à un rituel démocratique vide de sens politique véritable. L'expression des problèmes de la base tourne rapidement au nihilisme si les citoyens ne se sentent pas partie prenante dans des processus valables d'élaboration et d'exécution de solutions.

Le Satra, poursuivant une collaboration étroite avec les élus et les technocrates des municipalités, initiait une démarche plus réaliste que celle de la C.D.R.M. Les réponses à la consultation furent ici plus articulées ; par exemple, les municipalités de la partie nord de la région aéroportuaire ont présenté récemment une option qui relativisait les conclusions du premier rapport officiel du Satra. L'axe Ouest-Est au Québec devait s'inscrire dans un continuum qui relie d'une façon plus organique l'Ontario et le Québec. Privilégier uniquement la ligne nord-sud, ce serait contrecarrer une dynamique proprement canadienne qui cherche son autonomie par rapport au colosse américain. Il faudrait donc songer à un développement sous forme d'un T ou sous forme d'une + pour la région au nord de Montréal.

Cette option n'est pas sans faille, En effet, dans quelle mesure elle se définit en fonction de Montréal, seul pôle de développement que nous ayons actuellement ? De plus, la menace de l'Ontario est psychologiquement plus ressentie chez nous que celle des États-Unis.

Devant les réticences d'un grand nombre de municipalités, le Satra remettait au printemps 72 l'échéance des premières décisions sur l'orientation de l'aménagement de la région aéroportuaire. Qui sait si cette nouvelle articulation des pouvoirs politiques de différents paliers et des agents technocratiques ne présente pas une première esquisse de modèle politique. Mais si on tarde trop à faire intervenir efficacement les forces sociales de la base, on récoltera une agressivité ou une passivité très justifiable dans l'ensemble de la population. C'est ce que nous rappelle l'expérience de consultation ouverte de la C.D.R.M. Vi-se-t-on une société où la dichotomie : bourgeoisie et peuple sera remplacée par la dichotomie ; experts-profanes ou bureaucratie-masse ? Jusqu'ici, les systèmes capitalistes et socialistes n'ont pas réussi à surmonter ce défi d'une société à double étage, où le peuple reste en marge des vrais centres de décision. Il nous faut songer à d'autres modèles

politiques qui aménagent d'une façon plus démocratique et plus juste les différentes formes de concertation.

Dans ce long chapitre, nous avons tenté de suivre de près l'évolution d'un projet qui semble subir une dérive de plus en plus déconcertante. Les citoyens les plus vigilants refroidissent leur enthousiasme du début quand ils apprennent « par la bande » des nouvelles que l'information officielle ne leur apporte pas. En effet, plusieurs se demandent si le [346] gouvernement fédéral n'est pas en train de flouer le Québec. Par exemple, il semble que les négociations avec les lignes aériennes étrangères en 1979 aboutiront vraisemblablement à faire de l'aéroport de Toronto le véritable centre de transport aérien des passagers. Pour préparer le terrain, le fédéral lance un autre ballon, à savoir le développement du cargo aérien à Montréal. Or, certaines études récentes ont montré que le cargo aérien le plus important reste en relation étroite avec le transport des passagers. Ainsi, Sainte-Scholastique sera un centre secondaire même en ce domaine. D'où la réduction drastique des plans originaux. Pendant ce temps, le Québec doit engloutir des sommes inouïes au chapitre des infrastructures. Comme dans d'autres secteurs, pour un million investi par l'État central, Québec doit multiplier par cinq, par dix sa propre contribution, alors qu'il n'a pas les ressources fiscales nécessaires. Au moment où l'on profite de cette implantation pour engager les citoyens dans de vastes programmes d'aménagement, comment peut-on s'attendre à ce que les réponses soient positives ?

[347]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME II

Chapitre 3

**Les alternatives actuelles
de notre développement**

- Un premier banc d'essai
- Certaines préoccupations culturelles ont pris le dessus
- Les alternatives :
 1. Jouer la carte nord-américaine
 2. Créer un ou des modèles inédits de développement
 3. Viser d'abord un état fort et démocratique
 4. Aller au bout de la crise actuelle
- Un pays neuf à bâtir.

[Retour à la table des matières](#)

[348]

[349]

Un premier banc d'essai

Au début des années 60, le Québec a fait une première expérience systématique de *mise en chantier*. Nous cessions, dans une certaine mesure, de nous percevoir comme une minorité culturelle et religieuse, pour enfin envisager un pays à bâtir. L'État apparut d'abord comme la structure centrale, susceptible de donner corps à nos nouvelles aspirations. Nous participions, à ce moment-là, à un vaste courant mondial qui véhiculait l'idée du développement avec son étrange mélange d'utopisme et de réalisme brutal. D'une part, une conscience claire et vive de nos terribles problèmes de sous-développement et, d'autre part, une confiance quasi aveugle dans les instruments que pouvait offrir le monde développé qui nous entourait.

Mais tout était à faire en éducation, en économie, en organisation sociale. Peu importe, il nous semblait que rien ne pouvait nous arrêter. D'où ces initiatives nombreuses et concomitantes dans tous les domaines. Création de nouvelles institutions de planification et de promotion et démocratisation de l'appareil social. Mise en marche de grands projets sociaux et économiques. *Nous passions d'une psychologie de cathédrale à une psychologie de gratte-ciel, sans nous rendre compte que le béton se prête mal à la mobilité accélérée de la vie moderne.* N'empêche que la Manicouagan nous redonnait l'espoir d'accomplir des choses valables. Mais nous allions vite nous empêtrer dans un amas de grosses structures dirigées par une trop jeune technocratie, par des politiciens majoritairement traditionnels, par une poignée d'administrateurs, sans compter une masse de citoyens qui avaient gardé les réflexes spontanés de la société pré-industrielle. Les ressacs se multiplièrent jusqu'à la crise profonde d'aujourd'hui. Une trop grosse carrosserie pour un petit moteur ? Ou bien des mécanismes de développement qui tournaient en rond, à petite vitesse et sans synchronisation ?

[350]

*Certaines préoccupations culturelles
ont pris le dessus*

Ici se pose une question qui est au centre du défi du développement. En plusieurs pays ou régions sous-développés, on a vite compris que le problème culturel précède, accompagne et conditionne la mise en oeuvre du capital et de la technique. Les facteurs de mentalité, d'orientation d'esprit, de style de vie prennent le pas sur le reste. Au lendemain de la guerre, pendant que les Allemands vivaient dans des baraques tout en bâtissant de nouvelles structures industrielles, les Italiens du sud concentraient leurs investissements dans l'habitation domiciliaire. On sait les résultats. Au Québec, notre révolution culturelle est restée trop marginale par rapport à l'économique et au politique. Il y a ici une continuité historique ambiguë. *jadis nous affirmions notre culture originale en l'opposant à une autre culture qui avait produit t'univers technologique moderne.* Nous aspirions à l'industrialisation, mais de l'extérieur et par procuration. Par ailleurs, qui sait si cette phase d'identification culturelle avec sa créativité propre n'était pas nécessaire et inévitable dans un premier temps. Il reste qu'on ne débordera pas sur l'innovation technique et économique avec la même spontanéité, et sans stratégie bien orchestrée et bien articulée. Surtout quand on tient compte du fait que l'économie mondiale actuelle oppose de redoutables concurrences que ne connaissent pas les particularismes culturels. Nous ne sauterons donc pas d'une sphère à l'autre sans rencontrer de multiples obstacles et résistances. Certains l'oublient trop facilement. Même en éducation, on sait les difficultés que les agents institutionnels rencontrent pour développer le secteur professionnel, pour intéresser jeunes et adultes à la connaissance et à la maîtrise des rouages de la société technocratique et urbaine. Le balancier se promène du pré-industriel au post-industriel sans accrocher vraiment la réalité industrielle et ses fondements culturels propres. Au bilan, cette pièce maîtresse de nos priorités qu'est l'éducation, repose dans une sorte de vacuum économique, ou du moins elle ne s'insère pas dans un cadre véritable de développement. Voilà un diagnostic trop superfi-

ciel. L'étude de quatre options différentes sur notre développement va nous le montrer.

[351]

1 . Jouer la carte nord-américaine ?

Quelques développementistes de chez nous croient que nous devons jouer à fond la carte nord-américaine, en utilisant notre proximité avec les grandes firmes multinationales et leur génie de l'organisation, de la recherche et de la productivité. Quelques-uns des nôtres ont déjà les pieds dans ce monde-là. Pourquoi ne pas pousser plus loin le processus, en articulant des démarches de développement sur ce dynamisme qui se déploie déjà sur notre propre territoire ? *De véritables politiques économiques gouvernementales pourraient peut-être forcer les filiales américaines installées chez nous à mieux s'insérer dans leur milieu d'implantation et à faire profiter notre société de riches apports en bien des domaines.* C'est un défi que nous partageons avec la plupart des pays du monde. Certains ont réussi, en partie, ce tour de force. Pourquoi ne pas envisager un tel risque avec tous les calculs nécessaires ? Du moins, voilà une voie de développement parmi d'autres. Mais empressons-nous de souligner ici l'émergence d'un néo-nationalisme anglo-canadien très agressif vis-à-vis de la domination américaine, et le mouvement inverse chez un certain nombre de Québécois. Ce qui n'est pas pour simplifier notre propre compromis canadien ou clarifier notre situation au Québec. Certains Québécois cherchent à accroître les investissements américains parce qu'ils veulent une assiette économique plus large pour soutenir la lutte de l'indépendance vis-à-vis d'Ottawa. On oublie trop facilement cette arrière-scène dans le débat constitutionnel, comme dans les luttes politiques canadiennes récentes.

Au Québec, les partisans des rapports étroits avec l'économie américaine ne sont pas de même appartenance politique et idéologique. Nous retenons ici le point de vue de ceux qui ne voient pas cette intégration nord-américaine bâtie sur les ruines de la société originale que nous constituons. Encore ici, il ne s'agit pas de ces propagandistes d'une sorte de marché commun Québec-USA, par-dessus le défi cana-

dien et les transformations internes du Québec. Le plaidoyer qui va suivre est autrement plus complexe et mieux fondé. Il veut, au point de départ, affirmer que toute solution québécoise aura des modalités nord-américaines, devra se brancher de façon efficace sur les circuits du continent technologiquement le plus avancé. D'abord, il rejette certains vieux modèles : par exemple, un capitalisme autochtone de petites entreprises à côté des firmes étrangères ; un corporatisme rénové par le coopératisme comme solution universelle ; et plus récemment un capitalisme d'État amorcé par la révolution tranquille et réassumé de façon plus articulée par le Parti Québécois. Ces modèles ont [352] en commun un certain parallélisme avec la technologie internationale. Le dernier semble encore attardé aux grands schèmes relativement dépassés du Keynésianisme.

J.L. Migué, dans *Le Québec d'Aujourd'hui* (H.M.H. 1971), dégage très bien la tête de pont de l'option nouvelle proposée ici. Il conteste ceux qui soutiennent que la technologie et la consommation de masse ont pratiquement réduit les sociétés industrielles occidentales à une seule communauté de goûts, d'intérêts, de styles de vie, de modes d'organisation, etc. Les modèles neutres, économiques ou autres, ne rendent pas compte des spécificités essentielles d'ensembles humains bien caractérisés par le réseau original d'institutions de chacun. Ainsi, en arrive-t-on à discerner un bien collectif particularisé par ses propres incidences historiques, culturelles, socio-économiques et politiques. Par exemple, les définitions les plus générales et les plus inoffensives (politiquement) de la culture décrivent cette réalité. Telle cette définition adoptée à une conférence du Commonwealth : « La culture est le tout complexe qui comprend le savoir, les croyances, l'art, la morale, la loi, les coutumes et toutes les autres ressources et habitudes acquises par l'homme en tant que membre d'une société ». Comment ne pas appliquer une telle perspective à la réalité québécoise et à son réseau d'institutions ? Nos planificateurs dans les rencontres pan-canadiennes présentent souvent des projets originaux que marque profondément notre sujet historique particulier. Qu'il s'agisse de travail, d'habitation, de religion, de famille, d'organisation sociale, nous avons notre façon à nous de vivre notre vie collective. Notre syndicalisme comme notre bureaucratie, nos praxis administratives et politiques ne sont pas interchangeables avec leurs correspondants institutionnels dans les sociétés environnantes. Même à l'intérieur d'un système économique qui n'est

pas nôtre, il y a une réfraction très importante de nos propres dimensions culturelles avec leurs expressions institutionnelles. Même si le facteur économique occupe une place majeure dans nos sociétés technologiques et conditionne grandement toute l'organisation sociale, on commence à découvrir l'impact des particularités institutionnelles des diverses communautés historiques. Les difficultés rencontrées pour vaincre le sous-développement en témoignent.

La reprise néo-nationaliste vise précisément le renforcement du réseau d'institutions d'une société globale pour donner cohérence et dynamisme à l'ensemble des biens collectifs de la communauté nationale. Qu'il s'agisse des habitudes de consommation, des appartenances sociales ou des clivages professionnels et économiques, il y a toujours ce [353] processus central d'interrelations par rapport à l'ensemble de la société par l'intermédiaire et l'interdépendance des institutions autochtones. Ce qui éclaire sous un tout autre angle le fameux débat : social et national.

Mais dans la mesure où le circuit technologique et économique inter-national conditionne les réseaux institutionnels particuliers et même se crée une véritable technostructure autonome, le problème se complique pour nous. Voyons-en les composantes :

- Les réseaux établis par l'entreprise étrangère se sont constitués en dehors du milieu canadien-français.
- Celui-ci constitue une entité collective de petite taille.
- Le phénomène de cooptation des élites industrielles ne joue pas en sa faveur.
- Le réseau des institutions québécoises est tronqué, surtout parce qu'il se déploie en dehors des circuits les plus importants de communications et d'échanges économiques. Ce qui explique davantage les échecs de notre réforme scolaire, bien plus que les procès habituels d'inadaptation, ou de mauvaise orientation professionnelle.
- Les Québécois francophones n'ont pas assez investi au plan des liens institutionnels avec les grandes entreprises. Il manque des institutions-clefs dans les domaines vitaux du Know-How, de l'innovation technologique, de la recherche et de l'information d'ordre économique, etc. C'est ici que J.L. Migué formule son idée maîtresse : « Le seul

investissement rentable qu'on puisse faire en nationalité consiste à imposer de quelque façon à l'entreprise plurinationale son intégration au réseau d'institutions de la collectivité nationale, c'est-à-dire l'implantation par elle de liaisons organisées avec les institutions nationales. S'il devait y avoir un coût permanent au nationalisme, c'est dans ce processus qu'on devrait pouvoir l'évaluer. Il faudrait démontrer que le fonctionnement efficace des bras nationaux de l'entreprise plurinationale est compatible avec l'établissement de relations institutionnalisées autonomes entre la filiale nationale et la collectivité où elle s'installe. Il faudrait démontrer qu'il n'y a pas de solution aux conflits auxquels la firme internationale donne universellement naissance entre d'une part les aspirations à l'indépendance culturelle et politique, à la participation aux bienfaits de l'entreprise, et d'autre part la satellisation progressive des institutions nationales à l'empire capitaliste international ».

Pour ce faire, il y a d'abord des obstacles majeurs à vaincre. D'abord une idéologie libérale qui réduit l'entité politique à un encadrement d'individus et minimise la valeur de la dynamique sociale et de l'affirmation [354] collective en dehors des soutiens structurels nécessaires aux intérêts privés. C'est la relation État-individus qu'on retient, et cela souvent au détriment de la fonction d'un réseau d'institutions qui assument de larges solidarités. Ainsi, on demande aux Canadiens français de faire leur chemin individuellement pour leur promotion au sein d'un système qui au point de départ les décline collectivement. Inutile de dire que les individus ne s'intègrent pas au réseau de l'autre sans se faire assimiler à plus ou moins long terme. Il y a donc une continuité idéologique, par exemple, entre les positions économiques de G. Filion et les postulats politiques de P.E. Trudeau. Celui-ci plaide pour un néo-nationalisme canadien (après tout ce qu'il a dit sur les méfaits du nationalisme !) qui jusqu'ici n'a été que l'instrument d'une bourgeoisie d'administrateurs ou de gestionnaires au service des firmes étrangères. La participation des Québécois à la vie industrielle ne saurait imiter ce modèle, ou se réduire à l'implication individuelle, même en grand nombre, dans des circuits étrangers à la société francophone comme telle. C'est ce que le Parti Québécois a compris, au moins partiellement, en préconisant des relations par le truchement d'un ensemble autonome d'institutions sous l'égide d'un

État souverain. On est loin du reproche qu'on lui adresse : de chercher un divorce du Québec pour le remarier ensuite avec le même partenaire. Avouons que ce parti souverainiste n'est pas allé loin en ce sens, dans son programme, quand il a abordé les relations avec les firmes internationales. Quant au parti libéral, il mènerait tout droit à l'effritement de notre réseau institutionnel. Par exemple, sa politique de la langue n'aura aucune efficacité réelle aussi longtemps que les firmes plurinationales ne seront pas partie prenante dans la société francophone.

2 - Créer un ou des modèles inédits de développement

Plusieurs reprocheront à la thèse précédente d'escamoter des réalités brutales : la présence écrasante des intérêts étrangers et en même temps une tendance persistante à la baisse des investissements. En dix ans, le Québec a connu un fléchissement de près de 15% dans le pourcentage de la moyenne canadienne au chapitre des investissements industriels (la moitié de ceux de l'Ontario, depuis 20 ans). Les implantations dans les secteurs économiques dynamiques se font dans la province ontarienne surtout, alors que les industries québécoises de caoutchouc, textile, pâtes et papier, métaux primaires et minéraux non-métalliques connaissent des difficultés sans précédent, et de tous [355] ordres. Il en est de même du raffinage du pétrole et de l'industrie chimique. Par ailleurs, dans les conjonctures internationales actuelles, les capitaux se font rares et les jeux de concurrence entre les pays se resserrent au profit des plus forts. Les firmes plurinationales ont la possibilité de jouer sur plusieurs tableaux et d'ignorer les pays trop exigeants. Par exemple, on peut difficilement augmenter le taux de taxation à Ottawa comme à Québec sans éloigner d'éventuels investisseurs.

Sans doute, on ne pourrait affirmer que le Québec est en mesure de se passer des entreprises américaines, de leurs techniques de gestion, de leur technologie, de leurs hauts salaires, de leurs dimensions internationales, etc. ? Une telle présence, si elle est bien assumée, pourrait même provoquer de profondes restructurations de l'économie locale comme dans les pays du Marché commun. Mais d'aucuns se demandent si, au Canada, l'ampleur de l'emprise américaine et la faiblesse

des structures industrielles proprement canadiennes, ne rendent pas impossible tout effort en ce sens, s'il n'y a pas des politiques vigoureuses de contrepoids, de contrôle et d'auto-développement.

C'est ce qui ressort du rapport Watkins (*propriété étrangère et structure de l'industrie canadienne*, Ottawa, 1968). Les investissements américains sont concentrés dans quelques grands secteurs d'activités, avec une emprise moins « monopolistique » liée aux firmes-mères des U.S.A., même si on compte peu de grandes entreprises à l'échelle canadienne. Cette présence massive dans un contexte politique superlibéral a eu des effets négatifs :

- retard à mettre en place un marché financier autochtone dynamique
- moins d'incitation à développer nos propres talents
- négligence grave au plan des politiques de recherches scientifiques et techniques
- jeux financiers entre sociétés-mères et filiales pour des transferts libres de profits à côté des règles fiscales
- collaboration indirecte à la lutte oligopolistique transposée à l'échelle internationale, surtout sur le dos des pays plus faibles
- diffusion obligée du « common cultural heritage » américain chez les autochtones qui occupent les postes-clefs dans la firme difficulté d'Ottawa et de Québec quant aux mécanismes de contrôle. Même Washington n'y réussit pas

[356]

- limites de nos politiques libérales en la matière, surtout au Québec, puisque malgré de forts investissements dans le passé, le chômage a toujours été très élevé. À un tel coût, on se demande si des entreprises étatiques comme l'Hydro, n'auraient pas profité davantage à notre communauté et cela dans plusieurs cas.

Lors de la conférence internationale sur l'entreprise internationale et les nationalismes (McGill, août 1971), deux thèses opposées ont été débattues. Pour les uns, l'entreprise multinationale constituait le principal danger pour l'autodétermination d'un pays ; pour d'autres, elle apparaît comme un agent majeur de changement des structures économiques et politiques dans la société contemporaine.

Au moment où les gouvernements nationaux ont besoin de pouvoirs accrus et font face à des tâches énormes de planification, les multinationales viennent saper les bases mêmes de cette intervention nécessaire. De plus, la firme multinationale opère à un niveau inaccessible pour ceux qui sont touchés par ses activités. Enfin, ses pouvoirs économiques entraînent « une segmentation des marchés et des économies mondiaux » au détriment d'un développement sain et équilibré.

Les défenseurs montrent qu'il s'agit d'une évolution historique positive où l'on est passé de l'artisanat local à la production nationale, et de là aux dimensions internationales. Chacun des passages à un autre niveau provoque inévitablement des crises et des déséquilibres qui préparent des dépassements féconds. On fait état ici des échecs des gouvernements-entrepreneurs. Au fond, ce serait les politiciens qui se sentiraient les plus menacés par des pouvoirs qui leur échappent. Une telle attitude de repli fait le jeu des entreprises inefficaces et des intérêts de classes moyennes menacées dans leurs petits fiefs financiers. Comment nier que les multinationales aient été des ferments de dynamisme économique et des agents de prospérité là où elles ont pris de l'ampleur : emploi, salaires, taxes, économies connexes, etc. Dans une perspective internationale, les grandes firmes vont forcer les peuples à se donner des structures mondiales plus efficaces et plus propices à des solidarités fécondes.

Arrêtons ici le plaidoyer. De quelle solidarité s'agit-il ? La crise monétaire nous a montré l'impuissance des gouvernements nationaux à juguler les spéculations de financiers et les grands jeux des firmes multinationales. Celles-ci ont réussi à brouiller à leur profit les démarches des responsables politiques. Elles ont été surtout des agents de division, de concurrences aveugles. C'est la masse des citoyens des [357] divers pays qui paient la note. Le club des riches est parvenu à des compromis provisoires, et ce faisant, ils se sont protégés tout en remettant « sine die » la solidarité exigée pour vaincre les formidables

problèmes de sous-développement dans le monde. Pour réagir, il ne reste pratiquement que les gouvernements nationaux des pays développés. S'ils s'affaiblissent irrémédiablement, comment les pays pauvres pourraient-ils espérer se défendre avec leurs faibles moyens ? C'est donc d'abord sur le premier terrain que les multinationales doivent être mises à l'épreuve. Mais, à en juger par la pauvreté relative des études en ce domaine, on ne peut que souscrire à la première conclusion du rapport de L. Felthman et W. Rauenbusch.

Ceux-ci ont présenté récemment un rapport dont voici les conclusions :

- des études visant à élaborer des politiques et des lignes de conduite face aux firmes étrangères devraient être faites, et mettre en relief le comportement, les caractéristiques particulières du comportement de ces compagnies au Canada. jusqu'ici, on s'est trop limité à la propriété de l'entreprise, ce qui est plus facile, mais risque d'être erroné, car le pouvoir véritable de l'entreprise réside à sa direction, dans ses cadres et non dans la nationalité des actionnaires ;
- les Canadiens devraient examiner d'abord les structures et l'efficacité de leurs industries et agir s'il le faut de façon à ce que l'apport étranger y soit stimulé, de façon à renforcer la productivité des secteurs défaillants ;
- pour la « satisfaction nationale », il est souhaitable que la présence canadienne soit substantielle au niveau de la gestion, de la propriété et du contrôle des entreprises. Mais toute politique visant à promouvoir ces objectifs ne devrait pas être globale et unilatérale, mais être élaborée sur une base plus pragmatique, industrie par industrie ;
- bien que cela soit souhaitable de limiter ou d'interdire l'acquisition d'institutions financières canadiennes par l'étranger, la concurrence de firmes étrangères ne devrait pas (dont le commerce des valeurs mobilières) être limitée ou restreinte ;
- nous devrions donner plus d'attention à des moyens d'encourager ou de forcer l'activité au Canada de firmes étrangères dans le domaine de la recherche, du raffinage, de l'affinage, etc...

[358]

- la Corporation de Développement du Canada est potentiellement un instrument valable pour développer la présence canadienne dans le secteur industriel ;
- un nouvel organisme devrait être établi au niveau du Cabinet pour administrer une politique gouvernementale cohérente concernant les structures de l'industrie canadienne et les firmes étrangères. Une simple agence gouvernementale n'est probablement pas un instrument valable pour ce faire.

Nous avons donc laissé la situation s'aggraver. Rappelons-nous comment un ministre des finances (E. Kierans) avait été rabroué par son homologue à Washington, lorsqu'il avait seulement protesté contre le rapatriement de profits sans consultation des gouvernements fédéral et québécois. Ces coups d'État intermittents sont d'autant plus insupportables que beaucoup d'investissements américains se font avec des épargnes locales et de plus en plus avec des subsides de nos gouvernements. Disons toutefois que ceux-ci ont laissé longtemps le champ libre à une exploitation sans contrôle planifié, sans politique d'ensemble, sans limites bien définies. Nous n'avons pas eu d'initiatives semblables à l'IRI en Italie, à l'IDI en France, à L'IRC en Angleterre. À Ottawa comme à Québec, on vient de s'engager dans cette voie. Nous y reviendrons. Disons tout de suite que les correctifs restent très timides et n'entament pas vraiment le problème entier de notre dépendance chronique vis-à-vis de l'emprise américaine.

Certains critiques ont noté que les investissements américains chez nous touchent habituellement les deux bouts du processus industriel (industries primaires et industries de consommation), et très peu les secteurs dynamiques de transformation. Ce qui implique de faibles effets d'entraînement et leurs corollaires, à savoir un petit nombre de nouveaux emplois. De plus, malgré les impondérables de toute cette part invisible de mouvements de capitaux entre les sociétés-mères et les filiales, nous avons toutes les raisons de croire que les profits ne sont pas réinvestis au Québec. Sur une base plus large, on a parlé d'une « expropriation » et d'une « appropriation » de nos surplus économiques, comme dans le cas de toutes les économies dépendantes. Celles-ci se caractérisent par la désarticulation et le déséquilibre des

divers secteurs primaire, secondaire et tertiaire, par l'absence de liens internes d'échanges entre les divers champs de production, par l'absence d'une zone globale d'autonomie susceptible de finaliser et de dynamiser un auto-développement qui soit vraiment le cœur de l'économie nationale. il n'est pas facile pour un État d'instaurer des règles de contrôle et des politiques de développement quand il n'a pas de [359] soutiens économiques solides qui lui soient propres. Pour intégrer les firmes étrangères dans son réseau institutionnel, il faut conférer à celui-ci une forte personnalité capable de partnership et de leadership vigoureux. (cf. *Le rapport Gray*, Leméac, 1971.)

Voilà ce qui en amène d'autres à chercher dans des voies nouvelles le dépassement de cette dépendance excessive des investissements étrangers, qui nous empêche de devenir créateurs, d'assumer nos propres possibilités d'auto-développement. D'ailleurs, n'est-il pas vrai que nos épargnes sont utilisées par des pouvoirs économiques étrangers qui les mettent à profit pour eux-mêmes, et parfois sur notre propre terrain ? On n'y gagnerait pas non plus à engloutir des sommes énormes pour rivaliser avec des géants qui nous ont devancés irrémédiablement, avec des grands pays et de grosses entreprises qui seuls peuvent miser sur un immense potentiel de ressources financières et techniques. Il faut nous inspirer davantage du génie, de l'astuce et de l'imagination des petits pays prospères, sans pour cela tenter des imitations artificielles. N'aurions-nous pas nos propres points d'appui pour créer de neufs modèles socio-économiques et politiques sans nous prendre pour d'autres ? Entrer aveuglément dans la foulée de l'expérience américaine ne résoudra pas forcément le chômage structurel lié à ce type de société technologique ni l'énorme problème social d'un style d'existence qu'un nombre grandissant de citoyens, particulièrement parmi les jeunes, rejette brutalement.

Nous sommes donc obligés, comme pratiquement tous les pays du monde, d'imaginer de nouveaux types d'organisation économique, politique et culturelle, tout en sélectionnant les éléments valables que le patrimoine mondial a accumulés surtout dans les domaines organisationnel, technique et politique. Avons-nous donné à la formule coopérative, au système d'entreprise mixte toutes leurs chances ? Aussi, il ne faut pas boudier les initiatives récentes du Gouvernement dans les secteurs où nos richesses naturelles offrent une première assise ? Par exemple, l'expérience de Soquem portera des fruits si l'on consent de

plus forts investissements dans une politique scientifique plus large et plus diversifiée, du moins pour ce qui concerne l'ensemble du monde de l'exploration. Nous avons donné précédemment d'autres exemples qui serviraient ici à étayer le point de vue de cette famille idéologique de développementistes.

Une telle recherche d'un développement original et relativement autonome de la société québécoise ne dégage pas encore de modèles traduisibles dans des politiques. Aux yeux de certains critiques, il y [360] a ici une mentalité inavouée de repli, ou à tout le moins, une fuite du vrai défi nord-américain, alors que dans la première tendance, on exprimait plutôt une ambivalence (rejet-fascination) devant le système économique nord-américain. D'où le dilemme superficiel et même dangereux entre spécificité québécoise et intégration nord-américaine. Ces deux premières tendances, si elles s'excluent en se limitant unilatéralement à l'une ou l'autre composante du dilemme, évacuent ainsi une tension nécessaire qui pourrait être féconde. Certains pays ont su assumer ce risque avec succès. D'ailleurs, quel petit pays échappe à cette dialectique ? Les exemples réussis nous montrent qu'on n'a pas élaboré un modèle original de développement uniquement à partir de son propre terreau. Par exemple, plusieurs pays européens sont passés de l'auto-défense à une stratégie de développement de dimension internationale en pénétrant les marchés où jusqu'ici seuls les Américains imposaient leur volonté. Un petit pays comme la Suède a plus de 1500 succursales d'industries établies à l'étranger. Aucune affirmation nationale n'a long souffle sans une dynamique internationale. Voilà un exemple entre plusieurs, qui incite à interroger sérieusement la recherche unilatérale et exacerbée du modèle unique de développement, parfaitement ajusté à notre expérience historique originale, à nos propres aspirations. Il le sera tellement qu'il nous isolera ou nous empêchera de communiquer avec les autres qui ne retrouveront rien d'eux-mêmes en nous. Surtout dans le domaine économique et technologique, jamais le patrimoine mondial et les solidarités internationales n'ont été aussi impératives. Le mouvement inverse d'affirmation des communautés nationales, tout en défendant un bien collectif propre et inaliénable, doit s'inscrire dans cette interdépendance inédite de la famille humaine. La bataille du développement avec ses luttes de libération et ses projets de promotion ne se gagnera pas avec un esprit régionaliste exclusiviste, pas plus qu'avec la co-

existence pacifique des grands blocs. Ni l'un ni l'autre de ces deux états d'esprit ne sont favorables à la reprise profonde des destins collectifs particuliers et mondiaux. Il faut assurer à tout prix la consistance des deux pôles de la dialectique mentionnée plus haut. En l'occurrence, il est tout aussi farfelu, au nom de l'internationalisation des grandes firmes et de la vie économique, de décréter la fin prochaine des États nationaux. Certains considèrent ceux-ci comme des anachronismes et plaident pour des structures politiques internationales avec le même unilatéralisme. Parfois le débat se resserre autour de cet enjeu, c'est le cas d'une troisième tendance que nous allons évaluer dans la prochaine étape.

[361]

NOTE

Certains critiques soutiennent, non pas sans raison, que les responsables du gouvernement québécois n'ont pas réussi à mobiliser les énergies et les motivations vers la réalisation de projets collectifs dynamiques et articulés dans une stratégie d'ensemble. Le leadership ontarien pourrait servir d'inspiration chez ceux des nôtres qui veulent une économie dynamique qui se taille une place de choix dans les marchés internationaux. Le premier ministre de l'Ontario situe l'enjeu et la stratégie en ces termes -

« Nous devons opter, ou bien pour le développement soutenu d'un secteur manufacturier qui soit concurrentiel à l'échelle internationale, ou bien pour une économie qui se consacre à l'exportation de ressources naturelles et à la fourniture de services aux uns et aux autres de ses agents, tout en important les produits manufacturiers dont elle a besoin. »

« À la suite du déroulement des grands jeux internationaux, il est devenu de plus en plus difficile pour le Canada de se tailler une place sur les marchés internationaux de produits manufacturés à haute intensité technologique. »

« En premier lieu, il nous faut éliminer progressivement les secteurs produisant des biens à faible intensité technologique, qui peuvent être produits à bien meilleur coût dans les pays en voie de développement. Nous reconnaissons que les ajustements qui découleront de ce choix seront pénibles et que les coûts qu'ils entraînent devront être abaissés ; mais si nous choisissons de nous inscrire dans la course technologique, nous ne pouvons nous soustraire à leur nécessité. »

« Il est clair, que nous ne pouvons plus nous permettre de nous en remettre surtout aux technologies importées. Il faut à tout prix accélérer nos programmes de recherche et de développement technologique. »

« Il est devenu apparent, depuis quelque temps, que le volume important d'épargnes disponibles au Canada ne s'oriente pas suffisamment vers les investissements productifs. »

« Vouloir s'assurer que l'on est capable de planifier son propre avenir économique en fonction de ses préférences propres, ce n'est pas refuser l'importation de quelque source que ce soit de la technologie, du capital et de la main-d'œuvre. Mais la symphonie économique que nous composons doit être dirigée par les Canadiens et pour eux. Je crois que c'est dans cette voie que la population souhaite que nous nous engagions ; les politiques afférentes ont pour nous une haute priorité et font intégralement partie de notre stratégie économique pour les années soixante-dix. » (*Programme politique* 1971)

[362]

3. Viser d'abord un État fort et démocratique

Qu'il s'agisse d'auto-développement ou de participation à la vie économique internationale, une exigence fondamentale demeure. Sans des pôles étatiques bien structurés, les pouvoirs économiques internationaux continueront de brouiller toutes les règles du jeu en leur faveur, tout en perpétuant les scandaleuses inégalités et dominations.

N'est-ce pas le point d'appui et la raison d'être des grands impérialismes ? Les capitalistes américains n'ont jamais pu se passer des appoints politiques, militaires ou autres de leur État. Si jamais ils perdaient le contrôle de celui-ci, toute leur action ouverte ou cachée sur le plan international serait en danger. Quand des technocrates de d'autres pays citent l'exemple des firmes plurinationales des Américains pour pourfendre les nationalismes, ils font le jeu d'un pouvoir qui s'asservit bien des peuples de la terre. Les pays doivent d'abord miser sur l'État comme centre d'unification de leurs forces vives, culturelles, économiques et politiques dans un ensemble humain dynamique, comme garant d'un plein *partnership* dans la communauté internationale. Sans doute y a-t-il des formes stériles et haïssables d'étatisme, des conceptions très contestables de l'État. Mais ce serait méconnaître l'évolution historique récente que de minimiser le rôle inédit de l'État dans le développement des peuples. N'est-ce pas la seule institution capable de regrouper toutes les autres dans une politique commune au service d'une promotion intégrale de tout un peuple ?

Comme le souligne F. Bloch-Laine, il est inconcevable que des unités économiques, dont les décisions et les résultats ont une grande importance pour la communauté nationale, puissent échapper aux impulsions et aux contrôles du corps politique. A la limite, les pouvoirs financiers échappent aux règles démocratiques nationales et internationales, tout en étant en mesure de soumettre les institutions politiques à leurs intérêts. Combien de fortunes se sont édifiées avec la collusion d'une puissance publique qui pouvait agir dans l'*underground*, parce qu'en principe, au nom de la libre entreprise, on a fait de l'économie un champ séparé, privilégié et protégé. Peu importants les systèmes et les idéologies, la fonction politique doit demeurer première et universelle, surtout au moment où les exigences sociales et technologiques appellent des interventions étatiques de plus en plus massives. Même aux États-Unis, une très grande part de l'activité économique privée passe par ce lieu obligé de Washington (contrats, subsides, politiques de recherche, etc.)

À plus forte raison, les petits peuples neutraliseraient leur faible pouvoir, s'ils se contentaient d'un État artisanal et anémique, [363] puisqu'ils ont déjà plus de difficultés que les grands pays à déterminer efficacement des politiques autonomes. Un ministre américain (G. Ball) parlait récemment de « l'idée très démodée de l'État-nation ».

Cela ne s'appliquait pas aux États-Unis, et pour cause ! Qui va remplacer le rôle polyvalent joué par les États ? Même à Washington, on commence à se raidir devant les manœuvres insaisissables des grandes corporations. Mais reste le lien entre les hommes politiques et les financiers. Le libéralisme économique n'a-t-il pas toujours honni l'intervention étatique et ses contrôles, en dehors de son rôle d'agent contracyclique et de ses appoints ? À preuve, l'État n'a pratiquement pas été intégré dans la théorie économique correspondante. C'était un corps étranger dans le marché libre (Voir B. Bonin, *Le Québec d'aujourd'hui*, op. cit., pp. 65-85).

Voilà ce qui incite principalement une autre catégorie d'agents de développement à opter pour le primat de la fonction politique axée sur un État fort et démocratique. Ceux-ci refusent de s'enfermer dans ce qu'ils appellent de vagues querelles idéologiques : néo-capitalisme et néo-socialisme, fédéralisme et souverainisme, gauche et droite, réformisme et révolution. N'avons-nous pas chez nous un potentiel sur lequel nous pouvons miser pour nous unir efficacement autour de solidarités fondamentales ? Ne partageons-nous pas une appartenance profonde qui nous relie à la même histoire, à une même culture première, à des défis collectifs très graves et très vitaux qui devraient nous rassembler au lieu de nous diviser ? Au-delà des confrontations et même des conflits inévitables, la fonction politique peut traduire effectivement les rapports dynamiques entre nos ressources humaines et matérielles, entre nos centres de connaissance, nos institutions économiques et tous nos autres instruments de développement, entre nos nouvelles finalités collectives et nos moyens de promotion collective. Une première clarification des exigences de cette concertation devrait précéder toute décision historique dans le sens du fédéralisme ou du souverainisme, même si cette alternative reste, bon gré mal gré, présente à cette démarche initiale.

Mais, on ne saurait oublier qu'il n'y a pas de solution unique ni de dogme dans la politique. Les aménagements de demain seront peut-être bien loin des problématiques rigides et trop simples d'aujourd'hui. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il faut assurer une première cohérence dynamique à ce que nous avons sous les pieds. Et ce lieu de concertation n'est pas d'abord la culture ou l'économie, mais un aménagement politique capable de canaliser toutes les forces vives, de déboucher sur des projets valables, et d'assurer un développement multiplicateur et de

[364] longue haleine. *Il faudrait aussi forcer les leaderships politiques à soumettre à la population des alternatives plus claires, des objectifs plus valables, des critères plus articulés, tout en impliquant les citoyens dans les divers processus de cette démarche.* Et la clarification des enjeux et des choix n'est pas la moindre tâche. Pensons à quelques questions vitales encore mal élucidées : nos rapports économiques avec les autres provinces et avec les Etats-Unis (investissements, politiques tarifaires, industries protégées, etc.) le capharnaüm des juridictions fédérales-provinciales, le débat sur les pôles de développement (Montréal et les autres régions, sans compter une juste évaluation du B.A.E.Q.), les programmes de subventions aux investisseurs, et bien d'autres points chauds. Bref, il nous faut une estimation plus juste des politiques économiques actuelles, pour éviter des débats stériles ou l'éternelle tentation de diversion.

Des événements récents nous prouvent que l'évolution actuelle de la vie vient forcer des portes qu'on fermait en principe au nom d'une idéologie libérale rétrograde. Le projet de loi établissant la Corporation du Canada, déjà proposé il y a six ans par W. Gordon, restait une des dernières priorités du gouvernement fédéral. Les grandes élites politiques et financières solidement liées résistaient à tous les assauts. Or, voici que même au coeur du parti au pouvoir, une majorité de militants s'insurgent contre notre situation scandaleuse de succursale américaine. Le néo-nationalisme canadien prend du poil de la bête. Les pouvoirs en selle se voient obligés de sortir des sentiers battus. Par exemple, les entreprises mixtes font désormais partie de l'aménagement rationnel des économies contemporaines surtout dans des secteurs qui risquent d'être télécommandés de l'extérieur. Ici, plusieurs analystes ne conçoivent pas d'alternative par rapport à l'entreprise mixte. Sans doute, y a-t-il des échecs de première heure avec Gulf Gardon Foods (I.P.E.), de Parsons and Whittermore (Sask.), de Denterium Corp. (N.E.), de Churchill Forest Industries (Man.), de la Société Générale de Financement (Qué.). Mais, sans compter les succès ailleurs dans le monde, mentionnons les nôtres : Polymer du Canada, Sydney Steel Corporation, etc. Les difficultés viennent peut-être du fait qu'on n'a pas joué sérieusement la carte de l'entreprise mixte au plan des diverses politiques nécessaires ; ou bien, a-t-on manqué tout simplement d'expérience ? De toute façon, beaucoup se rallient à l'urgence de créer un instrument d'investissement et d'implantation indus-

trielle sous contrôle autochtone. Notons que les entreprises précitées étaient, pour la plupart, loin de revêtir le caractère « mixte » dont nous venons de parler.

[365]

La création de la CDC marque un progrès. D'abord un potentiel substantiel de deux milliards avec une mise gouvernementale de \$250 millions. Aucun actionnaire privé de la CDC ne pourra jamais détenir plus de trois pour cent de son capital-actions, de telle sorte que le gouvernement central, bien que minoritaire, restera l'actionnaire principal. Les entreprises jouiront d'une autonomie administrative suffisante pour des initiatives dynamiques. Mais elles ne pourront pas opérer selon le schème classique du total huis-clos, surtout par rapport au contrôle parlementaire (en sera-t-il de même dans les faits ?). Par ailleurs, la loi C219 permettra-t-elle d'éviter les interférences des jeux politiques qui trop souvent font dévier le but des organismes institués ? Pensons aussi à tous les conflits d'intérêts démultipliés par ce genre d'initiative, entre les politiciens, les technocrates gouvernementaux, les promoteurs privés, les consultants, etc. Ces réticences ne doivent pas nous empêcher de prendre la mesure d'un contexte inédit d'interrelations entre le secteur privé et le secteur public, entre le plan national et le plan international. Pour cela, il faut des véhicules appropriés qui comportent forcément en contrepoids des risques de manipulation, étant donné l'ampleur des investissements engagés et des occasions offertes à certains exploiters. Avec une vigilance politique serrée, on pourra sans doute éviter les manœuvres qui vont à l'encontre du primat absolu de l'intérêt public. L'expérience passée a démontré que les gouvernements fédéral et provinciaux n'ont pas vérifié sérieusement la solvabilité de certains promoteurs privés qui ont bénéficié injustement d'énormes fonds publics. Enfin, un dernier problème se pose ici, à savoir les concurrences neutralisantes entre les institutions de même type au Canada. Par exemple, qu'en est-il de la création récente de la société de développement industriel du Québec (SDI) ?

La SDI sera centrée sur les secteurs de pointe et les industries déjà rentables. Elle embauchera des diplômés des collèges et des universités du Québec. Elle continuera, sur une base beaucoup plus large, le travail accompli depuis 1967 par l'Office du crédit industriel. Mais cette fois, les politiques gouvernementales sont plus claires, plus généreuses, comme le prétendent les promoteurs du bill 20. On aura le

souci d'attirer les meilleurs administrateurs, tout en les appuyant beaucoup mieux qu'on ne l'a fait pour la SGF, par exemple, dans les cas d'appuis financiers nécessaires, de politiques de regroupement d'entreprises. Un ensemble de règlements vient corriger certaines erreurs tragiques du passé qui ont amené des embardées désastreuses où la rentabilité a cédé à la cupidité immédiate d'entrepreneurs peu scrupuleux.

[366]

Certains observateurs, en s'appuyant sur l'expérience récente, ne cachent Pas leur pessimisme. Ils doutent que des projets aussi timides servent vraiment à une restructuration industrielle profonde et féconde. D'une part, il y a ceux qui maintiennent leur foi aveugle en l'entreprise privée libre de toute intervention politique officielle en matière de contrôle, d'autre part, il y a les interventionnistes qui exigent beaucoup plus de l'État dans l'élaboration de politiques décisives de développement. Selon ces derniers, ces institutions récentes ne sont que des réformettes qui prêteront flanc à une concurrence intergouvernementale au profit des régions et des provinces capables d'offrir les meilleurs avantages. D'où un surcroît d'inégalité, encouragé par des fonds publics. Cette nouvelle version du libéralisme ne change rien dans les structures viciées et inhumaines de l'économie actuelle, précisément parce que la fonction politique n'a pas en main les leviers décisifs. On n'a qu'à penser à la mise en échec constante des politiques économiques gouvernementales en matière de monnaie, de fiscalité, d'inflation, de chômage, de disparités régionales. Il serait temps que le leadership politique s'affirme de façon plus radicale, surtout dans une société comme le Québec qui connaît le cercle vicieux d'une pauvreté accrue par la concurrence irrationnelle des voisins plus riches.

La Commission Parizeau sur les institutions financières a proposé un train de mesures réalistes pour canaliser l'épargne engendrée au Québec et vaincre le monopole du syndicat financier torontois qui tient pratiquement à la gorge le gouvernement québécois. La caisse de dépôts et la riche Fédération des caisses populaires ont été peu utilisées pour des investissements multiplicateurs dans des secteurs industriels de pointe. De plus, nous avons déjà confié plusieurs milliards de nos épargnes à des institutions étrangères, qui servent à développer des industries ontariennes et américaines. Tenter d'aller chercher de nouveaux capitaux étrangers, sans utiliser efficacement ceux que nous

avons en main et ceux que nous avons confiés aux autres, C'est maintenant notre sous-développement chronique au cœur de l'abondance nord-américaine. L'État québécois doit prendre résolument les devants et montrer que dans le domaine économique, comme dans le cas des politiques sociales, il n'a pas les leviers nécessaires pour l'auto-développement de la société francophone. Ainsi précipitera-t-on l'issue d'un débat constitutionnel qui s'est éternisé jusqu'ici au profit du statu quo et des intérêts anglo-saxons. (Voir rapport Bouchard sur la nécessaire concentration de nos institutions financières québécoises et les corollaires en matière législative.)

[367]

En tout premier lieu, les interventionnistes veulent donc que nos hommes publics, politiciens et technocrates, fassent de l'État *l'institution vraiment centrale de notre société globale*. Ce qui implique, par exemple, des interventions vigoureuses et intelligentes dans certains secteurs qui échappent aux impératifs de bien commun ou qui opèrent dans des réseaux parallèles et non soumis au contrôle démocratique, dans des institutions qui, tel un tissu cancéreux, s'enrichissent provisoirement avant d'empoisonner définitivement tout l'organisme social. On reproche ici à certains hommes politiques d'éteindre les petits feux, de se limiter aux mesures d'urgence, de sacrifier l'avenir angoissant des jeunes au profit des jeux politiques partisans du présent. *Au-delà des à coups du jour ou des budgets semestriels, au-delà des justifications idéologiques ou des principes abstraits, on plaide pour l'émergence d'une grande politique capable d'anticiper au moins le proche avenir et d'agir en conséquence.*

4 - Aller au bout de la crise actuelle ?

Des minorités se veulent en rupture radicale avec les trois options précédentes. Pour eux l'idéologie et le « système » dominants sont parvenus à la limite critique. Il n'y a pas possibilité d'évolution homogène ou de dépassement. Toutes les réformes tentées n'ont fait qu'accentuer les facteurs d'exploitation et de dépendance, renforcer les pouvoirs ploutocratiques et oligarchiques et réduire la masse des citoyens à une impuissance et une insécurité insurmontables. Il faudrait

donc prendre d'abord la cognée pour abattre les vieilles structures et ensuite construire en neuf, en acceptant de ne pas pouvoir tracer immédiatement les traits concrets de la société et de l'homme nouveaux qu'on anticipe. Ce risque n'est-il pas au coeur de l'aventure de tout être humain qui, pour s'affirmer dans son originalité et son autonomie propres, doit procéder à des arrachements pénibles, à des libérations radicales, et à la limite au « meurtre du père » sous toutes ces formes ? En termes collectifs, cela veut dire qu'il faut aller au fond et au bout de la crise actuelle avant de construire en neuf.

Certains misent davantage sur une action violente soutenue, d'autres sur des luttes démocratiques de plus en plus poussées. Us ans et les autres veulent démontrer à la population dans quelles contradictions ses espoirs actuels sont noyés. Les idées et les réformes sociales que le système néo-libéral emprunte aux forces d'opposition seraient des corps étrangers, absorbés, neutralisés, contredits ou même rejetés à long terme par un système social d'une inspiration opposée. Par ailleurs, [368] on ne saurait compter même sur des organismes qui, pourtant, devraient prendre les devants de la poussée révolutionnaire. Par exemple, le syndicalisme ignore ou nie pratiquement la présence et l'impact de classes sociales en son propre sein. Ici comme ailleurs, on isole les problèmes en les dissociant des contradictions structurelles. On ne touche pas aux causes et on permet ainsi aux forces du statu quo de se maintenir en selle. Dans un tel contexte, ces nouvelles familles idéologiques justifient assez bien leur approche globaliste que les néo-libéraux avaient écartée avec mépris au cours de la décennie 60. La crise actuelle est globale et atteint tous les terrains de la vie collective. Il est difficile de le démentir aujourd'hui. Ici, des hommes se refusent à devenir des producteurs asservis, des consommateurs conditionnés et des voteurs manipulés.

En deçà de l'extrême gauche terroriste, il y a des groupes de gauche, encore dispersés, qui font précéder notre développement futur par une lutte à finir sur plusieurs plans à la fois. Selon eux, « l'évolution des rapports de domination internes à la société québécoise, tout comme les rapports de domination entre cette dernière et la société anglo-canadienne, sont directement fonction de l'évolution propre à la structure de domination qu'exerce l'impérialisme américain sur l'ensemble du Canada (Québec compris). Cette affirmation valant autant sur les plans politiques et idéologiques que sur le plan économique

(Québec 70, Socialisme québécois, 21-22, 1971, p. 5). On retrouve ici à peu près le même schème d'analyse que répètent sans cesse beaucoup d'intellectuels de gauche dans la littérature politique de la dernière décennie. L'échiquier de la domination des bourgeoisies américaines, anglo-canadiennes et québécoises sur la classe ouvrière francophone reste pratiquement identique. D'où la même formulation : une révolution nationale démocratique accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses :

- *Révolution*, c'est-à-dire renversement de l'ordre établi et prise du pouvoir par les travailleurs, « sans respecter les règles du jeu politique et la légalité bourgeoise ; il s'agit de transformer globalement le système ».

- *Nationale*, parce que cette lutte se fait pour libérer une nation colonisée, pour bâtir une société socialiste vraiment québécoise. Dans la première étape, on acceptera l'appui des autres classes.

- *Démocratique*, non pas au sens formel des régimes bourgeois qui excluent le peuple d'une réelle participation, mais dans le sens d'un [369] véritable contrôle politique, économique et culturel par les travailleurs ; ce qui implique, par exemple, la cogestion, l'abolition des privilèges, l'égalité de fait des individus.

- *Accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses*. Cela se fera ainsi, parce que c'est une loi inscrite dans l'histoire, telle que la conçoit le socialisme. Seuls les défavorisés peuvent envisager un changement total.

Le travail s'accomplira en trois temps :

- libération politique des cadres du colonialisme,
- libération de la domination économique impérialiste,
- victoire des travailleurs sur la bourgeoisie à l'intérieur.

On est frappé par la récurrence des mêmes thèmes qui prétendent éclairer les situations les plus diverses dans le temps et dans l'espace.

Le NPD est classé comme un parti réformiste socio-démocrate. Le Parti Québécois, comme une formation bourgeoise qui veut s'asservir un éventuel capitalisme d'État assuré par la conquête de la souveraineté. On lui accorde un « appui tactique » provisoire, parce qu'un nationalisme sans État véritable a souvent une signification révolutionnaire au moins latente (Lenine). Mais on ne semble pas voir concrètement comment les forces nationalistes organisées et les forces sociales de pointe s'imbriquent et s'activent réciproquement. En dehors des cercles étroits de socialistes purs, il n'y aurait à peu près personne sur qui compter. Reste une représentation symbolique et vague du peuple colonisé qui se radicalisera bien un jour. Mais d'ici ce temps, ces gauches se « désacculturent » de notre contexte historique concret. Rares sont les Québécois qui se reconnaissent en elles. Rares aussi sont les initiatives significatives qui naissent dans ces milieux-là. Interprètes lointains et abstraits des problèmes réels de leur peuple, trop de militants de gauche deviennent étrangement semblables aux dominateurs étrangers qu'ils dénoncent. Ils n'ont sans doute rien compris des allégeances créditistes ou même péquistes. Et pourtant, ils véhiculent souvent une critique socio-économique et politique très juste dans ses intentions. Mais celle-ci se présente comme une géométrie invariable et abstruse, bien loin des façons de voir, d'agir et de penser dans les milieux populaires, et dans l'ensemble du peuple québécois. En dehors des grands appels révolutionnaires, il n'y a pas de vraies praxis politiques. Les refus radicaux ne s'accompagnent pas de modèles, de projets, d'alternatives qui peuvent commander des démarches et des adhésions fermes et fécondes.

[370]

Dans cette logique, il ne reste que le maquis ou la guérilla. Mais non, on se veut démocratique. D'ailleurs, le peuple n'est pas prêt. C'est donc l'attente dans un « no man's land » politique stérile. Aussi longtemps que les forces de gauche resteront aussi atomisées, aussi émiettées, ils seront incapables de déboucher sur de nouveaux modèles de développement et de mener une lutte politique de plain pied. Mais, personne ne saurait minimiser ces ferments sociaux qui s'alimentent à des sources révolutionnaires jaillissant un peu partout dans le monde. Ils demeurent une composante essentielle de la dimension politique du développement, et cela dans la mesure où plusieurs objectifs apparaî-

tront de plus en plus clairement irréalisables dans l'état actuel des choses. (Voir les derniers documents de la CSN et de la FTQ).

Un pays neuf à bâtir

Nous ne saurions nier la part de vérité que véhicule chacune de ces quatre tendances un peu caricaturées. Il y en a sûrement d'autres. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est le défi de confrontation et de concertation que comporte ce pluralisme peut-être mieux découpé qu'autrefois. Nous n'éviterons pas des débats de fond. Mais serons-nous assez responsables pour les situer dans des démarches cohérentes et constructives (même dans le cas des neuves utopies avec leur fécondité propre) ? *Les stratégies de développement possibles nous apparaissent le premier lieu où les divers groupes et institutions, les formations politiques, les familles idéologiques et les différents leaderships ont rendez-vous.* Pourquoi ne pas consentir pour le développement les mêmes efforts concertés qu'exige une guerre ? La crise actuelle n'a-t-elle pas un impact aussi grave ? Il m'est avis que beaucoup d'hommes sont sacrifiés dans les débats actuels. Il y a tellement de façons de se défilier ou de fuir la réalité brutale ou de reporter ses responsabilités sur les autres.

Il s'agit de bâtir un pays en neuf, et non de coudre des pièces nouvelles sur de vieux vêtements, sans écarter pour cela les riches matériaux de notre expérience passée et récente. Mais, c'est autour d'un nouveau chantier que nous saurons peut-être nous rallier et nous engager dans des tâches inédites et créatrices. Un chantier qui soit nôtre sans exclusive. Un chantier qui porte sur des biens essentiels et de vrais objectifs humains sans céder aux fausses grandeurs. Un chantier qui s'appuie d'abord sur nos appartenances et nos aspirations profondes, sur nos Propres dynamismes. *Nous ne pouvons pas renoncer à être des [371] partenaires égaux et de plain-pied avec qui que ce soit.* Ce serait tragiquement abdiquer le fondement même de notre dignité et de notre liberté individuelle et collective.

Nous avons accumulé tout au long de notre itinéraire des matériaux importants pour l'élaboration de projets de développement. Loin de nous la tentation de prétendre dominer notre situation complexe et les

solutions les plus réalistes à envisager. Le Québec fait face à des choix historiques qui ne s'éclairent pas dans un quelconque cadre, purement théorique, de développement. Il n'existe pas a priori de « bonne » ou de « mauvaise » réponse. Par exemple, au plan politique, il est fort possible que les problématiques actuelles du fédéralisme comme du souverainisme subissent des transformations profondes. Les conjonctures mondiales et nord-américaines n'y seront pas étrangères, et cela à tous les plans. À droite comme à gauche, on s'envole vers un Ordre qui nous sort trop facilement de l'histoire quotidienne, des vrais problèmes.

Pour notre part, nous tentons, de façon même têtue, de ressaisir les moindres remontées de vie, de créativité, de libération. C'est notre terreau à nous qu'il faut féconder d'abord. La lutte pour un authentique développement, chez nous comme ailleurs, rencontre l'échec quand on troque sa liberté et sa responsabilité autochtones pour se laisser inséminer passivement par des forces d'emprunt. Les solidarités internationales ne sont fécondes que par la qualité de leur enracinement dans la riche diversité des terreaux humains. Cela vaut pour tout le travail des institutions vis-à-vis des hommes en situation. Ceux-ci, avec leur expérience, leurs besoins radicaux et leurs meilleures aspirations, doivent être les premiers agents de leur libération et de leur promotion. Les lois les plus audacieuses, les théories politiques les plus généreuses, les utopies sociales les plus séduisantes, les plans les plus réalistes ne mobiliseront jamais de vastes participations si les hommes n'y retrouvent rien du tissu culturel et des solidarités quotidiennes qui les ont façonnés dans leur être le plus profond.

Qu'on l'admette ou pas, les grandes questions agitées sur la scène publique, en dehors d'événements spectaculaires (si vite oubliés), ont peu d'impact sur les véritables préoccupations de la plupart des citoyens. L'éclatement actuel des grands systèmes en témoigne. On s'ennuie tout autant à l'Est qu'à l'Ouest. Les grandes affaires politiques, économiques ou autres suscitent bien peu d'intérêt vital et engageant. Tantôt sceptiques, tantôt cyniques, combien de citoyens ont démissionné vis-à-vis du destin de leur propre société. Les alternatives [372] de développement que nous venons d'analyser, tout autant que les discussions des Parlements ou les conférences de presse des oppositions officielles ou révolutionnaires, risquent de laisser froid la plupart des citoyens, si ceux-ci d'une façon ou l'autre, ne voient pas

comment ils sont concernés à partir d'eux-mêmes, de leur vie, de leur travail, de leurs revenus, de leurs espoirs. C'est là peut-être l'aspect le plus profond de l'utopie du développement elle-même. On développe ce qui existe déjà, ce qui demande de s'épanouir, de grandir. Voilà ce qui nous a guidé jusqu'ici dans notre ressaisie des nouveaux modèles sociaux et des tentatives d'auto-développement déjà inscrites dans l'évolution récente. Après avoir fait un tour d'horizon des expériences et des options de développement dans notre milieu, il nous reste à pousser plus avant les lignes de force d'une dynamique de développement.

[373]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME II

Chapitre 4

**De nouveaux lieux de concertation
pour le développement**

- A. Bilan de l'évolution récente
 - Position du problème
 - Les progrès récents et leurs limites
- B. Les stratégies existantes et possibles
 - Concertation hiérarchique
 - Concertation fonctionnelle
 - Concertation communautaire
- C. Obstacles et points d'appui pour une stratégie de concertation
 - Un gaspillage opulent !
 - Une nouvelle éthique à diffuser
 - Des luttes douteuses
 - Des déséquilibres camouflés
 - Des contradictions évidentes
 - Une dynamique de projet
 - Un cadre cohérent de développement
 - Une mobilisation pour des tâches constructives
 - Des exemples révélateurs

[Retour à la table des matières](#)

[375]

A. BILAN DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques temps, en-deçà des graves difficultés mentionnées, il y a donc eu des efforts accrus pour une approche plus positive de nos problèmes de développement. Dans ces projets collectifs d'une société à la fois progressive et solidaire, il me semble qu'une des tâches les plus importantes se traduit Par la création de lieux cohérents de concertation dynamique. Il ne s'agit pas ici d'une panacée, mais d'une exigence fondamentale. Certains ont parlé en termes assez vagues de nouveaux rapports entre l'État, le monde de la finance et de l'industrie, les syndicats et l'université. D'autres ont plaidé pour une politique économique bien planifiée en misant surtout sur des paliers de gouvernement mieux articulés et des mécanismes politiques à la fois plus souples et plus fermes, plus propices à la créativité et à la participation des différents agents de développement. Certains ne voient pas de solution en dehors d'une révision radicale de la Constitution, ou même en dehors de la création d'un État québécois souverain qui aurait en main les principaux leviers politiques, économiques et culturels.

Je ne veux pas minimiser ici l'importance de ces grandes options qui nous sollicitent tous. Mon propos immédiat vise plus immédiatement notre quotidienneté au sens le plus large. Comment aller au-delà de nos expériences récentes ? Déjà certains faits manifestent la profonde perplexité non seulement du citoyen ordinaire, mais aussi des experts. En 1970, la Commission des prix et revenus accordait la priorité à la lutte contre l'inflation et le Conseil économique du Canada mettait au premier plan le plein emploi. On sait de quel côté est allée la décision politique. Après coup, plusieurs rattachent à celle-ci le ralentissement économique actuel. Personne ne saurait nier la complexité de tels choix. Mais nous devons nous interroger sur la qualité de nos concertations et de nos attitudes face à des problèmes qui deviennent insolubles sans une confrontation objective de tous les agents

économiques et politiques. Les premiers tests de vérité se [376] trouvent peut-être sur des terrains plus circonscrits, plus limités où l'on peut observer les obstacles et les points d'appui possibles pour des concertations fécondes.

Essayons de mieux cerner le *problème*, d'évaluer les *progrès accomplis*, de dégager des *stratégies essentielles*, de signaler des défis importants à relever. Par la suite, nous serons peut-être mieux en mesure d'identifier les *choix* et les *priorités* d'une politique de développement.

Position du problème

Les situations de crise font souvent monter en surface des problèmes de fond qui étaient restés latents et confus depuis assez longtemps. Mais, il y a ici un envers positif, à savoir l'émergence possible de nouvelles solidarités, par delà certains clivages idéologiques. Lorsque nous avons connu, à Saint-Jérôme, le pire creux de l'histoire de la ville (1966-1967), des citoyens d'allégeances politiques et idéologiques diverses ont accepté de se mettre à l'œuvre pour mobiliser toutes les ressources vives de la population. Il ne s'agissait pas de faire fi des options profondes des uns et des autres, mais de *créer un premier lieu de concertation où même les conflits pourraient s'inscrire dans une démarche politique de développement*. Nous nous sommes refusés à sacrifier les hommes à nos idées. Les trente pour cent de chômeurs nous concernaient tous comme un fait brutal. Malgré des réticences bien compréhensibles, nous nous sommes entendus pour axer notre action sur l'obtention du statut de zone désignée. Autour de cet objectif, s'est greffée une série de concertations. Regroupement des ressources humaines de l'endroit pour des travaux spécialisés d'évaluation et de projets partiels. Regroupement provisoire des 58 organismes grâce à l'action intensive de certains groupes moteurs. Rencontres multipliées avec les différents secteurs de la population. Déjà, le leadership ouvrier avait pris les devants en se rassemblant par delà les frontières des centrales syndicales ou des secteurs non-syndicalisés.

Dès que nous avons quitté ce premier niveau de solidarité, nous avons mesuré la pauvreté des lieux de concertation aux paliers supé-

rieurs du système social. Les services gouvernementaux installés dans la ville restaient des structures parallèles. Il n'existait pratiquement aucun filon pour relier le municipal, le régional, le provincial et le fédéral. Pour coordonner les institutions régionales du monde scolaire, des activités socio-économiques, des services de sécurité sociale et de bien-être, des communautés urbaines et des autres unités administratives. [377] *Que d'énergies dispersées et que d'investissements humains et matériels plus ou moins efficaces !* Les tractations avec Ottawa nous révélaient la fragilité et les courtes vues des projets de développement et des mécanismes de promotion. Nous n'avons pas perçu de liens cohérents entre les ministères. Quant aux critères des « zones désignées », c'était la foire ! A Québec, la situation s'avérait pire encore. Il fallait glaner d'un ministère à l'autre de maigres statistiques régionales. De plus, la majorité des ministères n'étaient pas en mesure d'intervenir efficacement dans une ligne de développement régional. Par exemple, à la voirie, on suivait des normes trop étroites et rigides pour rencontrer les projets de réfection de nos infrastructures industrielles et urbaines. Quant aux politiques plus larges, le conseil d'orientation économique n'avait à peu près rien à nous dire. Pour assurer la relance industrielle, il fallut tirer bien des ficelles en dehors des circuits gouvernementaux. Parfois des projets assurés étaient compromis par les lenteurs de tel ou tel ministre (à Québec) qui tardait à apposer sa signature sans que nous sachions s'il s'agissait de négligence, d'incompétence ou de raisons sérieuses.

Mais là où nous avons constaté davantage l'absence de concertation, c'est dans la réalisation de projets de recyclage et de reclassement. D'abord un parallélisme évident des institutions politiques, économiques et éducationnelles. Les normes du ministère fédéral de la main-d'œuvre et celles du ministère provincial de l'éducation ne pouvaient se marier en pratique. *Les étudiants-chômeurs faisaient la navette entre trois ou quatre bureaux sans jamais savoir à quoi s'en tenir.* Quant à leur avenir, on n'avait aucune étude de débouchés pour les guider. Les programmes et les normes d'acceptation n'étaient pas conçus en fonction d'une masse de travailleurs défavorisés et sous-scolarisés. La situation a-t-elle tellement changé ? On a parfois l'impression que certaines inscriptions massives servent à baisser les statistiques du chômage qui nuit au prestige politique des gouvernements ; ce qui est pour le moins à vérifier.

Nous ne voulons pas céder ici à des procès faciles ou ignorer les efforts réels tentés en haut lieu. Mais ces exemples montrent bien l'énorme défi de meilleures concertations pour assurer un minimum d'efficacité, surtout quand on songe aux immenses ressources drainées par notre bureaucratie, aux difficultés de susciter une vraie responsabilité et un esprit de confiance chez les citoyens concernés, enfin aux problèmes très graves qui engagent le sort de milliers de gens.

[378]

Les progrès récents et leurs limites

Ottawa commence à dépasser une politique immédiatiste de dépannage pour poser des premiers jalons de développement. Des études sérieuses (ex. : le rapport Raynauld, Martin, Higgins) permettront peut-être des décisions politiques plus audacieuses et plus prometteuses. À Québec, les rapports entre l'Office du Plan et les principaux ministères semblent mieux s'articuler. Comme nous l'avons déjà signalé, plusieurs s'interrogent sur la valeur réelle des dispositifs d'incitation aux investissements. En certain cas, il s'agit d'un processus éphémère de respiration artificielle. En d'autres cas, on se demande ce qu'il advient de ces fonds publics injectés dans des entreprises déjà prospères. Après avoir assuré la formation de la main-d'œuvre, les coûts sociaux des services publics et de fortes subventions, sans compter des privilèges fiscaux, l'État et les communautés n'ont plus rien à dire sur les responsabilités collectives des investisseurs privés. D'autres pays, même d'autres provinces, sont beaucoup moins passifs que nous en ce domaine. Nous payons parfois un prix effarant pour la création de quelques emplois. *Et nous cherchons vainement dans quel ensemble politique s'insèrent ces mesures de développement.* Y a-t-il une convergence minimale des moyens matériels et des moyens humains, de la sphère socio-économique et de la sphère politique, du capital, de la technique et de la main-d'œuvre avec ses besoins et ses aspirations ? Il suffirait de passer l'une après l'autre les firmes qui bénéficient de ces avantages pour monter un dossier assez noir par rapport aux ballons lancés par la propagande politique officielle. Au-delà des boucs émissaires, n'y a-t-il pas encore ici une exigence de concertation plus sérieuse pour mieux évaluer et appuyer de tels projets ? Si

nous sommes injustes, qu'on nous le prouve. Nous n'arrivons pas à saisir les lignes de cohérence ni des grandes politiques ni des petites. Combien de firmes subventionnées vivent après un an ou deux d'opération ? Elles réalisent à peine le quart, ou la moitié des engagements initiaux ! Sont-elles les seules responsables ?

Depuis 1960, nous nous sommes pourvus de nouveaux instruments de développement, dont plusieurs jusqu'à preuve du contraire, restent encore valables. Est-ce que leur relative inefficacité ne vient pas de l'isolement ou de la séparation des divers agents de développement ? S'est-on assez préoccupé d'aménager des lieux de concertation en dehors des colloques et des congrès épisodiques ? Prenons le cas des organismes régionaux qui chevauchent sans véritable coordination. [379] On voit à côté les uns des autres les conseils économiques régionaux, les conseils de développement social, les régionales scolaires, les communautés urbaines ou les structures municipales, les secteurs administratifs des gouvernements. Chacun tente dans son champ des regroupements et sollicite des participations multiples et parallèles. Ne remettons-nous pas aux calendes grecques la constitution d'unités administratives plus cohérentes, comme première étape de décentralisation de l'État ? *Déjà, une conférence administrative régionale marquerait un premier pas, avant l'émergence de structures politiques régionales capables de décisions relativement autonomes.* L'expérience amorcée au Lac Saint-Jean mérite d'être suivie. Comme dans le cas des nouvelles communautés urbaines, ces initiatives exigent une nouvelle philosophie sociale et politique. Par exemple, il y a des mesquineries qui sacrifient des impératifs de bien commun à une éventuelle augmentation de quelques dollars en taxes ou à des luttes de prestige entre les services, les institutions, les groupes ou les communautés.

De graves questions se posent au plan des équipements collectifs comme les agences sociales, les écoles, les hôpitaux, les centres de main-d'œuvre. Est-ce que chacun va organiser sa propre clinique médicale, son centre de dépannage et un tas d'autres services qui se retrouvent ailleurs ? Un bilan sommaire nous fait découvrir un gaspillage d'argent, d'énergies et de temps. Encore ici, certaines attitudes de chasse-gardée rendent inopérants les efforts de rationalisation et d'efficacité des tâches. *Va-t-on, par exemple, tenir compte du système intégré de sécurité du revenu, proposé par le rapport Nepveu-Castonguay ?* Est-ce que dans les négociations de la fonction publi-

que, les syndicats prennent au sérieux les exigences du bien commun que l'on trouve dans ce rapport, pour ce qui les concerne ? Il en va de même pour les responsables des divers services et surtout des corps professionnels.

Il existe bien d'autres besoins de concertation. Par exemple, les villes qui entourent l'aéroport de Sainte-Scholastique risquent de faire des investissements inutiles en structures d'accueil, si on tarde à les insérer dans les processus de planification du développement de la région. L'absence de politiques fermes et claires a déjà permis à des spéculateurs de brouiller les cartes du contrôle démocratique. Parfois des projets valables sont rejetés par des populations ou des groupes moteurs parce qu'on n'a pas su les associer efficacement aux démarches de choix et d'options au moins au plan consultatif.

Autant d'observations qui nous incitent à regarder de plus près les stratégies existantes et possibles de concertation.

[380]

B. LES STRATÉGIES EXISTANTES ET POSSIBLES

[Retour à la table des matières](#)

Tout problème qui se pose dans une collectivité comporte au moins trois formes essentielles de solidarité pour sa solution. Premièrement l'implication des gens concernés (concertation communautaire) ; deuxièmement, la qualité de l'éclairage de la situation et de la coordination des agents d'intervention (concertation fonctionnelle) ; troisièmement, l'articulation efficace des centres de décision (concertation hiérarchique). L'initiative peut naître à l'un ou l'autre de ces trois niveaux, mais son avenir dépend de l'établissement de rapports dynamiques entre ces trois formes de concertation. Dans les circonstances actuelles, on peut dire qu'il y a de grandes faiblesses aux trois paliers, malgré les progrès accomplis.

Concertation hiérarchique

-D'abord la *concertation des centres de décision*. Durant la crise des années 30, Roosevelt demandait au fameux économiste Keynes ce qu'il devait faire pour sortir son pays du marasme. Keynes lui répondit qu'il pouvait suggérer telle ou telle alternative selon une rationalité économique déterminée, mais il s'en remettait aux hommes politiques pour une décision ultime dans un sens ou dans l'autre. Les technocrates peuvent élaborer les meilleurs projets. Il reste que les représentants élus qui détiennent l'autorité de l'État ont en main un levier déterminant pour les décisions finales, par delà l'ordre des moyens.

Prenons le cas du B.A.E.Q. Le Conseil régional de développement (C.R.D.), les technocrates, les instances locales, bref les nouveaux pouvoirs sont en quelque sorte soumis au pouvoir politique et à ses décisions veules ou efficaces, aussi longtemps qu'on restera dans les structures politiques actuelles. Le C.R.D. est devenu un bouc émissaire peut-être parce qu'il a été porte-parole à la fois du gouvernement et de la population, et surtout parce qu'il est premier répondant de décisions politiques qui ont traîné en haut lieu. Je sais que le problème est beaucoup plus complexe.

Mais ce qu'il faut signaler ici, c'est le *caractère insaisissable des centres de décision* en pareil cas, l'absence de règles de jeu entre les instances concernées par delà certaines déclarations de principes, la nécessité d'un aménagement articulé de la concertation au plan décisionnel. Qu'en est-il des délégations de pouvoir, du statut des technocrates du rôle des leaderships locaux et des divers organismes régionaux et locaux ? [381] Est-ce qu'on peut envisager un tel projet dans une région donnée sans des politiques de développement pour l'ensemble de notre société ? On nous dira qu'elles existent. Nous en doutons lorsque nous nous reportons aux débats Québec-Ottawa à propos de l'aéroport de Sainte-Scholastique. S'il y a erreur, je la partage avec bien des citoyens ignorants comme moi !

Avec beaucoup d'autres, je n'arrive pas à saisir où, quand, comment s'établissent ou ne s'établissent pas les rapports entre les centres de décision, publics et privés, entre les paliers de pouvoirs. Je vois

dans le centre de ma ville deux services de placement. je rencontre des chômeurs et des assistés sociaux qui se promènent d'un bureau à l'autre sans rien comprendre. je suis las d'entendre les deux sempiternelles versions souvent contradictoires d'Ottawa et du Québec. Je suis scandalisé par « ce renvoi de balle » d'un palier à l'autre (municipal, provincial, fédéral) quand il s'agit de problèmes aussi graves que le chômage, l'habitation, etc. *Au-delà des divergences d'opinions et des conflits inévitables, n'y a-t-il pas place pour un minimum de consensus collectif devant l'accessibilité des biens premiers et essentiels ?* Par exemple, le rapport Nepveu établit clairement la nécessité d'un système gouvernemental intégré pour l'ensemble des politiques sociales. Saura-t-on s'entendre sur des points aussi vitaux ou faudrait-il attendre les grandes décisions historiques sur le ré-aménagement constitutionnel ou l'indépendance du Québec ? Il m'est avis qu'une masse de citoyens est laissée pour compte gravement, pendant qu'on se livre à des longs débats partisans, à de nombreuses conférences fédérales-provinciales qui accouchent de souris.

Concertation fonctionnelle

La *concertation fonctionnelle* se situe à un autre plan, même si elle peut influencer les décisions des différents pouvoirs. Pensons à la commission nationale du textile qui regroupe des technocrates des secteurs publics et privés et des syndicalistes. Pensons au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre qui vise des objectifs semblables mais plus larges. La conférence administrative au Lac Saint-Jean nous offre un autre exemple de ce type de concertation. Et nous pourrions allonger la liste, tel le projet de négociation sectorielle, telles, dans une moindre mesure, les commissions royales d'enquête, etc.

Les rôles nouveaux de l'État commandent non seulement une révision radicale des structures et des attitudes politiques, mais une meilleure [382] articulation des agents technocratiques et une mise à profit maximale des compétences et des leaderships de tous les secteurs de la vie collective. Ainsi accorderait-on une plus grande importance à des organismes comme le Conseil économique du Canada ou l'Office du plan et de développement du Québec avec son conseil, sans pour

cela noyer la fonction proprement politique du gouvernement. Il faut une véritable concertation fonctionnelle pour enfin surmonter *l'éclatement sauvage de conflits d'intérêts qui n'ont aucun lieu de cohérence et de confrontation*, qui consacrent les privilèges des plus forts au détriment des organismes plus faibles ou des citoyens sans voix.

Certains groupes professionnels dans l'état actuel des choses peuvent mettre toute la société en échec, exiger une part excessive des ressources collectives, sans que nous ayons, les uns les autres, la possibilité d'identifier les vrais enjeux, parce qu'il n'y a précisément aucun plan de développement susceptible de fournir les points de repère nécessaires. Les vieux scénarios de négociation collective sont dépassés. Lorsque des gros syndicats et entreprises concluent des ententes privées, on ferait erreur en croyant qu'un tel processus n'a aucune implication dans le secteur public et tout le corps social. À preuve, l'échec des politiques anti-inflationnistes devant l'escalade des gros et la double note payée par les petits. *Il n'y a pas de saine démocratie quand les vrais enjeux, les rapports de forces et de pouvoirs ne sont pas identifiables pour la majorité des citoyens.* La crise de la construction témoigne de cette confusion indescriptible des interventions des forces patronales, syndicales et gouvernementales. On ne sait plus si l'État doit se comporter en arbitre, en médecin, en entrepreneur ou en réformateur. Tantôt on attend tout de lui pour se décharger de ses responsabilités, tantôt on le sabote dans son rôle de promoteur du bien commun. Il ne suffit pas de noter la faiblesse de l'État québécois ou le désarroi de ses principaux responsables. Il faut aussi se rendre compte des nombreux refus qu'il essuie quand il présente le moindre projet valable de développement ou de rationalisation des tâches et des objectifs par delà les intérêts particuliers. Évidemment, il ne sert à rien de geindre sur de telles attitudes, si nous n'essayons pas d'établir des structures et des mécanismes plus larges, plus souples, plus efficaces pour une concertation rationnelle et démocratique des secteurs concernés, pour d'authentiques démarches politiques sur lesquelles le jugement critique des citoyens et de l'opinion publique aura un minimum de prise.

[383]

Concertation communautaire

La concertation *communautaire*, à son tour, tente d'assumer ou de créer des centres de solidarité dans la quotidienneté. Nous pensons ici aux nombreux types de regroupements de citoyens. Regroupements de chômeurs, de mères nécessiteuses, d'habitants d'un quartier. Combien d'initiatives récentes cherchaient à combler le besoin de tissus humains collectifs par delà des objectifs particuliers. Telles la Maison du quartier ou la Maison du chômeur, tels le Comptoir d'alimentation ou la clinique médicale, tels les comités de citoyens, dans des zones grises de Montréal. Il en est de même d'un renouveau d'intérêt pour la formule coopérative. Il y a ici une *recherche de nouveaux modèles sociaux et culturels qui comportent de neuves incidences économiques et politiques*. Il ne faut pas crier trop vite au danger de marginalité et de spontanéisme. Le phénomène a des sources trop profondes, comme nous l'avons montré dans la première partie de notre ouvrage.

En effet, nos réformes structurelles de la décennie 60 n'ont pas été assez attentives au déchirement soudain des tissus humains de notre société traditionnelle. Nous avons aménagé des terrains de solidarités, des milieux de vie et d'identification en dehors des grands circuits de l'urbanisation et de l'industrialisation. C'était une question de vie ou de mort pour notre équilibre individuel et collectif. La disparition ou du moins la désarticulation rapides de ces points d'appui accompagnaient l'émergence des transformations structurelles dans les domaines de l'éducation, de l'urbanisme, de l'administration publique et de la vie socio-économique. Beaucoup de citoyens se sont sentis désorientés et isolés au sein de ces nouvelles structures anonymes. En deçà de certains rejets aveugles des phénomènes de technocratisation et de bureaucratisation, de concentration et de spécialisation, il y avait une frustration latente au plan des solidarités vitales. *Même l'homme de grande ville, ne peut se passer d'appartenances à des groupes de taille humaine, d'une certaine expérience communautaire qu'on a trop identifiée exclusivement à un style de vie rurale*. Évidemment les regroupements se font selon de nouvelles modalités, parfois selon des modèles archaïques. Les tâtonnements sont ici inévitables. Mais il

nous faut comprendre l'importance d'un tel type d'enracinement. Les contestations sauvages dans certains milieux de jeunes, de citoyens défavorisés, de travailleurs, ont pu s'alimenter, dans une certaine mesure, à cette source. Elles ont aussi un envers positif.

L'expérience récente a prouvé comment, même avec des moyens pauvres, on peut rendre fécondes ces premières solidarités ou ces aspirations [384] inchoatives. Les initiatives fusent de tous côtés, dans des domaines aussi divers que les loisirs, la consommation, le travail, la vie de quartier, la sécurité sociale, l'habitation. Ici, ce sont des pauvres qui administrent eux-mêmes un budget de dépannage. Ailleurs, on verra des travailleurs multiplier des caisses d'économie, dans divers milieux de travail. Un peu partout, des comités de citoyens prennent corps autour d'objectifs provisoires ou permanents. *Avant d'intenter des procès faciles au nom d'une quelconque idéologie ou d'un prétendu réalisme, ne faut-il pas donner toutes ses chances à ce mouvement initial, forcément fragile et ambigu ?*

Identifions plus clairement certains enjeux. Disons d'abord que la qualité de notre démocratie a son premier test de vérité dans le comportement quotidien des citoyens. Et nous ne pouvons pas nous vanter d'avoir aménagé un riche terreau humain pour appuyer nos superstructures démocratiques. Les grandes entreprises ou décisions d'ordre politique, économique ou culturel sont moins possibles sans de vastes appuis dans la population et ses divers milieux de vie. L'expérience démocratique du Chili offre un exemple de la fécondité des cellules de base répandues aux quatre coins des milliers de communautés locales, rurales et urbaines du pays.

Nous trouvons un exemple inverse dans ce qui a été pour nous la réforme majeure de notre société au cours de la décennie 60. La plus grande partie de nos investissements matériels et humains a été consacrée à la constitution d'un *nouveau système scolaire*. On a bâti des centaines d'écoles « à fort prix ». À tout le moins, celles-ci auraient pu devenir des *carrefours importants pour les diverses solidarités* qui touchaient directement ou indirectement à cet objectif central. Qu'avons-nous fait de cet instrument ? Une structure artificielle ? Un mythe ? Avons-nous exploré efficacement et systématiquement ses possibilités de fécondité communautaire ? N'était-ce pas un premier terrain d'essai pour une rencontre soutenue des forces sociales, culturelles, économiques et politiques ? Quand a-t-on vu des groupes mo-

teurs, des agents institutionnels de d'autres secteurs, des leaderships de la localité ou de la région, s'intéresser vitalemment au sort d'un tel investissement ? je soupçonne que la révolte des étudiants a quelque chose à voir avec la marginalité, le sous-emploi et la lourdeur de ces nouveaux éléphants blancs. Loin de nous la tentation de ne miser que sur cette réforme. Mais comment ne pas reconnaître ici l'absence d'une stratégie de concertation pour nos premiers efforts de développement ? Chez nous, les entreprises, les services publics, les institutions sociales, les structures [385] politiques et administratives ont continué d'agir en marge de cette nouvelle rampe de lancement. Les exceptions confirment la règle. *Nous avons gardé la conception d'une école qui prolonge l'action immédiate des parents, alors que l'esprit de cette réforme visait l'intégration de la fonction éducative dans une stratégie à la mesure de la société globale et de l'ensemble des institutions.* Nous nous sommes peut-être trompés sur le choix de cette priorité. Mais nous devons mieux mesurer la faiblesse de notre participation à ce genre d'entreprise. Nous sommes ainsi à cent lieux d'objectifs constructifs de développement.

Guy Rocher attirait récemment l'attention sur cinq naïvetés du rapport Parent. 1. D'abord une idéologie de changement sans axe de référence et sans stratégie. 2. Une démocratisation massive et aveugle non articulée sur des démarches progressives et rigoureusement planifiées dans une politique de développement. 3. Une philosophie « scolaire » ignorante des premières réfractions de la révolution culturelle. 4. Une conception étroite des relations entre éducation, orientation professionnelle et structures économiques. 5. Une valorisation simpliste du diplôme et des critères purement académiques. À cause de l'importance qu'elle a prise chez nous, la réforme de l'éducation est la caisse de résonance de nos principaux problèmes de concertation et de développement.

Ces remarques nous amènent à mieux cerner, dans la prochaine étape, les obstacles et les points d'appui d'une stratégie de concertation.

[386]

C. OBSTACLES ET POINTS D'APPUI POUR UNE STRATÉGIE DE CONCERTATION

Un gaspillage opulent !

[Retour à la table des matières](#)

On fait beaucoup d'études pour justifier l'addition de nouveaux bureaux, l'achat d'équipement neuf, la création ou le remaniement de structures, bref le renouvellement incessant de toutes les tuyauteries possibles. Il m'arrive de penser qu'un bilan de toutes les dépenses inutiles d'argent, de matériel, de temps ou d'énergies serait ahurissant.

À l'occasion de rencontres qui regroupaient des agents institutionnels de divers secteurs publics, j'ai commencé à noter systématiquement des exemples de ce genre de gaspillage dans les écoles, dans les agences sociales, dans les hôpitaux, bref dans la plupart des services publics. je ne veux pas revenir au contrôle mesquin des rentiers de village, ni prêter flanc à une quelconque obsession du rendement, encore moins faire de nos administrateurs si peu nombreux des boucs émissaires. Le problème est beaucoup plus profond. Il atteint l'ensemble de nos façons d'agir dès qu'il s'agit de biens de la collectivité.

Une nouvelle éthique à diffuser

On ne compte plus les abus, commis par les uns et les autres, dans l'utilisation des services publics. On pourra continuer longtemps de gueuler sur la démocratie, sur la justice sociale, sur le rôle suprême du peuple et de son gouvernement. Rien ne changera fondamentalement sans une révision honnête de notre morale sociale et de nos comportements les plus concrets par rapport à l'exploitation saine de nos ressources matérielles et à la qualité du travail de chacun de nous. Pourtant, notre pauvreté collective (bien relative) nous oblige à *nous interroger sur nos habitudes de consommation, sur la part que nous réser-*

vons à des épargnes et à des investissements multiplicateurs. Aurions-nous emprunté aux Américains une mentalité de consommation futile et un culte des gadgets sans nous plier, comme eux, aux exigences d'une économie productive ? Et si nous voulons un autre style de société, acceptons-nous d'assurer les bases matérielles d'une telle entreprise humaine ?

Je ne plaide pas ici pour une vague conversion d'attitudes. On nous a rabattu les oreilles avec des slogans du genre : « quêteux à cheval », « nation entretenue », « vivre au-dessus de ses moyens » et que sais-je [387] encore. Ces exhortations de veine cléricale restaient de l'ordre de la potion magique, malgré la bonne volonté de réalisme de ces dé-finis-seurs. On applaudissait de tels propos en les appliquant aux autres : les voisins, les fonctionnaires, les politiciens, les nouveaux émancipés ou même les pauvres. *Mais rarement se voyait-on impliqué soi-même, avec son propre milieu professionnel ou son milieu de vie.*

Des luttes douteuses

Sommes-nous vraiment prêts à payer le prix d'une politique dynamique de développement et de promotion de l'ensemble de notre société ? Combien de négociations collectives en tiennent compte effectivement ? Combien d'intérêts privés se refusent à sacrifier la moindre parcelle des avantages acquis ? *On appuie de nouvelles mesures de justice sociale à la condition de ne rien perdre soi-même.* Pourtant les gouvernements ne sauraient ajouter de plus lourdes charges, sans retrancher quelque part. Les effets multiplicateurs de certains investissements Publics ne se produisent pas du jour au lendemain. Or certains groupes professionnels ont doublé ou même triplé leurs revenus en quelques années. Malgré son potentiel économique très limité, le Québec détient le record canadien pour le taux de croissance du revenu. Quand on connaît les énormes emprunts qui ont été contractés depuis plus de dix ans particulièrement, on s'interroge sur la prospérité artificielle des couches favorisées de nos divers milieux. Nous détenons aussi les records de taux de taxation, les records de consommation futile.

Des déséquilibres camouflés

Certains événements récents ont centré l'attention sur les extrémismes de gauche ou de droite. je me demande s'il ne faut pas *craindre davantage l'apathie sociale et politique*, l'éthique individualiste d'une majorité de citoyens, surtout des nouvelles classes moyennes. C'est peut-être celles-ci qui font davantage peser le poids de la résistance passive dans des institutions qui devraient prendre les devants : syndicats, Églises, services publics, etc. Sans doute, la corde insécuritaire est tirée par les gens de toutes les couches sociales et il ne faut pas partir encore à la chasse de nouveaux boucs émissaires, ou céder à un auto-dénigrement maladif et stérile. Mais ce n'est pas une raison pour [388] ne pas mettre les points sur les « i ». Quels sont ceux qui bénéficient du grand déséquilibre de l'échelle des revenus ? Comment les nouveaux « promus » utilisent-ils leur argent, leur pouvoir, leur statut ? Y a-t-il un minimum de critères objectifs pour expliquer des écarts de 50, de 100, de 300% entre certaines catégories de travailleurs, de professionnels, d'hommes de métiers ? Y a-t-il une possibilité réelle pour l'opinion publique ou les gouvernements d'évaluer le bien fondé de telle ou telle augmentation de prix dans tel ou tel secteur de consommation ?

Des contradictions évidentes

En définitive, est-ce que les uns et les autres n'échappent pas aux tentatives réelles de contrôle minimal, de partage juste, de répartition des charges ? Il n'y a pas que des spéculateurs dans notre jungle ou notre zoo. Combien de citoyens qui se disent honnêtes gens n'hésitent pas à tirer la « couverture » de leur côté sans se préoccuper du voisin et des impératifs du bien commun ? *Le nouveau projet démocratique d'assurance-santé deviendra un poids écrasant, si chacun considère l'État comme une vache à lait inépuisable.* Certains me reprocheront peut-être ce ton moralisateur. Mais que diable, allons-nous nous aveugler à ce point de ne pas reconnaître les contradictions entre nos idéaux sociaux et nos comportements et nos styles de vie ? Si on gas-

pille en haut lieu, on gaspille tout autant à la base. Quelle échelle de valeurs avons-nous dans nos budgets, nos dépenses, nos activités quotidiennes ? Est-ce que l'objectif d'une économie de solidarité n'est pas compromis en tout premier lieu par des attitudes erratiques, irrationnelles, infantiles surtout au plan de nos petites et grandes administrations, en deçà des conditions de domination, de manipulation, de conditionnement, qui pèsent sur les consommateurs ? On ne peut tout rejeter sur les vices du « système ».

Au-delà des diagnostics

Sans doute, existent-ils des phénomènes sous-jacents qui échappent à la responsabilité immédiate. Nous en retenons quelques-uns parmi les plus importants.

Certains tentent d'expliquer les crises récentes soit par le retard de nos structures socio-économiques et politiques, soit par l'émergence de nouveaux pouvoirs, soit par la rapidité et l'ampleur des changements. [389] Notre système social serait débordé par la multiplication des changements et de leurs effets conflictuels entre les divers groupes d'intérêt et entre les différentes familles idéologiques anciennes et nouvelles. D'autres s'attardent à nos problèmes de sous-développement, à notre situation de sujétion nationale. Sans nier la part de vérité de ces diagnostics, nous retenons *deux phénomènes plus étroitement reliés à une éventuelle stratégie de développement*.

Une dynamique de projet

Les aspirations suivent une progression accélérée quand un milieu humain connaît un premier déblocage et un premier cran de prospérité. Par exemple, la révolte des noirs aux États-Unis a pris place dans des milieux où les noirs pouvaient espérer de nouvelles possibilités de promotion grâce à certains progrès culturels et économiques. Nous aussi, après une scolarisation intensive, *nous avons connu de neuves aspirations qui marquaient un décalage de plus en plus grand par rapport à nos sociétés réelles, à notre équipement collectif, à notre po-*

tentiel limité. Des seuils inévitables venaient ainsi exacerber les luttes de pouvoir, d'intérêts, de classes et d'anti-classes, non pas tant à partir de la situation présente, mais surtout en fonction d'un avenir qui apparaissait noir et désespérant pour un nombre grandissant de Québécois. Les programmes d'urgence seront donc insuffisants pour combler des espoirs profonds sans horizons définis (voir D. Latouche, *Le Devoir*, 30 décembre 1970). D'où l'importance de retrouver une dynamique de projet à la mesure de notre société.

Un cadre cohérent de développement

Nous avons vécu traditionnellement dans un cadre religieux qui servait de référence, d'identification, de cohésion pour l'individu québécois comme pour la collectivité. La Providence, par exemple, expliquait tout autant les menus événements quotidiens que les destinées de notre communauté nationale. *Ce cadre soutenu par une Église omniprésente et puissante s'est effondré en quelques années. D'où le désarroi de beaucoup des nôtres qui cherchent un axe de remplacement*, un cadre de substitution. Les uns dans l'astrologie, d'autres dans l'une ou l'autre des nouvelles idéologies (socialisme, nationalisme, etc.), plusieurs dans un projet politique à la mesure de notre société. Encore [390] ici, au-delà de certaines fuites ou illusions qu'il faudra bien exorciser ou démystifier, au-delà de la présence fécondante de nouvelles utopies, enfin au-delà de nécessaires débats sur nos structures de pouvoir, notre organisation socio-économique et notre avenir culturel et politique, nous devons songer à un minimum de consentement collectif sur trois points : des formes nouvelles de concertation, un premier canevas de développement, des stratégies de plus en plus larges et de mieux en mieux articulées.

Une mobilisation pour des tâches constructives

Je ne prétends pas ici pouvoir élaborer un modèle de développement. *Ce sera l'œuvre de toutes nos forces vives que de tracer les lignes de cohérence de nos prochains efforts collectifs.* Il existe déjà des entreprises valables et des instruments réels de promotion qui mé-

ritent d'être utilisés avec plus d'efficacité et de courage. En d'autres domaines, il y a davantage un besoin d'innovation, de décisions audacieuses, de nouveaux aménagements plus ingénieux et efficaces. Il serait dommage de mobiliser toutes nos énergies pour liquider certains débats qui restent parfois bien loin de notre vraie quotidienneté privée ou publique. Nous sommes sollicités par des tâches humbles et patientes pour construire pierre à pierre un nouvel édifice social sur des fondements plus solides, avec des motivations plus profondes et des objectifs plus humains. Nous parlerons de ce chantier dans la prochaine étape. Disons tout de suite que les urgences actuelles ne doivent pas nous empêcher de considérer le long terme. S'il faut quelques décennies pour porter à maturité certaines entreprises, raison de plus pour commencer dès aujourd'hui.

Des exemples révélateurs

Il ne suffit pas d'être ingénieux au plan des politiques de partage. Un objectif de plein emploi, par exemple, est inséparable d'une économie productive. Il faudra faire éclater certains cercles vicieux Pour que les mesures sociales nouvelles soient réalisables. Nous ne pouvons pas ignorer que les Québécois ont un plus grand besoin d'assistance et en même temps moins de ressources financières que leurs concitoyens du centre et de l'ouest du pays. *Des résistances beaucoup plus fortes nous attendent lorsqu'il s'agira d'appuyer les conséquences financières du Rapport Nepveu-Castonguay en relation avec un développement [391] économique vigoureux.* je pense ici à des pouvoirs économiques et aux pouvoirs politiques correspondants qui n'accepteront pas facilement des transformations qui compromettraient leurs privilèges, leur monopole de contrôle, leur position de force.

Il en est de même dans le domaine de l'exploitation de nos richesses naturelles. Pendant que nous entretenions le mythe agriculturiste, bien peu étaient scandalisés de l'absence de vraies politiques agricoles ou forestières. Le dossier de nos faciles et bêtes concessions de toutes sortes n'a cessé de s'épaissir jusqu'à nos jours. Avec l'affaire Sogefor nous mesurons les limites de nos correctifs bien timides. La Société Générale de Financement ne saurait servir de bouc émissaire. C'est sur une base beaucoup plus large que nous devons envisager la constitu-

tion d'un complexe forestier diversifié au plan des investissements, de la gestion, de la productivité, de la mise en marché, des domaines forestiers, de la recherche, etc. *Une telle perspective, encore ici, nous renvoie à la révision de nos conceptions des rôles de l'État, de ses organismes de promotion, de l'entreprise privée, bref de nos grandes institutions.*

Entre un grand plan plus ou moins artificiel et des projets à la pièce, n'y a-t-il pas place pour un programme ordonné et audacieux de développement ? Le citoyen ordinaire est en droit de se demander ce qu'on fabrique dans un organisme aussi important, en théorie, que l'Office du Plan et de Développement du Québec en relation avec le super comité inter-ministériel. C'est à l'occasion de grands événements politiques comme le projet de la Baie de James que l'opinion publique se rend compte de la fragilité et de la confusion de nos politiques économiques et de nos débats démocratiques. Les vieux mythes accompagnent les nouveaux dogmes économiques : de la colonisation de nos richesses naturelles à l'enjeu technologique ; l'hydraulique versus le nucléaire. Projet d'arrière-garde pour les uns, projet décisif de l'avenir du Québec pour les autres. Essayons de revoir le débat sous l'angle de la concertation qui nous intéresse ici.

Devait-on confier aux institutions existantes des morceaux de développement : les ressources hydrauliques à l'Hydro-Québec, les ressources forestières à Rexfor, les ressources minières à Soquem, les ressources pétrolières à Soquip, les pêcheries et le tourisme aux ministères appropriés, l'aménagement routier au ministère de la Voirie, les communications au ministère des Transports et des Communications ? Comme le disait le premier ministre, il était impossible d'envisager une planification intégrée aussi vaste en maintenant une dizaine de juridictions autonomes et compartimentées. Il fallait donc une structure de gestion [392] munie de l'autorité et des pouvoirs indispensables à la réalisation d'un projet d'une telle ampleur. Voilà ce qui amenait le gouvernement à promouvoir dans le Bill 50 la création de la Société de Développement de la Baie de James. Cette société aurait tous les pouvoirs étatiques pour diriger efficacement les politiques d'exploitation forestière, de reboisement, de développement minier, de découvertes pétrolières possibles, de tourisme et de développement industriel (décidément le grand Nord renferme toutes les richesses du monde !). Pour éviter le travail à la pièce, on confère une autorité unique et

décisive à un seul grand projet régional. Ainsi, pour la première fois, dit-on, il y aura à la fois, concertation verticale et horizontale. Évidemment, l'Exécutif du Parlement garderait un contrôle efficace du conseil d'administration de la société, et cela sous l'œil vigilant du Parlement lui-même. On combinera de façon inédite l'efficacité souple et autonome de la gestion économique moderne et de ses techniques propres, d'une part et d'autre part, les mécanismes fondamentaux de la démocratie. A cette stratégie, le gouvernement joint une symbolique prophétique qui n'a pas besoin de commentaires : « le projet de la Baie de James peut être le symbole de notre vitalité et de notre dynamisme collectif. Il deviendra aussi un symbole de cohésion et de mobilisation derrière une grande aventure qui appelle tous les Québécois à un meilleur avenir et qui leur donne un monde nouveau à bâtir » (R. Bourassa, discours au Parlement, 6 juillet, 1971).

Vocabulaire de la révolution culturelle naturiste dans un scénario digne du duplessisme, sur fond mythologique typiquement québécois ? Expression privilégiée de nos grandes illusions qui projettent l'avenir à partir de ce qu'il y a de plus contestable dans notre passé ? Résurgence inconsciente de la traditionnelle fuite des vrais enjeux de la cité ? Est-ce bien dans cette nouvelle Sibérie plutôt qu'à Montréal qu'on va situer le cœur du développement du Québec ? La nouvelle ruée vers le Nord est-elle viable sans son intégration à l'unique pôle dynamique possible, comme nous l'avons montré auparavant ? Les affrontements politiques au Parlement allaient prendre une autre direction.

Les opposants ont manifesté d'abord leur crainte d'un État dans l'État. En effet, cette nouvelle société avec des pouvoirs peu définis, mais immenses, contrôlerait presque exclusivement un sixième du territoire québécois. Elle drainerait d'énormes ressources collectives qui correspondent à deux fois la dette actuelle du gouvernement québécois et de l'Hydro (1,000 dollars par habitant). Elle miserait sur des [393] emprunts très hypothétiques (!), tout en se liant les mains et en accentuant la dépendance chronique vis-à-vis de l'investissement étranger. Encore une nouvelle structure à côté de ce qui existe déjà. Pratiquement une deuxième Hydro-Québec, sans compter une sorte de tutelle douteuse sur les ministères impliqués. Ce serait aussi une belle occasion de patronage pour les firmes privées d'ingénieurs conseils

d'obédience libérale en regard des services publics correspondants, plus indépendants des intérêts privés et des jeux partisans.

Mise en veilleuse de l'Office de la Planification. Démission apparente du comité superministériel. En effet, celui-ci pourra exercer un contrôle informel qui de façon arbitraire décidera quand et comment les politiques de la nouvelle société seront soumises à la critique du Parlement. Comment qualifier les pouvoirs exorbitants de cette Régie, dépassant de beaucoup ceux de l'organisme qui a été responsable de la construction de la voie maritime du Saint-Laurent (avec les résultats que l'on connaît) ? Et puis, il y a le problème d'une expertise marquée par des divergences inquiétantes et des imprécisions très dangereuses quand on songe aux gigantesques investissements nécessaires. Certains critiques soutiennent qu'un tel engagement unilatéral risque de nous faire perdre une occasion de rattraper les retards dans la recherche nucléaire et d'effectuer une percée technologique avec une nouvelle génération d'ingénieurs et de techniciens et un programme de mise sur pied de bureaux d'études et d'usines de fabrication d'outillage dans un secteur de pointe. Il nous manque précisément de ces centres nerveux technologiques que seuls peuvent avoir des effets multiplicateurs dans d'autres secteurs industriels d'avant-garde.

À côté de l'éléphant blanc qu'on projette, nous maintiendrons une structure industrielle vieillotte et sans avenir. Est-ce que la collaboration au projet de Churchill Falls ne visait pas précisément une sorte d'intermède propice à un futur réenlignement des politiques de développement, tout en soulageant les budgets d'emprunts ? Il y aurait donc rupture d'un cheminement politique de long terme qui était autrement plus sage. Dans quelle mesure le parti au pouvoir ne cherche pas ici artificiellement une sorte de grand symbole qui ferait de lui, l'artisan d'un tournant historique, d'une relance grandiose au moment où notre société cherche un nouveau destin ? Plusieurs citoyens s'interrogent sur la facture à payer. Ils n'obtiennent pratiquement pas de réponse, parce que le gouvernement demeure dangereusement discret en matière de financement. Et pourtant, le crédit de la Province est déjà très compromis.

[394]

Dans les prochaines années, le budget d'emprunt du gouvernement et de l'Hydro-Québec dépassera le milliard de dollars par an. Or, on

sait que le gouvernement du Québec a toutes les peines du monde à emprunter plus de \$600 millions annuellement en titre de dette directe et garantie. Avec les accroissements de la Caisse de dépôt, il pourra atteindre de \$800 à \$850 millions. Il faudra passer le cap de 1980 avant de compter sur le fonctionnement des premières turbines. De plus, la contribution de compagnies du type de Consolidated Edison reste très hypothétique et sûrement modeste par rapport à l'investissement global. Quant à suivre la trace de M. Smallwood à Terre-Neuve, C'est un non-sens, lorsqu'on pense que celui-ci a aliéné les droits de son gouvernement sur les richesses enfouies sous une surface de 40% du territoire du Labrador.

Au chapitre de la création d'emplois, la propagande officielle a soufflé les chiffres à qui mieux mieux. Des calculs plus objectifs ramènent le montant de 100,000 à quelque 15,000 emplois saisonniers et provisoires. Ce genre d'entreprise n'est pas un grand multiplicateur. Il faut compter aussi sur le peu d'intérêt pour les urbains de s'expatrier dans une région sauvage et démunie de la panoplie des services habituels. Nous doutons d'une résurgence possible de l'aventure colonisatrice en dépit du mouvement naturiste actuel, surtout quand il s'agit d'aller vivre dans des endroits assez désertiques et aussi glacés ?

Voilà l'ensemble plus ou moins complet des critiques entendues. Les quelques amendements du Bill 50 adopté dans un climat de précipitation et de confusion ne visent pratiquement que le statut de la nouvelle société, corrigé désormais par une participation plus décisive de l'Hydro-Québec.

Sans doute nous ne devons pas boudier cet effort plus systématique de développement en ce qu'il a de sérieux et de prometteur. Nous n'oublions pas que la demande d'électricité va bientôt doubler. Au-delà de certains risques et erreurs possibles et compréhensibles, on ne saurait minimiser l'ampleur d'une telle décision qui engage de façon aussi décisive notre avenir sans grande possibilité de retour en arrière. Notre potentiel est déjà passablement grevé. Les statistiques sur notre degré de taxation en témoignent. Le malheur, c'est que les gouvernements et la population partagent la même psychologie de court terme du consommateur. Id, la mémoire historique se noie dans la suite des événements. Nous n'avons même pas tiré les leçons de l'aventure récente du B.A.E.Q. et de ses terribles limites. Avons-nous la moindre

figure d'ensemble de cette série de projets de développement qui jalonnent la dernière décennie ?

[395]

Y a-t-il progrès dans la concertation de nos forces vives, des pouvoirs de décision, des groupes et communautés, bref de la société globale ? Sûrement au plan des instruments et des compétences, mais beaucoup moins au plan des attitudes profondes, de la praxis politique, de la philosophie sociale et de l'ethos culturel. La planification se bureaucratise et s'enferme dans la structuration. On ne cesse d'annoncer de nouvelles structures. Mais nous ne nous interrogeons pas assez sur les contenus, sur les vraies finalités, sur les options de fond. Nous allons tenter d'évaluer les tendances majeures qui débouchent sur des visions différentes du développement de notre société.

[396]

NOTE

Nous ne sommes pas au bout de nos peines en matière de concertation. Au même moment, dans l'opinion publique, nous voyions récemment des débats très divers où se recoupaient des attitudes et des politiques semblables, des problèmes de même ordre. On reproche au gouvernement de choisir ses propres interlocuteurs jusque dans les initiatives de consultation, de ne rien changer à la structure fondamentale de pouvoirs et d'intérêts, de ne pas risquer les entreprises qui dépendraient majoritairement de groupes autonomes de citoyens. Par ailleurs, plusieurs critiques accusent l'État, ses agents politiques et technocratiques, d'incohérence et de mollesse. A la limite, nous constatons l'inconsistance de nos nouveaux modèles démocratiques. Nous n'avons pas encore appris à donner efficacité et cohérence aux dynamismes de la base comme aux politiques d'ensemble et des ensembles. Un rapide tour d'horizon des discussions à un moment donné de l'actualité nous en convaincra.

- Le conseil de la protection du consommateur regroupe autant de représentants des intérêts commerciaux que des porte-parole des consommateurs eux-mêmes. Le ministre soutient qu'il faut assurer en même temps la protection de l'économie. Pourtant, celle-ci est déjà bien défendue par d'énormes pouvoirs, alors que les organismes spécifiquement consacrés à la protection des consommateurs sont tenus relativement à distance, au profit de représentations plus ou moins lâches et dispersées. Belle façon de noyer le poisson. Les commerçants minoritaires, mais puissants, peuvent neutraliser un mécanisme démocratique de contrôle où la majorité devrait faire le poids ! Cela est d'autant plus grave que les petits paieront encore la note.

- Les forces populaires ont saisi l'enjeu du projet multi-media. Dans la mesure où celui-ci vise non seulement une démocratisation inédite de l'éducation, mais aussi une tentative audacieuse de repêchage des 240,000 analphabètes et d'une masse de sous-scolarisés, il est très important d'assurer la participation maximale et décisive des premiers concernés. On ne saurait faire de ceux-ci les premiers agents de leur éducation et en même temps les marginaliser dans les structures de pouvoirs et dans les processus les plus déterminants de fonctionnement. Une planification intelligente n'implique pas nécessairement une promulgation unilatérale des commandements du Sinaï gouvernemental. Cela écorche tout autant les sensibilités démocratiques que les justes rapports du tandem centralisation et déconcentration. On compromet à la fois des politiques efficaces et des participations qualitatives en restant à mi-chemin. Dans un secteur comme l'éducation, l'autonomie de la base doit être plus poussée que dans les domaines de la voirie ou de la promotion industrielle ! Le ministre de l'Éducation, dans le cas du projet multi-média, s'entête à coiffer les comités de travail par une commission administrative où perceront difficilement les aspirations et les desiderata de la population concernée.

[397]

- Le projet de loi (bill 65) de réorganisation des services de santé et des services sociaux suscitait des réactions de ce genre : « ce projet enlève toute autonomie aux institutions, multiplie les échelons et les approbations nécessaires et, en réalité, soumet tout le système à l'auto-

rité ministérielle et gouvernementale ». Le gouvernement, de façon subtile, contrôlerait les forces sociales en se les associant dans des cadres où il aurait la main haute. À cela, le ministre répond que sans une politique unifiée, il y a mauvaise répartition des ressources et d'énormes besoins laissés pour compte. Les services privés restent atomisés, peu efficaces et très coûteux (à cause des duplications et chevauchements). Les opposants reviennent à la charge en soulignant le caractère inefficace et totalitaire de la machine gouvernementale dans l'aire de l'éducation. Voudrait-on répéter dans les politiques sociales la même erreur ? Ainsi, s'opposent les macro-modèles gouvernementaux et les micro-modèles de la base. Certains contestataires, sous des critiques de type socialiste, défendent parfois des initiatives d'esprit « libéraliste » et anti-étatique. D'autre part, le gouvernement laisse entendre que les dynamismes de la vie seront automatiquement plus féconds s'ils s'insèrent dans la politique unifiée qu'il a imaginée surtout dans ses bureaux d'études, même en dehors des dispositifs très coûteux d'une commission « démocratique » d'enquête royale ! Nous voilà encore ris entre deux modèles, deux conceptions globales, très éloignés les uns les autres. On est aussi partial, univoque et buté des deux côtés de la barricade. A chacune des démarches, il manque des composantes politiques essentielles. Espérons que les tensions déboucheront sur des complémentarités mieux perçues et plus soucieuses du bien de l'ensemble, particulièrement du petit peuple. Est-ce possible ? La nouvelle version du bill 65 est encourageante.

- Dans le cadre du développement de la sous-région nord de Montréal, les autorités gouvernementales procèdent à une vaste consultation de la population. Un maigre dossier de la Commission de développement de la région de Montréal présente diverses hypothèses. Les Conseils régionaux de développement doivent recueillir systématiquement les réactions et suggestions de la population. Cette opération a été réduite en termes de temps et de soutiens financiers. Alors que les experts et les hommes politiques ont pris un long temps Pour se faire une idée des objectifs, cumuler les informations et raffiner l'expertise, on demande à la population et à ses organismes intermédiaires de s'informer à toute vapeur et de donner une opinion judicieuse sur certains choix qui engagent sérieusement l'avenir. Pendant ce temps, un autre rapport d'un autre organisme de recherche (le Satra), rattaché

lui aussi au gouvernement présente d'autres hypothèses dans une ligne d'aménagement du territoire. Il demande aux maires et à leurs commettants de se prononcer sur les alternatives. Inutile de dire qu'on se prépare une foire d'empoigne époustouflante, quand on connaît l'écheveau inextricable des intérêts de toutes sortes, surtout ceux des particularismes locaux et des manipulateurs financiers ou politiques. L'information, longtemps maintenue secrète, durement arrachée par bribes, déferle [398] tout d'un coup. Les citoyens consultés sont enterrés par des dossiers énormes et compliqués. Ce qui ne manque pas d'accroître leur sentiment d'impuissance.

- Les instances officielles annoncent une révision (la nième) de l'entente générale de coopération sur la réalisation du plan de développement de la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. On fait miroiter une fois de plus les gros chiffres monétaires. Plus de \$410 millions Pour la période 1968-1976 ; 130 pour le développement des activités productrices, 150 pour l'aménagement spatial, 117 pour le développement social et 13 pour l'administration de l'entente et l'organisation des commettants. On se souviendra que la décennie 60 a été consacrée ici à la recherche, à la planification et à l'animation. Les décisions politiques se sont fait attendre au riant de semer un grave scepticisme tantôt passif, tantôt rageur dans la population. Des segments de celle-ci constituent déjà des enclaves fermées à toute politique d'encadrement. Il faut se rappeler que *les premiers plans élaborés de façon courageuse et coûteuse ont été dédaignés par des ministères gouvernementaux qui, d'ailleurs, n'étaient pas prêts à les comprendre ou à les intégrer. Les manœuvres politiques ont parachevé cette neutralisation du plan et des forces locales.* Voici qu'après révision sur révision, on nous annonce aujourd'hui que le plan initial redevient déterminant et qu'on respectera la stratégie générale d'intervention, telle que l'avait tracée le BAEQ, sauf quelques réaménagements à la lumière des timides expériences des derniers temps. A-t-on esquiné le dynamisme premier et l'élan créateur qui avaient soulevé les communautés locales et régionales ? L'avenir le dira. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les processus décisionnels sont d'une extrême lenteur. Et, cette fois, on ne saurait accuser les citoyens de refus aveugles ou passifs.

- Dans la même livrée de nouvelles, le commissaire enquêteur de l'affaire CEGEP Saint-Laurent, révèle les vices structurels et le terrible imbroglio de la concertation des agents institutionnels dans les Cegeps. Par exemple, les conseils d'administration n'arrivent pas à concilier la ligne d'autorité et la ligne de représentativité. Les professionnels de l'institution et les étudiants doivent enfreindre les règles du jeu pour exercer un pouvoir réel. Les responsables immédiats de la direction sont tout autant en mauvaise posture. Beaucoup d'organes ont une polyvalence de fonctions et de représentation sans concertation articulée. La plupart ne savent trop à quoi s'en tenir face au ministère de l'Éducation. Globalement, voici une institution dont le statut reste flou et peu dynamique. Les exceptions confirment la règle. Au moment où les modèles les plus modernes de système d'éducation sont radicalement remis en question, nous pouvons difficilement procéder à une évaluation sérieuse dans la cacophonie actuelle de l'administration scolaire, du professionnalisme erratique des enseignants, de l'atomisation d'un monde étudiant tantôt survolté, [399] tantôt indifférent. Pour éviter des attitudes nihilistes, il faudra bien opérer une première clarification, celle d'une concertation qui n'est pas encore acquise dans bien des cas.

Voilà, de façon sommaire, les problèmes de concertation, qu'une lecture en creux des nouvelles d'une fin de semaine (10-11 septembre 1971) laisse paraître en filigrane. Nous avons même passé sous silence bien d'autres questions du même ordre) Par exemple la campagne des organismes familiaux qui veulent un Conseil de la Famille. Ils reprochent au nouveau ministère Affaires Sociales d'avoir négligé une de nos lignes de force historiques, à savoir des solidarités existantes de groupes de foyers, qui auraient pu renforcer la dimension familiale des politiques sociales.

Les gouvernants et les citoyens en ont donc plein les mains. Trop de changements en trop peu de temps ? Bon gré mal gré, nous ne reviendrons pas au rythme de la calèche. Mais nous ne pouvons pas inventer un nouveau modèle ou une solution inédite à chaque tour d'horloge. Notre insistance sur les composantes essentielles de toute concertation n'en prend que plus de relief.

[401]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME II

Chapitre 5

LES LIGNES DE FORCE DU DÉVELOPPEMENT

- Du pessimisme social à l'intervention utopique
- Les intuitions du développement
- Une nouvelle conception de la société
- De la crise à une politique historique
- Des solidarités historiques fondamentales
- Dilemmes et dialectiques du développement
- Modèles et stratégies de développement
- Un nouvel horizon.

[Retour à la table des matières](#)

[402]

[403]

*Du pessimisme social
à l'interventionnisme utopique*

[Retour à la table des matières](#)

Notre société moderne est influencée paradoxalement par deux tendances apparemment très opposées. D'une part, une dynamique de changement ou de révolution, et d'autre part, un profond pessimisme devant les terribles conditionnements de la liberté humaine.

On ne change pas la société, et encore moins les hommes. Rien de nouveau sous le soleil. Les jeux sont faits dès la petite enfance. De même les peuples n'émergent pas de leurs enfermements historiques et culturels. Les techniques sociales de massification et de manipulation ajoutent à ce déterminisme. Plus graves encore sont les revanches d'une nature qu'on a voulu se soumettre sans la respecter. Voilà qu'elle menace à son tour l'homme, après avoir été bouleversée par une économie et une technologie aveugles. Les sciences humaines de tout horizon viennent raffiner cette prise de conscience des pressions irrésistibles d'en haut et d'en bas, du surmoi et de l'inconscient, du passé et de l'avenir, des techniques et de la nature. Aucune relation humaine volontaire n'est assurée, pas même celles du mariage ou de la famille. L'homme individuel ou collectif ne peut créer son destin. L'astrologie en témoigne chez les instruits comme chez les non-instruits. Redécouverte du fatum ancien, de l'éternelle fatalité au cœur d'un monde moderne pourtant bâti sous le signe du progrès, de l'innovation, des frontières ouvertes et des horizons illimités dans tous les champs de l'expérience humaine. Des sentiments de même parenté spirituelle s'expriment tour à tour sous forme d'angoisse, d'apathie, de cynisme sceptique. Qui sait si tous les recours faciles à la violence ne ressemblent pas étrangement à la recherche exacerbée de l'ordre ? Ces deux attitudes ont en commun une fuite de la réalité perçue comme opaque et insupportable.

Par ailleurs, dans les deux cas, on ne veut pas se changer soi-même. On transpose ce conflit en désespoir social. Tout le monde est insatisfait, [404] mais pour des raisons différentes. On se sent bouscu-

lé de part et d'autres, les anarchistes autant que les autres. Les historiens parleront ici d'une récurrence de phénomènes propres aux civilisations qui éclatent, aux seuils historiques des grands conflits. Nous reviendrons sur cet état de crise.

Retenons ici cette tendance à un profond pessimisme social qui ne croit plus à des changements véritables et signifiants. Celui-ci se diffuse dans tous les domaines, et parfois en s'appuyant sur une certaine rationalité scientifique, par exemple, les structuralismes de toutes sortes. L'homme libre et responsable, voilà la grande illusion des révolutions des derniers siècles. Les développementistes sont dans l'erreur s'ils croient inventer de nouveaux modèles de société, d'économie, de styles de vie. On ne peut pas transformer efficacement des tissus culturels ou des structures sociales, des mentalités le moins ancrées dans de longues habitudes. Par exemple, on dépend de l'État puissant comme on dépendait de la religion. La démocratie ne vient pas à bout de modèles culturels autoritaires. On ne recycle pas un homme de quarante ans. On n'industrialise pas de vieilles cultures agraires. Ainsi les uns et les autres, nous ne sommes que des héritiers chanceux ou malchanceux. C'est donc folie que de croire à des politiques de promotion ou d'égalité de chance. La démocratie scolaire a-t-elle progressé dans les milieux pauvres ? Les politiques sociales ont-elles réglé les problèmes fondamentaux des démunis ? Qu'en est-il des beaux plans de rénovation urbaine, de décentralisation, de développement régional ? Au moins neuf échecs sur dix essais, et à quel coût ! Ces dernières considérations jetées en vrac expriment bien ce sentiment d'impuissance, et ce rejet des utopies les plus percutantes des avant-postes de l'histoire, celles des révolutions comme celles du développement.

Et pourtant, la tendance inverse s'affirme tout autant. A côté des idéologies du changement et du progrès, des utopies les plus audacieuses et des mouvements radicaux, il y a cette conviction que les hommes actuels ont en main tout ce qu'il faut scientifiquement et techniquement pour poursuivre leur marche incessante, et même pour corriger les méfaits qui l'accompagnent, qu'il s'agisse de la faim ou de la pollution, du sous-développement ou de la guerre. Sans cesse, on remet sur le métier de nouveaux plans d'action, de neuves interprétations des situations. On se sauve par l'avenir. Et celui-ci dépend à son tour de ce que l'on projette en lui. A la différence de la ruche, la cité

peut être un projet, comme l'aventure humaine d'ailleurs. À la manière Theilhardienne, on pourrait dire que l'hominisation se fait [405] de façon irrésistible, par delà les affaissements, les régressions ou les détours. La liberté a maintenant acquis son statut adulte pour prendre en main le destin de l'univers et le faire à l'image de l'homme. Celui-ci se construit comme homme en bâtissant l'avenir selon ses intentions. Non seulement, il peut, mais il doit planifier, prévoir avec cette logique créatrice et libre qui le différencie des animaux. Les civilisations qui ont duré, et marqué l'histoire, ont toutes agi en fonction de l'avenir. Or, jamais l'humanité n'a possédé à un si haut degré des instruments efficaces pour aller de l'avant et accélérer le rythme de l'histoire et du progrès. On retrouve ce souffle particulièrement chez la nouvelle classe d'experts, de technocrates et d'hommes politiques. Les jeunes urbanistes rêvent de créer de nouvelles villes. Des révolutionnaires anticipent une société et un homme nouveaux. Les uns et les autres se définissent par le futur qu'ils croient dominer déjà, grâce à leur situation privilégiée dans des mouvements historiques qu'ils jugent irréversibles.

Les intuitions du développement

[Retour à la table des matières](#)

Il nous semble que les dernières intuitions du développement ont cherché à dépasser ces deux tendances opposées. Les agents de développement sont devenus de plus en plus conscients des obstacles immenses qui jalonnent la route de la promotion et de la libération collective. D'autre part, les utopies des technocrates empiristes comme des révolutionnaires doctrinaires révèlent de plus en plus leur inhumanité. Quel contenu humain véhiculent le progressisme des premiers et le totalitarisme des seconds ? Est-ce que de part et d'autre, le petit peuple n'est pas tout aussi asservi dans son dynamisme propre, dans sa culture particulière, dans ses solidarités fondamentales, bref dans sa quotidienneté ? Voilà précisément ce que les développementistes veulent féconder, sans rien perdre des forces vraies et réelles des grands systèmes et même des utopies révolutionnaires ou autres. Prétention illusoire d'une nouvelle synthèse de civilisation ? Recherche d'une voie moyenne condamnée à se neutraliser et à se stériliser elle-

même ? Éclectisme superficiel qui tente d'impossibles réconciliations des rapports de forces ? Pas de développement sans révolution violente, opinent les uns ; pas de développement sans façonner une nouvelle assiette économique et technologique, rétorquent les autres. Or, l'intuition du développement laisse au moins entendre que le problème est autrement plus complexe. On n'importe, ni n'exporte aussi facilement des processus techniques, des révolutions ou des structures sociales. [406] Cela crée le sentiment d'être victime d'une agression. Agression des profiteurs comme des assoiffés de pouvoir qui aliènent différemment le peuple. Celui-ci sert ainsi à d'autre chose qu'à sa libération propre. Ce n'est pas lui l'agent principal, la fin prioritaire. Nous caricaturons à notre tour. Mais c'est pour mieux montrer l'arrête vive d'une intention majeure.

Le développement implique un dégagement de ce qui existe déjà, de ce qui vit, agit et espère, d'une auto-détermination, d'une révélation de soi-même, d'une projection de son être réel. Cela présuppose une profonde confiance en l'homme lui-même avec tout ce qui le définit. On ne fait rien dans un milieu donné sans que les hommes, leurs communautés ou leurs classes, se soient révélés à eux-mêmes, et se soient investis d'une auto-confiance solide et profonde. En ce sens, on ne parle pas seulement du développement comme d'une dynamique globale de créativité, mais aussi comme d'un révélateur d'un sens pour soi, d'une solidarité réelle, d'une action libérante possible. L'homme ou le groupe humain n'existe que dans une conception totale qui rejoint l'ensemble de son expérience. Voilà pourquoi la démarche développementiste ne saurait éviter l'appoint d'une idéologie, comme définition globale, mais historique et particulière, de la situation d'un groupe, d'une classe ou d'un peuple. On sait les limites de la philosophie universelle des droits de l'homme, des grandes valeurs humaines. Celle-ci n'a d'impact culturel, social ou politique qu'à travers une définition de l'ensemble d'une situation donnée, à travers un vécu qu'on partage globalement avec d'autres. On n'a qu'à penser aux diverses façons d'organiser et de vivre les relations humaines dans différents pays. Les structuralistes nous diront que les structures fondamentales sont toujours les mêmes. Ce n'est pas là le point de vue, ni l'expérience de l'homme et du groupe en situation. On est tout aussi attaché à sa façon d'être homme, à ses cadres d'identité qu'à son humanité elle-même. *Toute l'histoire nous rappelle l'importance des solidarités qui*

naissent de ces tissus culturels particuliers. Toujours les hommes ont atteint l'universel par le particulier. L'Allemand Goethe, le Russe Dostoïevski, l'Anglais Shakespeare, l'Américain Kennedy, etc. Il en va de même des peuples. Pensons à Israël comme à l'un des principaux témoins de cette dialectique. De même, le rapport entre l'enracinement et l'universalisation est au cœur de la grande intention humanitaire qui véhicule le développement. Tout se passe comme si celle-là transcendait l'idéologie et la praxis du développement lui-même. Rien ne sert de rêver à un autre terreau, différent de celui qu'on a sous les pieds. C'est leur propre glèbe que les hommes doivent retourner et féconder, [407] même s'ils le font avec des méthodes radicalement neuves. Autrement on s'aliène dans ses instruments, comme il arrive trop souvent dans l'univers mental et social du type le plus répandu de la société technique.

Les révoltes récentes s'insurgent contre cet appauvrissement d'humanité, cette éclipse des fins humaines. Tout projet collectif, économique, culturel ou politique, se mesure en définitive, par sa qualité humaine, par la promotion des valeurs qui le dépassent sans s'y enfermer. Les hommes, à plus ou moins long terme, se révoltent quand ils ne sont pas considérés pour eux-mêmes, mais en fonction d'objectifs extérieurs, quand les idéaux imposés ou proposés sont étrangers à leur situation, à leurs façons de vivre, de penser ou d'aimer. Que de fois n'a-t-on pas exténué des communautés et leur culture, défait des hommes et leurs appartenances profondes en les forçant à se déposséder d'eux-mêmes pour entrer dans un circuit artificiel d'importation et d'exportation en parallèle ou en surplomb par rapport aux réseaux quotidiens de communication, d'échange, de solidarité ou d'appartenance. L'image du cancer, comme prolifération de cellules étrangères et comme excroissance d'un second tissu qui corrode le premier, exprime bien la situation des peuples sous-développés et du petit peuple des grandes cités. Ce qu'on a longtemps appelé le progrès, accumulait des déchets humains qui ont pris une telle ampleur que beaucoup désespèrent d'un avenir de plus en plus inquiétant sur tous les fronts. Les cancers de toutes sortes sont les produits de cette prétendue civilisation moderne. Une autre comparaison nous amène encore plus loin dans le drame. Des experts ont réussi par le truchement d'expériences biologiques et chimiques à transformer le cerveau d'un être diminué. Victoire extraordinaire de la science. Mais voici que le bénéficiaire ne

l'entend pas ainsi. Il se sent violé profondément, puisqu'il n'est plus lui-même. Il a perdu sa première identité fondamentale. Il est devenu un étranger pour lui-même. Voilà peut-être la parabole la plus explicite de la condamnation d'une certaine technocratie, d'un certain éconisme véhiculés par les grands systèmes qui se partagent la domination du monde actuel, sur leur terrain et sur celui des autres.

Les intuitions du développement nous forcent à regarder le défi bien en face pour une reprise radicale des acquisitions historiques indéniables des progrès techniques ou autres. On tente d'éclairer ce contexte inédit dans toutes ses dimensions. Dimensions neuves et inouïes des dialectiques : progrès et destruction, guerre et paix, abondance et misère, développement et sous-développement, efficacité et participation, gratuité et rentabilité, culture particulière et solidarité universelle, [408] etc. Mais au plus haut point, on veut veiller sur la qualité humaine de la semence et du terreau, tout en y adaptant les meilleures méthodes et les objectifs les plus réalistes. Certaines questions fréquentes dans toute aventure humaine doivent servir de critères premiers et derniers : au-delà des choix et des stratégies, les hommes sont-ils plus heureux, plus proches les uns des autres, plus libres et plus responsables, ou plus aliénés de leur identité profonde et de l'histoire qui les ont façonnés, des dynamismes et des aspirations propres qu'ils portent, des dépassements et des horizons qu'ils envisagent pour eux-mêmes ? Les problématiques politiques et économiques officielles refoulent à la périphérie de telles préoccupations. Allons donc, cela ne concerne pas notre système monétaire et sa crise actuelle, pas plus la théorie des dominos et le jeu d'influence des blocs ! On se dispute sur des pouvoirs et des instruments. On confronte des systèmes et des idées bien loin de la vraie quotidienneté des hommes. Diogène revient au milieu de nous pour nous poser ses éternelles questions sur l'homme et ses raisons de vivre, sur la qualité de son existence.

Mais les développementistes ne peuvent en rester à ces généralités. Il leur faut préciser leur conception de la société, et cela en se situant par rapport aux grands systèmes qui nous sollicitent.

Une nouvelle conception de la société

[Retour à la table des matières](#)

« Le modèle le plus courant de société dans l'histoire de l'humanité et en particulier dans l'histoire du monde occidental est celui de la société de classes fermées. Ce modèle dont le cas extrême est celui de la société de caste, suppose que les membres d'une société sont regroupés en catégories relativement étanches l'une à l'autre. Ces catégories et ces classes sont définies en fonction du système de valeurs et de la contribution de chacun des groupes à la réalisation des objectifs globaux de la société. Ces classes sont ordinairement fortement hiérarchisées aussi bien en termes de prestige qu'en termes de pouvoir économique et politique ⁴. »

Dans ce type de société, les besoins ne sont pas définis pour l'ensemble des citoyens, mais en fonction du statut de chacune des classes. On ne doit pas vivre au-dessus de ses moyens ni aspirer au niveau et au style de vie de la couche supérieure. L'idéologie dominante en fait [409] une loi de la nature pour mieux asseoir le pouvoir de la classe supérieure et l'asservissement des autres. Dans la mesure où la technique a créé d'énormes surplus de production, il a fallu accroître les possibilités de consommation des classes inférieures. Ce faisant, on ouvrait ces classes à une certaine mobilité. La capacité de consommer des biens de plus en plus abondants, mais de degrés prestigieux différents, devient le premier mètre de la classification sociale. *L'idéologie bourgeoise libérale* en fait un signe d'accessibilité universelle et démocratique, tout en proclamant le droit abstrait de l'égalité des chances. Mais elle ne dit pas que les pouvoirs producteurs définissent et créent les biens et les services, les besoins et les aspirations, selon les priorités de leurs intérêts et de leurs fins de domination. Ainsi pourra-t-on, selon les conditionnements commerciaux, préférer avoir deux autos par famille plutôt qu'un logement adéquat, ou un

⁴ C. Fortin, *La société de demain*, Annexe 25, Rapport Nepveu, p. 15.

mobilier luxueux plutôt que des meilleurs services de santé. L'indifférenciation du nécessaire, de l'utile et du luxe, l'absence de tout ordre de valeurs éthiques, l'utilisation des biens prestigieux comme aiguillon de tout le système, marquent l'anarchie globale d'un tel cadre social, par delà les rationalités techniques ou juridiques. Pour maintenir les illusions de démocratie, on invente des mécanismes artificiels de crédit, de travail noir, de mesures sociales tempérées, tout juste pour que le bon citoyen des classes moyennes majoritaires serve inconsciemment de double caution. Caution d'une possibilité pour les pauvres d'en sortir, et pour lui-même et sa famille d'accéder à la richesse. Mobilisé Par sa montée, il perd toute distance critique sur ce dont il est le produit aveugle. Il cache la domination des uns et l'asservissement trop scandaleux des autres.

Devant certains seuils infranchissables, les classes moyennes ont mis sur pied des organismes privés d'auto-défense et de revendication. Les institutions d'assurance sont nées dans ces milieux. Par ailleurs, le monde ouvrier se donne des structures syndicales pour lutter contre les injustices sociales et économiques. Double poussée qui devait amener la mutation superficielle du modèle libéral classique, à savoir les correctifs du Welfare State, de la *société de bien-être*. De fait, on pas. sait de la charité privée à la charité collective sans remettre en question la machine elle-même, ses images et ses produits. Mais progressivement deux réseaux parallèles devaient prendre corps et déséquilibrer tout le système. D'une part, le circuit de production et de consommation des biens avec ses mêmes postulats et pouvoirs libéraux dominateurs et anarchiques, d'autre part, le circuit des services collectifs universels assumés par l'État-providence bureaucratique.

[410]

En principe, celui-ci doit coordonner et planifier ces deux secteurs, mais les minorités possédantes se chargent de défaire dans la pratique ces jeux politiques de surface. Peu importe, *officiellement on passe du régime welfare au régime technocratique* qui prétend s'organiser en fonction de l'ensemble des citoyens sous le signe de la justice pour tous, de l'égalité de chances, et à la limite, du revenu annuel garanti. Si les experts participent désormais aux pouvoirs d'aménagement des besoins encore sous contrôle des minorités dominantes, la masse des citoyens n'a effectivement pas plus à dire qu'elle n'en avait dans le système clos de classe ou dans l'ancien régime libéraliste. Dans la me-

sure, où les technocrates projettent inconsciemment leur situation de classes moyennes, telle que décrite plus haut, ils servent de caution encore plus subtile aux tenants des pouvoirs effectifs.

Mais les nouveaux pouvoirs s'introduisent comme un corps étranger dans la mécanique libérale. La définition plus universelle des biens et services, qui se présente comme un progrès démocratique, commence à avoir un impact politique. Si vraiment on est dans une société technologique d'abondance, on a donc les instruments nécessaires pour organiser la société en fonction des aspirations. Et celles-ci commandent une participation qui doit être accessible à tous les citoyens : « Si vous prétendez tenir compte de nos vrais besoins et aspirations, vous allez nous écouter et nous laisser intervenir ». Les citoyens au pouvoir comme force déterminante de contrôle des experts, des hommes politiques et des pouvoirs financiers. On reconnaît ici l'utopie de la *société de participation*.

Mais, chez nous comme ailleurs dans le monde capitaliste, les « nouveaux participants » ne se rendent pas compte de leur conditionnement par le système global encore libéral, quand ils se prétendent les vrais définisseurs de leur situation. Veulent-ils effectivement autre chose que ce qui leur est offert de façon plus ou moins accessible. De nouvelles contradictions surgissent. Par exemple, la majorité veut consacrer tous ses revenus à l'obtention des biens du réseau production-consommation, tout en exigeant de l'État la prise en charge de tous les services d'éducation, de santé, de sécurité, etc. Le citoyen et le consommateur sont en contradiction au Plan d'une double démarche et d'une double finalité, pratiquement parallèles et incompatibles. Libéral pour les biens de consommation et socialiste pour les services ! Si le premier reste primordial, c'est que le système actuel s'appuie sur la complicité inavouée ou plus ou moins consciente de la majorité des citoyens. Et cela demeure, même si une forte couche de la population [411] connaît un accroissement de sa pauvreté relative, par rapport à une croissance d'abondance qui à long terme ne lui profite pas. Tout se passe comme si le panier de consommation, malgré toutes les mesures sociales améliorées, augmentait automatiquement son coût d'un cran au-dessus du pouvoir d'achat d'une large proportion de la population. Il semble impossible, dans notre système actuel, d'assurer le minimum vital. Dès ses premières applications, le rapport Nepveu sur les politiques sociales, sera dépassé par l'inflation du coût de la vie, et la

création de besoins artificiels que la publicité présentera comme une matière à revendication pour tous les citoyens, comme un droit inaliénable. À la limite, le régime ne peut se passer de cette catégorie de citoyens sans cesse déclassés, puisqu'elle a une fonction latente d'autant plus précieuse qu'imperceptible. En effet, elle permet aux classes moyennes de croire qu'elles ont gagné elles-mêmes leur statut, qu'elles ont dépassé le principal seuil, grâce à leur travail, leur courage, que les pauvres et les chômeurs ont choisi « la bière plutôt que le lait » dans l'utilisation de leur chèque de bien-être social. Cette remarque reproduit en substance le discours (21 juillet 1971) de C. Nading, président en titre de l'administration de la ville de Montréal ; il savait bien qu'il avait derrière lui les citoyens de classes moyennes qui, de fait, bénéficient de la majorité des ressources publiques délestées par les possédants, et cela jusqu'au cœur des régimes universels de sécurité. Ceux-ci maintiennent les écarts qui servent à l'identification d'une supériorité sociale récemment acquise ; les commentaires du ministre Castonguay sur cette déclaration liquidaient toute la dimension politique réelle d'une telle situation, Puisqu'elle se limitait à annoncer l'amélioration homogène de politiques sociales qui ne changent rien à l'inaccessibilité du minimum vital sans cesse accru au-delà du pouvoir d'achat. Les jeux décisifs se nouent en dehors de l'intervention gouvernementale dans son fonctionnement et ses buts actuels.

Certains néo-développementistes croient rejoindre les intuitions mal formulées des mouvements populaires des zones grises, des créditistes de milieu rural, des jeunes contestataires, en proposant de nouveaux objectifs à une construction vraiment communautaire où les différents groupes pourront définir les ordres de priorité et se donner socialement des moyens efficaces d'auto-développement. La première mutation porte sur le déplacement de l'individualisation des comportements à la communautarisation des styles de vie et d'action, comme lieux essentiels de l'épanouissement de personnes libres, responsables et solidaires. L'organisation socio-économique doit changer les droits contractuels (qui favorisent toujours les plus forts) en droits politiques [412] vraiment démocratiques et humanitaires. Laissant en veilleuse la réalité brutale des rapports de forces, d'intérêts et de pouvoirs qui enlèvent à la masse des citoyens les leviers décisifs pour assurer cette mutation radicale, on mobilise l'attention dans une ligne plutôt technocratique. Pas de développement sans croissance écono-

mique, sans progrès technologique, sans organisation technocratique et sans attitudes culturelles correspondantes. C'est l'interprétation majeure des progrès inédits de notre civilisation occidentale par rapport à celle d'hier ; c'est là aussi le point d'appui du rejet des nouveaux mythes de la fête, de la contre-culture, de la commune ou du communautarisme étroit et archaïque des mouvements populaires.

Évidemment, ces néo-développementistes ne se refusent pas aux interrogations audacieuses. Il faut une autre philosophie de l'activité humaine. En effet, l'application intégrale des techniques actuelles permettrait de tripler la production et de diminuer le niveau d'emploi du tiers, ou même de la moitié. Ce qui bouleverserait tous les rapports sociaux rattachés au travail ou au loisir, à la production ou à la consommation, aux politiques économiques ou aux politiques sociales, à l'éducation ou à la culture. En matière immédiatement politique, ils contestent le schème démocratique traditionnel qui réserve à des élites interchangeables le monopole de l'interprétation et de l'exercice de la volonté du peuple. Leur conception du développement redonnerait au peuple le levier démocratique décisif, même pour ce qui concerne le réseau production-consommation qui échappait jusqu'ici à la sphère politique officielle. D'ailleurs, celle-ci s'y asservissait en pratique.

Interdépendance des secteurs d'activités, mais aussi autonomie relative de chacun. Ainsi l'homme travailleur doit pouvoir prolonger et déborder son activité dans les sphères politiques et culturelles tout autant que dans le champ économique. C'est par cet éclatement qu'il accéderait à d'autres formes d'activités sans toujours s'identifier forcément par le travail rémunérateur comme seul mètre de la reconnaissance sociale et de la valorisation de lui-même. Ainsi le développement crée un milieu vital, polyvalent et intégré, où il y a place pour de multiples formes d'engagement, de gratification et de solidarité ; il implique un pluralisme des consciences et des groupes, et cela à l'intérieur d'une communauté cohérente de destin. C'est par le projet commun que s'accomplirait le dépassement des clivages socio-économique, idéologique, politique ou autres. C'est aussi par la récupération de l'État comme structure centrale des vraies solidarités ; ce qui présuppose une rupture avec les anciens régimes, le libéral y compris. [413] En effet ceux-ci établissaient l'État comme une entité extérieure aux citoyens et au peuple. Le schème classique de la démocratie n'a pas rapatrié

vraiment l'État et la fonction politique dans le peuple. Évidemment, on n'en est plus à l'autorité de droit divin. Mais l'exercice du pouvoir continue à se déployer sans relations effectives avec le peuple, du moins sous l'action déterminante de celui-ci ; l'idéologie officielle du gouvernement par le peuple contribue à masquer cette contradiction. D'où la réaction inverse et extrême d'une démocratie directe qui voudrait une gestion de l'État bâtie sur l'intervention spontanée et constante des citoyens. Ici, on renvoie les deux pratiques dos à dos :

« Si l'on veut éviter ces deux erreurs, il devient essentiel que la consultation des groupes organisés de citoyens soit un processus continu, intégré fonctionnellement au processus de prise de décision des délégués officiels de la population... à condition d'être soutenue par une information véritable, la consultation permet un débat public susceptible d'éclairer le législateur aussi bien que l'administrateur étatique ⁵. »

Voilà une ligne de pensée bien typique d'une mentalité technocratique. Est-ce que les citoyens peuvent jouer un rôle décisif quand ils n'ont le plus souvent qu'une connaissance partielle et émiettée des matières à consultation ? La détention monopolistique de l'information (véritable source de pouvoir, selon Crozier) se trouve ailleurs, chez l'expert et chez des pouvoirs politiques et financiers qui se l'asservissent. Malgré les bonnes intentions exprimées plus haut, le processus se déroule habituellement de façon bien différente, plus subtile qu'autrefois. On dit bien qu'il faut rendre les citoyens capables de juger des choix et de comprendre leurs implications. Mais on se garde bien de trop investir de ce côté-là, parce qu'il s'agit de la plus grande menace pour les pouvoirs technocratiques, financiers et politiques qui tiennent à conserver le « monopole » décisif. Le droit à être informé, même si on le respecte parfois d'une manière intégrale, garde son caractère passif chez les récepteurs. Comme prétendu instrument de démocratisation, ce genre de politique d'information comporte un fort coefficient de naïveté ou de fumisterie. Voilà un premier exemple des limites de la rationalité technocratique transposée dans le champ des rela-

⁵ G. Fortin, *op. cit.*, p. 41.

tions humaines, autrement plus complexe que l'aménagement physique d'un territoire ou le calcul économétrique d'un projet industriel ou l'organisation [414] d'un bureau d'études. Il faut avoir expérimenté les multiples défis des démarches de développement dans une communauté particulière pour mesurer les terribles faiblesses d'une approche aussi réductrice. Celle-ci ne tient pratiquement pas compte de plusieurs autres facteurs comme les phénomènes d'acculturation, la dimension historique, le contexte de crise et de ses véritables coordonnées.

De la crise à une politique historique

[Retour à la table des matières](#)

Les planificateurs comme les agents d'intervention ne peuvent s'enfermer dans des processus formels qui ignorent les coordonnées réelles d'une situation de crise (celle-ci accompagne, la plupart du temps, le défi de développement). Leur rationalité risque de surplomber de façon factice des réalités aussi primaires et fondamentales que le langage. Celui-ci, dans une crise, subit des réfractions particulières. En effet, les mêmes mots ne revêtent pas la même signification, recouvrent souvent des phénomènes disparates et connotent parfois une multitude de sens parallèles, divergents ou opposés. Il en est de même de la perception des situations. Ce que certains qualifient de pluralisme apparaît aux uns comme une manifestation de conflits de classes ou d'intérêts, aux autres comme une division des forces et une menace à l'unité. C'est soit un progrès ou un mal nécessaire, un camouflage de domination ou un respect des diversités. La crise elle-même connaît une pluralité de diagnostics : situation de transition, fin d'une époque, rupture révolutionnaire, changement évolutif, genèse d'un nouveau modèle, etc.

Après avoir connu une assez longue permanence et une certaine unanimité, nous sommes entrés rapidement, du moins au plan de la conscience, dans un mouvement accéléré de rattrapage. Les seuils rencontrés ont exacerbé nos sentiments d'urgence et nos aspirations à une autonomie dynamique. De plus, la disparition de certains cadres traditionnels nous avait laissé croire à une liquidation imminente et nécessaire du passé et à une toute nouvelle société déjà en gestation.

Les illusions propres à une situation de crise allaient s'accumuler. Ainsi, de la critique des vieilles structures et mentalités, on passait à des condamnations totales de tout notre passé, de ses valeurs et de ses expériences. Plus subtilement, on faisait comme s'il ne restait plus rien de l'héritage. Exagération des changements en cours, anticipations idéalistes de l'avenir, parfois remythisation paradoxale de l'histoire, autant d'attitudes qui télescopent une juste perception du présent, et qui cherchent une cohérence sécuritaire par-dessus les problèmes [415] réels qu'on fuit plus ou moins inconsciemment. Il n'est pas facile de supporter cet entre-deux de la crise, au creux historique de l'éclatement des anciens modèles et de la recherche tâtonnante des nouveaux. D'où certains processus de fuite, autant à gauche qu'à droite, hors de la véritable angoisse du moment historique que nous vivons. Pourtant, n'est-ce pas ici que la crise deviendrait source de fécondité et de dépassement, comme dans le cas des aventures humaines individuelles ?

L'homme s'interroge sur son identité précisément au moment de ses crises. Il prend un nouveau départ, non pas s'il se retourne sans cesse sur lui-même ou s'il se projette dans une tout autre image de son destin, mais dans la conjugaison de ce qui l'a fait et de ce qu'il veut faire. N'en est-il pas de même au plan des sociétés ? Chez nous, les critiques d'une certaine gauche n'ont pas su reconnaître les véritables points d'appui de l'héritage qui nous a façonnés. A la suite de tels rejets, nous nous demandons comment des Québécois aussi aliénés par une histoire vide de valeurs, peuvent vouloir continuer dans leur propre peau. Quel contenu peut bien avoir cette nouvelle libération qui évacue autant d'appartenances et d'expériences historiques profondes ? Nous insistons sur cela, une fois de plus, parce que nous y voyons l'une des tendances les plus marquantes des derniers temps. Celle-ci rejoint étrangement une droite anti-nationaliste qui pour maintenir le statu quo dont elle bénéficie, veut nous faire sortir de notre histoire réelle et de notre personnalité profonde.

On n'assume, ni ne dépasse une crise sans récupérer les sources et ressources que l'on a laissées pour compte au fond de soi, les valeurs et les expériences qui ont lentement tissé l'identité foncière de celui qui veut tirer un dynamisme de lui-même. Notre dépassement vers un avenir neuf ne se passe pas d'une reprise du dynamisme originel qui nous a fait naître, résister et lutter. N'y a-t-il rien qui vaille dans l'itiné-

raire têtue de nos pères ? La colonisation, par exemple, n'a pas été une pure embardée futile ; elle a permis aussi la conquête d'un territoire, ou du moins, l'assise minimale de ce que nous revendiquons comme notre bien collectif. La société autonome et dynamique que nous voulons bâtir n'est pas la génération spontanée d'un sujet historique. Celui-ci nous a précédés, nous accompagne et nous dépasse en quelque sorte. Nos combats s'enracinent dans une longue expérience de résistance, de pénétration du territoire. À ne comptabiliser que nos passifs, nous ne trouverons que matière à impuissance, autodénigrement, et méfiance devant toute velléité de foncer vers un avenir neuf. Ce n'est pas là défendre un traditionnalisme contestable [416] ou un retour aux vieilles coutumes. Mais nos procès entre frères ont trop duré au sein d'un vacuum où bien peu des nôtres se confrontaient autour d'alternatives et de projets constructeurs. Faut-il d'abord nous retrouver au plan de nos appartenances profondes pour ressaisir ensemble notre propre dynamisme historique ? Voilà sûrement une des composantes de toute démarche collective de libération et de développement.

La perception de notre situation tragique ne se réduit pas aux allégeances idéologiques ou politiques des souverainetés ou des autres groupes nationalistes. Tout Québécois francophone ne peut éviter la question de l'avenir de sa communauté culturelle dans l'Amérique du Nord et au Canada, qu'il ait une option fédéraliste ou une option indépendantiste, une idéologie capitaliste ou une idéologie socialiste. S'il ne se réfère pas explicitement à aucune de ces grandes représentations, il vit, bon gré mal gré, dans une communauté particulière parvenue à un seuil-critique, fut-ce uniquement en termes de sous-développement économique relatif à son environnement, ou en termes de passif démographique et migratoire. Il ne peut nier, non plus, ses appartenances à une histoire et à une société particulières qui ne sont pas sans retentissement sur son aventure personnelle, sa philosophie de la vie et ses projets pour l'avenir. Subjectivement, il accordera plus ou moins d'importance à sa culture, aux dimensions politiques de sa situation. Mais une menace réelle l'influence plus ou moins consciemment. Dans toutes les catégories sociales, ne constate-t-on pas actuellement une sorte de désarroi face à l'avenir ? Combien d'adultes de toutes tendances expriment leur inquiétude face à un futur apparemment peu prometteur pour leurs enfants ? Les plus lucides mesurent bien l'enjeu d'une société qui ne contrôle pas les principaux mé-

canismes nécessaires à son propre développement. Avec un mini-gouvernement, des pouvoirs résiduels et une telle division des forces sociales et politiques, on planifie difficilement un avenir meilleur et plus net. Sans doute, ces problèmes se trouvent-ils dans les autres sociétés, mais ils deviennent nôtres et particuliers dans notre propre contexte historique.

Des solidarités historiques fondamentales

[Retour à la table des matières](#)

Nous n'ignorons pas certaines données brutales. Par exemple, le fait d'avoir été une société tronquée, longtemps amputée de certaines structures de pouvoir aux mains de puissances étrangères : métropoles [417] française, anglaise et américaine, autorité romaine, colonialisme sur place, etc. L'agriculture et la colonisation pouvaient sans doute servir de seul recours pour un peuple sans infrastructures et structures économiques autochtones. La cooptation des élites économiques se faisait en dehors de lui. Nous étions bien peu préparés à l'urbanisation et à l'industrialisation. Mais allons-nous réduire nos expériences à des mécanismes de compensation, à des replis stériles, à des évasions dans la théocratie et le cléricalisme ? Ce serait oublier que pendant tout ce temps notre communauté humaine s'enracinait, elle se constituait une personnalité inaliénable, un sujet historique qui, dans les circonstances un peu plus favorables d'aujourd'hui, aspire à se créer une structure globale de société majeure.

Nous mesurons mieux les rapports essentiels entre notre langue menacée, notre situation économique, notre patrimoine aliéné, notre environnement envahi. Nous ne saurions donc miser sur des solutions partielles. Tout notre ouvrage a tenté de le démontrer. Par ailleurs, nous avons amassé assez de matériaux pour une neuve politique historique. Celle-ci déborde l'action d'un ou des partis (tout en l'assumant), les expériences du passé ou les projections du futur. Elle doit articuler de façon dynamique et cohérente les facteurs de continuité de notre sujet historique, les facteurs de rupture de nos luttes contre les pouvoirs étrangers et autochtones de domination, et les facteurs de dépas-

sement dans une mise en oeuvre systématique d'une politique de développement. Nous ne pouvons pas isoler ou séparer ces dimensions sociales, même s'il faut dégager des priorités et des autonomies, à l'intérieur d'une organisation sociale mieux structurée et plus créatrice. Nous avons indiqué, ailleurs, les contenus et les formes de la praxis politique et de son centre nerveux qu'est l'État. Mais il y a aussi les solidarités nouvelles à féconder :

- solidarités d'âge qui s'accompagnent aussi de tensions. Sans tomber dans le mythe de la jeunesse, nous ne saurions minimiser l'importance de celle-ci dans la poursuite résolue de nouveaux horizons pour notre société ;
- solidarités professionnelles canalisées par un syndicalisme qui commence à peine à jouer un rôle politique et économique d'envergure. Sa démarche erratique n'en cache pas moins un dynamisme historique prometteur ;
- solidarités populaires et régionales dans les villes comme dans les régions éloignées. Les mouvements de base, malgré leur lente émergence, sont des révélateurs et des catalyseurs d'une conscience collective longtemps marquée par des attitudes apolitiques ou antipolitiques ;

[418]

- solidarités technocratiques et politiques de nouvelles classes d'experts, d'administrateurs et de politiciens, qui envahissent les châteaux-forts des élites traditionnelles ;
- solidarité nationale qui mobilise un nombre grandissant de militants, d'intellectuels, de jeunes, de leaders populaires, de citoyens jusqu'ici hésitants ⁶.

Qu'il s'agisse des solidarités, des expériences diverses de développement, des reconversions industrielles, des réaménagements de l'organisation sociale, ou encore de démarches plus radicales, il faut des terrains communs de consensus par delà la diversité et même l'affron-

⁶ Voir V. Lemieux, *Le Québec d'aujourd'hui*, op. cit., pp. 162-163.

tement des groupes et des tendances. Une politique très démocratisée ne suffit pas, s'il n'y a pas recherche et mise en marche d'une stratégie globale des intelligences et des ressources, si nous ne nous entendons pas sur ce que nous voulons. Autrement, nos débats vont s'éterniser et nous affaiblir les uns les autres. A un certain niveau de profondeur, les durcissements idéologiques et les partisaneries de toutes sortes, égarent leur signification démocratique et leur vérité humaine, parce qu'ils ont perdu en chemin la vision d'un avenir solidaire pour tout le peuple. On est devenu ainsi incapable de s'engager dans des projets désintéressés où se trouveraient investies des valeurs communes du peuple lui-même. Par exemple, ceux qui ne considèrent pas la nation comme un des foyers essentiels de consensus collectif et d'élaboration de projets de libération et de promotion à l'échelle de notre société globale, font peser sur eux un soupçon sur les pouvoirs et les intérêts qu'ils défendent, sur les solutions qu'ils proposent. Une solidarité aussi fondamentale doit pouvoir s'exprimer dans une stratégie à sa mesure.

Pour l'avoir ignoré, certains développementistes en bien des pays du monde ont accumulé des échecs retentissants, et laissé la voie libre à l'unique issue d'une révolution violente par-dessus la tête du peuple. On ne peut tout réduire à des questions d'inégalités économiques, de disparités régionales. Mettre de côté des valeurs aussi vitales que la langue, la nation, les aspirations culturelles, les solidarités sociales, au nom des impératifs du beurre (ou des canons !), c'est un peu comme si un individu, pour travailler et produire davantage, s'évertuait à tuer toutes ses motivations ; l'amour des siens et ses raisons profondes de vivre et de lutter. Des dissociations aussi néfastes s'expriment de diverses façons . par exemple, les oppositions exagérées entre national et social, international et national, économique et culturel, entre la [419] planification et l'auto-détermination, les libertés individuelles et les libertés collectives, la démocratie et l'efficacité administrative et technique. Nous ne pouvons nous arrêter à chacune de ces dichotomies pour montrer les liaisons et les complémentarités qui les unissent par delà leur différence et leur autonomie. Nous allons nous limiter à un point chaud qui les rejoint toutes d'une certaine façon. Il s'agit du rapport entre le développement social et le développement économique dans le cadre d'une politique nationale. Voilà une clarification importante à apporter avant de déboucher sur une stratégie globale de notre développement.

Dilemmes et dialectiques du développement

[Retour à la table des matières](#)

Pour les uns, les maux sociaux viendraient uniquement du système industriel lui-même, de ses pouvoirs économiques dominateurs, de ses modes inhumains de fonctionnement, de ses objectifs anti-sociaux. Pour d'autres, les politiques sociales compromettent le dynamisme économique en drainant toutes les ressources vers la redistribution des ressources. Dans le premier cas, le procès porte sur la sphère privée, dans le second cas on s'en prend aux dépenses publiques de l'État en matière de sécurité sociale.

Sans doute, l'augmentation de la productivité et de la production peut être une des conditions essentielles du développement social. Mais même dans une perspective de croissance économique soutenue, il faut compter sur des attitudes psychologiques et culturelles, des structures sociales, des politiques, qui sont favorables au changement, à la créativité et au risque. Le développement ne peut-être que global. Par exemple, les recherches en éducation ont montré comment la capacité intellectuelle est conditionnée par le niveau et le genre de vie. Il en est de même des motivations à étudier, à travailler, à foncer dans l'avenir. Mais la philosophie elle-même du développement interdit d'inverser l'ordre des valeurs, par exemple, de continuer à mettre la vie sociale à la remorque de l'économie. Souvent on part des structures économiques existantes, érigées en lois inéluctables, pour élaborer des politiques sociales où les facteurs humains perdent leur vérité propre et leur qualité de fins ? Par ailleurs, certaines visées sociales deviennent des utopies abstraites quand elles ne tiennent pas compte des contraintes et des possibilités réelles de la vie économique contemporaine. Qu'on l'admette ou pas, il y a ici une tension inévitable entre deux pôles qu'on ne saurait définir de façon statique selon des modèles [420] théoriques tout faits. Il faut des stratégies historiques provisoires qui réajustent constamment les objectifs de court terme et de long terme. Les dilemmes ne manquent pas dès que l'on cesse de considérer les pôles séparément. Par exemple, on connaîtra de lourdes désillusions si on s'oriente (enfin !), mais en s'y limitant, vers des investissements dans certains secteurs économiques de pointe. Sans des

politiques dynamiques et coordonnées en main-d'œuvre, en éducation, en développement régional, en investissements publics dans l'infrastructure, une telle priorité n'aura ni efficacité immédiate, ni effets d'entraînement. Cette articulation du social et de l'économique appelle une politique consciente et volontaire d'ensemble. Par exemple, on ne trouvera pas de lieux de cohérence pour dépasser les cercles vicieux : chômage et inflation bien-être et productivité, développement régional et parité de salaire, protectionnisme et exportation, si nos grandes institutions : État, entreprises, syndicats et universités ne redéfinissent pas leur rôle en fonction d'une stratégie commune de développement pour l'ensemble de la société. Même les luttes les plus radicales doivent se situer dans cette perspective. Mais revenons à notre première dialectique.

Nous avons déjà signalé des indices de dissociation et même d'opposition stérilisante entre le développement social et le développement économique. C'est le cas, par exemple, de ce double circuit d'inspiration et de fonctionnement divergents : le réseau privé des biens véhiculés par le tandem production-consommation et celui des services publics sous contrôle étatique et démocratique. Mais, il y a aussi le contraste entre l'exploitation des ressources et l'utilisation des ressources, les déséquilibres entre les coûts économiques du producteur privé et les coûts sociaux des services que la communauté lui procure. La dialectique du social et de l'économique s'enferme dans un cercle vicieux quand il s'agit des secteurs défavorisés. « En effet, il devient de plus en plus difficile d'induire des activités économiques à effets d'entraînement là où le revenu, indice de productivité et de pouvoir d'achat, est faible » ⁷.

Nous sommes renvoyés à une révision profonde des deux univers mentionnés plus haut. En matière économique, on sait que la croissance ne crée pas d'elle-même une amélioration de la répartition des revenus, que les praxis économiques privées et même publiques relèvent d'une approche souvent sérielle et sectorielle. On prend les problèmes à la suite les uns des autres ou on poursuit en parallèle différents [421] projets. Ces questions nous amènent à nous interroger sur le rôle de l'économie elle-même dans une politique de développement. S'agit-il d'un pur instrument, d'une condition nécessaire pour permettre à une

⁷ N. Martin, *Le Québec d'aujourd'hui*, op. cit., p. 184.

société d'atteindre des fins humaines qui ne sont pas d'ordre économique. L'économie, de toute façon, ne se déploie jamais dans un champ politique neutre, puisque ses agents sont porteurs de pouvoirs et d'intérêts et d'objectifs particuliers. Avouées ou non, des réalités humaines non-économiques font partie de cette sphère d'activités. Dans le cadre actuel, d'énormes retombées sociales sont subies, parce que la masse de citoyens est pratiquement absente de l'ensemble du processus de décision, de production et d'organisation des marchés, impuissants aussi devant les influences que celui-ci exerce sur elle.

Autant on pose la question économique en termes dynamiques, autant on présente le développement social comme une charge, une dépendance, un passif, ou tout au plus comme une simple résultante de la prospérité matérielle. On n'a pas réussi à intégrer les dynamismes socio-culturels dans la sphère économique. Aux yeux de certains économistes, les dimensions culturelles sont là, positives ou négatives, mais ils ne voient pas comment on pourrait intégrer ces forces volontairement, ou comment elles viendraient finaliser les activités de production. Est-ce là une caricature de ce qui se passe dans la réalité ? Nous n'avons pas tellement d'exemples de fécondation mutuelle volontaire et planifiée. Cela se comprend dans un système libéral, où nous commençons à peine à donner un cadre dynamique aux politiques sociales. Combien de mesures restent à la périphérie des deux univers ? Par exemple, sur quoi repose la philosophie de base de la sécurité du revenu ? En dehors de la théorie des droits de l'homme, n'y a-t-il pas une sorte de fatalisme devant l'inaccessibilité apparemment inévitable du plein emploi. Quelle recherche fait-on pour la création de nouveaux débouchés en dehors des sentiers battus des schèmes classiques de production industrielle ? Nos programmes de main-d'oeuvre, nos réformes d'éducation, nos projets de développement régional restent dans un no man's land, aux frontières des univers sociaux, économiques et politiques, sans liens avec un cadre cohérent et dynamique de développement. En vue de quels objectifs entreprend-on la mise en valeur de nos ressources humaines ? Les étudiants vivent-ils dans un cadre sociétal propice à un choix judicieux : par exemple, entre les carrières de sociologue, d'ingénieur ou d'administrateur ? Ont-ils une idée minimale de ce qui les attend, des possibilités ouvertes ou fermées ?

[422]

Dans une perspective plus large sommes-nous condamnés au choix exclusif entre un monde « libre » globalement aveugle et irrationnel et un univers totalitaire de planification intégrale, coercitive, sans gratuité et participation volontaire ? L'utopie du développement tente le dépassement de ces deux solutions contestables. Celles-ci ont en commun un économisme qui, en pratique, fait de l'homme une courroie de transmission d'une réussite matérielle comme fin dernière. Il ne suffit pas que les villes ou les sociétés soient l'incarnation de projets d'hommes libres, d'un peuple solidaire et souverain. La liberté humaine risque toujours de s'aliéner dans ses oeuvres. L'industrie, l'État, la ville sont en fonction de la communauté et de la personne dans un contexte culturel, et non vice-versa. L'intention développementiste va donc beaucoup plus loin que les procès du profit maximal, du parti totalitaire, de la consommation futile ou de la production aveugle, de l'état bureaucratique ou du militarisme. Les dominations et les exploitations ont des sources plus profondes que les dilemmes mentionnés plus haut. Elles nous renvoient à la qualité humaine de nos styles de vie et de nos modèles culturels, économiques et politiques. Nos conceptions de l'homme doivent sans cesse refluer, de façon critique, sur les options et les solutions que nous imaginons dans un contexte historique donné.

Ceci dit, nous ne voulons en rien amenuiser l'importance de démarches réalistes pour traduire dans des structures et des stratégies nos aventures et nos espoirs, nos besoins et nos projets, nos solidarités et nos volontés. Il ne s'agit pas seulement d'extrapoler la situation actuelle dans ce qu'elle a de meilleur, mais aussi de s'engager dans une action volontaire et créatrice qui débouche sur de nouveaux horizons humains. Le caractère « voulu » et « pensé » comme l'aspect transcendant de la liberté nous empêchent de considérer le changement comme une évolution « enveloppée » par des nécessités inéluctables, comme le pensaient beaucoup d'idéologues du XIXe siècle. La nature laissée à elle-même fait peser autant ses tyrannies que ne le font les technologies aveugles. Cela vaut aussi pour les valeurs et les institutions. Dès que vous isolez les unes et les autres, vous aboutissez à un enfer. Qu'il s'agisse des libertés collectives ou des libertés individuelles, du pluralisme ou de l'unité de consensus, bref des diverses sphères de l'organisation sociale. Nous le répétons, à la suite de bien d'autres,

l'homme individuel ou collectif n'existe que dans une vision et une praxis qui rejoignent l'ensemble de son expérience et de ses aspirations. En ce sens, le développement est une sorte de processus global, de stratégie totale à la mesure d'une société ouverte sur les grandes [423] solidarités humaines, mais aussi enracinée dans une conscience de soi qui donne accès à l'universalité. Une saine philosophie sociale nous enseigne qu'on n'atteint la plénitude humaine que par le truchement des vocations particulières des individus, des groupes ou des peuples. Les systèmes de valeurs seront toujours des totalités historiques particulières. Pas plus que les stratégies correspondantes, ils ne sont interchangeable, même dans le cas de grandes parentés spirituelles. Le nier, ce serait niveler ou menacer la richesse du patrimoine humain et la complémentarité de ses composantes.

Voilà où nous a conduit l'analyse des dialectiques et des dilemmes qui sont au cœur des défis les plus modernes du développement. Nous garderons à l'esprit ces remarques dans les solutions que nous envisageons pour notre société. Nous ne perdrons pas de vue l'utopie centrale du développement, à savoir cette foi en l'homme, comme agent capable de refaçonner le monde et d'organiser la société selon « ses idées, ses goûts et son ingéniosité », en fonction de projets librement choisis et efficacement poursuivis.

Avant de tracer une figure plus claire des axes de développement que nous avons déjà esquissés, mettons en relief certaines conséquences des dilemmes précédents.

- N'y a-t-il pas un danger, dans les politiques actuelles, d'accroître le décalage entre le développement social et le développement économique ? Après d'immenses investissements en éducation, l'État québécois s'engage dans de grandes politiques sociales, tout en restant timide, erratique et peu fécond en matière économique. Nous ne briserons pas le cercle vicieux du sous-développement en faisant du Québec une super-agence sociale. Nos choix sont déchirants, puisque nos besoins d'aide sociale dépassent de beaucoup ceux de nos riches voisins. Par ailleurs, il nous faudrait investir économiquement de façon plus massive et créatrice. Or, nos incitations à la consommation sont aussi impératives que chez ceux d'à côté, avec qui nous partageons le même indice du coût de la vie. De là, l'importance de transformer les

dilemmes en rapports dynamiques entre un style social plus responsable et une activité économique plus solidaire, entre une appartenance culturelle plus créatrice et une politique plus articulée et audacieuse, entre une autonomie étatique suffisante et des solidarités internationales plus efficaces que symboliques.

- À peu près dans tous les domaines, nous établissons un rapport trop facile entre le gigantesque et l'efficace. Nous créons des « machines énormes » que nous n'arrivons pas à manœuvrer, surtout en dehors du champ économique. De grandes politiques à côté de trop modestes [424] initiatives de concentration, de regroupement ou de concertation des forces socio-économiques ! Dans tous les coins du Québec, un simple coup d'œil sur le paysage retient habituellement le relief écrasant des gros édifices publics, scolaires, gouvernementaux, religieux ou autres. Nous sommes encore obsédés par les solutions « institutionnelles » garanties par les grosses structures de béton et les statuts élitistes. Inversement, quand il s'agit de l'activité et de la vie quotidienne, nous cultivons l'infiniment petit, laissant à d'autres les initiatives réalistes d'envergure, surtout dans le domaine de la production et de la consommation des biens. Notre récent déblocage de solidarité et de créativité culturelles doit déboucher sur la dimension socio-économique de notre patrimoine collectif. Nous n'irons pas loin sans de plus fortes infra-structures économiques. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste ou capitaliste pour s'en convaincre, même s'il s'agit d'appoints qu'on ne veut pas ériger en fins absolues.

- Sans doute, nous n'éviterons pas les impératifs d'une planification rigoureuse qui utilise au maximum notre potentiel limité. Encore ici, les dilemmes s'expriment par une ambivalence trop souvent contradictoire. C'est avec la même référence démocratique que les uns condamnent l'État, et les autres le survalorisent. Avouons, à la suite de d'autres analystes que si la planification est inévitable, la démarche démocratique relève davantage d'une action volontaire, d'une liberté plus responsable, d'une autodétermination plus consciente. Devant nos terribles urgences, certains résistent mal à la tentation de ressusciter les vieux modèles d'autoritarisme sous des dehors modernes de leadership technocratique. Par ailleurs, d'autres voient derrière la moin-

dre entreprise gouvernementale vigoureuse la réapparition de « Dieu-le-Père-à-Québec ». On mythifie la décentralisation ou la déconcentration pour répondre au mythe de la planification. On se bat à coup de grands symboles, de mots magiques, sans trop évaluer ce qu'on fait sur son propre terrain, que ce soit aux paliers local, régional, provincial ou fédéral. À en juger par les manifestations explosives des dernières années, il semble qu'il faille crier et frapper très fort pour attirer l'attention des pouvoirs sur des problèmes sociaux ou économiques très graves. On a vite fait de s'en prendre aux technocrates anonymes qui pellètent des nuages en haut lieu. Sans doute, tarde-t-on à traduire le phénomène de régionalisation par des structures et des politiques réelles de décentralisation et de déconcentration. Même les ministères les mieux organisés remettent sine die cette exigence de proximité démocratique. Mais, il est faux de céder aux oppositions faciles entre planification globale et régionalisation. Nous sommes aussi faibles [425] dans un cas comme dans l'autre. D'ailleurs on ne saurait ramener tous les problèmes et les solutions à ces deux dispositifs. De même, les cocktails Molotov, les sit-in ou les occupations ne peuvent tenir lieu d'une opposition qui doit présenter, dans les alternatives, des politiques de remplacement. Autrement, on transforme les gouvernants en pompiers et les citoyens lésés en incendiaires.

Enfin, est-on assez conscients de l'impact politique à retardement des contradictions que l'on crée par-dessus celles qui existent déjà ? Les visées du développement social introduisent des corps étrangers dans les pratiques nord-américaines de la croissance économique. Tantôt les pouvoirs du statu quo se renforcent en bénéficiant de façon déguisée des ressources publiques plus massives qu'autrefois. Tantôt, le système actuel est mis à nu dans ses contradictions les plus flagrantes (pensons au dilemme inflation-chômage que les structures politiques et économiques n'arrivent pas à surmonter). Tantôt, les situations atteignent des seuils-critiques qui ne pourront pas s'accumuler indéfiniment sans que plusieurs se rallient à des minorités révolutionnaires. Jusqu'ici les batailles de pouvoirs et d'idéologies sont restées assez superficielles et relativement loin des « vécus » de l'ensemble de la population ; nous dirions la même chose des violences de part et d'autre. Qui sait si l'apathie et la résistance passive de tant de citoyens ne constituent pas une force d'inertie beaucoup plus redoutable que les

mouvements anarchiques. Des jeunes et des adultes de tout horizon se désintéressent de toute entreprise collective de développement. De telles attitudes cachent un certain désespoir cumulatif qui ne favorise pas une recherche et un engagement lucides. D'où ce repli sur l'obtention immédiate d'avantages, sans souci de préparer collectivement un avenir meilleur. Faudra-t-il attendre les crises irrémédiables pour regarder notre réalité bien en face et consentir enfin à transformer l'ensemble de notre système social en fonction d'un développement bien accordé à notre véritable situation et à notre expérience historique ?

Modèles et stratégies de développement

[Retour à la table des matières](#)

À partir de nombreuses expériences et des interprétations diverses qui les ont suivies, peu à peu s'élaborent des modèles de développement, des configurations particulières de constantes, des ensembles larges et complexes de démarches nécessaires pour assurer une promotion collective intégrale dans une société. Les recherches les plus importantes [426] comme les tentatives les plus réussies montrent qu'il y a plusieurs alternatives, et non un seul modèle. Ce qui implique l'obligation d'imaginer des stratégies particulières bien ajustées au contexte historique global de la communauté concernée. Celui-ci a été constamment présent dans notre propre analyse, et particulièrement dans l'étape précédente. Il nous reste à confronter de façon plus serrée les stratégies existantes ou possibles en rapport avec certaines constantes des modèles de développement. Nous ne voulons pas le faire de façon abstraite, surtout au moment où le Québec joue peut-être des cartes décisives à un tournant si important de son histoire. Nous n'oublierons donc pas ce que nous avons déjà dit du B.A.E.Q., des communautés urbaines, de la zone métropolitaine de Montréal et de la Baie de James. Mais il faut pousser plus loin nos perspectives en revoyant de plus près la décision récente de centrer la plus grande partie de nos investissements du côté de la Baie de James, en laissant en veilleuse le lourd projet du Bas-Saint-Laurent et ceux de la zone montréalaise (Aéroport Sainte-Scholastique, communauté urbaine, etc.). Nous avons accumulé bien des matériaux pour pouvoir formuler un premier jugement d'une importance capitale pour l'avenir du Québec.

En effet, l'option récente du gouvernement québécois risque de s'engager dans une voie qui contredit les conclusions des rapports les plus sérieux sur notre développement. Au fond, la politique socio-économique qui sustente le projet de la Baie de James inverse le processus et va peut-être hypothéquer très gravement le futur. Montréal restera un pôle de croissance faible et fragile et on misera sur la Baie de James comme pôle de développement. Or, les composantes que nous allons dégager montrent que l'option la plus logique exige le mouvement contraire. En dépit de l'ampleur des investissements dans le grand Nord, l'approche demeure micro-économique et statique, si on la compare avec ce qui pourrait être fait dans la zone montréalaise qui seule offre un contexte propice aux processus cumulatifs de développement, et aux activités complémentaires nécessaires à une stratégie globale à l'échelle du Québec. Le rapport Raynauld, Martin et Higgins, déjà cité, mentionne toute une série de ces complémentarités essentielles dans le cas d'une assiette industrielle diversifiée au sein d'un pôle de développement :

- services financiers d'une très grande variété et services légaux ;
- services d'information très large, de communications instantanées ;
- services professionnels, scientifiques et techniques (bureaux d'études, laboratoires de recherches, centres de calcul, bureaux de recrutement des cadres) ;
- services publics mieux équipés et plus dynamiques, particulièrement dans les domaines de l'éducation, et de la communication à tous les plans ;
- présence aux circuits internationaux de l'économie, de la culture et de la politique ;
- échanges intenses au plan de la recherche, de la technologie et des techniques de gestion, etc.

Dans le domaine proprement industriel, les études de R. Nurske, W. Isard, E. Schooler et T. Vietorisz ont montré comment la diversité

et la multiplicité des firmes amenaient des conséquences beaucoup plus poussées qu'on ne l'avait imaginé jusqu'ici, bien au-delà du slogan - l'industrie attire l'industrie, bien au-delà aussi des critères traditionnels de marché, de transport, de proximité des ressources naturelles, de salaires. Par exemple, la mise en place de tout un complexe pétrochimique a permis de féconder des complémentarités qui démultiplient les possibilités de croissance, d'innovation, d'abaissement des coûts de production. Déjà, une première remarque nous vient à l'esprit. Nos politiques gouvernementales d'incitation aux investissements, et même de création d'entreprises semi-publiques ou étatiques ont été le plus souvent des opérations partielles, indépendantes, et marginales. Quand on connaît le peu de ressources financières qui a été fourni pour le lancement de la Société générale de Financement, on n'est pas surpris des échecs d'aujourd'hui. D'ailleurs ces initiatives ne s'insèrent pas dans un cadre intégrateur et dynamique de développement.

Le rapport précité nous engage encore plus loin : « il faut désormais s'attaquer à la genèse des circuits d'activité. Où puisent-ils leur origine ? Qui commande leur formation et dessine les routes qu'ils empruntent... Ce sont les innovations, les activités de développement » (p. 109). Les maîtres de l'avenir sont surtout ceux qui sauront agir sur leur environnement de façon inventive, originale et créatrice. À la suite de John Friedman, les auteurs dégagent les conditions favorables à l'innovation que nous résumons ici.

1. Des lieux et milieux où se concentrent la majorité des grands problèmes contemporains. L'ampleur et la gravité des défis, l'appel pressant à des solutions originales et efficaces, autant d'incitations à innover et à transformer profondément structures et mentalités,
2. Une situation de pluralisme, de forte interaction, d'ouverture sur il extérieur et même d'affrontements multiples, favorise l'innovation beaucoup plus qu'un consentement collectif homogène contrôlé par une structure hiérarchique rigide et monolithique.

[428]

3. L'aptitude du système social existant à assimiler l'innovation sans s'autodétruire. Ce qui présuppose certaines caractéristiques de la structure sociale : multiplicité des centres de décision, mobilité verticale, participation populaire et leadership à la fois fort et démocratique.
4. Des attitudes mentales individuelles et des orientations culturelles collectives propices à la créativité, à l'originalité, et même à une certaine « déviance » critique et imaginative. Souvent une société plus tolérante vis-à-vis de ses groupes périphériques, ses immigrants et ses marginaux actifs, reçoit de ceux-ci un apport souvent fécond, provocateur d'éclatement des habitudes, du « tout fait », du « va-de-soi ».
5. La disponibilité de ressources humaines et financières très diversifiées pour appuyer toutes les étapes de l'innovation, de l'idée originelle à la mise en marché et à la diffusion à travers l'ensemble du système.
6. L'approbation sociale et le succès financier des innovateurs. Le pouvoir inhérent à l'innovation doit aussi pouvoir être légitimé et institutionnalisé, en dépit des résistances des élites traditionnelles et des pouvoirs établis qui sentent une menace devant tout changement provoqué dans le système.

Ces conditions d'innovation dans un pôle de développement se retrouvent difficilement ailleurs que dans les grands ensembles urbains. On imagine un peu le temps qu'on mettrait, l'énergie et l'argent qu'on utiliserait, pour entourer le projet de la Baie de James d'un tel contexte favorable au développement innovateur. Tout au plus, selon le schème classique de Schumpeter, le régime de mise en valeur des ressources naturelles peut déboucher sur des activités de croissance qui ne mettent pas en cause les principales structures de la société, ni n'amènent des politiques d'intervention au cœur du réseau institutionnel central de la collectivité. Cette exploitation, même massive et progressive, reste à la marge et ne change pas fondamentalement l'orientation socio-culturelle, économique et politique. Pensons aux ressources pétrolières exploitées dans les pays arabes du Moyen-Orient. D'ailleurs, notre propre histoire économique au Québec devrait suffire pour nous en convaincre.

Aux conditions favorables, évoquées plus haut, s'ajoutent d'autres avantages des grands centres urbains. En ceux-ci naissent plus facilement les idées nouvelles, la diffusion de nouveaux pouvoirs, la mobilité en tout sens, les communications avec le reste du monde, les initiatives nombreuses qui s'interinfluencent, sans compter le caractère [429] cumulatif des économies externes. On sait que les activités quaternaires, par exemple, se déploient habituellement dans les grands ensembles urbains. Cette variable l'emporte sur toutes les autres des modèles traditionnels. Les phénomènes d'agglomération et de concentration, jusqu'à un certain point, favorisent la démultiplication des économies externes. Celles-ci, à leur tour, attirent les hommes et les forces innovatrices, favorisent un pouvoir d'autonomie interne croissante tout en se situant dans les circuits économiques internationaux. W.R. Thompson et A.R. Pred ont établi la forte corrélation positive entre la fréquence des brevets d'invention et l'ampleur des centres urbains dans l'Amérique du Nord. Ils ont montré aussi comment une invention initiale amène parfois tout un train d'innovations secondaires ou complémentaires. En effet, dans la mesure où un premier équilibre est brisé, il faut plusieurs innovations pour le restaurer. Pensons à tout ce qui a dû accompagner, dans le transport urbain, le passage de la traction animale au tramway, de celui-ci à l'auto et au métro. Les analystes signalent ici que les villes à forte concentration en ressources financières ou en ressources scientifiques innovent plus que les grands centres industriels urbains.

Comment ne pas en revenir à notre option centrale du début ? Dans le Québec, où donc pourrions-nous trouver cet ensemble de coordonnées, si ce n'est qu'à Montréal ? C'est là pratiquement le seul foyer assez bien constitué pour des activités innovatrices et autonomes, pour la conjugaison d'une dynamique internationale et d'un pouvoir d'autonomie interne croissante. Tout le Québec, dans ses aspirations récentes, a besoin de cette première assise. Certains diagnostics de la gauche simplifient gravement les choses. Dans quelle mesure, ils ont perçu un premier éclatement des élites anciennes et l'émergence de nouveaux leaderships, comme première phase d'un processus politique de transformation. (On ne peut mettre dans le même sac M. Drapeau et M. Saulnier). Certains phénomènes de progrès mettent parfois du temps à se révéler. Par exemple, les grandes villes deviennent plus révolutionnaires que les États. Les forces vitales à l'œuvre y sont plus

concentrées, plus identifiables, plus près de la vie et des plus cruciaux défis, alors que les grandes structures étatiques noient souvent les mouvements de base. Mais ne durcissons pas le phénomène indûment. Il s'agit d'un processus à peine amorcé. D'ailleurs, cette remarque ne veut pas laisser sous-entendre qu'il faut négliger les luttes nécessaires pour la transformation profonde de nos États bureaucratiques. Mais comment ne pas reconnaître ici un lieu privilégié de l'élaboration de [430] nouveaux modèles et la création de nouveaux styles de vie et d'engagement ? Le mouvement accéléré d'urbanisation accentuera sans doute cette tendance.

Nous avons déjà signalé les composantes du rôle de Montréal comme pôle de développement, l'urgence de renforcer sa zone d'influence par la constitution de quelques centres urbains satellites. C'est de là que pourra se diffuser une dynamique de développement, à l'échelle du Québec, et non des projets petits ou grands à sa périphérie nord ou est. Inutile de dire que cette option ne se passe pas d'une vaste stratégie capable d'articuler une interaction féconde entre le centre et sa zone d'influence.

Dans une première étape, le territoire (zone d'influence polarisée) est un satellite d'un pôle de développement plus ou moins éloigné. Suivant que les effets de propagation du pôle sont forts ou faibles, suivant que la capacité de réaction du territoire est forte ou faible, le territoire prendra une expansion rapide ou lente... Dans une deuxième étape le territoire devient à son tour un pôle de développement, capable de concurrence et d'autonomie dans les décisions ⁸.

Une telle perspective présuppose que dans la zone d'influence on accepte une phase de satellisation avant de devenir à son tour un centre métropolitain. Par ailleurs, nous devons situer cette démarche dans un contexte plus large, à savoir la position concurrentielle plus ou moins forte de Montréal vis-à-vis de Toronto, et sa dépendance vis-à-vis de grandes villes américaines. Les développementistes se limitent trop souvent à la stratégie interne. Or, même le développement québé-

⁸ Rapport Raynauld, *op. cit.*, p. 115.

cois le plus original, idéologiquement, économiquement ou politiquement, aura à se définir par rapport au contexte nord-américain et canadien. Le Québec n'est pas une île. Son tissu historique s'est noué à même le continent, bien en deçà des manœuvres politiques et des luttes idéologiques d'hier et d'aujourd'hui. Nos relations avec l'Europe, la France particulièrement, risquent d'être artificielles et superficielles, si nous ne saisissons pas très bien nos enracinements culturels et économiques nord-américains. Cela ne préjuge pas des luttes anti-impérialistes à mener. On ne liquide pas impunément un héritage et un contexte historique. En le rejetant globalement, on peut se débarrasser de lourdes entraves, mais aussi de ce qu'il y a de meilleur et plus spécifique en nous-mêmes, comme nous l'avons rappelé plus haut.

[431]

Un nouvel horizon

[Retour à la table des matières](#)

Plus profondément, il nous faut rejoindre l'utopie du développement dans sa foi en l'homme, en sa capacité de refaçonner le monde intérieur et extérieur, en son pouvoir de choisir librement ses orientations les plus décisives, d'organiser la société selon ses conceptions, ses options, et surtout selon ses solidarités et ses appartenances les plus fondamentales. Les engagements les plus profonds et durables s'enracinent toujours dans une expérience historique radicalisée autant par une fidélité à ses sources que par les risques de dépassements inédits. Sans cette double ouverture de tout dynamisme vital, la quotidienneté se sclérose, s'étiole ou s'atrophie ; il ne reste plus que la platitude des vieilles habitudes ou des nouveaux gadgets. L'homme ne se passe pas d'histoire et d'horizon. Il en va ainsi chez un peuple qui se refuse à mourir, qui veut aller résolument au bout de lui-même et se transcender dans de neuves fécondités.

Vaine rhétorique ? N'est-ce pas pourtant ce qui a permis à des individus comme à des collectivités d'être plus forts que tous les destins qui semblaient les condamner irrémédiablement. Il y a des consentements à la vie et des volontés farouches de liberté auxquels aucun pouvoir destructeur et aucun déterminisme ne résistent. Ici, l'utopie

volontariste et imaginative s'allie à l'instinct d'affirmation de soi pour le meilleur ou le pire. Les puissants moyens de notre civilisation, nous le savons, peuvent servir tout autant à la promotion du développement de tous les peuples qu'à leur destruction. Ce n'est pas seulement le défi des impérialismes mais c'est aussi le choix qui s'imposent à notre communauté comme à tous ses membres. Voulons-nous, oui ou non, constituer un nouveau bloc historique en vue d'un avenir qui soit nôtre, d'un avenir solidaire de tous les autres destins tragiques de l'humanité contemporaine ? Si les scénarios du passé et les mécaniques du présent ne suffisent pas, il faudra bien inventer de nouveaux modèles de société. Déjà l'œuvre est commencée, mais il manque encore de plus vastes mobilisations, cette fois, bien différentes des conscriptions guerrières habituelles. Au premier chef, nous devons saisir les vrais enjeux.

[432]

[433]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME II

Chapitre 6

JEUX ET ENJEUX POLITIQUES

- *Les jeux de surface*
- *Les jeux de coulisse*
- *Des règles du jeu qui n'en sont pas*
- *Les jeux interdits (une société délinquante)*
- *Les jeux de la scène*
- *Les enjeux cruciaux.*

[Retour à la table des matières](#)

[434]

[435]

De tout temps les hommes n'ont cessé d'inventer des mécanismes de fuite, des façons de farder la réalité brutale, de rejeter leurs responsabilités sur des boucs émissaires. Les voies d'évitement ou de garage sont peut-être plus nombreuses et plus subtiles aujourd'hui qu'autrefois. Nous connaissons tous ces processus dilatoires qui permettent de remettre aux calendes grecques des décisions coûteuses, des politiques peu rentables. Souvent la résistance passive du peuple ou la sourde réaction d'une majorité silencieuse constituent une complicité bien précieuse pour des gouvernements qui préfèrent la force d'inertie ! On s'aveugle plus ou moins délibérément sur les vrais enjeux parce qu'on n'a pas le courage d'y faire face. On s'en remet au « temps qui répare les choses » et ce faisant, on laisse pourrir des problèmes qui hypothèquent un avenir déjà peu rassurant.

Les culs-de-sac de l'explosion urbaine nous offrent un exemple évident de cette absence d'intervention politique vigoureuse et lucide. Et pourtant les questions urbaines ne sont pas d'aujourd'hui. L'alarme avait été sonnée depuis longtemps. Voici que les citoyens des grandes villes saisissent tout d'un coup les énormes défis de la congestion, de la pollution, de l'habitation, bref de l'environnement. À leur tour, les experts viennent accroître l'amplitude de ces inquiétudes en ramenant le seuil critique à nos portes. Ils ne se comptent plus les milliards nécessaires à la réfection du tissu urbain. Et que dire de l'avenir ! Par exemple, Montréal comptera 6,000,000 d'habitants dans deux décennies. Ici, l'Expo 67 nous revient en mémoire. Elle a prouvé notre capacité d'imagination créatrice. Ce que nous avons pu faire sur ces petites îles, plus ou moins artificielles ! Rêve d'une terre des hommes plus habitable, tout près des zones grises sous-humaines et loin de l'anarchie déguisée des banlieues. Mais nous avons déjà oublié le coût énorme de ce conte de fée. Les dettes se cachent quelque part dans des budgets bien fardés. Diversion, sursis ou apprentissage, je ne sais. Saura-t-on créer à même le quotidien et bâtir sur le terrain de la vraie

vie, des projets plus réalistes et plus féconds ! Le temps [436] des vaches maigres est arrivé au moment où il faudrait de forts investissements pour un développement dynamique. Qu'importe, pourvu qu'enfin nous nous décidions à faire face aux vrais enjeux de la façon la plus humaine, la plus solidaire, la plus responsable possible. Signalons d'abord les écrans qui marquent encore nos défis réels.

Les jeux de surface

[Retour à la table des matières](#)

Personne ne doute de la gravité du chômage chez nous, sauf peut-être le président de la banque du Canada, si on s'en tient à ses propos. Pourtant la question subit une constante dérive. Tel ce tripatouillage (les statistiques où des gouvernants jouent sur les chiffres pour désamorcer la bombe. Tel ce fer de lance qu'utilisent les partis d'opposition pour confondre le parti au pouvoir. Telles ces discussions d'experts sur les dilemmes : inflation et chômage, plein emploi et progrès technologique. Tels ces ballons politiques du genre des « 100,000 emplois ». Une nouvelle structure ici et là, une commission d'enquête ! Les nouvelles de la télévision nous annoncent l'imminence de grands projets. Par ailleurs, il faut être bien attentif pour saisir l'ampleur des mises à pied et des fermetures d'usines à côté des propagandes politiques officielles. Les petits feux qui s'allument à Cabano, à Maniwaki et ailleurs font partie de ces jeux de surface où le citoyen ordinaire parvient difficilement à se faire une idée claire de ce qui se passe. S'il savait, le pauvre, ce que sa société bureaucratique dépense en tuyauterie uniquement pour véhiculer le problème. On se fait fort de distinguer les sortes de chômage saisonnier, structurel, pathologique, volontaire, etc. ! Comme me disait un travailleur : « ils nous parlent du chômage structurel sans oser toucher aux structures ». Et puis, il y a les procès faciles d'une opinion publique superficielle et parfois méchante : « ce sont tous des paresseux ». Au moins ici, le chômeur concret entre en ligne de compte ; il n'est plus noyé dans le chômage, ou l'économie ou la politique.

Voilà un exemple entre mille de ces jeux de surface qui masquent les enjeux véritables. À peu près tous les points chauds n'y échappent pas. Pensons à ce que nous pouvons conclure de l'enfilade des confé.

rences constitutionnelles où l'on joue au chat et à la souris. On reporte à la prochaine rencontre les sempiternels litiges. Comme à l'accoutumé, les conférences de presse des hommes politiques nous apprennent à peu près rien, si ce n'est la formation de nouveaux comités d'étude. « Les rencontres à huis clos des fonctionnaires doivent continuer le [437] travail ». Un autre subterfuge pour tenir les citoyens à l'écart du processus. Pendant ce temps, l'opinion publique se désintéresse des vraies questions politiques, pour ne retenir que les épiphénomènes des débats et de vagues images apolitiques que certains politiciens savent projeter. Par exemple, la vie sentimentale d'un premier ministre suscitera plus d'intérêt que ses positions sur l'inflation ou le chômage.

Mais, c'est au plan de l'information que s'opère le brouillage le plus évident de notre système démocratique actuel. Le magma indifférencié et massif des nouvelles du jour constitue une sorte de flot ininterrompu dans lequel le citoyen est emporté sans qu'il puisse maintenir un minimum de distance critique. Enterré et dispersé à la fois, il ne peut ni contrôler, ni vérifier, ni évaluer le contenu d'une information rapide et superficielle. Rarement une question de fond est abordée de façon systématique et suivie. On adopte dans la plupart des domaines les modèles de persuasion publicitaire : des images simplistes, des slogans, des sophismes. Ou bien, on s'engage dans des débats où la partisanerie, de part et d'autre, empêche toute recherche commune sérieuse. Au bilan, l'information joue en sens contraire de l'intention démocratique qui vise des citoyens capables d'exercer un jugement et un contrôle fondés d'abord sur une connaissance honnête des réelles implications d'un problème. Le test de vérité se trouve dans les pratiques quotidiennes et non dans les cas exceptionnels ou épisodiques où des voix diverses réussissent à percer. Pensons, par exemple, aux politiques de la plupart des journaux en matière d'éditorialisme. On peut dire sans crainte de se tromper que presque toutes les directions s'en tiennent à une seule famille idéologique qui contrôle le commentaire quotidien. Le pire, c'est qu'on se prétend les champions de la liberté, de la tolérance et du pluralisme. Encore ici, les jeux de surface camouflent une hypocrisie que le peuple découvrira peut-être un jour. Si le cercle vicieux de conditionnements toujours plus subtils se resserre, les minorités agissantes prendront les voies tragiques d'une violence anti-démocratique. Ceux qui en doutent, ont la mémoire courte.

Les jeux de coulisse

[Retour à la table des matières](#)

Une toute petite expérience dans les rouages de la vie politique nous fait vite découvrir que les décisions les plus importantes se prennent souvent dans les coulisses et les caucus. Après les premières retombées de la crise d'octobre 1970, des observateurs sagaces, du [438] côté anglophone comme du côté francophone, ont commencé à déceler les dessous des ententes inter-gouvernementales. Même des parlementaires se sont rendu compte qu'à Ottawa comme à Québec les principaux jeux se sont noués en dehors des structures politiques officielles. Certains prétendent même que les décisions auraient échappé aux deux cabinets (fédéral et provincial). On a tâté fait d'éteindre les rumeurs de tensions internes au sein des deux organismes précités. Est-ce que cela fait partie de cette zone de secret dans toute organisation ? Si oui, plusieurs citoyens auraient préféré que certains politiciens eussent la pudeur de ne pas se couvrir du manteau de la démocratie comme s'ils en étaient les seuls porteurs et les grands défenseurs. Il est trop facile de se justifier uniquement par le vote épisodique ou les sondages dans une population terrorisée de part et d'autre. On a tout simplement demandé un chèque en blanc, tout en faisant peser sur les oppositionnistes et les dissidents le soupçon d'une quelconque parenté avec les terroristes. Ces faits sont trop nombreux et maintenant trop bien connus pour que nous reprenions le débat. Retenons que les stratégies occultes des pouvoirs et leurs intentions invouées échappent au contrôle démocratique d'une information ouverte. « Nous avons des renseignements que vous ne connaissez pas ». Voilà la réponse cent fois entendue. Les parlementaires eux-mêmes sont encore maintenus dans l'ignorance et l'impuissance. Nous retrouvons ici ce mépris hautain et lointain de la famille libérale qui est bien placée pour utiliser à son profit les institutions qu'elle s'est données. À force de ne pas « jouer franc jeu », elle se condamne à faire perdre progressivement la crédibilité et la légitimité des structures politiques actuelles dans ce qu'elles ont de meilleur. On se souvient du sort de cette équipe libérale d'Ottawa, qui dans les années 50 avait pris l'habi-

tude d'agir à côté du parlement. Voici qu'aujourd'hui le même phénomène commence à se reproduire.

Jeux de coulisse aussi de ces dizaines de lobbyistes, payés par les pouvoirs financiers, qui, à l'année longue, exercent des pressions trop souvent douteuses et efficaces sur les décisions gouvernementales. Et dire qu'on accuse d'anarchie des groupes de citoyens, sans argent et sans pouvoir, qui se défendent ouvertement. Où sont les vrais ennemis de la démocratie ? Pensons aux manoeuvres cachées des syndicats financiers, au chantage déguisé des grosses firmes, bref à ce réseau d'intérêts qui lient les mains de nos hommes politiques au pouvoir. Lors d'une élection, j'ai vu *des émissaires* du parti au pouvoir, solliciter des citoyens qui avaient bénéficié d'un programme gouvernemental. Le don du moment préparait les récompenses de demain ! Qu'on nous [439] prouve l'absence de liens entre les caisses électorales et le régime des soumissions fermées dans combien de secteurs. je connais une ville qui a touché au système, et les réactions sont venues même de coins reculés, parce qu'on faussait ainsi le jeu de forces, d'intérêts et de compromis en dessous de l'arène politique. Personne ne nous convaincra que de tels processus relèvent d'une histoire dépassée, celle du duplessisme, par exemple. Est-ce vrai que Power Corporation a ses hommes bien placés dans le réseau des décisions gouvernementales ? Faut-il poser d'autres questions encore plus précises sur ces jeux d'influence Jamais connus du public ? On m'a dit que c'était subversif de parler de ces choses. Où sont les vraies structures parallèles ? Sûrement pas dans les comités de citoyens. J'espère qu'enfin la population va démasquer cette énorme hypocrisie.

La bataille de l'information commence à peine. Voici que quelqu'un en haut lieu nous apprend qu'un de nos grands services publics vient de faire des profits reluisants après une forte hausse des prix. Pour ne pas alerter l'opinion publique, les directeurs s'entendent avec les dirigeants du syndicat pour de substantielles hausses de salaires (inflationnaires) afin d'éviter le scandale. Étant donnée la gravité d'une telle manoeuvre qui est aux antipodes du rôle d'une entreprise nationalisée, nous entreprenons avec d'autres citoyens de clarifier cette « rumeur », de vérifier le bien fondé de ce « tuyau ». Peine perdue, rien ne transparaît des chiffres officiels. Les dessous étaient inaccessibles, ou du moins les informations minimales pour une telle recherche. Nous avons peut-être abandonné la partie un peu trop vite. Il faut dire que

nous avons perdu notre naïveté d'hier sur les vertus de notre fameux système libéral qui se présente comme la quintessence de la vraie démocratie. Nos illusions aussi sont dissipées quant à la prétendue virginité de la majorité silencieuse ou à l'immaculée conception du syndicalisme. Nous avons tous, d'une façon ou de l'autre, nos façons d'abdiquer nos idéaux démocratiques quand il y a une piastre à faire.

Et pourtant, il faudra bien préciser en quoi, les uns et les autres, nous contribuons à empêcher l'avènement de mœurs politiques et d'une conscience sociale plus justes et plus solidaires. En première instance, il faut gagner la lutte pour une véritable information. Sans celle-ci, le réseau d'underground continuera d'étendre ses tentacules en dessous des structures nouvelles de participation dont on nous rabat les oreilles. En seconde instance, nous devons songer à établir de vraies règles de jeu démocratiques.

[440]

Des règles du jeu qui n'en sont pas

[Retour à la table des matières](#)

François Perroux disait un jour que les institutions maintiennent longtemps des règles du jeu qui ont été instaurées pour répondre à des situations dépassées par l'évolution de la société. Un autre économiste va beaucoup plus loin. Richard Ney, dans un livre explosif : *THE WALL STREET JUNGLE* (Grove Press, 1970), soutient que le monde financier peut rendre inopérantes toutes les politiques économiques qui le défavorisent. Selon lui, aucune loi classique en économie n'est respectée. Pensons au vieux dogme de l'offre et de la demande, par exemple. Voilà un vain mot sur le parquet du *New York Stock Exchange*. Les super-agents de change et leurs alliés financiers contournent sans cesse les règles officielles du jeu pour provoquer presque à volonté les hausses et les baisses. Ils n'auraient pratiquement rien perdu lors de la chute qui a suivi la mort de Kennedy. En dehors de ce petit cercle étroit et homogène, à peu près tout le monde se fait avoir. La prétendue démocratisation de l'actionnariat, au cours des dernières années, serait un leurre monumental en regard de la concentration inédite des pouvoirs financiers. L'État et un organisme de contrôle

comme le *Federal Reserve System* n'osent même pas s'attaquer sérieusement à ce mal apparemment insaisissable. On le comprend bien quand on pense aux collusions à l'intérieur du noyau dur de l'Establishment. Mais voici que la machine se détracte. Une marée de « *take over* » *bouleverse* tout l'échiquier de l'économie nord-américaine (au Canada, 179 cas de *take over* en 1969). Un exemple, entre plusieurs, du débousselage de nos grands mécanismes économiques classiques. Nous laissons aux économistes le soin de critiquer l'analyse de Richard Ney. Mais celui-ci ne manque pas d'interroger tout nord-américain quand il conclut : Le principal danger ne réside pas dans les manifestations violentes de la rue... mais dans les mythes qui masquent l'exploitation concertée de la structure sociale par le monde financier. Les intérêts du *Federal Reserve* et du *Stock Exchange* sont incompatibles avec ceux de la majorité des citoyens. Cette exploitation et la négation des principes fondamentaux d'un gouvernement démocratique ont moulé le modèle principal des politiques nord-américaines ».

Durkheim avait bien vu, au début du siècle, l'anarchie croissante et l'anomie (absence de normes) qui menaçaient le système libéral. Aujourd'hui, on parle de sursis et de seuil critique pour la plupart des institutions économiques et autres. Le problème des règles de jeu n'est pas le moindre quand on songe au contrôle de plus en plus difficile [441] de toutes les composantes de la technostructure et de phénomènes aussi cruciaux que la stabilité monétaire, l'évolution technologique, la congestion urbaine et la pollution, la révolte des jeunes et des pauvres, et enfin la crise de crédibilité du système politique et du système économique. Nos gouvernements ont suivi un processus « additif » de mesures sociales qui ajoutait sans retrancher, qui corrigeait certains effets sans attaquer les racines d'une profonde anarchie. Que d'illusions n'a-t-on pas entretenues sur la rationalité de nos organisations modernes ? Les pouvoirs et intérêts décisifs échappaient à toute tentative d'établir un cadre de cohérence pour le développement et la promotion collective de l'ensemble des communautés. Parfois certaines médecines artificielles contribuaient indirectement à accentuer la force du cancer. N'est-ce pas le cas de ces fameuses subventions aux industries et à leurs investisseurs ? De tels correctifs apparaissent comme des corps étrangers dans la philosophie et les pratiques dominantes du système de la libre entreprise. De fait, ils prolongent la logi-

que de celui-ci, à savoir l'utilisation des biens publics au profit d'intérêts privés très peu soucieux du bien général de la collectivité. Nous payons très cher les riches pour les enrichir davantage, en exigeant d'eux quelques lentilles de responsabilités sociales. Nous n'avons rien à dire sur ce que les « grands » ont décidé de produire, et d'offrir à la consommation (Galbraith). Même les États se soumettent à ce processus infernal. Qu'on le reconnaisse ou pas, l'activité économique particulièrement se déploie davantage dans une sorte d'underground plus ou moins indépendant des règles du jeu de notre système démocratique.

Le mal est aussi au cœur de la vie politique. La démocratie est ici déviée de ses objectifs de justice de bien des façons. Il suffit de se référer à des exemples que nous connaissons bien au Québec : la carte électorale, le mode de scrutin, le choix des candidats, la machine des partis, le fonctionnement parlementaire, les juridictions qui se neutralisent mutuellement. Devant des problèmes comme le chômage, l'habitation ou l'inflation, chacune des instances gouvernementales se renvoie la balle ; il en est de même des confrontations entre les grosses entreprises, les gros syndicats et les gouvernements. On refuse de s'appliquer pour soi-même le respect des règles du jeu qu'on veut imposer aux autres. Si le contrôle des prix, des profits et des salaires est incompatible avec le système libéral, qu'offre-t-on comme règles de jeu pour assurer une cohérence minimale et un consentement collectif viable vis-à-vis de l'ensemble des rapports sociaux, économiques et politiques ? Est-il possible d'élaborer des politiques [442] justes, dynamiques et bien articulées dans nos structures sociales actuelles ? Jusqu'ici les faits eux-mêmes ont répondu par la négative. Les plus lucides commencent à se rendre compte de l'enjeu principal de l'établissement du primat politique sur toutes les autres fonctions d'aménagement et de développement. Mais cela présuppose un tout autre système de règles du jeu.

Certains radicaux qui rejettent la société actuelle, manquent tout autant de logique en idéalisant la rupture anarchique ou la « révolution permanente » sans mettre de l'avant des projets viables, des alternatives claires, et surtout des démarches réalistes. Comme si l'opposition ou les gauches n'avaient pas à se préoccuper des exigences de règles du jeu identifiables par la population en général. Comme si les idées généreuses pouvaient se passer de pratiques suivies et patientes.

N'est-ce pas le propre de l'univers politique que d'offrir un lieu de cohérence même aux rapports de force ? De part et d'autre, on contribue à discréditer la politique aux yeux du peuple, parce qu'on sacrifie toute règle du jeu à la bonne cause. À la limite, les tenants des pouvoirs dominants et beaucoup de contestataires radicaux sont suspectés d'une même illégitimité. Les jeux se font et se défont au-dessus d'un peuple impuissant qui, à son tour, peut connaître la terrible tentation de se livrer à l'anarchie ou à la dictature. L'histoire en témoigne.

Les jeux interdits (une société délinquante)

[Retour à la table des matières](#)

À regarder de près, on se demande si la société actuelle ne se fait pas facilement complice de multiples foyers de délinquance. Le procès de la spéculation n'est pas à refaire. Pourtant ce vice continue ses ravages avec toutes les protections légales possibles. En 1964, presque toute la surface non-développée de l'Île-Jésus était possédée par les spéculateurs (250,000 acres, soit plus du double de l'aire urbanisée). L'établissement de la nouvelle ville de Laval n'a pas endigué le mouvement puisque la spéculation s'étend aujourd'hui sur 300,000 acres. Une telle situation compromet tout le développement de la ville par les pouvoirs publics. Ces requins qui ont investi plus de 600 millions, exigent des prix exorbitants. Ainsi les acheteurs ne défraient pas seulement le coût du lopin négocié, mais tous les frais d'opération du spéculateur qui attend sa chance pour faire un coup d'argent. D'immenses terrains « gelés » (les pertes de production agricole sont énormes) restent improductifs et rendent extrêmement complexes et difficiles, [443] la planification physique, l'utilisation efficace du sol urbain et les politiques éventuelles de développement. Disons ici que bien des municipalités ont péché gravement en négligeant d'acquérir une réserve de sol nécessaire pour l'expansion future des zones résidentielles et industrielles ou de services publics. L'inertie des uns laissait la voie libre à la spéculation des autres.

La géographie des jeux interdits, tolérés ou justifiés, s'étend à bien d'autres domaines. Évidemment, l'ampleur des activités frauduleuses de la pègre suscite régulièrement de petites inquiétudes. Un fort coefficient de mystère et même de peur empêche tout effort de lutte sys-

tématique contre l'hydre. Mais le plus grand problème n'est pas à ce niveau. Dans quelle mesure des phénomènes comme la spéculation, la pègre, la délinquance ne sont pas des produits d'une vie privée et publique trop facilement immorale ? Les rapports d'exploitation sont beaucoup plus diffusés qu'on ne le pense. Ainsi, les zones grises des jeux interdits existent dans les lieux de travail, les centres de consommation, les services publics. Le vol, la fraude, l'appropriation injuste des ressources collectives font partie de la quotidienneté de bien des milieux, pendant que les grands débats publics véhiculent les bonnes intentions et les bons principes. On nous accusera peut-être de céder à un moralisme facile. Mais que diable, on ne bâtira rien de solide si les conduites courantes ne respectent pas les exigences fondamentales d'une éthique de justice élémentaire.

Il faudra bien démasquer les contradictions flagrantes de tant de nos comportements. Certains luttent contre la pollution et plaident pour la drogue. D'autres pestent contre la guerre et les génocides politiques tout en réclamant l'avortement sans contraintes éthiques. La liberté qu'on réclame pour soi fait souvent bon marché de celle des autres. Comment concilier la démocratie égalitariste et le culte de l'homme fort, de la vedette, de l'élite, du pouvoir et de la force ? Comment défendre la liberté, la tolérance et le pluralisme avec une intransigeance pharisienne et dogmatiste ? On s'aveugle si facilement soi-même au point de se prendre pour le seul être moral, sans se rendre compte de ses propres contradictions. Je sais bien que les hommes sont moins bons, et meilleurs qu'on ne le pense. Je sais bien que toute aventure humaine et tout système social comportent des ambiguïtés, des zones grises, des dysfonctions manifestes et latentes par delà certaines intentions pures et des attitudes authentiques. Je sais bien aussi qu'un temps de profonde perplexité favorise des conduites erratiques ou « anomiques ». Mais nous avons poussé tellement loin la « permissivité » qu'il en résulte une vie sociale incohérente, inconsistante et [444] sans point d'appui. Nous n'avons pas compris que même les tabous et les interdits avaient aussi des rôles positifs, à plus forte raison les lois et les cadres. Pourquoi la vie morale, contrairement à la vie physique, n'aurait-elle pas besoin de signaux avertisseurs, de garde-fous, de freins ? L'auto-discipline ne signifie pas absence de discipline. Le contrôle des naissances veut-il dire ni contrôle, ni naissance ? Peut-on assurer une promotion et une libération collectives sans ac-

cepter des contraintes ? Il y a bien des formes d'aliénation, mais celle de l'auto-aveuglement me semble la pire. Le goût farouche de liberté que nous avons heureusement développé, trouve sa vérité dans une rectitude fondamentale du cœur en face de soi-même et des autres. Les stratégies, les idéologies, les systèmes portent aussi des masques qui révèlent la comédie humaine. Et toute reprise par le fond d'un destin appelle une démystification radicale des contradictions de la petite histoire comme de la grande histoire d'une collectivité.

Les jeux tout court

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais attirer l'attention sur un dernier obstacle qui pèse lourd dans nos efforts de développement. Encore ici la critique morale risque de prendre le dessus. Faut-il s'en prévenir, quand on vise un développement vraiment humain ? Trêve de précaution. Il s'agit donc de l'énorme place que prennent les loisirs commercialisés dans nos budgets et nos activités sociales. C'est peut-être le domaine où nous vivons le plus au-dessus de nos moyens, où nous gaspillons des ressources susceptibles d'investissements plus productifs. Évidemment, nous pensons tout de suite à nos industries nationales comme le hockey, la motoneige, la taverne, la chanson, le cinéma de fesses, etc. Certains chefs politiques nous ont même convaincus de la rentabilité des grands projets récréatifs (et culturels !), comme les Olympiques, la Ronde, les Expos.

Il faut être un esprit bien étroit et mesquin pour s'interroger sur le caractère opportun des lourdes mises de fonds en édifices luxueux, promoteurs de la grande culture ! Que de choses à consommer. Notre petite bourgeoisie en a plein les mains. Et les classes moyennes se doivent de suivre le courant. Nous sommes « Arty » au Québec. Nous savons vivre. Hier, nous disions que notre religion valait bien mieux que le matérialisme industriel de nos voisins. Aujourd'hui, nous opposons notre culture à *l'American Way of Life* ! Notre nouveau culturel est incontestable, et nul ne saurait nier la qualité de cette [445] nouvelle créativité en bien des domaines. Mais j'espère qu'on ne m'en voudra pas de rappeler certaines contraintes budgétaires et certains impératifs du pain quotidien. En deçà de l'efflorescence culturel-

le, il y a des styles de vie qui, peut-être, contredisent ce qu'elle a de plus beau et de plus profond. On chante magnifiquement sa dignité retrouvée et son neuf destin. On fête une nouvelle solidarité et des engagements inédits. Mais qu'en est-il de la qualité de notre pain, du goût de vivre notre quotidien, de l'humanité de nos rapports sociaux ? Tous nos travers, nos aliénations, nos affaissements deviennent objets de dramaturgie. On n'en finit plus de se conscientiser par le spectacle. Une haute forme de participation à un destin tragique ! Mais où est-il le vrai peuple dans tout cela ? *Nous jouons bien nos enjeux ; les vivons-nous effectivement ?*

Québécois sur les tréteaux et les hustings, Américains dans la rue, à la maison, au travail, au stade. Il y a au moins une part de vérité dans cette remarque, peu importent les raisons qui l'expliquent : colonialisme, appartenance nord-américaine, évasion dans le rêve. Une culture qui se fait jeu, en dehors du pain, du travail et de la vie courante, se déracine vite de l'expérience du peuple. Elle perd son impact vital, sa force politique, son élan mobilisateur, sa qualité d'identification. je ne nie pas les possibilités de cette reprise culturelle de notre être collectif. Mais nous tardons trop à lui donner des mains ingénieuses et des reins forts. D'abord pièce maîtresse pour une reconstruction inédite du peuple, elle devient bientôt objet de folklore et de tourisme pour les ministères des Affaires Culturelles et des loisirs. Les fêtes, les mythes, les jeux et les arts d'un peuple tirent leur souffle et leur élan d'une vie pleine et riche. Les belles fêtes et les cœurs chauds ont besoin de sang. Pas d'illusions là-dessus ! La beauté et la pureté exsangues ne durent pas. Tout cela, pour dire qu'une culture féconde s'inscrit dans une dynamique de développement intégral de tout l'homme, de la société entière dans toutes ses composantes ; sinon, elle subit la dérive des jeux inoffensifs, des débats idéologiques abstrus ou des contestations sauvages. Et qui sait si, en deçà de quelques oeuvres brillantes de notre culture seconde, il n'y a pas actuellement un processus accéléré de destructuration de la culture première. N'est-ce pas notre sous-sol qui est profondément ébranlé ou disloqué ? D'où la fragilité menaçante de toutes nos architectures récentes, celles des campus et des centres culturels, celles des parcs industriels et des centres d'achat, celles des stades et des arénas, celles des grands plans nationaux, régionaux ou urbains. Les échecs et les seuils présents nous invitent à revoir la qualité de nos assises et de notre propre terreau. On

ne [446] bâtit pas une nouvelle culture et une neuve société sans tenir compte de ce qu'on a vraiment sous les pieds. Or, c'est peut-être par une perception plus claire et plus juste de certains enjeux moins visibles, mais très révélateurs, que nous saurons dégager les tâches essentielles d'un authentique développement où notre culture, notre économie et notre politique se féconderont mutuellement.

Les enjeux cruciaux

[Retour à la table des matières](#)

Revenons d'abord au premier exemple du début de ce chapitre, à savoir le chômage. Les jeux de surface déjà signalés noient souvent les terribles coûts humains de cette situation chronique. Évidemment, l'aune statistique et l'économétrie ne rendent pas compte de ces impondérables pourtant très lourds que sont la désintégration individuelle, familiale et sociale, la dépendance chronique, l'effondrement de la dignité humaine, le sentiment insurmontable d'impuissance et de dégoût, l'humiliation devant les proches, et que sais-je encore. Que de fois j'ai vu des chômeurs perdre progressivement le goût de vivre et (le lutter. Ils développaient une incapacité radicale de faire face aux autres tellement ils se sentaient rejetés, diminués et profondément blessés dans leur condition humaine. Pendant un certain temps, ils s'étaient traînés timidement d'un bureau à l'autre (la commission d'Assurance Chômage, le centre de main-d'œuvre du Canada, le centre de main-d'œuvre du Québec, le ministère des Affaires Sociales, la Régionale Scolaire, etc.). Comment pouvaient-ils se frayer une route sur un échiquier désordonné où des problèmes pourtant interdépendants étaient traités isolément dans des structures parallèles ? Au bilan, ils prenaient conscience que tous les appareils en place n'étaient pas équipés pour faire face aux vrais problèmes. D'où cette perte de confiance dans la société, dans la politique et même dans tout appel de solidarité. Et plus grave, cette perte de confiance en eux-mêmes qu'une situation de profonde solitude creusait inexorablement. Chez les jeunes, le drame prend des proportions encore plus graves, parce que souvent ils ne bénéficient pas des mesures sociales compensatoires. A vingt ans, on est rempli d'espoir et d'idéal d'une façon ou d'une autre. Connaître un chômage intermittent ou permanent pendant une

longue période, à ce tournant crucial de la vie, c'est se briser les reins souvent de manière irréparable, surtout quand on songe au psychisme fragile du jeune urbain.

Il faut resituer ce défi dans un contexte plus large, à savoir la jeunesse d'un monde qui compte près de 50% de citoyens en bas de [447] 25 ans. N'est-ce pas le cas de la majorité des nations ? Or, en très peu d'endroits, il y a vraiment une politique de développement à long terme, en dehors du médium rigide d'une scolarisation formelle, artificielle et marginale. Les recherches les plus récentes ne manquent pas de nous effrayer. Elles nous avertissent, par exemple, que l'équipement technique des pays riches pourrait produire trois ou quatre fois plus avec deux ou trois fois moins de travailleurs. Nous sommes ici bien loin des maigres tentatives d'articulation d'une économie productive avec une politique de plein emploi. Nous sommes tous touchés d'une façon ou de l'autre. Les politiques sociales, la scolarisation massive et même l'industrialisation intensive ne suffisent pas. Et à quoi bon vouloir intégrer les pauvres et les laisser pour compte dans une société en instance de désarticulation culturelle, économique et politique ? Parce qu'il s'agit bien de cela, quand on songe aux foyers nombreux de révolution. Il n'y a pas qu'une quête radicale de nouvelles raisons de vivre, mais aussi un besoin profond de nouveaux modèles sociaux. Nous en avons longuement parlé, dans la première partie. Signalons simplement ici que nos conceptions du travail, de l'organisation sociale, des rapports humains, de l'histoire, et de l'homme lui-même connaîtront des bouleversements que les systèmes d'hier et d'aujourd'hui peuvent difficilement assumer. D'ici là, nous sommes interrogés sur nos styles de vie, nos engagements, nos attitudes économiques, nos complicités avec les forces d'inertie actuelle. Certains voudraient se limiter à ne poser que les problèmes qu'ils peuvent résoudre. Ce faisant, ils évitent les questions brûlantes qui appellent à la fois un dépassement radical des problématiques habituelles et un investissement humain autrement plus dense que ceux des réformettes actuelles.

Il est tellement facile de se décharger sur les autres ou de s'accrocher à des solutions simplistes ou encore de s'abandonner à un quelconque pouvoir extérieur. Miser sur l'État ? Que peut-il faire sans de vastes appuis dans la population. Changer les mentalités ? Impossible sans des structures favorables à une telle éducation. Inventer de nou-

velles structures ? Peine perdue, si les hommes n'y mettent pas un contenu humain valable, s'ils ne savent pas ce qu'ils veulent ou ne veulent pas ce qu'ils savent. Bâtir en neuf à côté ? C'est laisser les forces dominantes s'accroître et bientôt annihiler les énergies engouffrées dans de petits projets parallèles ou concurrentiels. Réformer ce que l'on a en main ? N'est-ce pas risquer de tourner en rond, et cela au détriment d'une nécessaire créativité. Tout détruire pour reconstruire sur d'autres bases avec d'autres fins et moyens ? « Ils créèrent un désert et se condamnèrent à une impuissance plus grave encore », c'est le point [448] de vue du sage Tacite. Une fois de plus, nous voyons le glissement de terrain qui s'opère dans ce genre d'interrogation. Les démarches politiques toujours en situation historique particulière dépendent de la volonté et de la capacité de saisir et d'affronter les vrais enjeux en allant au bout de toutes leurs conséquences. Nous avons Parlé du chômage. Comment n'y pas voir une urgence et une gravité aussi impératives qu'un état de guerre !

Ce que le monde peut souffrir de ces \$200 milliards annuellement engagés en pure perte pour des fins militaires ! Voilà une folie incroyable ! Et pourtant, nous fermons les yeux. Nous faisons comme si c'était inévitable et fatal. je me demande si les réalistes du gros bon sens ne véhiculent pas les mythes les plus destructeurs de civilisation, tout en accusant les radicaux d'idéalisme futile et de violence stérile. Et pourtant, ces mythes servent les intérêts d'une minorité de « commerçants » ou d'assoiffés de pouvoir.

Même les démunis ont intériorisé les rationalisations de l'establishment au point d'avoir honte de parler le langage du pain et de la dignité humaine, de revendiquer des droits déjà inscrits dans les chartes et les constitutions. Ceux-ci resteront longtemps des abstractions juridiques et des contradictions sociales pour les masses de la terre et pour le petit peuple, si on ne révisé pas de fond en comble des processus inhumains qu'on a si facilement érigés en lois économiques et fondés dans une philosophie sociale qui nie la situation réelle des rapports sociaux actuels. Pensons aux rapports de domination qu'on retrouve de bout en bout dans le monde actuel, malgré ses prétentions démocratiques universelles. La démocratie est à peine commencée. Elle est bien fragile à côté des énormes servitudes qu'on a ajoutées artificiellement aux déterminismes naturels. Le repli sauvage sur la nature pure dans la nouvelle culture véhicule, en deça des aspirations

de liberté et de communion humaines, un désespoir devant l'échec des instruments techniques qui auraient pu servir à une véritable libération de l'homme.

Voilà l'envers d'un enjeu fondamental, à savoir la *création d'une dynamique humaine de promotion qui inverse l'orientation des moyens extraordinaires de la civilisation contemporaine*. Ce serait désastreux de poétiser une sorte de révolution nihiliste, anti-scientifique, antitechnique et même anti-technocratique. Les sueurs d'une longue histoire auraient été vaines. En effet, l'intelligence pratique a été la première forme de l'intelligence humaine (Armand Cuvillier). Et la technologie vient démultiplier cet élan de libération et de créativité. Qu'elle soit utilisée à des fins d'exploitation de l'homme, c'est là un problème [449] d'une extrême gravité, mais qu'il ne faut pas confondre avec la signification historique de cette conquête de la nature extra-humaine. L'enjeu humain de l'heure se trouve plutôt dans la constitution d'une société qui oriente différemment ce premier élan créateur. Ce n'est pas d'abord un problème de moyens, ni même une question de fins et de valeurs. Nos progrès techniques peuvent assurer les premiers, et nos constitutions les seconds. Il s'agit plutôt de décisions historiques solidaires, par delà les affrontements et confrontations nécessaires, pour aménager différemment la terre des hommes et surtout la cité de demain. Fourastier a bien raison d'écrire : *L'homme est à la perpétuelle recherche de la cité qui lui convient : non seulement de la maison... du village... du grand ensemble de la ville, mais encore de la société, du statut politique, et je n'hésite pas à ajouter, de la conception du monde qui lui conviennent*. N'est-ce pas l'utopie la plus traditionnelle et la plus moderne qui relie l'histoire et la révolution culturelle d'aujourd'hui ? Nous percevons peut-être avec plus d'acuité l'importance de passer des modèles d'en haut, ou des déterminismes d'en bas à des projets d'hommes libres, responsables et créateurs. Pour la première fois dans l'histoire, cette utopie pourrait enfin s'inscrire dans une politique voulue et assumée. Les plus lucides se rendent compte du danger persistant des idéologies closes, des débats aveugles, des lectures unilatérales de l'histoire (y compris celle de Marx), des enfermements dans l'un ou l'autre système actuel. Une véritable radicalisation de la démarche politique et de l'aventure humaine dénonce tout autant les extrémistes de gauche ou de droite que les centristes de la réforme. Des enquêtes récentes ont montré qu'un nom-

bre grandissant d'hommes modernes, de jeunes particulièrement, se méfient de plus en plus des étiquettes, des explications toutes faites, bref de tout système érigé ou absolu, le cybernétique y compris.

Ce qui n'implique pas forcément le refus d'une rationalisation, d'une planification plus poussées. Ce sont les démarches et leurs contenus qui sont d'abord visés. On se veut partie prenante dans les principaux enjeux. On condamne des systèmes qui laissent le quotidien sans axe, (H. Lefebvre), les gens immédiatement concernés sans pouvoir, la vie spontanée sans signification. Évidemment, une culture inquiète comme la nôtre subit facilement la tentation de se réfugier dans des sécurités aliénantes, dans des rêves douteux. On aspire à autre chose, mais on agit de façon conservatrice surtout en matière politique et économique. Machiavel a bien perçu cette inclination à sacrifier sa liberté à la sécurité, le projet de dépassement, aux positions [450] acquises. D'où ce cercle vicieux qui favorise tellement les pouvoirs de droite, dominant la majeure partie du monde actuel.

Pourtant, des phénomènes inédits montent timidement de notre histoire récente. Ils se diffusent plus rapidement qu'on ne le pense. De part et d'autre, on se rend compte de l'unité profonde de la famille humaine par delà les barrières et les frontières, et la riche diversité culturelle. Devant les urgences historiques des explosions de toutes sortes : démographique, nucléaire, urbaine, etc., devant l'éclatement des sociétés même les plus prospères, jamais nous n'avons senti une si grande interdépendance, un partage aussi évident de responsabilités, que des centaines de foyers de révolution aiguisent constamment. Si bien que tous nos vieux scénarios économiques, politiques et juridiques sont dépassés. Les conflits s'inscrivent dans ce contexte nouveau d'une humanité en sursis au seuil d'un saut qualitatif ou d'une autodestruction inouïe. Les solidarités comme les antagonismes ne sont plus tout à fait les mêmes qu'autrefois. Les relations sociales sont bouleversées. Le rapport de générations ne relève plus des schèmes habituels. Les types neufs d'engagement font éclater les catégories politiques traditionnelles. Pensons à la difficulté de saisir adéquatement la signification des guérillas, des nouvelles formes de marginalité et de pauvreté de la technopolis, de la situation des « drop out » et des chômeurs culturels, le sens des échecs du socialisme comme du capitalisme, des systèmes mixtes comme des modèles révolutionnaires inédits. Nous parlerons plus loin de la grande tentation qui nous guet-

te, à savoir la démission, la recherche de substituts faciles, la poursuite de son petit bonheur sur mesure et sans horizon.

J'entends de plus en plus de gens qui disent : « *on ne sait plus où est-ce qu'on s'en va* ». Une sorte de blocage psychologique s'installe à demeure. D'où l'importance de *clarifier ensemble les enjeux essentiels jusque dans les derniers retranchements de cette perplexité*. On ne saurait laisser durer ce « contexte d'aveuglement » qui déshumanise et dépolitise radicalement. La psychanalyse nous a appris la nécessité si impérative de comprendre ce qui nous arrive avant de prendre des options décisives ou d'entreprendre une nouvelle étape. La lucidité ne suffit, pas. Sartre nous rappelle que nos actes nous révèlent beaucoup plus que nos pensées et nos idéaux. C'est par le courage d'agir envers et contre tout que l'homme surmonte tous les destins. L'homme se sauve d'abord par les responsabilités qu'il prend, par les solidarités qu'il assume. Accepter d'aller au bout de sa liberté, de sa vie, c'est la fine pointe de sa dignité humaine. Le refus nietzschéen de toute dépendance trouve sa vraie signification ici. Mais cette dynamique se [451] retourne en domination quand elle se déploie en dehors d'une recherche effective de la promotion et de la libération des autres. L'altérité de la justice et de l'amour qualifie la vérité de sa propre libération. Si les vieilles cultures ont noyé l'individuel dans le collectif, les nouvelles (même la contre-culture récente) suivent un mouvement inverse. L'individualisme de la jouissance vaut-il mieux que celui de la propriété ? S'il y a des dévouements ambigus qui manifestent une fuite de soi-même ou étouffent une vie personnelle, autonome et épanouie, il y a aussi des amours de soi, incapables de se prolonger dans l'amour es proches. La civilisation heureuse des derniers temps relance le mythe de la transparence entre l'individu et la société, le gouvernement et le peuple, l'instinct et la liberté, la nature et la culture, le travail et le jeu, le moi et l'autre. Mais ses porteurs liquident trop facilement les tensions réelles, le mouvement dialectique entre les deux pôles. La commune, pas plus que toutes les autres communautés de l'histoire, ne se bâtira avec des membres centrés sur eux-mêmes, partageant sans s'impliquer courageusement. Comment donner sans rien sacrifier ? En refusant d'admettre la souffrance réelle qui jalonne toute aventure individuelle et collective, tout effort de libération et de promotion, on se prépare de graves illusions et on cherche vite à s'évader seul en dehors des solidarités réelles. Certains jeunes contestataires entretenus par

leurs parents bourgeois, ou une quelconque bourse, ressemblent étrangement à ceux qu'ils réprouvent. Ils partagent, d'une façon différente, une sorte de luxe gagné sur le dos des petits salariés.

Ces considérations peuvent paraître très lointaines par rapport aux grands enjeux sociaux et politiques. Au contraire, elles nous signifient que ceux-ci nous amènent à nous interroger sur les réels rapports sociaux, sur les vraies pratiques sociales, sur l'authenticité de nos comportements individuels et collectifs. Tout se passe comme si nous avions à réapprendre à vivre personnellement, communautairement, et « socialement ». Ce n'est plus seulement le consommateur, le travailleur ou le citoyen qui cherchent leur voie, mais c'est aussi l'homme lui-même en quête d'axes de cohérence et de projets valables d'existence. Sans doute, les choix insignifiants de la consommation ennui et provoquent à la fois indécision et passivité. Les aliénations du travail deviennent plus subtiles et plus aseptisantes. Les impuissances du citoyen et l'inefficacité de la politique semblent s'accroître. Les échecs de réformes économiques, scolaires ou autres suscitent bien des inquiétudes. Mais ces critiques fréquentes ne présentent aucune raison de vivre dynamisante, aucune praxis de remplacement, aucune conception de la société, traduisibles dans des politiques et des stratégies.

[452]

Nous ne pouvons pas envisager nos problèmes et nos solutions en les isolant du contexte nord-américain dont les influences nous pénètrent de toutes parts. Or, celui-ci s'approche d'un seuil de vérité qui inspire des propos révolutionnaires chez des analystes aussi modérés que Reich ou Galbraith. Le premier parle d'une révolution sociale et culturelle qui prépare une transformation radicale des structures économiques et politiques. La violence répressive ne pourra rien pour arrêter un mouvement aussi profond originant de la conscience de millions d'individus, et des expériences de milliers de petits groupes. Le second, de façon plus empirique, dénonce le caractère anti-social du système économique actuel, la pauvreté des équipements collectifs et des politiques sociales, la montée irrésistible du chômage même chez les scientifiques, etc. Lors de la crise monétaire américaine (août 1971), Galbraith revenait sur certaines de ses convictions les plus profondes. Par exemple, les négociations entre les gros syndicats et les grandes corporations rendent impossibles des politiques économiques

cohérentes et justes. On ne saurait éviter un contrôle permanent des prix, des salaires et des revenus. Selon lui, cette évolution de la situation conduit à un cul-de-sac si on n'accepte pas volontairement une orientation vraiment socialiste. Il ne croit pas à une reconversion homogène du système industriel vers des objectifs sociaux. Il suffit de penser aux très timides correctifs en matière de pollution, de santé, de logement. Science et technique sont encore au service du prestige et du pouvoir d'une minorité, sur le dos du peuple. La diversion vers l'aéronautique n'a plus l'impact politique escompté. Pensons aux débats de la NASA, du SST, etc. Ce ne sont pas les déclarations d'intention du Big Business qui vont atténuer cette prise de conscience d'un nombre grandissant d'Américains. En effet, accorder 5 ou 10% de plus à des fins communautaires ne change pas les orientations majeures de la technostructure. Les agents économiques et politiques de celle-ci savent bien, par exemple, comment il sera très difficile de passer d'une économie de guerre à une économie de paix. Ils n'accepteront pas un tel saut qualitatif d'ordre révolutionnaire qui détruirait vraisemblablement les petits et les gros empires intérieurs, tout en sapant les arrières ou les garanties qu'offrait le gouvernement américain aux firmes multinationales.

C'est donc tout le réseau (infrastructures et structures) qui est en cause. Les initiatives sociales et culturelles des derniers temps expriment la recherche de nouveaux modèles d'existence collective à côté du système lui-même. On songe même à recréer les « Town meetings » de la première révolution américaine, en utilisant la T.V., le câble, et [453] l'ordinateur pour restaurer certaines formes de démocratie directe. Voilà de bien fragiles recours quand on fait un bilan des échecs des associations de consommateurs, des coopératives, des communes, des organisations de la *New Left* et du *Black Power*, et enfin, des récentes législations sociales. À des enjeux aussi dramatiques, on a trouvé des solutions menues et provisoires, tout en n'entamant pas la technostructure. Certains croient que celle-ci se défait d'elle-même et que la révolution mûrit dans les consciences et la quotidienneté. (Voir C. Reich, *The Greening of America*, Random House, 1970).

Qu'on ne voie pas ici une digression ou une parenthèse dans notre analyse de nos propres défis au Québec. Cette problématique nous touche peut-être davantage. Elle ajoute au moins un autre indice de

l'insuffisance d'un certain réformisme superficiel. Chez nous comme ailleurs, on peut observer les premières démarches tâtonnantes et souvent anarchiques d'une révolution spirituelle qui commencent à faire éclater codes et structures de la plupart des institutions, même les plus récentes. Les interrogations se radicalisent dans l'aventure humaine de plusieurs ; et tout se passe comme si les réponses collectives nouvelles ou anciennes apparaissaient toujours artificielles ou insignifiantes en regard d'une subjectivité hyper-critique devant tous les systèmes, les idéologies et les grands plans. On veut vivre sa vie sans s'investir dans des engagements sociaux qui deviennent de plus en plus écrasants. On cesse de lutter à tous les Plans et pour se protéger, on accepte les compromis au travail ou ailleurs. Plusieurs ne cachent pas leur scepticisme devant ceux qui croient à l'action politique pour façonner des structures en accord avec une nouvelle quotidienneté. Ils reportent à plus tard les prolongements politiques de la révolution spirituelle qu'ils vivent.

Cette description trop rapide d'états psychiques de plus en plus répandus nous oblige à reconnaître la teneur dramatique d'une angoisse collective aussi éclatée dans toutes les directions. Notre optimisme têtue s'accompagne d'une conscience vive des énormes difficultés que rencontrent ceux qui, envers et contre tout, optent pour un développement énergétique, capable d'allier nos aspirations quotidiennes et nos espoirs collectifs. Chez nous, le désarroi des consciences s'enracine dans l'impasse d'un Québec francophone apparemment sans avenir. Toute solution réaliste ne saurait séparer ces deux composantes. Or, c'est par une stratégie culturelle qu'on peut les relier, et cela même au cœur des réalités économiques et politiques. Voilà pourquoi dans notre travail, nous avons accordé tant d'attention aux nouveaux modèles d'existence, d'action et de pensée, qui dégagent de nouveaux [454] horizons pour l'individu comme pour les groupes ou les communautés. Sans cette reprise radicale à ras de vie, nos grandes représentations comme nos tentatives de vastes mobilisations sont vouées à l'échec et nous resterons dans des échafaudages provisoirement construits pour donner à la vie plus d'altitude et plus de profondeur. La qualité de nos investissements, de nos engagements et de nos concertations dépend de ce qu'ils drainent de dynamismes dans les vécus réels. Non seulement y a-t-il un impératif de coalition historique de toutes nos forces vives, mais il y a aussi une exigence profonde de cor-

respondance entre nos façons de vivre et le projet de société ou de communauté que nous portons plus ou moins consciemment. N'est-ce pas l'envers de ce décalage énorme entre le vécu et les idéaux que l'on proclame ?

On dirait que *le divorce entre la critique idéologique et l'exercice du pouvoir se creuse de jour en jour*. Nous sommes pris entre de nobles et lucides refus d'une part, et d'autre part, des budgets semestriels sans horizon. Les études des experts et les grands plans des technocrates restent lettre morte. Pensons à certains échecs retentissants des derniers temps. Le B.A.E.Q. a accouché d'une souris. La commission B.B. n'arrive pas à clarifier l'essentiel de son mandat. Les nouvelles communautés urbaines s'enlisent dans des querelles de villages. La réforme scolaire devient une révolution de collège. Le rapport Neveu-Castonguay, comme tous les autres du genre, rencontre l'infranchissable obstacle des juridictions actuelles. Le rapport de la Commission Carter sur la fiscalité s'avère pratiquement inapplicable. Les grands débats sur l'indépendance québécoise, sur l'emprise américaine, sur l'avenir de la confédération, sur la relance économique, présentent les thèses les plus contradictoires. Bref, un maximum d'intellection sur un minimum de réalisation.

Bâtissons-nous la société post-industrielle sur les ruines d'une société industrielle dont nous avons pourtant besoin, en dépit des transformations radicales qui s'imposent ? Boudérons-nous la technologie au moment où enfin nous pouvons espérer en faire un instrument de libération ? Rejetterons-nous toute forme de pouvoir dans une conjoncture qui appelle des décisions politiques audacieuses, des leaderships et des memberships aussi forts les uns que les autres ? Donnerons-nous tête baissée dans la contre-culture quand notre société connaît une véritable désarticulation culturelle ? je ne suis pas sûr que, de part et d'autre, on s'applique à soi-même les critiques que l'on formule sur le dos du voisin. On a dit que les événements récents ont favorisé un partage plus clair des options et des familles idéologiques. Il m'arrive de douter des conséquences qu'on en tire. Est-ce que les [455] positions de chacun sont pour cela plus justes, plus réalistes, plus traduisibles en termes d'une politique nouvelle de développement ?

Au fond, c'est sur tous les fronts, l'enjeu d'un « avenir possible » qui est en cause. Il faut une confrontation serrée et une concertation intelligente de toutes nos forces vives avec le même sentiment d'ur-

gence qu'en état de guerre. Nous allons nous unir par en avant, par les têtes de pont qui émergent du brouillard, par une communauté de destin où, bon gré mal gré, nous faisons face aux mêmes seuils-critiques. Les riches ne sont pas plus rassurés que les pauvres, les villes souffrent autant que les régions pauvres et éloignées des grands centres, les instruits connaissent le chômage à leur tour, les tenants de pouvoir sont aussi perplexes que les dépossédés, les institutions de tout ordre vivent une crise profonde. À ce niveau de profondeur, saurons-nous retrouver nos solidarités humaines les plus vitales et faire l'économie d'une violence destructrice ?

Sans doute, certaines questions demeurent. Passerons-nous d'une domination à l'autre ? Les petits ne risquent-ils pas de sacrifier leur minimum vital dans un éventuel régime d'austérité ? Les privilégiés accepteront-ils de reculer, de perdre des droits acquis, de diminuer leur train de vie ? Sacrifiera-t-on la génération présente pour les générations futures ? Comment humaniser les luttes très dures qui jalonnent la route d'une telle révolution économique, culturelle et politique ? Qu'on le veuille ou non, les enjeux se radicalisent en deçà et au-delà des clivages idéologiques et les options politiques. Il y a une sorte de révolution objective dans le rythme chaotique et accéléré de l'histoire contemporaine, dans la multiplication des ruptures et des éclatements qui surgissent d'un peu partout. Une révolution objective dont on cherche vainement les responsables. Elle échappe aux entreprises politiques qui voudraient l'arrêter, ou l'accélérer, ou la précéder. Elle distance tout autant les théoriciens que les praticiens, le savant comme l'homme de la rue, les utopistes comme les pragmatiques. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle ne saurait rester longtemps un processus aveugle dont on pourrait espérer une issue heureuse. Nous ne l'assumerons qu'en la dépassant. Certains ont saisi sa dynamique interne de cette façon. C'est le cas de ceux qui véhiculent les nouveaux modèles sociaux que nous avons décrits dans la première partie, de ceux qui, au cœur des luttes de libération, acceptent de construire une politique audacieuse, ingénieuse et ouverte de développement. Devant des nouveaux défis, il faudra bien songer à une sorte de bloc historique de nos forces vives de promotion collective, bien accordée à nos solidarités fondamentales, à notre propre expérience historique, à nos dynamismes de dépassement.

Conclusions : des avenues de prospective

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes bien conscients des limites d'un travail où nous essayons de saisir l'ensemble d'un champ historique qui évolue rapidement. Bien des choses nous échappent. Les experts de telle ou telle discipline n'y trouveront pas leur compte. Ne parlons pas de synthèse. Tout au plus, s'agit-il d'une dynamique du provisoire. Nous entretenons quand même l'espoir de stimuler l'étude et l'action de tous ceux qui veulent s'atteler à des tâches de clarification et de promotion dans une société en instance de libération. Nous allons formuler nos conclusions sous une forme opérationnelle pour permettre la poursuite critique et constructive de ce que nous avons amorcé dans cet ouvrage. Le dernier chapitre de la première partie dégageait déjà des hypothèses de travail sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici. Il reste que l'élargissement des perspectives dans un cadre plus large de développement nous invite à jeter un second regard sur le contexte d'émergence des nouveaux modèles sociaux. Nous proposons ici un ensemble de grilles de lecture qui peuvent amener le lecteur plus avant dans sa propre réflexion. Évidemment, ces instruments de prospection, présentés d'une façon schématique, se séparent difficilement de l'itinéraire analytique que nous avons suivi auparavant.

1. Des systèmes ouverts ou fermés ?

[457]

La sociologie de l'organisation nous a appris que de nouvelles structures sociales perdent souvent leur caractère inédit dans leur fonctionnement. Les responsables comme les usagers retrouvent plus ou moins consciemment leur mentalité d'antan. Souvent on assiste, dans les pratiques, à une remontée de vieux modèles culturels qui prennent leur source dans un noyau de valeurs où se sont cristallisées des attitudes mentales et des habitudes difficilement déracinables. Aussi longtemps que ce noyau central reste fermé ou peu perméable, les réformes de structures et de pratiques sont compromises. Nos expériences scolaires, politiques, économiques et administratives de la dernière décennie en témoignent. Il y a beaucoup plus de discordances que de concordances entre les trois cercles. Plus profondément, on peut constater que le noyau traditionnel a perdu sa consistance et qu'un nouveau noyau n'a pas trouvé sa cohérence.

Derrière les querelles d'hier et d'aujourd'hui autour des réformes scolaires, les contenus de l'éducation ont toujours été refoulés à la marge dans les débats. Des remarques semblables s'appliqueraient sans doute aux questions économiques et politiques. Les nouvelles valeurs coexistent avec les anciennes sans qu'on ait réalisé une première intégration. Plus souvent des attitudes superficielles se superposent à un noyau traditionnel passablement rigide.

Bien des réformistes ne s'en rendent pas compte. Ils n'arrivent pas à comprendre les résistances latentes, les refus soudains ou encore les comportements contradictoires en face d'orientations pourtant souhaitées par la plupart au départ. Peu à peu les pratiques rejoignent l'ancienne mentalité. L'histoire de la pièce neuve sur le vieux vêtement se répète. Tout l'équilibre du système est rompu. Les conduites deviennent erratiques. On s'en prend aux structures tout en voulant s'appuyer sur une incessante révision de celles-ci. Paradoxe étrange que cette obsession des structures dans un processus de désinstitutionnalisation que plusieurs voudraient accélérer.

D'autres cherchent l'ouverture du côté du renouvellement des pratiques de la quotidienneté. Ainsi essaient-ils de redéfinir le système d'une façon empirique à partir des expériences en cours et des problèmes immédiats. Or, les problèmes les plus cruciaux et les valeurs les plus déterminantes ne se révèlent pas à la surface du système, comme nous le démontre la sociologie des besoins et des aspirations. Il faut un meilleur « *insight* » au cœur du noyau central. C'est là qu'il faut opérer les premières brèches, les reprises radicales ou les confrontations décisives.

[458]

L'incohérence ou la cohérence, la fermeture ou l'ouverture de ce centre stratégique conditionnent la plus ou moins grande plasticité des deux autres sphères. Sans doute, celles-ci ne sont pas sans influencer la première. Mais dans ce cas, il faut frapper de toutes parts et longtemps pour obtenir des résultats efficaces. Au contraire, la malléabilité du centre, avec une consistance minimale, donne à l'ensemble du système, souplesse et dynamisme.

Ces remarques nous amènent à un retour critique sur la mise en place massive de nouvelles structures, qui n'a pas été accompagnée d'un immense effort pour transformer le cœur culturel du système so-

cial. Nous avons été bien naïfs en croyant qu'un peuple comme le nôtre pouvait aussi facilement passer d'une monoculture bien encerclée par une idéologie religieuse rigide à un pluralisme culturel ouvert et entreprenant. Du duplessisme à la révolution tranquille, le chemin a été bien court. Le naturel est vite revenu au galop. Ceux qui se scandalisent des réflexes conservateurs et sécuritaires de la plupart des nôtres, se limitent souvent à des explications superficielles, bien loin des dimensions culturelles impliquées dans la création de structures inédites ou dans l'invention de nouveaux modèles sociaux. De même, les slogans révolutionnaires des parades de surface ne touchent pas la personnalité profonde de la masse des Québécois. Et qui set si la mentalité close de plusieurs radicaux ne reproduit pas les enfermements culturels de jadis. Le noyau est alors aussi monolithique et aussi dogmatique dans un cas comme dans l'autre.

Or, chose certaine, on ne gagnera rien en opposant valeurs anciennes et valeurs nouvelles, noyau premier et noyau second. Les uns et les autres risquent de se reconnaître et de se comprendre s'ils repèrent ensemble dans la culture première les germes d'un dépassement par delà les ruptures. Nous reviendrons plus loin sur cette question majeure.

Retenons un seul corollaire, à savoir : on ne saurait qualifier un système d'ouvert ou de fermé à partir des critères de nouveauté ou d'ancienneté, de structures ou de pratiques. De plus, des valeurs ouvertes comme la justice, la liberté, l'amour s'enferment dans des cercles vicieux quand elles sont promues par des esprits fermés. Ceux-ci s'attaquent exclusivement aux structures ou les défendent aveuglément, parce qu'ils refusent de remettre en cause leur propre noyau de valeurs, ou de l'ouvrir à d'autres influences. Dans *The Closed and Open Mind*, Rokeach démontre bien comment, dans un système ouvert, les innovations touchent rapidement l'ensemble à cause de [459] l'interaction des trois sphères et la motricité dynamique du centre. Celui-ci, dans le système fermé, offre des résistances qui refoulent à la périphérie et rendent inopérantes les innovations.

Ces remarques sont d'un intérêt capital au moment où *renaissent chez nous de nouvelles scolastiques*. L'idéologie religieuse d'hier accentuée par nos repliements de minoritaires, a durci nos structures

mentales premières. Celle-ci était à la fois moule et reflet d'un système de pensée clos que nous appelons ici une scolastique. Voici que renaît un phénomène semblable sous des vêtements profanes. Scolastique marxiste (bien loin de Marx) qui répète inlassablement son petit catéchisme désacculturé. Scolastique technocratique qui refoule en marge les valeurs humaines et les dynamismes qui nous animent comme sujet historique original. Scolastique d'extrême droite avec son absolutisation des pouvoirs et des structures en place. Scolastique freudienne qui enferme nos enjeux collectifs dans une mécanique étroite et unilatérale (Freud lui-même n'en croirait pas ses yeux). Scolastique culturaliste où la nation et la langue remplacent les transcendents de l'ancien ciel québécois. Et l'on pourrait continuer la liste. La plupart de ces phénomènes, en deça des intentions libératrices, véhiculent implicitement une idéologie de l'ordre ou un structuralisme qui sclérose toute velléité de projet collectif concret. Les pragmatistes du court terme appartiennent à ce même univers.

Depuis quelque temps, plusieurs des nôtres réagissent positivement. Beaucoup de jeunes et d'adultes en ont assez de ces batailles d'absolus. C'est dans une action soutenue et bien orchestrée qu'ils veulent transformer les valeurs anciennes et les nouvelles en démarches dynamiques de libération et de promotion. Notre aventure historique collective ne doit plus emprunter des voies d'évitement, mais s'exprimer dans de véritables politiques au cœur des institutions-clefs de la société moderne. Céder aux nouvelles scolastiques, c'est multiplier les possibilités d'enfermement d'une « société bloquée ». Voir M. Crozier, *La Société bloquée*, Seuil 1971.

[460]

2. Les enjeux structurels

Dans toutes les sociétés qui atteignent une certaine limite-critique, apparaissent des phénomènes d'anti-structure ; celle-ci s'exprime par des regroupements sauvages, égalitaristes, plus ou moins anarchiques. On y défend le primat de relations humaines plus directes qu'on oppose aux médiations structurelles des organisations officielles et des statuts du système social. Peu à peu les structures se rigidifient et s'éloignent de la vie au détriment de la dimension communautaire et de ses valeurs propres. C'est donc par des communautés renouvelées ou recréées que se réalise le processus d'anti-structure. Combien de phénomènes récents peuvent s'éclairer par cette hypothèse de recherche ! Pensons aux comités de citoyens, aux regroupements marginaux d'assistés sociaux, aux communes, aux rassemblements de jeunes et à tant d'autres initiatives de ce type.

Quand cette expérience communautaire s'organise sur une base plus institutionnelle, elle débouche sur la constitution de structures parallèles. Celles-ci tentent de proposer un autre modèle de société. En isolant le processus, les responsables se condamnent vite à l'essoufflement et à la stérilité. Ils accumulent une double marginalité, par rapport aux structures existantes et par rapport à l'ensemble de la po-

pulation. Une psychologie de secte ou de chapelle vient alors accentuer le coefficient d'utopie au détriment d'une démarche politique plus critique. De plus, les maigres moyens de la structure parallèle limitent ses possibilités d'action et de diffusion. Les membres quittent un à un ce nouveau milieu devenu artificiel et étouffant. Pourtant, au début, l'expérience avait été libératrice et pleine de chaleur humaine. On ne s'isole pas aussi facilement de la société.

[461]

La structure parallèle devient ainsi une voie de garage et même un agent de dépolitisation radicale, dans la mesure où on perd de vue le rôle politique de l'anti-structure et de la lutte à même les défis accumulés dans les structures existantes. L'intention communautaire marque une distance critique sur des médiations structurelles qui font passer au second plan les hommes concrets. Des structures qui correspondaient jadis à des expériences de vie, sont maintenant ,décrochées des nouveaux modes de vie et de pensée. Ainsi la société s'aliène dans ses instruments. Il est normal que les hommes réagissent précisément au nom des facteurs humains. Les rôles expressifs l'emportent alors sur les rôles instrumentaux (T. Parsons), là où les oppositions s'expriment. Ces rôles expressifs glissent dans un prophétisme abstrait, s'ils ne dégagent pas à leur tour des démarches et des projets qui se présenteraient comme de véritables alternatives dans l'ordre des moyens et des fins. Sans stratégies réalistes, la critique oppositionniste se cantonne dans des attitudes purement négatives ou des idées abstruses. « Les principes siègent dans l'opposition », selon l'expression de Bergson ; et les pratiques déterminantes restent dans les mains des pouvoirs en place. Dans ce cas, les structures existantes demeurent intactes et les transformations réelles sont remises sine die.

Il faut une dialectique serrée et continue entre structure et anti-structure, sans compter les appoints secondaires des structures parallèles, pour définir et créer de nouvelles structures plus adaptées aux changements dans les modes d'existence, de travail et de rapports sociaux. C'est à travers l'étude des rites de passage que certains anthropologues nous ont révélé ces mécanismes sociaux fondamentaux. Ils récupèrent ainsi, par delà une approche fonctionnaliste des rôles et des statuts, tout ce monde des solidarités et des valeurs gratuites dans les relations humaines. Les critères de mécanicité et d'organicité de Durkheim réduisent passablement la capacité d'insight dans un systè-

me social. La spontanéité et l'immédiateté de l'expérience communautaire ne peuvent se penser uniquement en termes de phénomènes fugaces et aléatoires. Elles entrent effectivement en dialectique avec le caractère juridico-politique des structures formelles. Dans la maturation de la communauté se développent un cadre normatif et un univers idéologique propres qui ne sont pas sans influencer la création éventuelle de d'autres structures.

Les communautés libèrent le sens. Elles font primer la conscience des rapports sociaux. Elles rappellent que les hommes ne se passent pas de lieux et de temps où se vivent des relations globales non seulement spontanées mais soutenues. Les sociétés primitives, beaucoup [462] plus complexes et structurées qu'on ne l'avait cru, avaient bien compris ce besoin prioritaire. Nos organisations sociales modernes ont longtemps négligé cet héritage. Cela est encore plus évident quand on observe la situation de ceux qui ont liquidé l'univers religieux. Ils ne se sont pas rendu compte de l'évacuation de certaines expériences humaines authentiques que véhiculait la religion, surtout dans le domaine communautaire. On n'a pas encore évalué cet impact au Québec (cf. chapitre sur les modèles symboliques). Les phénomènes d'anti-structure, même les plus profanes ont, à leur début, un caractère global, syncrétique, à la mesure de l'ensemble de la personnalité sociale et du réseau de ses rapports humains les plus vitaux. La ferveur mystique d'une communion totale se retrouve non seulement dans les diverses communautés sauvages, mais aussi dans les milieux révolutionnaires et les effervescences collectives de teneur culturelle ou politique.

Les processus sociaux de la société industrielle ont morcelé et dispersé l'individu et sa vie sociale. Ils sont tronqués à leur racine et à leur sommet à cause de l'absence de réelles communautés et de symboliques d'identification collective. D'où la difficulté de déboucher sur des projets collectifs à la mesure de l'ensemble de la société. En ce sens, le pragmatisme libéraliste est anti-social en émiettant non seulement le travail, mais aussi la quotidienneté dans toutes ses dimensions publiques et privées. *Tout au plus restent-ils des lieux marginaux d'intégration de la personne et de la société.* Les visées communautaristes de l'anti-structure ont donc des sources particulières dans la société moderne. Les définisseurs comme les planificateurs ont à peine amorcé une réflexion rigoureuse sur les rapports entre structure

et communauté. Laisser se déployer en parallèle ces deux dynamiques, c'est compromettre l'une et l'autre.

Les communautaristes ont aussi leurs propres illusions. En effet, tôt ou tard, ils font face à l'inévitable structuration institutionnelle. Les communautés glissent vers la désintégration et l'utopie quand elles se déplacent en marge des structures existantes. D'où l'émergence de nouveaux mythes simplificateurs qui font ressurgir à l'opposé les mythes de l'ordre ancien. Pensons à la dérive actuelle de la politique vers une bataille de grandes images, de slogans simplistes, de mots percutants ou de credos aveugles. Ici, la structure et l'anti-structure se sont déracinées de la vie l'une par l'autre, alors que dans la première démarche, elles se confrontaient au cœur des vrais enjeux humains. C'est à ce niveau de profondeur que l'extrême droite et [463] l'extrême gauche risquent de se ressembler étrangement. Les cohérences parfaites dans une direction unilatérale provoquent souvent des incohérences dans une autre. Shakespeare a donné une forme dramatique saisissante à ce dilemme des « purs » dans la tragédie : *Tempest*. Ce qui prouve que nos problèmes sont moins inédits que nous pourrions le croire. (voir l'étude admirable de V.W. Turner, *The Ritual Process, Structure and Anti-Structure*, Aldine, 1969).

3. *L'éclatement institutionnel*

L'institution déborde les structures. Elle implique des modes de vie et d'action, des finalités humaines plus larges et plus complexes que les objectifs des structures. Elle véhicule des expériences communautaires plus ou moins formalisées. Lorsque certains en appellent à une concertation renouvelée de l'État, de l'entreprise, des syndicats et de l'université en fonction d'objectifs différents de ceux de la technos-structure actuelle, ils semblent mettre en veilleuse l'évolution interne de chacune de ces institutions et la pluralité des conceptions qui les définissent. Il suffit de penser aux rôles que les uns et les autres privilégient pour chacune d'elles. Une diversité aussi divergente nous oblige à retenir le facteur : éclatement. Les grilles suivantes parlent par « elles-mêmes ».

[464]

[465]

Ces tableaux bien sommaires des divers rôles ou des différentes formes que l'on privilégie dans l'une ou l'autre institution, expriment bien l'éclatement précité. Dans un tel contexte, il serait dangereux de définir un modèle unique. Par delà les discussions sur les structures, accepte-t-on de sérieuses confrontations autour de ces conceptions que la plupart portent sans les expliciter d'une façon satisfaisante. Plusieurs sont prêts à faire éclater les modèles existants en partant de vues unilatérales et très peu « auto-critiquées ». La recherche de la solution idéale et unique empêche souvent de considérer une pluralité de solutions ou de modèles possibles et concomitants. Mais tôt ou tard, il faut faire certains choix, trouver un consensus collectif minimal, assurer l'unité dans la diversité. Tantôt on néglige de clarifier les fins, tantôt on escamote les contraintes des moyens. D'aucuns veulent définir l'institution sans tenir compte de l'ensemble du système social. D'autres tentent de téléguider l'institution de l'extérieur en reléguant au second plan les agents internes. Souvent, dans les débats, on ne précise pas les diverses échelles de valeurs que recouvrent les langages. Des institutions aussi importantes que celles-ci sont la caisse de résonance des principales idéologies dans la société. Bien peu acceptent une confrontation à ce niveau... sans doute parce que la philosophie de la vie des uns et des autres n'a aucun axe de cohérence en deçà des grandes considérations abstraites ou des batailles d'organigrammes. [466] Les démarches de l'action sont toutes aussi erratiques et peu soutenues. On a commencé à peine une nouvelle expérience qu'on songe déjà à d'autres choses sans avoir éprouvé et évalué sérieusement les premières étapes.

La sociologie nous enseigne qu'on ne manipule pas les institutions comme si elles n'étaient que des structures renouvelables ou interchangeables à volonté. Les institutions avec leurs valeurs, leur histoire, leurs finalités sociales, leur multi-dimensionnalité culturelle, économique et politique, leur portée communautaire constituent les tissus humains fondamentaux d'un système social. Sans doute faut-il les considérer comme des réalités vivantes et évolutives. Mais elles ne sauraient être manipulées avec cette irresponsabilité dont nous avons fait preuve depuis quelques années. L'inconsistance institutionnelle se répercute dans des déséquilibres profonds de la personnalité sociale. Autrefois, nous avons congelé nos institutions. Aujourd'hui, nous les

manions comme des objets non durables de consommation ou de production. Tous les peuples ont mis des siècles à bâtir progressivement leur texture institutionnelle. Aucune révolution culturelle ne fera l'économie de certaines maturations nécessaires. En cela, bien des contestataires et des technocrates se ressemblent. Il y a des façons d'envisager le Québec de demain qui relèvent d'une ignorance tragique du facteur institutionnel dans sa véritable portée (cf. chapitre : les alternatives de notre développement). Il faut sans doute réformer radicalement le réseau institutionnel de notre sujet historique québécois ; mais c'est rêver en couleur que de penser en créer un autre de toute pièce en faisant fi de ce qui a fait ce que nous sommes, ou de ce qui nous définit aujourd'hui. Même nos maoïstes devraient savoir que la révolution chinoise a su mettre à profit un tissu institutionnel où s'étaient nouées des formes particulières de solidarité, de rapports sociaux et de modes d'existence. En Amérique du Nord, on tentera bien superficiellement de changer les styles et les objectifs de vie, les structures politiques et économiques, si on ne sait pas repérer ce qu'il y a de positif dans les tissus institutionnels déjà existants. Les luttes linguistiques et économiques qui mobilisent actuellement le plus d'énergies chez nous perdent leur impact et leur portée véritables, si elles ne s'enracinent pas dans la réfection judicieuse de notre propre réseau d'institutions. Celui-ci est en quelque sorte, une « gestalt » ou un changement majeur requiert la rééquilibration interne de l'institution et la redéfinition des rapports inter-institutionnels. L'échec du « développement » dans plusieurs pays n'est pas étranger à l'absence [467] de praxis en ce domaine. On n'a pas assumé d'une façon critique son propre réseau d'institutions, ou bien on l'a laissé tronqué ou inconsistant, tout en se prêtant à des importations artificielles. Les exportations de « développement » ont été aussi erratiques. (voir J.L. Migué, *Le Québec d'aujourd'hui*, HMH, 1971.)

4. Un miroir culturel brisé

L'éclatement institutionnel a mis à nu le fond de notre culture première. Nous avons déjà montré comment notre évolution récente s'est traduite beaucoup plus en termes culturels qu'en termes économiques ou politiques. C'était là une phase nécessaire et inévitable. Mais

l'avons-nous vécue lucidement ? A-t-on bien évalué les conséquences de la destruction de notre culture première ? Dans le domaine culturel, l'image classique de l'iceberg exprime très bien les erreurs d'optique d'un regard en surface. Bien des analystes ne saisissent pas cet immense impondérable qui se cache dans le peuple québécois. Même les économistes qui analysent nos handicaps dans les secteurs financiers et industriels, en arrivent à des sources culturelles difficilement identifiables. Nous avons peine à cerner la topographie réelle de nos racines avec toutes leurs ramifications. L'arpentage du sol québécois a été bien fait. Mais le sous-sol et ses secrets nous échappent.

La créativité culturelle récente manifeste un dynamisme évident. Cependant, elle ne saurait rendre compte des traits déformés de notre visage que nous renvoie le miroir brisé de la culture première. Notre quotidienneté privée et publique est trop disloquée pour nous permettre des illusions là-dessus. Beaucoup d'œuvres récentes sont de purs reflets de cette désintégration. Pensons à Deschamps et à tant d'autres. Il faut d'autres approches à la fois plus dynamiques et plus critiques pour assumer les divers niveaux de profondeur dans toutes leurs dimensions. Nous retenons trois paliers : la langue, les institutions et les modèles culturels.

[468]

I. Plus ou moins consciemment, nous avons compris que notre langue menacée exprimait l'ensemble de notre situation. On nomme difficilement un environnement qu'on ne possède pas. Mais la pire misère, c'est de ne pouvoir l'exprimer. Voilà pourquoi la libération de la parole a été notre première démarche politique, par-delà nos traditionnelles luttes linguistiques. Par ailleurs, l'explosion verbale du « joual » reste une bien fragile manifestation de notre identité. Beaucoup de citoyens ont décroché de la société de participation que nous tentons d'instaurer. Ils fuient toute forme de regroupement souvent parce qu'ils ne comprennent pas ce qui leur est dit dans divers langages nouveaux, parce qu'ils n'arrivent pas à formuler d'une façon satisfaisante ce qu'ils sentent, vivent ou pensent. Réduire la question à un choix entre le joual ou le modèle universel de français, c'est simplifier abusivement la multidimensionnalité de la langue. Celle-ci déborde de toutes parts son caractère instrumental pour la communication. Les réformes pédagogiques tentées dans les zones grises de Montréal ont révélé les énormes conséquences de la désintégration linguistique à tous les plans : mental, social, psychologique et politique. Il y a donc une relation évidente entre une langue déstructurée, une personnalité disloquée et un milieu défait. Les influences jouent de part et d'autre.

[469]

Jeunes ou vieux, instruits ou non instruits vivent une véritable dispersion mentale et une profonde perplexité devant la multiplicité incohérente des divers langages. Les rationalités scientifiques de diverses disciplines envahissent les champs de communication. Nous sommes tous des témoins « profanes » et presque ignares quand des experts de tout horizon apparaissent à l'écran. Combien comprennent l'abc des rapports d'enquêtes, des législations nouvelles, des explications psychiatriques, économiques ou sociologiques ? Pour atteindre les masses, les hommes politiques doivent s'exprimer sous mode de slogans publicitaires. Des syndicalistes opposent un langage idéologique aux critères fonctionnels des administrations. Des artistes créent de nouvelles symboliques sans se préoccuper des vieilles symboliques éclatées auxquelles le grand nombre des citoyens se raccrochent désespérément. La critique de la philosophie sociale sur les fins et les valeurs humaines des systèmes de consommation, de production ou d'éducation, est souvent qualifiée d'irréelle ou d'irresponsable.

Nous ne faisons qu'effleurer le problème. Celui-ci n'est pas seulement l'expression de l'énorme défi épistémologique dans le monde scientifique. Il a une énorme portée culturelle et politique dans la société actuelle et dans les conduites quotidiennes. Autrefois, on pouvait se débrouiller avec quelques centaines de mots. Aujourd'hui un grand nombre de citoyens ont peine à lire des journaux d'idées ou à écouter des émissions sérieuses d'affaires publiques. Chez les experts, comme chez les profanes, il faudra bien s'atteler à certaines démarches minimales de clarification. Nous nous limitons ici à quelques points de repère.

A. Le langage expérientiel correspond à ce que nous exprimons dans la narration circonstanciée d'une expérience. C'est la langue de la vie quotidienne, sans distance critique, sans miroir d'interprétation, et souvent sans cadre de référence explicite. Par ailleurs, les propos spontanés ne sont pas moins chargés de sens et d'attitudes profondes.

B. Le langage symbolique utilise la comparaison et l'analogie surtout par le truchement d'images. Il y a des signes qui dénotent un sens unique et précis, les feux de circulation par exemple. Les images symboliques vont beaucoup plus loin. Elles ajoutent une foule de connotations beaucoup plus amples. Les symboles, dans toutes les sociétés, ont été la médiane principale des relations humaines et des principales formes de communication. Ils charriaient des impondérables humains que n'arrivaient pas à exprimer les divers systèmes de pensée et d'organisation. Chez nous, la dissolution de notre ancienne [470] symbolique et l'apparition d'une foule de symboliques échevelées ont compromis le rôle essentiel de cohésion et de communication sociales de ce type de langage. Il est urgent de dégager ici une stratégie pour dépasser le conflit des symboliques sans liquider les richesses anciennes et les nouvelles. Cette reprise ne se fera pas automatiquement (voir première partie de notre ouvrage).

C. Le langage idéologique marque une autre étape. Il vise la définition globale et systématique de la situation d'un groupe. Il articule dans un tout provisoire, les expériences, les jugements, les projets, la vision particulière du monde, qui se dégagent d'un champ historique où se situent une société, une classe ou des individus. La dimension idéologique apparaît quand, dans un même ensemble social, des grou-

pes font une lecture différente de la situation. Dans une perspective de praxis, notons ici que les Québécois se sont nourris surtout d'idéologies reçues. Bien peu ont accédé à la capacité de formuler avec leurs pairs une idéologie originale tirée de leur expérience réfléchie. La méfiance généralisée vis-à-vis les idéologies peut nous jouer de mauvais tours. Elle fait le jeu de certains pouvoirs en place qui craignent les acteurs sociaux, capables de fabriquer une idéologie autonome. La première tâche de Napoléon fut d'abattre les idéologues qui le combattaient et de les tenir loin du peuple.

D. Le langage scientifique découpe des champs de rationalité particulière. Par exemple, le géographe, l'ingénieur, l'économiste et le sociologue ne regardent pas une ville de la même façon. Ils ont chacun leur angle de vision selon une logique interne rigoureuse. La complexité des moindres problèmes a amené des initiatives de multidisciplinarité. Mais ce mouvement est tout juste amorcé. Il commande d'autres styles de recherche, d'éducation et de politique. Cette forme de concertation est d'une importance vitale pour l'avenir de la société. Il faut des hommes capables non seulement de maîtriser leur propre discipline, mais aussi de comprendre les autres et de collaborer effectivement.

E. Le langage philosophique se situe au-delà des rationalités scientifiques particulières sans les évacuer. Il part de l'homme lui-même. Il peut le concevoir, par exemple, comme être libre, responsable, transcendant. C'est un peu la science des fins humaines, la discipline critique des valeurs. La philosophie doit assumer les langages précédents dans sa visée proprement anthropologique, sans prétendre en faire la synthèse ou tout simplement les remplacer. Au nom d'un certain pragmatisme, beaucoup de scientifiques, d'hommes politiques, [471] de technocrates des dernières décennies lui ont refusé un droit de cité réel et efficace au cœur des questions cruciales. Or, voici que les sociétés modernes sont précisément remises en cause à partir d'angles de vision propres à la philosophie sociale surtout. Sur quoi baser nos choix déterminants ? Quels types d'hommes voulons-nous ? Quelles orientations fondamentales doit-on donner à l'éducation, à l'économie, à la politique, à la culture ? Nous sommes id bien loin des cercles académiques où certains philosophes tournent en rond, d'un structuralisme à l'autre. Et pourtant notre société a terriblement besoin d'éclairage

philosophique pour clarifier la crise actuelle des fins et des valeurs. L'homme se nourrit autant de sens que de pain.

II. Nous atteignons ici un autre palier où il faut dépasser des conceptions trop étroites de la culture. Certains veulent la cantonner dans les arts ou à l'école. D'autres conçoivent les politiques culturelles comme un secteur à part, loin des grands défis socio-économiques et politiques. Nous soumettons cette grille (incomplète) uniquement pour attirer l'attention sur la diversité des institutions où la culture agit ou réagit, inspire ou s'inspire, etc. Quelques remarques suffisent pour étayer ici notre pensée :

- On a connu des prophètes sociaux qui ont réduit le phénomène culturel à la communication formelle des mass média. Une sorte de technologie de la culture !
- Ceux qui considèrent culture et travail [472] comme deux mondes parallèles, pourraient, avec profit, lire les oeuvres de Marx.
- Les iconoclastes de la religion ont cru trop vite à la sécularisation totale de la culture. Trop de phénomènes récents les contredisent.

Les institutions sont les principaux laboratoires où s'opèrent des « catalyses » d'une extrême importance, sans compter les phénomènes de diffusion à l'intérieur du réseau institutionnel. Pour des perceptions plus justes de tel ou tel phénomène culturel identifié, il serait très important d'analyser comment il est vécu, exprimé ou assumé dans chacune des composantes du tableau ci-haut. Par exemple, comment se vit le passage d'une culture-héritage à une culture-projet dans nos diverses institutions ?

III. Le dernier palier concerne la genèse, la maturation et l'éclatement des modèles culturels. Actuellement, des modèles traditionnels se défont, mais non sans offrir une résistance que les agents de changements et les futuristes ne savent pas toujours reconnaître. Les nouveaux modèles n'ont pas encore pris une forme bien définie au plan de la culture comme telle. Ce sont là les cohérences les plus difficiles à déceler ou à créer. Des réseaux d'expériences peuvent se constituer et mettre un long temps avant de devenir des modèles d'identité, de cohésion, d'attraction ou d'orientation socio-culturelle. C'est par polarisations successives que se façonnent un nouveau mode d'existence collective, un nouveau style d'expression ou d'action, une nouvelle façon d'agir. Pensons à la difficulté d'inventer des types de fête qui correspondent à un ensemble de besoins et d'aspirations. Les divers groupes de notre société les ont encore peu identifiés. Pendant cet intermède, des gens de toutes classes et de tout horizons vont chercher dans des modèles archaïques, comme l'astrologie, ce qu'ils trouvaient hier dans le ciel chrétien. En voulant liquider leurs vieilles [473] cultures, beaucoup de peuples se sont trouvés démunis, et l'on a vu remonter en surface, mais d'une façon sauvage et occulte, des schèmes mentaux pro-

fondément ancrés dans les esprits et les réflexes spontanés. C'est l'expérience qu'ont connue bien des missionnaires qui avaient converti des hommes sans assumer leur culture. Les anthropologues pourraient nous éclairer sur des phénomènes semblables que nous vivons après une courte phase de démythisation superficielle.

La société de consommation est le produit culturel de la société technologique et bureaucratique. Nous agissons en consommateurs à peu près dans tous les domaines, même en politique. Certaines enquêtes, chez nous, ont montré qu'ici il y a peu de différences entre ruraux et urbains, entre les diverses strates sociales. Pensons aux critères quantitatifs des niveaux de vie. Mais gare aux conclusions trop rapides ! Il se peut que cette culture de surface se soit tout simplement superposée sur l'ancienne. La première n'a pu remplacer des formes essentielles d'expérience humaine, tels les rites de passage qui marquent une suite intégrée d'articulations des grandes étapes de la vie dans un champ culturel donné. Combien de jeunes et d'adultes cherchent à tâtons des substituts ? Ceux qui ont décidé de s'en passer évoquent des raisons souvent bien contestables aux yeux du sociologue ou de l'anthropologue. Sans doute, pour la première fois dans l'histoire, des individus peuvent poser des gestes importants en faisant fi des normes et des tissus sociaux. Autrefois, la société ou la communauté se serait senti menacée et les individus eux-mêmes n'auraient pu vivre longtemps dans la marginalité. Par ailleurs, l'impossibilité de vivre collectivement sous un mode purement désinstitutionnalisé, pendant une longue période, dans un secteur vital de l'existence, s'applique tout autant à nos sociétés modernes. Les expériences sauvages de ce type s'effritent rapidement. Les partisans de la contre-culture en ont témoigné malgré eux.

Le mouvement de la *contre-culture* s'attaquait à la fois aux deux formes évoquées plus haut. Il s'en prenait évidemment au modèle unique de consommation, transposé dans tous les secteurs de l'existence. Mais il allait plus loin. En partant d'une critique globale de l'ancienne culture, il dénonçait ce qu'il appelait l'aliénation la plus radicale et la plus contraignante, celle de la culture reçue comme une seconde nature. C'est elle qui bloquerait irrémédiablement l'émergence d'une liberté

culturelle créatrice sans a priori, sans conditionnement mental, social ou technique. Dans cette perspective, il ne s'agit pas simplement de changer de genre de vie, de contester l'obsession du niveau de vie. [474] On revendique la liberté d'inventer des genres de vie malléables, transitoires, remplaçables. Ici Toffler dirait que la société post-industrielle s'en charge déjà avec des moyens autrement plus puissants. Les artisans de la contre-culture peuvent rétorquer que leur visée libératrice ne se ramène pas à l'avalanche des modes successives imposées de l'extérieur. Mais leurs intentions sont, souvent compromises par des comportements conformistes à l'intérieur de leur propre groupe de contre-culture. Malgré eux, ils confirment dans les faits la thèse de Toffler sur les modes comme substituts de modèles culturels. Quand nous analysons la place essentielle des modèles culturels dans toute société, nous avons toutes les raisons pour renvoyer dos-à-dos Toffler et les artisans de la contre-culture.

Ces derniers ont quand même exprimé une dynamique de plus en plus évidente de la vie culturelle moderne, à savoir la liberté maximale du projet. Mises à part les liquidations trop faciles des héritages, nous devons reconnaître le caractère créateur de ces aspirations et de ces démarches qui veulent aboutir à de *nouvelles cultures*. Un contexte inédit de liberté permet aux individus et aux groupes d'intervenir plus consciemment et plus effectivement dans le façonnement de modèles culturels. On n'accepte pas qu'un carcan d'a priori étouffe la recherche et l'expérimentation progressives de nouveaux modes d'expression. Dans ce processus, le modèle est au point d'arrivée et non au départ. Mais les esprits critiques demandent à leur tour s'il y a vraiment des nouvelles valeurs. Ne s'agit-il pas plutôt de valeurs remodellées ? Ne se coupe-t-on pas de son propre terreau en reniant tout héritage ? Nous nous sommes exprimé là-dessus dans notre ouvrage en tentant d'établir les véritables articulations de l'héritage et du projet pour une plus juste praxis en matière de modèles culturels. Les implications ici sont trop graves pour ne pas mettre toutes les chances de notre côté en ces temps de profonde perplexité chez la majeure partie de nos concitoyens.

5. Une politisation sans politiques ?

Une certaine forme de politique nous a servi longtemps d'industrie nationale. C'était une mécanique qui tournait sur elle-même et nous faisait passer du pareil au même. Les phénomènes récents de politisation sont loin d'avoir totalement dépassé une telle attitude de fond. Par exemple, de part et d'autre, on fait entrer dans le même sac les réalités les plus hétéroclites : l'avortement sur demande, l'impérialisme américain, les Patriotes de 1837, la parité avec l'Ontario, l'unilinguisme, [475] etc. ; ou bien la prétendue conspiration des FLQ, PQ, FRAP, CSN, CEQ, FTQ, etc. Sous les catégories classiques : gauche-droite, il ne semble pas y avoir de politiques, de projets, d'alternatives qui dépassent le pour et le contre, l'auto-défense du système ou le rejet global du système. Certains retiennent nos profondes divisions internes. D'autres soulignent le vide politique actuel. Quelques-uns s'effraient devant l'affrontement éventuel de deux dogmatismes d'esprit totalitaire. Des observateurs flairent un lien entre la radicalisation des néopolitisés et l'augmentation en nombre des dépolitisés. Si les uns découvrent la fonction globale et décisive de la politique, d'autres craignent la mobilisation exclusive de toutes les forces dans la sphère politique au détriment de tâches économiques et éducationnelles essentielles. Ce serait moins inquiétant si l'évolution politique ne se résu-mait pas à une série de crises et d'urgences, si on comprenait que le court terme d'aujourd'hui est souvent le résultat d'un long terme mal assumé. L'abus verbal d'un certain langage politique artificiel ajoute à l'imbroglio : fascisme, démagogie, anarchisme, populisme, élitisme, impérialisme, séparatisme, capitalisme, socialisme. On ne sait plus vraiment ce que l'on met sous ces mots passe-partout, utilisés à propos de tout et en toutes circonstances.

Sait-on distinguer les rôles différents de l'État, du parti, du syndicat, du groupe de pression ? Combien n'arrivent pas à situer dans un processus politique articulé les démarches d'information, de consultation, de législation, de décision, d'exécution et de contrôle. Souvenons-nous des querelles récentes autour des structures de représentativité ! Les gouvernants, les professionnels, les administrateurs et les animateurs s'attardaient à d'éternelles discussions sur la représentation

démocratique. Parfois certains tiraient la ficelle de la centralisation étatique nécessaire tout en réclamant une décentralisation qui neutralisait le rôle unificateur et coordonnateur du gouvernement et sa propre responsabilité décisionnelle. Faut-il déplorer aussi l'absence d'une culture et d'une praxis politiques minimales jusque dans les plus hautes sphères ? Nous avons déjà signalé certains progrès qui laissent percer un espoir. C'est le cas, par exemple, de certaines expériences dans les « Affaires sociales » et dans quelques projets de développement. Des mécanismes de contrôle démocratique plus efficaces viennent appuyer l'action vigilante de groupes de citoyens éveillés, et favorisent une plus grande qualité de l'intervention politique. Malgré la faiblesse de la batterie des hommes politiques, on voit apparaître en ce domaine, chez une minorité, des nouveaux types de leaders. À tous les niveaux et particulièrement à la base, des [476] regroupements mieux structurés et plus avertis commencent à formuler des « politiques », à poursuivre des démarches et des objectifs milieux définis et plus réalistes. Nous voulons nous attarder ici à clarifier certaines équivoques qui peuvent brouiller ce début d'orientation prometteuse.

MULTIPLICATIONS DES MÉDIATIONS STRUCTURELLES	VS	PARTICIPATION ET ACTION DIRECTES
---	----	---

I. Au nom d'une idéologie mal définie de la participation, plusieurs s'enferment dans des dilemmes dangereux. Par exemple, ils veulent agir directement sur les décisions politiques ; par ailleurs, ils réclament de nouvelles structures intermédiaires qui multiplient les paliers. Comme si nous n'en avions pas plein les mains des juridictions fédérales, provinciales, municipales et bientôt régionales. La multiplication actuelle des structures de participation prend une telle ampleur qu'elle risque de friser la limite de l'absurde, de l'impuissance et du dégoût. Paradoxalement, une telle praxis accentue la bureaucratisation et l'aliénation des hommes dans les instruments et les cadres qu'ils fabriquent, défont et refont sans cesse. Ainsi, plusieurs retournent à la passivité d'antan, en deçà de l'action directe des débuts, qui avait au

moins le mérite de créer des solidarités et de révéler des problèmes communs. Faut-il rappeler que des structures de soutien bien organisées ne sont que des mécanismes et ne peuvent servir d'objectifs politiques ? Ce sont des hommes solidaires, responsables et vigilants qui bâtissent des politiques et assument des situations partagées ou des luttes communes. Une vérité évidente, mais constamment menacée par *l'esprit de système*, tant au plan mental qu'au plan politique. Devons-nous bâtir une structure, un comité ou une commission pour chacun des problèmes qui jalonnent la route ? À la limite, la politique, après avoir été chez nous une vague idéologie, risque de devenir une immense administration de bureaux et de comités qui absorbent la majeure partie du temps, de l'énergie et de l'argent.

[477]

VISÉES SOCIALISANTES DANS LES NOUVELLES POLITIQUES SOCIALES	VS	PRATIQUES LIBÉRALISTES DANS LE MONDE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION
---	----	--

II. La deuxième équivoque Politique Porte sur une contradiction qui concerne à la fois la stratégie et l'orientation actuelles du développement de notre société. Certains rêvent d'une osmose entre les meilleurs éléments du capitalisme et du socialisme. D'autres voudraient d'une façon manichéenne et globaliste forcer un choix exclusif entre « les deux systèmes », comme s'ils existaient à l'état pur ou selon un unique modèle. Bien entendu, ils n'envisagent pas d'autres solutions par delà cette alternative historique. Nous ne revenons pas sur nos options déjà esquissées. Nous ne retenons qu'un point crucial, à savoir : une contradiction (trop peu perçue) entre l'établissement de services publics et de politiques sociales dans une perspective qui va à contre-courant de la ligne individualiste et libéraliste en matière de production et de consommation. Même si les politiques mettent en place le meilleur système de prestations sociales, la praxis privée dans la quotidienneté pourra défaire ou neutraliser ces mesures d'une plus juste

distribution. Le panier de consommation risque de monter de coût pour se maintenir sans cesse au-dessus des Possibilités nouvelles d'accès aux biens essentiels, précisément parce que le monde de la production et de la consommation dans ses pratiques déterminantes échappe au contrôle de l'autorité politique comme de la masse des citoyens. Voilà un test de vérité qui révèle peut-être les principaux enjeux de l'évolution récente de notre société. Il faudra bien aller au bout des conséquences de cette contradiction déjà inscrite dans notre réalité sociale, si nous ne voulons pas nous trouver à plus ou moins brève échéance devant un dilemme insurmontable.

[478]

III. Les considérations précédentes nous amènent au cœur des politiques actuelles et de leur philosophie de base. Dès qu'on se situe dans une perspective politique, on ne peut laisser aucune dimension de côté. Ici, l'accusation de globalisme permet justement d'éviter les interrogations que tout citoyen doit se poser sur l'ensemble de la société et de ses orientations fondamentales. Par exemple, est-ce verser dans le globalisme que de constater le décalage inhumain entre les maigres investissements en habitation par rapport à d'autres investissements en projets artificiels de grandeur ou en biens de luxe ? Est-ce céder au

globalisme que de contester les politiques économiques unitaires du gouvernement central, et d'exiger que les disparités régionales soient un problème, non pas confié uniquement à un ministère, mais à l'ensemble des politiques ? On sait comment les mesures anti-inflationnistes ont doublé leur impact négatif dans les régions pauvres. Une stratégie véritable de développement pourrait nous faire toucher du doigt, des failles que des politiques parallèles ou isolées ne permettent pas de saisir. Par exemple, notre recyclage de la main-d'œuvre opère dans un cadre presque exclusivement scolaire, alors qu'aux États-Unis on situe cette initiative dans le cadre économique comme tel, particulièrement dans les usines. Si la fonction politique ne doit pas remplacer les autres, elle ne saurait articuler l'ensemble des moyens et des fins de la société sans intégrer au cœur de son processus toutes les autres fonctions. Autrement nous continuerons [479] de vivre dans une société où la plupart des citoyens ne savent pas où ils « s'en vont ».

En pratique, la fonction idéologique tournée sur elle-même aboutit à un résultat semblable à celui d'un exercice de pouvoir « à la miette », au gré des circonstances et de la succession syncopée des problèmes. Les deux démarches isolées perdent de vue la société concrète dans ses dimensions réelles. La première nous conduit à des utopies déracinées du champ historique véritable ; la seconde nous ramène à l'électoratisme stérile d'hier. Or, c'est précisément un rôle essentiel de la politique que d'assurer un rapport dynamique entre les courants idéologiques et les dispositifs administratifs, entre les diverses institutions et les forces sociales. *Les échecs partiels de plusieurs réformes structurelles viennent en bonne part de la faiblesse de la fonction politique, en haut lieu comme à la base, bref aux deux bouts du processus démocratique.* De part et d'autre, on savait très peu ce qu'on voulait exactement et on mesurait mal ce qu'on pouvait effectivement. Comment alors donner une structure souple aux besoins, aux aspirations et aux conflits ? La séparation des pouvoirs judiciaires, législatifs et exécutifs dans la démocratie occidentale indique déjà la polyvalence des contrôles et des démarches. Mais elle se fonde sur un certain consensus collectif par rapport à l'unité minimale de tout le corps politique : une constitution, une identité partagée, des fins communes, une orientation première des ressources collectives vers la promotion de l'ensemble de la société. Cette visée implique que la révision ou la

confrontation des fins et des moyens soit unifiée. Le divorce actuel de la fonction idéologique critique et de l'exercice d'un pouvoir purement administratif aboutit à des structures sans idéologie et sans praxis politiques négociables, d'une part, et d'autre part à des idéologies pures sans structures et sans praxis identifiables par la population. Devant ce cul-de-sac apolitique ou anti-politique, plusieurs optent tragiquement soit pour la violence oppressive ou défensive, soit pour la passivité ou la soumission aveugle. Dans un tel contexte, le statu quo ou la révolution anticipée, tels qu'ils apparaissent maintenant, ne débouchent pas sur un avenir vraiment politique.

L'évolution récente de débats plus polarisés, comme dans les cas des Bills 65 et 28, marque une prise de conscience de ce divorce. On consent à confronter plus étroitement l'instauration de nouvelles structures et la détermination des fins et des objectifs à poursuivre jusque dans leurs ultimes conséquences. Voilà un premier indice de maturation politique.

[480]

6. Dépassement des dilemmes économiques

On n'en finit plus d'accumuler les dilemmes qui ont fait l'objet des débats économiques récents :

- politiques anti-inflationnistes et chômage
- politiques sociales et investissements productifs
- technologie et plein emploi
- consommation et épargne
- concurrences étatiques et monopoles des multinationales
- contrôle étatique et investissements privés
- planification vigoureuse et liberté démocratique.

Est-ce que la machine économique actuelle est en train de se détraquer irrémédiablement ? Est-ce une simple composante d'une crise plus large et plus profonde de notre civilisation ? Est-ce l'éclatement inévitable de tous les modèles économiques existants ? Est-ce la résultante de l'échec des rapports entre politique et économie tant dans le monde capitaliste que dans le monde socialiste ? Les critiques des deux grands systèmes portent de plus en plus sur des problèmes communs comme nous l'avons montré dans notre ouvrage (voir aussi G. Martinet, *Les cinq communismes*, Seuil, 1971). Les rares expériences heureuses de certaines économies nationales sont compromises par la dislocation économique internationale, par des révolutions culturelles qui s'en prennent aux techno-structures, par les limites-critiques planétaires de la faim, de la surpopulation, de l'atome et de la pollution. Même des choix plus limités ont été accompagnés d'échecs courants. Par exemple, les Américains forts de leur avance technologique, ont pensé laisser les industries traditionnelles aux pays en voie de développement. Or, leur chômage actuel n'est pas étranger à cette option. Les innombrables fermetures d'usines de la chaussure et du textile aux États-Unis ont mis à pied des centaines de milliers de travailleurs. Dans un autre domaine, on connaît peu de pays qui ont résolu l'énorme défi du sous-développement de leurs régions défavorisées. Ce qui rend plus problématique toute tentative universelle de lutte globale contre le sous-développement. *Une pure révolution politique ou culturelle n'engendrera pas automatiquement de nouveaux modèles économiques.* En cette matière, une vision plus claire des fins humaines ne suffit pas, même dans la perspective d'un dépassement de nos idéologies officielles qui ont été élaborées surtout au XIXe siècle dans des conditions historiques bien différentes de celles d'aujourd'hui et de demain.

[481]

C'est sans doute dans la sphère économique que l'on est forcé au maximum de réalisme. Les erreurs d'orientation ou de technique apparaissent plus rapidement et plus crûment. Voilà un terrain où les vrais comportements sont mis à nu, où la société et les hommes se révèlent plus concrètement que dans les sphères idéologiques, politiques, religieuses ou autres. Marx, ici, avait vu assez juste. La situation de demain, qui s'amorce aujourd'hui, lui donnera peut-être davantage raison. Si l'économie ne doit pas absorber le social, le culturel et le

politique pour les réduire à une servitude matérialiste sans horizon humain, il n'en demeure pas moins le lieu peut-être le plus visible et le plus évident des luttes internes et externes des classes, des pouvoirs, des pays et des blocs internationaux. Comme nous l'avons déjà indiqué, il y a bien des façons de noyer les questions proprement économiques. La militarisation, dans la plupart des pays, en est un exemple. Comment ne pas établir un certain rapport entre les rares pays peu militarisés et leur équilibre économique dynamique. Certaines fausses politisations de type étatiste ou populiste déclenchent des mécanismes de fuite semblables.

C'est souvent par l'expérience économique que s'acquiert le sens des possibles, des choix judicieux, de l'efficacité et de la stratégie. Le réalisme des besoins premiers, des rapports sociaux véritables, des contraintes existantes trouve ici un terrain d'exercice essentiel. Évidemment, c'est une arme à deux tranchants. Les pires dominations prennent corps, force et vie, surtout dans les fonctions économiques de l'organisation sociale. Voilà donc un lieu d'une extrême importance pour toute stratégie ou toute politique de développement. Par exemple, les subventions des gouvernements aux industries ne se jugent pas seulement par la création plus ou moins prochaine d'emplois. Dans un cadre plus large, on se rend compte qu'elles renforcent des structures économiques et des pouvoirs qui contribuaient déjà à l'anarchie des inégalités. Même l'intention purement réformiste est ici contredite, surtout quand aucun contrôle politique et démocratique n'accompagne les effets de telles politiques. Qu'advient-il alors du principe de propriété privée, défendu par les intérêts particuliers et maintenu par les gouvernements ? Pourtant, une initiative pareille commande la *redéfinition de nos philosophies et de nos pratiques en matière de développement économique et politique et social*. On laisse ces questions à la périphérie sous prétexte de réalisme. Disons, par ailleurs, que les oppositionnistes se limitent trop souvent à de vagues critiques « contre les investissements étrangers » qu'on oppose globalement à l'auto-développement exclusif. La réalité est autrement plus [482] complexe. Par exemple des économistes ont constaté que des fortes subventions aux secteurs des mines et du pétrole ont gonflé artificiellement notre devise et compromis ainsi la position concurrentielle des autres exportateurs. D'autres reprochent aux gouvernements de financer des projets qui créent peu d'emplois, qui servent davantage à la création

d'emplois dans les pays où sont utilisées nos matières premières. Enfin, notons que les divers gouvernements se neutralisent par des politiques semblables et des surenchères vis-à-vis des investisseurs qu'ils se disputent. Voilà un écheveau complexe qui appelle l'éclairage de la science économique.

Mais celle-ci ne suffit pas. Les pouvoirs politiques et les forces démocratiques doivent déterminer les choix fondamentaux et resituer la sphère économique dans de nouvelles définitions et pratiques de développement. La deuxième partie de notre ouvrage portait précisément sur cette question-clef.

Nous ne sommes pas au bout de nos peines. Il n'y a pas que le défi de mettre en place des dispositifs dynamiques de croissance économique. Si les réflexes politiques de la majorité des citoyens restent passablement déficients, leur culture et leurs pratiques économiques le sont davantage. Il faut avoir travaillé à des projets concrets pour en mesurer toute la portée. Combien ont été initiés aux rouages élémentaires de l'économie ? Quel temps énorme faut-il mettre pour faire comprendre les implications importantes de concepts opératoires comme les « économies externes », les « économies d'agglomération », les « économies d'échelle » dans un développement régional. Ici, la base de l'éducation est à construire de toute pièce. Voilà un exemple entre mille. Loin de nous la tentation de tout réduire à une question d'éducation. Celle-ci, dans le monde adulte particulièrement, doit se faire à même les démarches politiques, le travail quotidien, les participations sociales, les projets communs, etc. *Les grandes politiques économiques qui voudraient dépasser les dilemmes actuels n'auront d'avenir que dans une population capable de réfléchir et d'agir sérieusement sur les enjeux économiques les plus vitaux et sur les modèles économiques existants ou possibles.*

7. Une éthique à réinventer

Le noyau de valeurs dont nous avons parlé plus haut, atteint un degré inédit de complexité. Plus que de l'absence de normes, il faut parler de la surabondance de critères sans cadre normatif. Les sciences, les idéologies et les pratiques les plus disparates viennent [483] faire

du moindre petit problème un écheveau inextricable. D'où l'inclination à simplifier radicalement les choses dans les pratiques courantes. Mais une quotidienneté sans axe de cohérence favorise des sentiments d'anxiété et des attitudes de démission.

Ce cercle vicieux sous-tend peut-être bien des phénomènes individuels et collectifs de violence dans les pays développés. Le noyau de valeurs et d'idéaux se réduit à un noyau de sentiments qui s'expriment dans les relations quotidiennes, comme dans les affrontements politiques. Le Québec et les Québécois sont menacés d'enfermement dans ce cercle vicieux. Nous ne songeons pas ici à une vague conversion d'attitudes ou à un rationalisme qui mettraient de l'ordre dans nos passions. Les valeurs se vivent inséparablement avec la tête, le cœur et les mains, dans des appartenances, des solidarités et des responsabilités concrètes. Elles vivent de cet échange incessant entre les institutions et les communautés, les individus et la société, les héritages et les projets, les structures et la vie quotidienne. Elles passent autant par la conscience que par le système social, autant par la réflexion que par l'action pour orienter de façon déterminante l'aventure humaine. Leur pluralité permet de mieux les situer et d'en comprendre leur limite et leur interdépendance. Il suffit d'accoler les valeurs : justice et amour, liberté et responsabilité, lutte et paix, sécurité et risque, etc. En isoler une et la pousser à son extrémité, c'est créer une existence infernale. Pensons à la sécurité qui devient un sécurisme de dépendance et d'irresponsabilité. Pensons à une justice incapable d'amour gratuit.

Plusieurs évitent ce retour critique sur leur échelle de valeurs et leurs options correspondantes. Qu'on le reconnaisse ou pas, il y a des [484] enjeux qui se jouent d'abord ou ultérieurement à ce niveau. N'est-ce pas un des premiers tests de la qualité humaine des uns et des autres ? Certains ne se rendent pas compte qu'ils transposent d'une façon non critique leurs conflits internes dans des luttes sociales et politiques ambiguës. Faut-il rappeler que toute radicalisation exige un surcroît d'humanité et même de tendresse ? Tôt ou tard on est amené à témoigner de son sens de l'homme dont la transcendance ne saurait être réduite par aucun système idéologique, politique ou autre. *L'homme est un projet ouvert qui échappe constamment aux prises scientifiques comme aux stratégies les plus raffinées.* Les sciences humaines peuvent quand même nous fournir de précieuses lumières sur les comportements humains, telle cette remarque :

« Avant d'être tuerie, massacre, souffrance ou encore camaraderie, héroïsme, dépassement de soi, la guerre est rupture de la vie quotidienne et de sa monotonie. On accomplit des gestes interdits, on marche hors des sentiers tracés, on obéit à d'autres lois que les lois ordinaires. C'est la soif de changement autant que l'instinct d'agressivité qui est en cause. » (G. Martinet, *op. cit.*, p. 214)

Le psychologue, le psychiatre, l'historien, le sociologue ou l'anthropologue auraient sans doute bien des choses à dire sur des diagnostics de ce genre. Ce qui nous inquiète, c'est un certain silence des philosophes. Ils sont les spécialistes de la critique des valeurs et des fins que révèlent les sciences humaines et les pratiques des hommes. La liberté, une valeur bien galvaudée, mais pourtant si importante dans toutes nos sociétés modernes, mériterait plus d'attention critique. Déjà en évoquer les dimensions les plus évidentes, c'est appeler une interprétation serrée qui renvoie à l'une ou à l'autre conception de l'homme.

[485]

Nos projets politiques, nos expertises scientifiques, et nos aventures personnelles réduisent souvent cette gestalt de la liberté pour ne révéler qu'un angle du prisme ou qu'un trait du visage humain. Évidemment, les philosophies elles-mêmes s'enferment parfois dans des avenues bien étroites.

Machiavel disait que les hommes sacrifieront toujours leur sécurité à leur liberté. Les structuralistes modernes iront jusqu'à nier celle-ci. Ne lui reste-t-elle qu'un statut d'utopie ? S'agit-il d'une utopie qui repose sur une réelle transcendance humaine par delà sa difficile réalisation dans les conditions actuelles ou les conditionnements anciens et nouveaux ? « Questions académiques, » diront certains. Pour. tant, nos sociétés actuelles véhiculent ces interrogations profondes qui ont un énorme retentissement sur des décisions vitales. Par exemple, elles fondent ou détruisent ma conviction de changer l'homme et la société.

Réinventer une nouvelle éthique, c'est autant remodeler d'anciennes valeurs qu'en créer de nouvelles. Il ne s'agit pas surtout de redéfinir un système de règles monolithiques, fermé et sécurisant. Nous concevons l'éthique comme un réseau cohérent d'orientations humaines polarisées, mais ouvertes, que les membres d'une communauté

définissent au moins d'une façon provisoire. Entre les pratiques échelonnées de la quotidienneté actuelle et le système rigide de règles de jadis, il faut nous confronter autour de certaines orientations fondamentales. [486] Prenons le cas de l'avortement que certains relient avec la libération politique. Entre le système moral ou juridique de la règle et la décision sur le tas, l'éthique vient nous interroger sur notre orientation profonde face à la vie, au sens de la vie, à la qualité de la vie, et cela en relation avec une échelle de valeurs qu'on doit savoir identifier et critiquer.

La force d'une éthique, c'est sa qualité d'ouverture, de dynamisme et de sens critique autour des enjeux humains les plus importants. Nous avons bien conscience d'offrir une réflexion inchoative et bien incomplète. Mais nous en avons assez dit ici et ailleurs dans l'ouvrage, pour éveiller la responsabilité des uns et des autres devant les terribles trous de notre philosophie et de notre éthique sociales. Hélas, bien peu s'en préoccupent, alors que *tant d'êtres ont perdu la trace de l'homme et la cherchent désespérément*. Les grandes luttes de libération et de promotion comportent toutes en filigrane cette première et ultime question du « sens » et de la « vie ».

8. Lieux intégrateurs et modèles sociaux

Notre étude des modèles sociaux et du développement au Québec a mis en lumière une dimension plus ou moins négligée dans l'évolution récente, à savoir les lieux intégrateurs et mobilisateurs. Nous avons bâti des lourdes structures et des nombreux systèmes sur des milieux humains défaits. L'émergence des nouveaux modèles sociaux chez

nous marque une volonté de surmonter ce divorce des structures et de la vie. Il y a, par exemple, dans les renouvellements communautaires une réaction positive devant l'ampleur des phénomènes de désintégration culturelle et sociale. Rappelons ici certains lieux intégrateurs et mobilisateurs qui ont particulièrement retenu notre attention.

[487]

Des tissus communautaires de base

Des lieux de concertation hiérarchique, fonctionnelle et communautaire

Des réseaux sectoriels interdépendants (sous-systèmes ouverts)

Des pôles diversifiés de développement

Des carrefours polyvalents de communication

Des cadres symboliques et idéologiques identifiables

Une structure politique unifiée et complète

Un bloc historique de nos forces vives autour de projets finalisés

Nous n'allons pas reprendre chacun de ces points. D'ailleurs, notre prospection des dynamismes à l'œuvre déborde cette perspective d'intégration. Il reste que les modèles sociaux récents y ont trouvé leur première source d'inspiration. Plusieurs d'entre nous sentaient le besoin de refaire notre texture sociale. Par delà un certain retour ambigu aux schèmes archaïques, il y avait une mise à profit des énormes possibilités de créativité dans la société moderne. Par exemple, les techniques de communication et d'organisation peuvent aider à étendre l'aire des initiatives et des participations. Mais, en l'occurrence, ce qui manquait, c'était d'abord des formes structurées et finalisées de cohésion et d'action. On ne bâtit pas de tels modèles sociaux en laboratoire. Par ailleurs, il ne faut pas négliger les précieux apports des sciences

humaines dans notre compréhension des principaux processus constitutifs de la réalité sociale.

L'homme ne peut se regarder ni se comprendre sans miroir. C'est là le premier rôle (non unique) d'un modèle social. Celui-ci sert de pôle d'identification commune, de cohésion et de polarisation d'expériences partagées. Il donne à la vie, à l'action, à la pensée d'un groupe sa structure et son orientation fondamentales. Il apporte une sorte de cohérence globale aux valeurs, aux structures et à l'idéologie d'un sous-système social. Enfin, il ouvre une fenêtre qui offre une vision particulière du monde, souvent perceptible derrière les comportements les plus simples des individus et des groupes.

Plus spécifiquement l'idée de modèle social renvoie à ces cadres de référence qui sous-tendent les mentalités et les façons de vivre. Ces [488] modèles sous-jacents se cristallisent dans des structures mentales et sociales. Ils moulent tout autant les esprits que les milieux humains. Évidemment aujourd'hui, leur force d'attraction et de cohésion ne connaît plus le même impact à cause de la rapidité des changements, de la multiplicité des normes et des choix, de l'éclatement de totalités traditionnelles. Les symboliques englobantes comme les moules normatifs uniques ont éclaté. Il en va de même des monocultures et des communautés totales de jadis.

Mais de telles ruptures nous ouvrent l'esprit non seulement à dépasser les modèles reçus et tout faits, mais aussi à envisager la pluralité des modèles possibles. Plutôt que de soupirer après le « grand modèle parfait » à la mesure de la société et de l'humanité de demain, certains poursuivent patiemment l'expérimentation de modèles ouverts à même des champs d'action circonscrits. Nous en avons donné plusieurs exemples en voie de réalisation. Sans doute les nouveaux modèles comportent bien des impondérables, des traits mal définis et peu articulés. Mais une action réfléchie peut leur apporter un surcroît de réalisme et de dynamisme. Par-delà les fausses liquidations du passé, il y a des impatiences anti-politiques qui voudraient construire des voies rapides de cent milles à l'heure, passant à la porte de chaque citoyen. Loin de nous la pensée de minimiser le rôle des utopies qui permettent à l'homme d'inventer et de forcer son destin. Mais l'économie de l'histoire nous enseigne qu'aucune civilisation n'a progressé sans de neuves alliances des forces de continuité, de rupture et de dépassement. Pensons à l'évolution des cultures et des sciences. De mê-

me, les révolutions ont été le fruit d'une longue maturation d'expériences collectives où les héritages repris radicalement et les réformes tentées timidement ont servi tout autant aux ruptures nécessaires qu'aux horizons inédits.

Les idéologies du développement se construisent non seulement à partir d'une distance critique sur des situations et des systèmes existants, mais aussi à même des expérimentations et des prospectives où se dégagent les premiers réseaux de cohérence. Après un certain temps, on en arrive à constituer une sorte de nouveau patrimoine commun d'aspirations qui appellent d'autres projets et pratiques politiques. Derrière l'émergence des modèles sociaux, nous avons tenté de cerner une dynamique de développement qui se déploie au cœur même d'un champ de forces économiques, politiques et culturelles. Les luttes de pouvoir qui se radicalisent, n'éviteront la neutralisation ou la destruction mutuelle que dans la mesure où l'on [489] ne perdra pas de vue les finalités humaines véhiculées par la visée « libératrice » et « créatrice » du développement. Celui-ci commande, par exemple, une politique guidée par la définition qu'une société se donne d'elle-même. La rationalité de moyens techniques, économiques ou autres doit être soumise plus que jamais aux choix prioritaires déterminés « socialement » par l'ensemble des acteurs sociaux, par la participation organisée (diversement) des citoyens et des groupes en présence. On dira, par exemple, qu'une société particulière ne saurait envisager un développement économique « à long terme », si la population elle-même avec ses propres structures politiques n'est pas le centre de gravité des initiatives de promotion, de financement et de contrôle.

Du coup, se pose brutalement *la question d'un Québec qui a toujours été une société amputée de centres de décision essentiels*. Tour à tour, Paris, Londres, Rome, Ottawa, Washington ont dirigé des secteurs essentiels de notre organisation collective. Des épargnes massives qui étaient nôtres ont été utilisées par des corps économiques dont la tête était ailleurs. Sans doute, nous devons nous insérer dans un réseau d'alliances économiques et politiques plus larges. Encore faut-il s'assurer un statut de partenaire réel, sinon elles camoufleront d'une façon plus subtile les rapports maître-serviteur. Nos difficultés actuelles deviendront des culs-de-sac si le sujet historique québécois, avec ses solidarités fondamentales, disparaît sous les ruines de nos divisions internes. Ce n'est pas la diversité de nos familles idéologiques

qui nous menace, mais plutôt le manque de profondeur et de consistance de nos débats et de nos projets. Un certain simplisme politique de gauche et de droite favorise à la fois la sécurisation facile et le dogmatisme factice. Ainsi nous nous épargnons l'effort pénible d'assumer toute la complexité de notre situation.

Les changements opérés par la Révolution tranquille ont été dépassés par les aspirations qu'ils ont suscitées. Celles-ci ne pouvaient naître sans les premiers. Mais les limites et les seuils rencontrés ont exacerbé des espoirs et des désespoirs qui sont devenus fous au cours de nos crises d'octobre. Face à l'avenir, bien des indices puisés dans notre histoire passée ou récente nous incitent à formuler ce paradoxe : l'échec économique des forces politiques en place pourrait leur assurer leur victoire politique, parce que la plupart des nôtres sacrifieront leur liberté collective à la sécurité qui leur restera. Au contraire, un progrès économique dynamique amènerait plusieurs à opter plus résolument pour la souveraineté de leur peuple. Voilà une hypothèse qui se situe [490] dans la continuité de notre expérience historique. D'autres soutiennent que le Québec d'aujourd'hui entre dans une phase inédite de rupture par rapport à l'ensemble de son histoire. Les digues craquent, et bon gré mal gré nous devons nous forger un avenir tout à fait neuf. Au-delà des réticences actuelles, le sentiment latent de vivre un tournant décisif se diffuse dans l'ensemble des milieux québécois francophones. Le petit peuple longtemps humilié et tenu en respect ferait pencher la balance du côté d'une libération à tout prix.

Quoi qu'il en soit de ces scénarios anticipés, il faut éviter des goulots d'étranglement qui provoqueraient des risques ou des refus aveugles. Pour le moment, une sur-conscientisation sans une action qui ouvre des horizons réels, accentue les paradoxes précités, le fatalisme des uns et l'utopisme des autres, sans compter des divisions internes peu politiques.

Comment affirmer avec tant de force la spécificité québécoise et nier en même temps la possibilité d'un minimum de consensus collectif bâti sur une appartenance, une histoire et une aliénation qui atteignent d'une façon ou d'une autre tous les membres de notre société francophone ? Les solutions de demain seront peut-être bien différentes des options d'aujourd'hui. Cette anticipation bien plausible nous invite à laisser ouverts nos parcs et nos projets politiques, à envisager divers modèles possibles, à tenter des expériences constructives sans

attendre le jour « J » ou le grand soir. Nous connaissons tous les lendemains de la bastille ou de nos octobres révolutionnaires. Nos discours politiques de la dernière décennie répètent les mêmes rhétoriques, mais sur un ton toujours plus haut. Seraient-ils le fruit d'une colère grandissante devant une réalité qui nous échappe toujours davantage ?

Nous cherchons trop unilatéralement, dans une psychologie de guerre, les causes et les ennemis de l'extérieur, tout en nous acharnant sur nos travers et nos échecs. Il faut d'abord un meilleur *insight* sur nos solidarités et nos dynamismes les plus profonds. Comment ne pas souhaiter ici cette qualité de discernement qui, devant les véritables défis, conjugue un engagement courageux avec une distance critique capable de transformer les obstacles en valeurs. Il y a tellement de façons de s'enfermer dans un destin. Celles qui partent de nous-mêmes sont les pires, les plus destructrices. Seul *un goût farouche de la liberté saura nous unir dans un bloc historique décisif*. Cette dynamique enracinée dans la dignité humaine la plus profonde permet de relier les libertés individuelles et collectives, les libérations sociales et nationales, [491] économiques et politiques. Son test d'humanité restera toujours la place effective du petit peuple dans les luttes comme dans les solutions mises en place. Voilà ce qui pourra soutenir de bout en bout nos paris lucidement calculés et courageusement assumés. Dans cette perspective, nous ne saurions éviter la radicalisation de nos enjeux, de nos démarches et de nos objectifs.

Fin du tome II.